FÉVRIER 1975 Nº 251

Rédacteur en chef :

Claude Julien

Prix: 5 F Algérie: 5,00 DA Canada: 1,25 \$ c. Espagne: 35 pcs. Italie: 650 lires Tanisie: 500 mil.

Abonnements: voir tarif page 29.

(vingt-denxième année) éditée par

Le Monde

# LE MONDE diplomatique

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX

Directeur: Jacques Fauvet

Lire pages 9 à 16 :

DOSSIER

Les militaires et le pouvoir dans l'Asie des confrontations

# Démocratie

Par CLAUDE JULIEN

PRES la Grèce, le Portugul s'uppréte à uccomplir les rites du retour à la démocratie. De considérables différences séparent les deux pays. Non seulement la dicteture u couvert à Lisboene une tranche d'histoire beaucoup plus langue qu'à Athènes, mais encore des militaires ont rende uu Portugal une libesté que d'autres militaires avaient étranglée ea Grèce. En eutre, pour appeler les citoyens uux urues, M. Caramanlis avait affendu moins de guette recie plus enverence des militaires pour les citoyens uux urues, m. Caramanlis avait affendu moins de quatre mois, ulors que les nouveaux dirigients portugais ont eru devoir s'uccorder un délai de près d'ue en, que se suffisent pas à expliquer les difficultés de la décolonisation.

De telles différences resteraient assez académiques si une consultation électorale suffisait finalement à gerantir la solidité d'une démocratie recouvrée. Mais l'euphorie qui succède à l'effondrement de longues dictatures est de courte derée. Elle déboeche à Athènes sur une mejorité modérée qui paraît assez improbable à Lisbonne. Et bien vite eppuraissent les menaces qui pèsent sur des libertés enzora fragiles,

M ENACES internes, nées de dissensions qui s'expliquent trop bien uuu sealement par des conflits d'intérêts mais aussi par una insuffisante réflexion sur le contenu, le champ d'opplication et les méthodes d'uu régime démocratique : la pensée, en ces domaines, reste trop souvent sommaire, fondée sur des concepts unciens, figés, mai udeptés uux problèmes modernes, uuvrant uinsi la voie à toutes les tentations extrémistes,

Monaces externes, cor la renaissance d'une démocratie ne va pas sans inquieter d'une part les intérêts étrangers qui s'étaignt occustumés uu passible confort d'un « urdre » fondé sur la force, d'untre part les grandes puissances chargées de voiller à la cohésion des blocs. Blocs immuobles, consolidés è chaque crise par la connivence inayoués — et pourtant tellement visible — des Seper-Grands : en respectant les règles non écrites du jeu, chucun d'eux sauvegarde son propre glacis.

HISTOIRE même de la junte grecque enseigne à M. Caramunis que in démocratie restaurée par ses soins ne résisterait pas longtemps à une décisiun de Washington. De même, les remons qui ent seivi la chute de M. Caetane n'étaient pas tons made in Portugal. Si la situation coefuse qui M. Caetane a étaient pas tous mode in Portugal. Si la situation caetuse qui règne à Lisbonne devait déboucher sur un régime socialiste, des considérations proprement stratégiques, s'ajoutant à des préoccupations politiques et économiques souvent évoquées, conduiraient à une grave crise. Car uni n'u oublic que, pendant la guerre d'octobre 1973, olors que les membres de l'OTAN, y compris l'Allerangue fédérale, refusaient teute gide à l'avietion américaine qui ravitaillait Israël, le Portugal lui loissa le libre disposition de le base des Açores. Les forces aujourd'hui au pouvoir à Lisbonne n'auraient certes pes la même compleisunce. Divers signes indiquent déjà que le choix serait entre deux solutions : ou bien les Portugais se donneraient une seajorité compréhensive à l'égard de Washington, ou bien ils verraient apparaître un mouvement apparaître un revendiquent l'indépendence des Açores...

ES meances extérieures rendent encore plus évidentes les insuffisances de Le systèmes démocratiques qui, pour assurer leur survie, ont un besoin urgent de préciser leur doctrine et leurs espirations, d'approfendir leur enracinement. la générosité du rêve démocratique na suffit pas à lui faire prendre corps. Juzzois la démocratie ne pourru so contenter d'être, dans la conscience des peuples et dens la théorie politique, la contraire de la dictatura. Jamais elle ne pourre se borner à le liberté d'élections qui trop souvent esquivent les véritables débats, à la liberté de la presse lorsque les grands reoyens de com-munication sont contrôlés par de peissants groupes d'intérêts, unx libertés syndicales larsque le mouvement unvrier est colucé entre la crainte de l'embrigudement dans une organisation unique et la faiblesse qui unitrait de

Deux siècles uprès les révolutions eméricaine et française, la démocratie est encore dens l'enfance et, pour beaucoup, paraît déjà vieille. Parce qu'elle u'a pas su grandir avec le monde de l'industrie et de la technologie. Purce qu'elle u'u pas su féconder ses principes por des courants de pensée plus audocieux. Parce qu'elle s'est montrée soucieuse de conserver timidement eu mince héritage plutôt que de l'enrichir de conquêtes nouvelles. Parce qu'elle n'u pas osé uller nu-devant de ses propres exigences pour élever sans cesse le niveau de conscience politique des citoyens. Purce qu'elle u trop peur des affrontements qui fondent pourtant su raison d'être.

# Vers un Yaita nouvelle manière

Débouchant sur des attaques de plus en plus vives contre la parti socialiste, l'analyze de la situation en France par le P.C.F. n'est pas sans parenté evec l'analyse que les dirigeants soviétiques font de la situation mondiale. En annonçant à la mi-jenvier que Moscou renonçait à l'accord commercial soviéto-américain de 1972. M. Henry Rissinger e évoqué les causes visibles de l'atfitude du Kremlin: statut commercial discriminatoire, ingérence dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. è propos de l'émigration des juifs, insuffisance des crèdits (75 millions de dollars par an pendant quaire ans) votès par le Congrès

Mais la décision soviétique s'appuis aussi sur d'autres considérations qui relèvent de la stratégie globale des grandes puissances. C'est l'ensemble de ces aspecis qui sont enalysés, de divers points de vue, ci-dessous par Marc Ferro et (pages 4, 5 et 6) par Alain-Marie Carron, Bernard Féron et Jean-Pierre Vigier. Cette recherche ramet en question l'interprétation » classique » des relations Est-Ouest et conduit à une nouvelle appréciation des concepts de » guerre froide » et de » détente » appliqués à la politique mondiale des deux super-puissances.

AIS qui done, à la direction socialiste, contrôle les propos irresponsables de certains représentants de ce parti? » Cette petite phrase d'un communiste français, si vite effacée par l'actualité, est le symptôme d'un lent mouvement, venu des profondeurs, et qu'anime une fraction croissante du monde communiste. Implicitement, elle appelle le parti socialiste français à fonctionner à la manière d'un P.C. Or, depuis quelques années et jusqu'à l'hiver 1974-1975, on assistait plutôt au phénomène inverse : bolchevik, le P.C.F. déclarait vouloir fonctionner de façon pius ouverte, plus démocratique.

Voici que le vent tourne ; comme

façon plus onverte, plus democratique.

Voici que le vent tourne; comme s'ils parodiaient Boukharine, des dirigeanis communistes samblent dire; jusqu'à présent, nous avons été trop démocrates et pas assez communistes; désormais, il faut être moins démocrates et encore plus communistes; désormais, il faut être moins démocrates et encore plus communistes. Plusieurs explications ont, été données de ce durcissement, de ce revirement; elles mettent en cause la montée du parti socialiste, l'affaiblissement relatif du P.C.; le fait qu'il perd, par son alliance avec les socialistes, jusqu'à son identité et que, par l'implicite de cette alliance, il se prive de l'appoi de tous ces jeunes travailleurs qu'attirent les thèmes plus révolutionnaires de la C.F.D.T. ou d'autres groupes politiques même socialistes. Jusqu'à l'élection présidentielle, l'appât d'une participation è la gestion de l'Etat compensait ces sacrifices. Le victoire de M. Valéry Giscard d'Estaing reporcompensati ces sacrifices. La victoire de M. Valéry Giscard d'Estaing reportant ces espoirs aux calendes, les avantages éventuels d'un succès de la « gauche » aux législatives ne seraient que miettes d'un festin. Consommées à l'office, elles laissent déjà aux communistes un goût de sendre.

Ces raisons, on l'imagine, compor-tent leur part de vérité. Elles n'en isolent pas moins la situation fran-caise de son contexte mondial, plus exactement de l'analyse vrate ou fausse de ce contexte telle que peuvent la formuler des communistes de tous les pays. Sur ce plan, à Paris comme à Moscou ou à Lisbonne, les communistes peuvent se représenter la situation générale d'une façon iden-tique. Pour bien le saisir, plaçons-nous au centre, à Moscou, et choisis-sons trois moments de l'après-guerre : Par MARC FERRO \*

le tout début des années 80, 1968, février 1975. Confronter, à ces trois moments, la situation sur les différents fronts de la politique soviétique permet de mieux comprendre quelquesunes des réactions d'aujourd'hui.

1961-1962. POUR LES SPHERES DIRIGEANTES, LE FRONT PRINCIPAL, CELUI DE LA «GUERRE FROIDE», a bien failli dégénérer; lors de la crise cubaine, un conflit a manqué éclater. A Moscou, le Soviétique en est informé; mais, décidément, son humeur n'est pas anti-américaine. A l'Ouest, il ne connaît d'ennemi que l'Allemand et, volontiers, il le soupconnerait d'être le mauvais génie du peuple américain. A utre danger qui sourd, le Chinois. A cette date, de multiples signes attestent qu'en avance sur les milieux dirigeants le Russe est porté à sentir cette menace qui plonge au trélonds du sentiment populaire; la conjonction ancestrale du Tatar et de l'Allemand, ce vieux phantasme qui hante la Russie.

Longtemps encore les autorités nient l'existence de ce mublème. Befiet

Longtemps encore les autorités nient l'existence de ce problème. Reflet critique, pieux reflet néanmoins des

discours et des textes, les analyses occidentales ne l'évoquent pas encore. Elles s'attacheraient plutôt è examiner les débats qui occupent le devant de la scène et qui sont en façade le troisième front de la politique soviétique. En premier lieu, les discussions sur la réforme de l'économie dans un pays qui, quinze ans après les destructions hitlèriennes, connaît encore la pénurie. En deuxième lieu et surtout, elles examinent les manifestations de la « déstalinisation ».

Lorsque se fait entendre le cri déchirant d'Ivan Denissovitch, que la publication même du livre soulève deux sous d'espoir, le vacarme qui l'accompagne est tel qu'on perçoit mal que cet espoir est surtout le fait des intellectuels. Chez les dirigeants, dans la bureaucratie, dans les Républiques on le monde du travail, il n'a guère plus de portée réelle qu'en aurait eu, en France, à la même date, une lettre ouverte de Jean-Paul Sarire au général de Gaulle. Quant au problème du pouvoir, s'il se pose en profondeur aux dirigeants soviétiques, c'est en d'autres termes et comme, depuls cette date, d'excellents kremlinologues l'ont écrit. A cette date, en France, comme ailleurs en Europe, les partis communistes sont hors course.

# L'aggravation de 1968

1968. L'AIRE DE L'INTERVENTION OVIETIQUE STST ELARGIE. Pour SOVIETIQUE S'EST ELARGIE. Pour les dirigeants néanmoins, la situation est passée au rouge, au négatif, là où, en 1961-1962, elle était encore incertaine: en Chine et dans les démocraties populaires, à Prague évidemment. Elle est demeurée négative, avec l'humiliation en plus, sur le principal « front anti-impérialiste », où les Américains ont pu impunément bombarder un allié, le Vietnam du Nord. A un degré moindre, c'est un bombarder un allié, le Vietnam du Nord. A un degré moindre, c'est un échec de même nature que ressentent les dirigeants de Moscou lorsque Israel vainc les troupes arabes équipées de matériel soviétique. Enfin, les effets de la prétendue déstalinisation sont considérés c e m me une maladie dont la contagion pourrait gagner d'autres démocraties populaires, les Républiques mêmes et, pourquoi pas, Moscou. Les mesures les plus rigoureuses sont prises, qui visent intellectuels et nationalistes de toute race, qui, « de Dubcek à Soljenitsyne », mettent en cause le fonctionnement du système.

A une date où la réforme de l'indus-

A une date où la réforme de l'industrie n'a pas produit ses effets, il est remanquable que, dans leur masse, les Soviétiques adhèrent implicitement au régime. Certes, les cris et les appels se multiplient, qui attestent du malaise de l'intelligentisia; mals les fondements du système ne sont pas mis en cause. Cinquante années ont passé depuis Octobre et l'école e fait des Soviétiques des citoyens que n'importe quel dirigeant occidental envierait; des citoyens modèles, qui s'identifient totalement au régime, ne savent pas dissocier l'Etat et la société, croient que critiquer les dirigeants est fairs preuve d'antisoviétisme. Parole de l'Etat est parole d'évangle: lorsqu'en 1969 un film est présenté sur les événements de Prague, les spectateurs adhèrent totalement à l'interprétation qui leur en est proposée, par une une date où la réforme de l'indus-

Oliracteur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Dans ce numéro autour de la C.J.A.

(Pages 2 et 3.)

La nouvelle Constitution chinoise (Page 17.)

REPORTAGE: La « révolution »

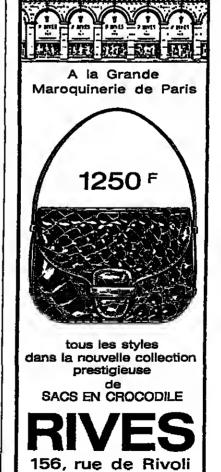
Remous

péruvienne (Pages 30 à 33.)

présentation au reste assez adroite; la jeunesse tchèque qui «agresse» les tanks soviétiques pénétrant dans Prague. Les oppositionnels qui, à Moscou, prêcheraient pour un socialisme à visage humain manifestement ne sont pas compris. L'un d'entre eux est pris à partie par le public.

A l'Ouest, c'est l'époque en les partis communistes prennent quelque distance vis-à-vis du modèle soviédistance vis-à-vis du modèle sovié-tique. Ils craignent qu'en agissant autrement, ils ne se déconsidérent. C'est l'époque, également, où manifes-tement Moscou craint qu'une victoire de la gauche « unie » en France n'appelle les Américains à une riposte et les Européens de l'Est à vouloir imiter le nouveau modèle démocra-tione français.

tique français. (Lire la sutte page 4.)



ENTRE ISRAËL ET LES ARABES

# ÉTATS-UNIS FACE AU RISQUE DE GUERRE

comports de nombreux joueurs, et la plupart d'entre eux situent l'anjeu é un niveau très élevé. Tellement élevé, en fait, qu'ils accepterent virtuellement n'importe quel risque pour atteindre leurs ebjectifs nationaux. Ceci est vrai des deux nations dont le conflit local est eu centre d'un complexe réseau d'intérêts et d'antagonismes — les juits israéliens et les Arabes palestiniens, — chacune d'elles revendiquent des droits netionaux sur un seul et même territoire. Mais ce n'est pas moins vrai des Etats impériaux : les principaux producteurs de pétrole ne peuvent guère se tenir à l'écart du conflit local, quelles que soient les tendances de leur groupe dirigeant; en conséquence, la structure eur laquelle est fondée la puls-sanco du monde industriel sera nécessalrement affectée, et elle peut même être

déterminée par le dénovement de conflit. Il est assez simple d'esquisser co scénarie qui aboutit à la destructico des protagonistes locaux et même à la troisième at demière — guerre mondiale du alècie. Les - pays du champ de bataille - l'Egypte et la Syrie, avec la Jordanie qui, non sans répugnance, est devenue leur partenaire --- ee rendant compte que le négociatico et des arrangements politiques ne leur parmettront pas de recou-

\* Professeur de linguistique au Mas-sachusetts Institute of Technology, auteur de Guerre et paix au Proche-Orient, Edit.

Par NOAM CHOMSKY \*

vrer leura territoires occupés, peuver considérer la guerre comme teur seul choix, particullèrement en cas d'agitation intérieure. Dans un état de tension élevée, Israël pourreit frapper, eentant que sa sur-vie est en cause, il est improbable que le schéma de la guerre d'octobre 1973 se renouveile. Ou bien, Isolé sur le plan international, et confronté à une eggrava-tion de l'équilibre des puissances, israé peut es sentir incapable de soutenir une course eux armements avec un adversairs dont la richessa cata annue de la contra del la contra de la contra del la contra del la contra de la contra del la con dont la richesse est lilimitée. Dans de telle e circonstances, une agressien préemptive pourrait apparaître comme le mesure raisonnable, quelles qu'en

soient les conséquences. dérer les intérête des Etats-Unis. Un principe fondamental de la politique américaine veut que les incomparables ressources énergétiques du Proche-Orient restent eous le contrôle des Etats-Unis et de leurs compagnies pétrolières uu, à tout le moins, que leurs concurrents n'ubtiennent pas un accès privilégié à ces réserves. En exagérant à paine, il s'agit là d'un véritable axiome. Les Etats-Unis toléreront un type assez formel de » nationalisation = qui laisserait le traitement el la distribution aux mains de compagnies idant eux Etats-Unis, mais II est hautement improbable qu'ile acceptent des mesures qui bouleverseralent sérieusement

vention militaire est sans aucun deute,

Une importante pénétration russe dens

les régions productrices de pétrole condui-

rait presque certainement à une guerre générale. Mais, en dehers de cette foin-taine éventualité, les Etate-Unis ne cont pas disposés à permettre que e'établ entre les producteurs de pétrole et les eutres pays capitalistes industriels, un nouveau type de relations eur une échelle aseez vaste pour menecer l'hégémunie américaine. Depuis le seconde guerre mondiale, un objectif prieritaire de le pelitique étrangère des Etate-Unis e oneisté é e'æsurer que l'Europe occidentale et le Japon resteralent sous leur domination effective. Ce système glebal serait sérieusement remis en cause par d'Importants arrangements bilatéraux entre paye capitalistes et paye producteura de pétrole. Après le guerre d'octobre, des approches dans cette direction se sont tient à maintenir eous son contrôle un · front uni - des consommateurs. En eutre, gouvernement américain e'efforce de faire en sorte que les compagnies améri-caines amassent, aux derniers stades d'une économie basée sur le pétrole, des profits suffisants pour garder leur domination sur le phase suivante, fondée sur le charbon eu l'énergie nucléaire.

(Lire la suite page 18.)

# REMOUS AUTOUR DE LA C. I. A.

# Un "service secret" sans mystères

ISSINGER, Bohlesinger, Colby? II sereit assurément fort intéressant da savoir qui est à l'origine des récentes révélations sur le réseau de surplace par la Central Intelligence Agency en violation de son statut. Ce dernier du président at la désignadon d'une commission d'enquête. En mettant l'accent sur les activités - illégales » de l'agence, Il pourrait tilan tendre à masquer le débat

En se séparant, le 93° Congrès s laissé derrière lui quatre projets do loi concernant la C.I.A. Le plus redical demanda la suppression pure et simple des services opérationnele de l'agence. Quant aux autres, ila réclament un contrôla plus sévère de ses activités. De surcroît, par un amendement au budget de l'aide à l'étrangar, les parlementaires ont exigé de la C.I.A. qu'elle cesse toute opération autre que ses opémoins d'an informer pleinement le Congrès,

Pour se convaincre du sérieux de la menace, il suffit de voir l'opération de charms lances par M. William Colby, directeur de la C.I.A., qui, de son propre aveu, a, au cours de l'année dernière, rancontré quelque cent cinquante journalistes, participé à plusieurs émissione de redlo el de télévision et mama accepté de dialoguar publiquement evec ses cribones au coure d'one conférence organisée par le Centre d'études eur le sécurité nationale, composé de jeunes Intellectuels notolrement opposés aux activités

clandestines de l'agence, Le mola dernier, M. William Colby a mêma tenu à rassurer personnellement les ambassadeurs des Etats-Unis en Amérique latine sur l'innocuité des ectivités actuelles de ses services dans cette région. Outre les révélations sur le rôle jouà per la C.t.A. su Chili, l'Inquiétude do ces diplomates s'explique sans doute par la publication du livre Inside the Company - C.I.A. Diery (1), écrit par un ancien employé de l'Agence - ou de la - compagnie -, comme l'eppellent ceux qui travaillent pour elle. C'est le journal de douze ans d'expériences vécues sur le terrain. Philip Agee, qui a opéré successivement en

De la défense de la démocratie à la protection des intérêts privés

Par NINA SUTTON \*

Equateur, an Uruguay et au Mexique, a tanu à ne rien omettre. Depuis le etaga dans la mystérieuse « ferme » de Camp-C.I.A. recoivent leur formation — physique, technique et idéologique — jusqu'à la minutieuse descripcion des moyens mie en œuvre pour, par exemple, « déstabiliser » deux gouvernements équatoriens qui retuealem da rompre leura relations diplomatiques avec Cuba, tout y est. Le livre contient même une liete de plus da quatre cents personnes ou organisations eyant - collaboré - avec la - compagnie -(on y trouve notamment les noms do MM, Echeverria, Figuérès et Lopez Michelcon, respectivement présidants du Mexique,

Il v a six mois environ, un autre livra par un ancien assistant du directeur da la C.I.A., Victor Marchetti, et un ancien employé du département d'Etat, John Marks, The C.J.A. and the Cult of Intelligenca (3), a, entre autres méritas, celul de dévoller les chiffres, jusque-là tenue secrets, du budgat et des effectifs da l'agence. Son impact, cependant, a tenu moins eux révélations qu'il contient qu'aux efforts déployés par M. William Colby et ses collaborateurs pour l'empêcher de pareitre. Finalement publié avec cent solxante-huit passages en blanc, c'est le premiar fivre jamais censuré avant publi-

Hongkong, Bayrouth, Buenos-Aires et Ganève, collectionne les monnales étrangàres - souvent achelées au marché noir - pour finançar les opérations à venir, ou ancore que les services de sécurité

assistent lee agents. Ge qui permet aux auteurs de Tha C.J.A. and the Cult of Intelligence d'écrire : - Actuellement, le C.I.A. consecre les deux aux opérations clandestines et à feur soutien : cetta proportion est relativament constante depuis plus de dix ans (...) et Il y e peu de raisons, pour l'instant, de a'attendre à un changement. -

tionnels de la C.I.A. revient donc, quoi qu'en dise M. Colby, à a'ettaquer à ca qui fait se epécificité dans le monde du ren-

Le bras armé

Maison Blanche

de la

ecignement américain, à ce qui est da lacto sa lonction principale.

Cette Impression est confirmée par le /alt qu'en matière de renseignements proprement dits - tous les témoignages récents concordant aur ce point - la C.I.A. na semble pas enregistrer de très grae succès, eurtout en ce qui concerne ses deux cibles prioritaires, l'U.R.S.S. et le Chine (7). Son action est parelysée par la caractère très farmé de ces deux pays et par la crainte des agents américains de se faire inflitrer par la K.G.B. (8). Le sance à haute altitude U-2 puis SR-71, et eulourd'hul das setallites-esplons, est venu palliar cette lacune male bien que mis au point par la direction acience et technologie da l'agence, ces programmes sont do ressort du Pentagone.

Autra problème posé par les interventions de la C.I.A. : qualle est se part de responsabilité execte dans leur

La révélation des opérations entreprises au Chill pour - déstabiliser - la régime Allenda a fourni à M. Wilflam Colby l'occasion de répéter que la C.I.A. ne fait le conseiller de le Malson Blanche en matière de sécurité, Directement mis en cause, M. Henry Klasinger a riposté an déclarant à des journalistes amis qu'il ne pouvait être tenu pour responsable, car, dit-il = après tout, 95 % des projets » (9) soumis à son attantion émenent de la C.I.A.

Cetto excuse ne réalate pas à l'anulyse. Il est vrai trailser tous les renseignements concernant le sécurité

netionale, informe le président sur le situation dans le monde. Il est exect également que les hommes engagés dans l'activité clandestine ont généralement tendance à laire des rapports partiaux, et le fiasco de la baie des Cochons formit l'exemple type d'une grave meur d'analyse commise à cause du triomphalisme d'un groupe d'«opérateure» de l'egence — les exilés cubains, qui affirmaient que leurs compatriotes étaient tout prêts à se soulever contre Fidel Castro (10).

le chef de l'exécutif dépond d'une source d'informations aussi discutable. Il est rare que les enaivetes de l'agence suivent les opérateurs » dens leur engouement pour l'ection (lia étalent opposés, par exemple, nixtion dans les élections chifiannes). On peut se demander d'ailleurs pourquoi l'une des premières tâches conflées par M. Klasinger à M. William Colby lorsqua celui-ci fut nommà à la tête da le C.I.A. consistalt à restraindre les

De plus, la C.I.A. n'est pas seulo à Informer la Maison Bianche. Le Pentagone ne contrôle pas moins do cinq services da renseignements, et les rivalités entre bureaucraties cont assez fortes pour garandr que, en cas de divergences, le préeldent et son conseiller seront informés des données conflictuelles. On reconte même (11) quo John Kennedy finit par se mattre très en colère, au moment de le crise de Cuba, en 1962, à force de voir

# Renseignements et opérations

clandestines

Au cœur du débat : les opérations clandestines da lo C.I.A. Il leut en effet distinguer entre les services de renseignements (espionnage el analysa des Informationa) de l'agance que personne - ou presque - ne songe à confester, et ses services opérationnels.

Per opération clandestine, il taut entendre toute ectivité visant à Influencer le situation politique dans un pays étranger. L'une des énumérations les plus complètes et les plus autorisées des activités entrant dans cette catégarle e été fournie, au cours d'une réunion très privé de ce monument de l'Establishment politique américain qu'est le Council on Foreign Ralations, par Richard Bissell, qui diriges le service des opérations clandestines de la C.I.A. pendant quetre ans (4). Il les répartit en hui calégories :

= 1) Avie at consell politique; 2) financement d'un individu (homme politique, militant infiltré dens un parti à aurveiller, policier, otc.) ; 3) soutien financier et « assistance technique » à un ou plusieurs partis politiques ; 4) soutien d'organismes privés, y comprie des syndicats, des sociétés commerciales, des coopératives, etc. ; 5) propegande ciendestine ; 6) formation « privée » d'individus et échange de parsonnes ; 7) opérations économigues; 8) opérations paramilitaires ou d'action politique destinées à renverser ou à soutenir un certain gouvernement. -

Cetta demiére catégoria évoqua immédietemant - entre autres intervantions le tentative do débarquement da la Belo des cochons en 1981, l'elde apportéa en 1967 aux autorités boliviannes dans leur chasse à - Che - Guevara ou encore la formetion de l'armée clandestine de quelque cent mille (trente mille d'après M. Colby) mercansires mise our pied au par la C.I.A.,

Pour les autres, les exemples sont innombrebles et concernent le monde endar. Vouloir dresser une liste complète des hommes politiques de premier qui ont touché des fonds de la C.I.A. serail impossible. Il faut cilar, tout de l'énorme travall effectué par la « compa gnie - au sein du mouvement syndical libre », créé par l'intermédiaire de le centrale syndicale américaine A.F.L.-C.I.O., et aux instituts da formation des cedres syndicaux utilisés notamment en Amàriqua ledna.

Au reste, il n'est pas un secteur d'activité qu'à un moment ou à un eutre la C.I.A. n'ait infiltré grace à des Institutions des propriétaires de presse, des associadons de juristes, certaines Eglises, des

\* Auteur de Watergate Story (éd. Stock,

GROSPIRON **RAOULT GROSPIRON SUC'** DÉMÉNAGEMENTS EMBALLAGE GARDE-MEUBLES EXPEDITIONS 49. Rue de la Fédération XV 734-02-66

culturels, sans oublier des entreprises

Les opérations de propagande, qualifiée de » bianche » ou de « noire » eulvant qu'il a'agit de diffuser des informations exactes ou fausses, couvrent elles aussi un éventail très large : gestion do stations de redio émettant en direction des pays socialistes (Radio-Liberty pour l'U.R.S.S. : Redio Free Europe, pour les pays de l'Est, Redio Swan pour Cuba, etc.); finance de livres - scientifiques - sur l'U.R.S.S. ou sur la China; faielfication de documents ettants pour un syndicat ou un parti polidque que l'on glisse à des journellates amis : distribution de faux tracts

Clandestines. Loutes ces opérations sont la plua souvent tilàgales. C'est la raison nedy après le flasco de la bale des Cochona, aucun président des Etats-Unis n'evait, evant M. Gerald Ford (6), osé les evaliser. Habituellement, lorsqu'una opéretion genante fait melencontreusement surface, si un démend n'est pas possible, le explication apécillque destinée à justifier cet incident perticultar, et rien de plus, de position du président à propos du Chili-M. William Colby a répété plusieurs foia cu'aujourd'hui les opérations clandestines ds is C.I.A. ne constituent olus qu'une

fraction infime de ses activités, que leu suppression ne modifierali pas sensiblamant l'équilibre des forces et que la sécu-

Les chiffres fournia par Victor Marchatti invitent pourtant é douter de cette affirmetion. Non seulement II appereit que la direction des opérations est la plus importente en termes d'effectifs, mala ancore la chiffre cité na tlem évidemment pas compte des dizalnes de millers de contractuela - recrutés sur place pour bonne partie du personnel de la direction s direction de soutien ») n'a d'autre fonction que da préparer les opérations clanes : c'est ainsi, per exemple, qua le section financière, qui a des bureaux à

# STRUCTURE ET BUDGET DE L'AGENCE

D'après The C.I.A. and the Cult of Intelligence, la C.I.A. dispose d'un budget annuel de 752 mil-liens de dollars. Elle emplote un personnel réguller de selve mille

cinq cents personnes.

Ses services se divisent en matre grandes directions:

DIRECTORATE OF INTEL-LIGENCE (Renseignements). charge de l'analyse du renseigne-ment et de la rédaction des rap-ports destinés au président et au gouvernement. Emploie trois mille DIRECTORATE OF OPERA-TIONS (Opérations), charge da toutes les activités clandestines :

interventions directes, espionnage ct contre-espiounage. Emploie six mille personnes (dent 45 % en poste à Pétranger). Budget : 440 millions de dollars. • DIRECTORATE OF MANA-GEMENT AND SERVICES (Ad-GEMENT AND SERVICES (Administration), chargé des pro-blèmes de gestion. Emplole cinq mille trois cents personnes. Bnd-get: 110 millions de dollars. • DIRECTORATE OF SCIENCE AND TECHNOLOGY (Science et technologie), chargé da la rechercha et de l'amalyse dans les domaines hautement techniques, comme les satellites-espions. Emploie mille trois cents personnes Badget : 128 millions de dollars.

# LES PRINCIPAUX SERVICES DE RENSEIGNEMENTS AMERICAINS

Ontre la C.I.A., qui est théori-quement chargée de centraliser toutes les informations concer-nant la sécurité nationale des Etats-Unia, MM. Marchetti at de renseignements principaux.
Cinq dépendent du Pentagone :
La NATIONAL SECURITY
AGENCY dout la mission principale est la création et le décryppale est la creament est égalem tage des codes ; est égalem chargée de la surveillance des communications internationales et par telex. Elle emploie vingtuntre mille personnes. Son bud-et annuel est de 1 200 000 dollars. La DEFENSE INTELLIGENCE AGENCY, créée en 1961 pour AGENCY, crèse en 1981 pour tenter de ocordonner les activités des services de renseignements des trois armes. Produit chaque jour un rapport destinc au président et assez semblable dans sa forme à celui de la C.I.A. Son personnel est de cinq mille personnes et son bndget de 200 millions de dollars.

lions de dollars.

Les SERVICES DE RENSEI-GNEMENTS DES TROIS ARMES. Théoriquement no a'occupent que da renseignements d'ordre mili-

taire. L'eviation emploie cin-quante-six mille personnes (soit près de quatre fois le personnel de la C.L.A.). Farmée de terre, de la C.L.A.). Farmée de terre, trente-cinq mille personnes, et la marine, quinze mille. Leurs bnd-gets aont respectivement de 2 700 000 000, 700 millions et 500 millions de dollars.

• Le DEPARTEMENT D'ETAT a, lui sussi, un petit service de cellecte et d'évaination du renseignament, qui emplote trois cent cinquante personnes. Son bodget est de 3 millions de dollars.

• La COMMISSION DE L'ENERGIE ATOMIQUE consacre trois cents personnes et 20 millions de dollars aux opérations de renseiments. dollars aux opérations de rensei-• Le TRESOR a un service de

trois cents personnes avec un bodget do 10 millions de dollars. © Enflin dépendant du ministère de la justice, le F.B.I. a consacré de is jusque, le fini, a consucre un de ses services an contre-espionnage sur le territoire de Etats-Unis. Il s'agit de l'INTER-NAL SECURITY DIVISION qui emploie huft cents personnes avec un badget de 40 millions de

Robert McNamara (chef du Pentagon at M. John McCone (directeur de la C.I.A.) le déranger à tour de rôle, toutes les cinq photos de missiles soviétiques prises par les U-2. Photos parfaitement identiques par

C'est au Conseil oational da sécurità (N.S.C.) qu'il incombe de donner ses ordres à la C.L.A. Le Conseit, qui se réusit tous les matins à la Maison Bianche, est présidé par le chef de l'Etat. Participent à ces réunions le conseiller du président en matière de sécurité, des représentants des trois armes, du haut commandement interarmes, du secrétariat d'Etat, da le C.I.A. et des autres services de renseignements, ainsi que toute autre personne que le président juge bon d'y inviter (le vice-prési-dent Rockefeller par exemple).

Dans la pratiqua, pourtant, les opén tions vraiment clandestines de la C.I.A. ne sont pas discutées dans ce forum très large, mais au sein d'un comité plus restreint que le journaliste Tad Szulc a décrit elnsi : «Un groupe ténébreux de cinq hauts fonctionnaires très puissants qui dirigent silencleusement la politique clandestina des Etats-Unis à partir d'una petite pièce située dans le soos-sol da le Maison

Il a'agit du Comité 40, que présida M. Henry Kissinger en sa qualité de conseiller du président et qui groupe la chel du heut commandement Interarmes, les adjoints du secrétaire d'Etat et du secrétaire de la défense, et le directeur do la C.I.A.

Les délibérations du comité doivent être tenues si secrètes qu'il n'en est conservé presque aucune trace écrite et qu'il est même interdit de mentionner l'existence du comité dans un document officiel, aussi changa d'ailleurs périodiquement, chaque fois qu'une Indiscrétion l'a fait connai-

Si le président n'assiste pas aux réunions du Comité 40, c'est en epplication du principo du « plausible denial » (démenti plausible) qui régit les services secrets américains ; afin d'éviter louis Blanche, les opérations clandestines doivent être conques do telle sorte qu'on ne

(1) Publié car Penguin, à Londres, A caraître prochainement en français aux éditions du Sendl.

(2) La langue courante abuse du terrac « agent de la C.L.A. ». Celui-ci, ne s'applique qo'an dernier mailion de la chaîte, à l'homme recrute sur place, d'ordinaire sur une base cootractuelle à plus ou moins long terme. Les employés ce la C.L.A., généralement américains, qui soot formés aux Etats-Unis puis envoyés en

20

700 Feb

26.1

-

modus long terme. Les employés de la C.I.A., généralement américains, qui sont C.I.A., généralement américains, qui sont C.I.A., généralement américains, qui sont contes aux Etats-Unis puis envoyés en posts à l'étranger — le pius souvent sous couverture diplomatique — pour y diriser les opérations, sont appeiés des case officers (officiers spéciaux).

(3) Puclié par Knoof (New-York) en juin 1974 (ct. le Monde diplomatique de novembre 1974). A paraître en France au mois de mars aux éditions Robert Laifont.

(4) Le procès-verbal de cette réunion — à laquelle participalent Alien Dulles, ancien directeur de la C.I.A., le hacquier Dougias Dillon, ancien secrétaire du Trisor et ancien ambassadeur à Paris, le journaliste Joseph Kraft, et hien d'autres personnalités ayant joué un rôle de premier plan dans la définition de la politique étrangère américaine des vinçt dernières années — est tombé dans le domaine public par le plus grand des hasards : en 1971, an cours d'une manifestation course la guerre du Vietnam, des étudiants ayant oris d'assaut et occupé le Centre pour les affaires internationales de l'université Harvard, ils découvrirent ce document exceptionnel parmi les dossiers d'un des membres de la faculté qui avait assisté à la réunion. D'abord publié par l'African Rescarch de « The C.I.A. and the Cuit of Intelligence ».

(5) Une liste très détaillée de ces orga-

D'abord publié par l'African Rescarb.
Oroxp. ce texte constitue une des annexes de e The CLA. and the Cuit of Intelligence s.

(5) Une liste très détaillée de cus organisations a été publiée par le Washington Post on 26 février 1967. Claude Julien en a cité les plus importantes dans le chapitre sur la CLA de l'Empire américain, aux éditions Grasset.

(6) Le 16 septembre 1974, le président Ford a justifié les opérations entreprises au Chili pour « destabiliser» à le gouvernement Allonde, en déclarant qu'il s'agissait là de pratiques convantes et qu'elles avaient été entréprises e dans l'intérêt du peuple châien et certainement dans l'intérêt du peuple américain ».

(7) Le clus grand succès que la CLA. sit remporté en matières d'esglonnage contre l'UR.55. — et qui est régulèrement cité par tous ses dirigeants — a été de se crocurer, oar l'intermédiaire d'un baut fonctionnaire d'Europe de l'Est, le texte on discours eur la déstalinisation gronoacé par Nikita Ehrouchtchev en 1836, lors du vingtième congrès do qu'il communiste soviétique. Ce texte — légérament « revu » par l'Agence — fut transmis à la gresse et publié par le New York Times et le Monde.

(6) MM. Marks et Marchetti resontent mêms (p. 177) que lorsqu'un colonal des services secrets soviétiques, Oleg Penkovski, prit contact avec les représentants de la CLA. à Ankara, en 1955, les dirictants de la Section chargée de l'UR.8.5. étaient tellement persusadés qu'il s'agissait d'un agent double qu'ils out refusé services secrets britanniques grennent le risque de faire confiance à Penkovski pour que la CLA. se ravisa. (Rappelons que c'est grâce aux informations fournies dar Penkovski sur l'arsenni nucléaire soviétique qu'en 1962, lors de la crise de CuOa, le président Klennedy a qu déclarcher avec succès l'égetuve de foure contre les Rremiliu.) Découvert en 1962, Penkovski et Estad sauc dans un article sur le Comité 40 publié par le New York Hagazine. en septembre 1974.

(10) Pour l'histoire détaillée Ce cet égisone, voir l'histoire détaillée (se cet égisone K



pulsse jamaie en ettribuer directement la responsabilité eu chef de l'Etat. Quitte, le cas échéant, à entretenir le mythe d'une C.I.A. toute-puissante, sorte de pouvoir paratièle qui entraînereit le gouvernement américain dans des antreprises irrespon-

Du tait de sa double fonction de secrétaire d'Etat et de président du comité 40, M. Henry Kissinger ee trauve dans une position très particulière qui pourrait expliquer les tiraillements Internes dont témoignent les récentes révélations : le « démenti pleusible », en effet, n'est pas simplement destiné à tramper l'opinion publique eur la politique clandestine défi-nie par le président et il n'est pas rare que le Meison Blanche préfère ne pas Informer les services diplomatiques officiele de ce qui se Irame dans l'ombre (même el ce sont ces mêmes services qui, traditionnettement, fournissent acuvent leur - couverture - aux cedres de la C.I.A.

Un contrôle

fictif

parlementaire

Pour Illustrer la function de le C.I.A. eu sein de l'exécutif eméricain. Il suffit de voir la façon dont M. Williem Colby justifie la création de l'armée otandestine au Laos (13) : « Pour des raisons politiques, la président Kennedy na voulait pes violer tes accords de Genève en envoyant des marines » su Laos. Mais il ne voulait pas non plus an être réduit à de simples protestatione diplomatiques contre la présence de cinq mille soldats nord-vietna-la C.t.A. fut chargée de faire la guerre par mercenaires indigânes interposés.

En d'autres termes, le Congrès étant seul investi per le Consultation du droit d'entraîner les Etats-Unis dans une guerre, chaque fois que l'exécutit e besoin d'intervenir discrètement pour faire régner dans le monde l'ordre qui convient é Washington, il peut faire appel é sa gerde prétorienne personnelle, discrèta at Incon-

L'histoire de le création de le C.I.A. confirme d'alileurs ce rôle. Le C.J.A. est l'héritière diracte de l'Office oi Strategic Services (O.S.S.), créé en 1942 par ordennance préaldentielle pour répondra aux carences an metière de renseignements dont lémoignait l'atteque-surprise japonaise contra Pearl-Harbor. C'est en cette période de guerre que, pour la premièra lois, l'assimilation fut leite entre services de renseignements et opérations clandestines (parachutage derrière les lignes ennemies, aoutien aux mouvements de réaistance européens, etc.).
En 1947, l'edministration Truman soumit eu Congrès

le projet de ce qui devint le loi eur le sécurité natio-

nele, créant la C.I.A. at le Conseil netional de eécurità, et organisant la classification des documents secrets L'O.S.S., démantelé an septembra 1945, resurgit donc de ses cendres (ce sont les mêmes hommes qui dirigeront la C.I.A.) au moment où, consciant de le catastrophe causée par le retour à l'isolationnisme qui avait marquà le précédent après-guerre, le gouvernement amèricain s'apprâtait à organiser à travers la monde le délense des intèrêts politiquae et économiques des Etats-Unis. Symbole d'une politique : l'homme qui a fait adopter le plan Marshall est aussi celui qui mit sur pied le premier epparell eystéma-

Comme la dit M. Robert Borosage, directeur du Centre d'études aur le sécurité netionale : - Truman at ses consalifers avalant des aspirations à l'écheion du globe. Les visées impériales à l'étranger politiqua d'intervention constante et d'engagement permenent - exigealent d'eltérer le etructure d'un exécutil conçu pour le temps de paix. C'est ainsi que se trouvèrent légidmées pour l'evenir des institutions nées an période de guerre

dque de services secrets des Etate-Unis.

La loi de 1947 garantit subtilement le secret qui entourera les activités de l'Agence ; elle lui confie la mission de centraliser les renseignements concernant la sécurità du pays, d'informer le Consell national de sécurité sur le situation dans le monde et aussi de « rempiir toute autre lonction relevent de le sécurité nationale que, de temps à autre, la Conseil national de sécurité pourra lui confier ».

C'est dans cette demière petite clause que, très vite, le C.I.A. va trouver la jusbfication de ses opérations cland Mais, surtout, cette clause va garantir que le Congrès n'exercere qu'un contrôle fictif sur ses opérations.

Comment, en effet, le législatif pourrait-il, sans entreindre le principe de le separation des pouvoirs, exiger un droit de regard sur les ordres donnés par le présidentiel fonctionnent à l'intérieur même de le Malson Blanche ? Ainsi, une série de directives secrètes du N.S.C. organisent le structure opérationnelle de la C.L.A. Quant eu demier risque qu'il y avait de voir tes parlementaires se méler des

ettaires de l'Agence, le vote annuel de son

Le doute

et les crises

de structure

Pour préserver une epparence de contrôle législatif, quatre sous-commissions des forces armées (deux à le Chambre et deux eu Sénat) furent investies du droit de demander des explications plus préclaes sur l'utilisation de ces fonds. Composées jusqu'à présent, en vertu du systime d'ancienneté, de vieux parlementaires le plus souvent très conservateurs et particulièrement jeloux da leur privilège, ces sous-commissions n'ont jamais - avant l'affaire du Watergate - cherché à contrôler réellement le blen-fondé des dépositione faites par les dirigeents de la « compagnie ». On dit même (15) qu'Alien Oulles — directeur de la C.I.A. jusqu'en 1981 disposalt d'un droit de regard personnel sur le effection des perlementaires qui siègealent au sein des sous-commissione de contrôle.

A l'heure où l'affaire du Watergete déclenchait l'assaut contre la « présid Impériele », la mise en cause de l'orgene tefols, le climat politique actuel n'explique que les coups portés à le C.I.A. de l'extèricur : il ne rend pas compte des - fultee at autres remous dont cortains ont visisemblablement leur origine eu sein mêms de l'Agence et du petit groupe d'hommes

Conçue comme un instrument d'intervention souple et

se de la bureaucratie, rivalités de services, pape

secret, la C.I.A. a mai viafili. Devenue une grosse orga-nisation très compartimentée, elle soutire de lous les

rasserie pléthorique (c'est toujours après coup que l'on

découvre, permi le moncesu de repoorts sur une situa-

tion donnée, celui qui en faisait l'enalyse juste - ce tut

On parle aussi souvent des erreure commises par la

C.I.A.: l'embarres ceusé par l'avion U-2 abattu alors

rance à laquelle le président Elsanhower tensit beau-

coup ; le maprise sur la présence de prisonniers améri-

cains dans le camp de Son-Tay, au Vietnam du Nord, contre lequet une opération de commandos tut organisée à grands trais pour s'apercavoir

qu'il était vide ; ou encore l'épisode tranchement comique où, voulant passer une nouvelle recrue au détecteur de mensonges, deux employés de le C.I.A. tirent seuter toute l'instai-

letion électrique de l'hôtel da Singapour dens lequel lis se trouvaient.

Mais le principal facteur de malaise est ailleure : la C.J.A. a du mai è s'adapter à

le cas pour l'opération de la bale des Cochons).

budget, il ne fallut pas longtempe pour le surmonter : constituant une informetion de nature à compromettre la sécurité nationale (14), les sommes allouées à la C.I.A. sont ventilées et camouflées au sein du budget d'autres départements gouverne-

mentaux, notamment calul du Pentagona.

conçu et développé comme le bras armé clandestin de le politique étrangère de la din de le politique étrangère de la Pourtant, jusque-là, ils avaient juge prétérable de ne pas en parier. D'ellieurs, les exemples ne manquent pas de complai-sance é l'égerd de le C.L.A. pendant de nombreuses années : plusieurs jours avant la lancement de l'opération de la bale des Cochans, le New York Times et l'hebdomadaire libéral New Republic avalant découvert ce qui se préparait : toutefois, à le demande du gouvernement, l'hebdomedeire ne publie rien, et, quant eu New York Times, Il épura l'erticle de Ted Szuic sur les camps au Guatemale où étaient

lul fait jouer ne cadreni plus du tout avec ce qu'on lui avait dit être la mission de le C.J.A. en Amérique latina. Comma il noua l'explique aujourd'hul, il avalt cru en - cette troisième voie entre l'impérialisme traditionnel et le socialisme révolution-naire, en cet ordre international, démocralique, libérel et universatiete où, sous la conduite des Etets-Unis, et ayant aboll toute irontière commerciale, cheque pays. l'ensemble ». Sa mission, pensalt-il, était de taire échec à le menace communiste

### LA « COMPAGNIE » ET DE GAULLE

On connoît le rôle joué en France par la C.J.A., oo lendemain de la guerre, pour faire obstacle à une éventuelle prise de pouvoir par les communistes : création de Force Ouvrière, soutien financier à plusieurs personnolités — sociolistes et partisans de l'anification de l'Europe, — financement par des voies détournées de plusieurs publications de la gauche non-communiste (Preuves, le Papulaire, Combat, etc.), ou encore embouche de « gros brus » de lo pègra mursaillaise pour décharger l'àquipement euroyé des Frats-Unis ou titre du plan Marshall que les dockers de lo CGT, projent décidé de houvoites (1) C.G.T. avoient décidé de baycotter (1).

Mains connu est l'intérêt que les services secrets américains ant toujours parté d'Charles de Gaulle qui, même à l'écart da pouvair, les inquiétait. Dans son numéro du 29 juin 1974, New Republic révélait, sous la plume de Stanley Karnow, que pendant plusieurs onnées, avant son retour nu pouvoir, le général de Goulle ovait maintenu un contact régulier avec l'Agence américaine. Son « officier de liaison », qu'il vayait environ noe fois par mois, était un certain John Hossy, dont la tâche était facilitée du fait que, pendant la guerre, enthousiesme par l'action de de Gaulle, il s'était mis à sa disposition à Londres et que le général le considérait comme un compagnos d'armes. Les deux hammes s'entretengient de la situation dans le monde, ce qui permettait à Washington de rester informé des projets du général; encore que, d'oprès Hasey, personne n'ait jamais vraiment su ce qu'il pensoit

Hasey avoit, entre outres missions, celle de s'assurer que de Gaulle ne afoerait pas les efforts des fandateurs de l'Europe, Incidemment, il abitat pour le général in permission de consulter certains decuments oméricains (non classés, tautefois), pour lo rédoction de ses mémoires (en 1971, Newsweek avait affirmé dans on article en date do 22 novembre — d notre connoissance jamais démenti — que la C.J.A. avait même payé une partie du layer des bureaux de R.P.F., pendant la période où les gaullistes étoient dans l'opposition).

Malgré ces coetocts, les milieux politiques américains furent pris de court en 1958. Alors, toujours selou Stanley Karnow, ils ne leur resto plus que le recours aux expédients risqués : » Lorsque la révolte d'Alger puvrit la voie au retour de de Gaulle. ècrit-il, un agent de la C.L.A. à Paris alla porter un sac pair contenant 75 000 dallors o M. Gay Mollet, dans on effort de dernière heure pour oider le leuder socioliste o barrer la route de général. Non seulement M. Mollet ne fit rien pour orrêter de Gaulle, mais, por une étrange volte-face, il rejoignit les rangs do genvernement gaulliste et, ce foisant, loi confère une légitimité. La C.I.A., ou fait, ne revit jamois ses 75 000 dellars. »

(1) Tous ces faits nous out été personnellement confirmés, au mois de septembre dernier, par Thomas Braden, ancien assistant d'Alleo Dulles, qui était chargé de la supervision des opérations de propagande en Europe de 1850 à 1954.

entraînés les exilés cubains, de anrie qu'il na confint plus aucune référence à la C.t.A. ni à l'imminence des opérations Un peu plus tard, le New York Times evalt appris que l'Agence formait secrètement des commandos tibétains dans les montegnes du Colorado en vue de lance une offeneive pour organieer le retour du dalei-lama (16); mais le grand quotidien new-yorkale avail accepté de garder le secret par souci de préserver le écurilé

Tandis que, seu à peu le crise de consensus née du conflit vietnamien briaeil le conspiration du ellence des initiès, le recrutement devenalt plus difficile et au sein même de le « compagnie » délorialt une vague de désanchantement. A cet égard, l'histoire de Philip Ages est

nationale

Les mérites

commerciale

de la couverture

Après quatre ans passés en Equateur, c'est en Urugusy qu'il commence à se poser des questions. L'inefficacité des réformes, le corruption du qu soutenu par Washington el le rôle qu'on en attendant que puissent e'installer les réformateurs libéreux qui mettralent en plece les programmes socieux qui menqualent depuis ei longtemps.

Pule, en avril 1965, c'est l'anvol des marines - en République Dominicaine, au moment même où Juan Bosch projotype du réformeteur libéral, s'eppréte à regagner te pouvoir. Pour Agea, c'est un éctelrelssement décistf : « Personne, écrit-II, ne pouvait aveler la version selon leguelle il s'agiralt de faire achec à une nouvelle révolution de type cestriste. Il neliste (de Bosch) n'est pas tombé eux mains des communistes. Et cette doc-trine Johnson : « Les révolutions qui cher-- chent à implanter un gouverne - muniste cossent d'être une affaire inté-- rieure et requièrent une riposte au niveau - de l'hémisphère tout entier. - Quelle blegue I lis no veulent tout elmplement pas voir Bosch reprendre le pouvoir, et rêts sucriere amèricains. »

### Au III des révalations, effectivament, una évidence commence à se faire jour : dans le plupart des cee d'Intervention de le C.I.A., le sécurité nationale n'e été qu'un prétexte destiné à justifier des activités visant. avent tout, é protéger les intérêts économiques amé-

Ou'il s'agisse du renversement du gouvernement Mos-

sadegh en Iran, qui eut pour conséquence directe de taire pénètrer les cinq plue grandes compagnies pétrolières eméricaines dans le domaine, lusque-lé réservé à la Grende-Bretagne, des richesses du sous-sol frenian ; qu'il a'agisse du renversement du gouvernement Arbenz au Guetemale, qui permit de sauvegarder le très puissente United Fruit ; qu'il s'agisse de l'intervention au

Congo (Zairo), dont la président Mobutu acquellle avec plaisir les investissements de la Chase Manhettan Bank, de General Motors, da Shell, de Ford, etc.; qu'il s'agisse du Brésil, des Philippines ou, bien sûr, du Chili, il est clair qu'il en ve de même partout.

indignée.

A propos du Vietnam eussi, le politique de le C.I.A. peut s'expliquer par l'évolution de puissants intérêts privés. Comme le souligne Peter Dale Scott (17), c'est précisément à partir du moment où de nombreux banquiers commencèrent à se pisindre de ce que tes combats au sol pessient trop lourd eur le dollar, que les analystes de le C.I.A. recommandèrent les bombardements du Vietnam du Nord. Un peu plus tard, lorsque les divergences ee firent plus nettes entre les généraux et les banquiers, ils optèrent pour le désenge

« On peut dire qu'en gros, al la Pentagone dalend les intérêt du complexe militaro-industriel, la C.I.A. représente ceux de la finance el des firmes multinadoales -, commente un ancien ampioyé de l'Agence, evant de citer quelques uns des nmes — fort nombreux — passés du service de la « compagnie » à celui de quelque grosse société: John McCons. anoism directeur de la C.I.A., est aujourd'hul l'un des dirigeents du conglomérat transnetional i.T.T.; Kermit Roosevelt, I'un des hommes qui organisa le chute de Mossadegh en Iran est passa, cinq ane plue terd, eu service de le Gulf Oil (une des cinq - grandes - du pétrole), etc.

Crése II y a près de Irente ans pour assurer dans le monde un minimum de stabilit. favorable aux investissemants et aux exportations des Etats-Unis, la C.I.A. conçus à une àpoque où les motivations économiques de le politique àtrangère du gouvernement eméricain coîncideient parfeltement avec les justifications qu'il en donnait an termes de moreie politique, elle est autourd'hut le victime de sa structure bătarde. Service clandestin ayant pignon eur rue, elle est à le merci de

n'importe quelle explosion de curiosité

Cette falblesse, dès 1968, M. Richard Bissell le dénonçait. Au coure de la contérence contidentielle qu'il donneit devant le Council on Foreign Reletions, Il déclareit, quelques mois seulement après la publication du repport de la commis Katzenbach: < Si l'Agence veut conserver son efficacità, alle devre avoir recours sux institutione . Ivées sur une plus grande écheile (...). Il noue taut opérer avec des couvertures plus clandestines

et an prenant garde de miaux compartimenter nos opérations. »

Pour cele il recommendatt une indigénisation progressive du personnel permane de le C.I.A., ce qui facilitereit le péné-Iration des sociétés locales, tout en épergnant eu gouvernement américain l'embarras potential que constitue toujours un

opérateur sous couverture diplomatique. Un autre ancien employé de la C.I.A., qui affirme être su courant des projets d'avanir de ses dirigeants, écriveit récemment (18): » L'Agence va accentuer ses recherches d'organisations indépendantes dont les intérêts s'accordant eux siens et au travers desquelles alla pourra opérer. Les dirigeants de l'Agence estimant que. quoi que nous puissions en penser, nous entrons dans une ère où les intérêts des Etala-Unis et ceux des institutions tranchemant - capitalistes - à travers le monda coincident si bien que noue n'evons d'autre choix que d'an profiter. Et el cela signifie une coopération avec ces maimées que sont les tirmes multinationales, i.T.T. y compris, hà bien, tant pis i -

Il est difficile de juger si ces projets ont été mis à exécution. On peut signaler simplement que l'année demière — c'està-dire é une àpoque où les dirigeants de la C.I.A. cherchalent è tout prix è minimiser l'enverours de leurs opérations. l'un d'entre eux s reconnu que quelque deux cents employés de l'Agence étaient actuellement en poste é l'étranger sous couverture commercials. Ajoutons è cela que, face à ses difficultés de recrute-ment, la C.I.A. s'est mise, depuis qualques années, é puiser dans le réserve d'hommes térus d'action que sont les » marines » de retour du Vietnem (19).

Personnel plus - dur -, clandestinité renforcée, Indigénisation des cedres et utilisation des énormes réseaux des firmes transmettonales, voilà effectivement qui devrait rendre é le C.I.A. sa capacité d'ection. En admettant — ce qui n'est pes exclu, étant donnée la détermination dont lont preuve les jeunes libéreux du nouveau Congrès - que la crise actuelle aboutisse à une réforme en profondeur du atatut et du système de contrôle de l'Agence, la structure de rechange n'estelle pas déjé prête ? On Imagine déjà ce qui pourrait sa passer su Chili ou ali-leurs; ai en 1970, la C.I.A. n'avait pas besoin de l'argent que lui offrait I.T.T. pour défendre les intérêts du conglomèret - et de quelques eutres, - Il n'est pas Impossible que, bientôt, il lui devienne plus difficile de dàbloquer des fonds. Auquel cas le contrat n'aurait même plus besoln d'àtre négocià à Washington; lout pourrait se faire eur piece, au Chill, où les cadres 40 la C.l.A. ne sereient eutres que des employés d'I.T.T. Et II en Irait de même en d'autres pays.

(13) Lors de la conférence organisée par la Centre d'études sur la sécurité nationale, les 12 et 13 septembre 1974.

(14) Les directaurs de la C.I.A. refusent même de donner le chiffre global du budget de l'Ageoce, sous prétexte que ses fractuations d'une année sur l'autre fourniraient aux adversaires des Etais-Unis une indication comprometante.

(15) D'après le New York Times, cité, par BML Marchetté st Marks. p. 342.

(16) Pour le détail de cette histoire.

(16) Pour le détail de cette histoire, voir The Invisible Government de David Wise et Thomas Ross et The Polities of Lying de David Wise.

(17) Dans The Vietnam war and the CJA.-financial establishment, un essal qui figure dans Remaking Asia, ouvrage compilé par Mark Selden (Pantheon Books), p. 186. Documents à l'appul, Peter Dale Scott se dresse cookre l'idée très répandue selon laquelle ta CLA. aurait défendu des positions de «colombe» à propes du Vietnam et démontre comment, se contraire. L'Agence oe déconseillait ao contraire, l'Agence oe déconseillait certaines interventions e dures » (bombardements. minage des ports cord-viatna-miens, etc.) que dans la mesure ou elles ne l'étaient pas asset pour être afficaces (18) Extrait de Without Clock and Dayger, de Miles Copeland, sité par Tho-mas Ross au cours de la conférence orga-nisée par le Centre d'étude sur la sècurité

(19) Cette évolution, souvent mention-née, nous a été confirmée par Philip Agee.

Jeune homme 29 ons FORMATION PLURIDISCIPLINAIRE ingéniaur ogronone

Diplôme d'économie Docteur-Ingénieur (physique) 3 ens d'expérience Outre-mer Conrdination projets interministériels

charche POSTE DE RESPONSABILITE France on Outre-mar

Ecrire : Monde diplomatique » nº 25 qui tronsmettro.

### l'évalution de la politique étrangère dont elle doit être l'un des instruments. Créée à l'époque manichéenne de le - guerre froide -, elle fonctionnali alors parishement. L'ombre menaçanta da Joseph Staline semblalt autoriser le recours à tous les moyens, partout dans le monde. Et c'est, incontes cette époque que l'Agence était le plus efficaca — notamment en Europe où, en

ettendent que le plan Marshall ait aldà à reconstruire des régimes démocratiques mais aussi un capitalisme viable et des marchés prospères pour les exportations américeines, il fallait a assurer que les partis communistes, sortis renforcés de la guerre, n'ellatent pas s'emparer du pou-A l'époque, faire carrière dans la C.I.A. étail l'ambition de beaucoup. Les hommes

da l'ancien O.S.S. faisalent figure de héros, et les plus libéraux révaient pariois de se lancer dans l'aventure clandestina pour détendre le « monde libre ». La C.LA. recrutait dans les meilleures universités, et son personnei appartenalt à l'élite de shment. L'Agence fut même t'un des demiers refuges contre le maccar-Mais la guerre du Vietnam a changé tout

cela en jetant le doute sur les motivations de le politique étrangère. Le concept même de services secrets est, par définition, difficilement compatible avec celui de démocratie tel que le comprend le tradition américaine. Si les références à la sécurité nationale manacée, épouvantail

dont on a beaucoup abusé, n'appareissent plus aussi convalncantes, elore les que-

Mons commencent à se poser. En 1967, le mensuel Ramparts révélait que, depuis des années, le C.I.A. finançait la National Sudents Association, le plus Important groupement d'éludiants des Etats-Unis. Cette Information fut Immediatement reprise par la reste da la presse, qui, peu á peu, dévoile toute une série d'Institutione privées ayant servi à echeminer des fonds secrets eux quetre coins

Devant le tollé de protestations suscité par ces articles, le président Johnson nomme une commission d'enquête dont II confie la direction à M. Nicholas Katzanbach, alore adjoint au secrétaire d'Etat. Très rapidement, le commission fit connettre ses conclusions : compte tenu de le conjoncture internationale, rien ne justifleit plus que le C.I.A. se servit d'institutions privees pour couvrir ses opérations. Co verdict epaisa les esprits, sans pour autent trep gêner l'action de l'Agence. Toujours à coups de directives escrètes du Conseil national de sécurité, il fut établi que les recommandations de la comentre la C.I.A. et les syndicats, ni quelques autres opérations jugées prioritaires.

Un des aspects les plus intéressants de cette histoire est que les talts révélés par Ramperts, e'ils étaient inconnus du public, ne l'étaient pas de nombreux journalistes.

# FORMATIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES à usage professionnel

Langues et Affaires, organisation moderne d'enseignement à distance, riche da plus de viugt années d'expérience oans le domaine linguistique, a mis an point des coors de langues étrangères tangiaus, allemand, italien, espagnol) spéciale-ment conque pour ane utilisation prefessionnelle (langua do commerce et des affaires, langue éconnmique et contemporatos).

Quels que sotest le rythme de vos activités et votre lleu de résidence, vous pouves suivre ces enseignements sans changer an rien vos compations quoti-diames. Ils constituent, de pius, des préparations efficaces aux diplômes des chambres de commerce étraegères, de l'université de Cambridge (Lower et Proficiency), an STS de traducteur enmmercial, etc.

Nombreuses utilisations dans commerce et échanges internationaux, compagnies aériennes et maritimes, tourisme, administrations, banques, commerce international, secrétariat multillingue, traduction, interprétation, hôtesses, etc. Méthodes audio-viauelles tous niveaux (y compris députante). Département Formation Professionnelle Continue, Service Orientation, Doc. grat. nº 1463 a Langues et Affaires (organisme prive), 38, rue Chilange, 32303 Paris-Levallois. Téléphone: 276-81-88.

# POUR UNE NOUVELLE INTERPRÉTATION

♥OUP d'arrêt à la « détente » ? Eventuel retour à la « guerre froide » ? Après la décision des autorités soviàtiques de rejeter l'accord commercial laborieusement concla avec les Etats-Unis, ces questions ant reçu des réponses, diversement naancées, de la part nou seulement des commen tateurs mais nussi des gauvernants. Emportés par ane vieille habitude, taas se soat crus abligés d'utiliser les concepts de « gaerre froide » et de « déteate » pour interpréter l'événement et apprécier les motivations des Soviétiques. Dans le fragile equilibre où vit le mande, rien ne seroit plus dangereux qu'une erreur d'appréciation partant sur les intentions de l'ane des super-puissances. Or il apparait de plus en plus dagteux que les coocepts de « guerre froide » et de « détente » permetteat d'interpréter avec réalisme les relations entre les Super-Graads, 11 ne suffit même pas d'affiner ces autils d'analyse: Il faut les remettre en question en montrant comment, ane fois de plus, de simples coacepts aat été les instruments efficaces d'une propagande et d'une politique.

D'après la rhétorique universellement acceptée, le second conflit mondial a été suivi d'une période de « guerre froide », marquée surtoat par le blocus de Berlio (1948-1949) et par la guerra de Carée (1950-1953). Puis, à la suite de l'épreuve de force qui convainquit Khrouchtchev de retirer les fusées soviétiques qu'il avait foit installer à Cuba (1962), une nouvella phase, dite de « détente », se sergit auverte dans les relations Est-Ouest. Dans cette aptique, divers accords sur l'arrêt des expériences nucléalres (août 1963), sur la réduction de la production des matières fissiles (avril 1964), sur la démilitarisation de l'espace (janvier 1967), etc., auvrent la voie aux négociations américano-soviétiques SALT (limitation des armements stratégiques) et aux conférences sur la rédaction des forces en Europe (M.B.F.R.) et sur la sécurité euro-

La période dite de « gaerre fraide » était marquée par la vision marôchèanne d'un mande divisé ea deux blocs aette-ment caroctèrisès. A partir de 1962, oa lui substitue une vision manichéanne de l'histoire, où s'apposent deux phases, toat aussi nettement coroctérisées. Dans ce cas comm l'autre, les plus brillants esprits simplifient à autrance : l'histaire de ces trente dernières aanées serait aussi clairement tranchée que l'était le mande, que du rooins le moode tel

tiques sont entres à Budapest (1956), le même geste a été rédité en pleine « détante » à Progue (1968). Et, dans les deux cos, la réaction des Etets-Unis et de l'ensemble du « monde libre » a été rigoureusement identique. Le prétenda tournant historique que marquerait la crise des fusées n'a modifié les analyses et les choix ni da Moscou ei de Washington. Les blocs ou zones d'influence conservent la meme réalité et, pour les Super-Grands, la même atilité, en période de « détente » comme en période de « guerre froide ». Bien plus, l'emplai de la force par les Soviétiques a débouché à

# Des mythes qui ont servi

qu'ils le voyaisat, à la belle époque de John Foster Dalles. S'ils introduiseat lei au la quelques muonces, c'est pour perfectionner lear tableau, mais non pas pour modifier l'impression qu'il peut produire sur le spectuteur.

TOUT doit rester clair: les bons contre les mouvais, la liberté contre la tyraanie, la « détente » contre la « guerre froide ». Mois rien n'est jamais aussi simple, et l'histoire de ces trente deroières années le démantre avec insistance. Quelques contrastes particulièrement froppants suffisent pour l'instaat à justifier un réexamen des concepts de « guerre froide » et de « détente » qui ont schématisé l'analyse des relations internationales et qui peuvent aujourd'hui conduiro aux plus groves erreurs d'interprétation sur les intentions réciproques de Moscou et de Washington. Car anfin, si en pleine « guerre froide » les blindés sovié-

Badapest sur une relative libéralisation et à Prague sur

L'inadequation des concepts de « guerra fraida » et de « détente » apparoit aussi lorsqu'on tente de les appliquer ou Proche-Orient. En 1956, Moscoa et Washington intervienneat simultanément poor faire échquer l'expédition tripartite contre Sagz. C'était la belle époque au John Foster Dulles dénonçait l'« immoralité » de quiconque refuseroit de choisir entre les deux comps qui divisent le mande. Et pourtant les chefs de file des deux blocs se trouvent d'accord, avec, bien enteadu, des mativations différentes, pour arrêter une guerre. Oa se prend alors à imaginer la solide, l'inébronlable paix qui règnera de par la monde lorsque les deux mêmas chefs de file auront enterré la « guerre froide » pour inaugarer la « détente »... On le voit avec la guerre de six jours et surtout ovec la guerre d'actabre 1973, où Mascoo et Washington se

# Les Américains sont persuadés que "les Russes reviendront"

DETENTE: la fortune du mot tient pour beaucoup à son imprécision, qui sert à mettre en avant des éléments subjectifs qui n'existent pas forcèment, à en cacher d'autres qui sont pourtant fondamentaux. Le rapprochement entre Washington et Moscou, comme l'amélioration des relations avec Pékin, ont souvent été un sentiment ou une inclination. Les porte-parole officiels y puisent l'inspiration de leurs innombrables protestations de comprébension retrouvée, qui donnent aux relations bilatérales, à travers le prisme des media de grande diffusion, l'apparence d'un roman-photo, quand ehacun sait que la sympathie est le moins naturel des rapports entre Etats,

A côté de cette fausse innocence, qui invite à douter d'un « en-sot » de la détente comme de la guerre froide, le rapprochement avec l'Uninn soriétique répond, du côté américain. à une mutivation subjective quand même, mais muins avouée : la dispa-rition d'une certaine peur. Les Etats-Unis ont mis des années à se convain-cre que la « menace communiste », cre que la « menace communiste », inquietante encore pour eux dans certaines parties du monde, ne les euncernait pas directement. A considérer leur propre évolution et celle des différents pays du monde, il leur paraît que le capitalisme et ce qu'il percultre se propagant plus rife et plus recourre se propagant plus rife et plus parait que le capitalisme et ce qu'il percultre se propagant plus rife et plus parait que le capitalisme et ce qu'il percultre se propagant plus rife et plus parait que le capitalisme et ce qu'il percultre se propagant plus rife et plus price et plus parait que le capitalisme et ce qu'il parait qu'il ecouvre se propagent plus vite et plu largement que le communisme, surtout dans son modèle soviétique. Cet état d'esprit, le jen sur les mots, n'est pas futile car il correspond au mouve-ment profond d'une mentaille collecment profond d'une mentalité collec-tive, rend les Américains mieux armés pour la détente parce qu'ils sont plus « détendus ». Délivrès de l'anxiété, lls sont persuadés, ainsi que l'écrivait l'bedomadaire U.S. Neus & Wurld Report après le refus soviétique d'appliquer l'accord commercial conelu en 1972 mais avant le semi-retrait de en 1972, mais avant le semi-retrait de M. Brejner, que « les Russes reviendronf n.

La reprise attendue portera principalement sur les problèmes commer-ciaux, car on n'imagine pas que les bases mêmes de la « détente » puissent être remises en question. Le fondement du dialogue entre les deux pays a été et reste la recherche d'un accord permanent sur la limitation des armements stratégiques un moyen parmi d'autres de contrôler le péril nucléaire. Aussi insatisfaisants que nucléaire. Aussi insatisfaisants que puissent paraître les accords de Via-divostok, ils marquent une étape dans un processus considéré par les deux parties comme essentiel. Son dé-veloppement pourrait être suspendu par l'éclatement de nouveaux conflits locaux, mais il faudrait l'ampleur d'une catastrophe dans l'un ou l'autre camp pour qu'un recul se produise. Le désastre nucléaire reste irréduc-tible, et il ne faut pas onblier, d'au-tre part, que les Soviétiques consacrent plus d'ergent à leur défense que les Etats-Unis. Ils ont donc un double intérêt à voir ces négociations se pour-

La peur du communisme et celle de l'atome conjurées, les Américains se dé-sintéressent relativement de la détente avec l'Union soviétique, et les ans-

lystes se coocentrent sur ce que devraient être ses prolongements. La fièvre provoquée dans l'opinion publique par le voyage de l'anelen président Nixon à Moscou s'est dissipée, alors que le traumatisme politique crèé par le Watergate, la menace de récession, réveillent un néo-isolationnisme latent et incitent l'Amérique à se retourner vers ses problemes intérieurs. La détente est rentrée dans le rang des « affaires en blames intérieurs. La détente est ren-trée dans le rang des « affaires en cours », à on moment où les rapports avec l'Europe, l'accès aux matières premières et aux produits de base pa-raissent être des questions plus urgentes, les rapports entre poys dé-veloppés et pays sous-développés demeurant le sombre toile de fond de la scène internationale pour les années à ventr.

### Au-delà de la "détente"

AL'AUTOMNE 1973, dans la revue Foreign Policy. M. Stanley Hoffman relevalt justement que le probleme de sécurité » avait constitué, pendant de langues années, la céde voûte de la politique étrangère américaine. Mais celui-cl étant. à tort ou à raison, considéré enmme résolu ou au moins comme soluble, l'auteur soulignait l'importance nouvelle des préoccupations domestiques et surtout la complexité toujours plus grande des relations internationales. grande des relations internationales La phase de transition actuelle engendre, selon lui, une nouvelle querelle des « anciens » et des « modernes ». Les premiers estiment que l'Etat est l'agent par excellence des relations internationales et privilégient les questions d'ordre stratégique. Les seconds tiennent compte des réalités économiques nouvelles et cherchent à intégrer dans leur acalyse le rôle des divers organismes transnationaux au premier rang desquels les sociétés nultimationales — qui changent consi-dérablement la signification du jeu

moodial
« Les modernistes, écrit M. Hossman, insistent sur la stobilité de
l'équilibre nucléaire, sur la prévention
de l'emploi de la torce à gronde
échelle par le péril otomique. Ils
insistent sur lo joillite de lo vieille
distinction man les consistent de la consistent distinction entre les ogissements des Rtots et les opérations de jorces pri-rées (trans ou sub-nationales). Ils dérées (trans ou sub-nationales). Ils démontrent le caractère artificiel de la
distinction entre la politique intérieure
et la politique étrangère.» Ces nouvelles lorres donneront au monde
l'aspect d'une « société globale » où
seront réduites la souveraineté et
l'autonomie financière et économique
des Etats, et où les conflits d'affaires
remplaceront généralement les guerres.
Le sénateur Edward Kennedy, un
an plus tard et dans la même revue,
a consaeré uoe longue étude aux rapports avec Moscou, persuadé lui aussi
qu'il importe aujourd'hui d'essayer de
voir « ou-delà de lo détente ». Il
estime que celle-ci dolt cesser d'être
seulemeot un outil de communication,
pour des negociations commerciales pour des négociations commerciales ou sur la limitation des armements, et qu'elle doit deveoir le moyen de re-chercher en commun une solution

Par ALAIN-MARIE CARRON

aux problèmes mondiaux. La formula-tion de cet avenir, plutôt vague, évoque la concertation entre deux impérialismes de niveau planétaire, ce qui ne doit pas être très éloigne de la « nouvelle structure de paix », recher-chée par M. Kissinger.

Il est en tout cas significatif que les analyses faites aux Etats-Unis considèrent la « détente » comme étant considèrent la « détente » comme étant dans la nature des choses, à l'abri, pour l'essentiel, des « accidents de parcours ». Quant aux étiquettes que l'on pourrait donner aux relations russo-américaines, on peut considérer que les schémas d'interprétation, classiques ou modernes, se superposent dans ce domaine plus qu'ils ne s'excluent, les négociations sur la limitation des armements en occupant le sommet, dans la ligne de l'affrontement bilatéral né de la guerre. Endessous, une nouvelle diplomatie économique, à laquelle certains pays tiers peuvent répondre vigoureusement par une diplomatie des matières premières où le jeu est aussi dur, mais sans drute inégal.

### Les rapports de forces économiques

En termes de sécurité, l'achat, par et de technologies avancès aux Etatset de technologies avances aux Etats-Unis est défavorable à ceux-cl. Il n'est pas certain, d'ailleurs, que le congrès n'impose pas, dans un proche avenir, des restrictions séveres à l'exportation de matériels qui pour-raient soulager l'effort de défense de l'UR.S.S. Les élus américains trou-rant détà d'une errode audere vent dejà d'une grande audace d'avoir pris le risque de donner raison aux propos vindicatifs du comte Witte, ministre des finances du tsar, qui, en 1896, se demandait e Pourquoi ces pays nous fournis-sent-us des capitoux? Ils ne jont que se préparer un plus dangereux adversaire pour le julur. Quoi qu'il en soit, nous devrions prier pour que leur aveuglement continue aussi longtemps que possible. »

que possible, s

Mais ce danger, s'il existe — le
P.N.B. de l'Union soviétique équivaut
à peu près à la moitié de celui des
Etats-Unis, — est réduit par plusleurs
facteurs (le vieillissement rapide des
techniques exportées en est un), dont
les principaux sont liés à des problèmes de financement et à la strueture rigide du système soviétique.
Dans une étude approfondie parue
dans la revue Fortune, en janvier
1975. M. Herbert Meyer remarque
qu'il devient de plus en plus difficile
pour l'U.R.S.S. de financer ses importationa L'enthousiasma chez les investisseurs américains est passé, les banques privées se refusent de plus en
plus à accorder de nouveaux erédits
à long terme et à taux d'intérêt
réduits, et l'Import-Export Bank est rédults, et l'Import-Export Bank est soumise au mauvais vouloir du Congrès En plus, les Soviétiques parviennent très difficilement à organiser la mise en service des équipements e sophistiqués s qu'ils acquierent aux Etais-Unis. Un des meilleurs exemples est le gigantesque complexe en voie de construction sur la rivière Kama en République tatar. Les autorités soviétiques y édifient une ville autour d'une usine en construction qui devrait produire chaque année 150 000 poids lourds, 250 000 moteurs Diesel et des machines-outils lorsqu'elle sera en service. Les Américains fournissent de la technologie et des ingénieurs et ont investi près d'un demi-militard de doilars dans le projet (1). Mais celui-cl a déjà deux ans de retard et immobilise du matériel, des capitaux et des hommes que les planificateurs avaient prèvu d'utiliser nilleurs.

d'utiliser nilleurs.

Lorsque de semblables goulets d'étranglement se sont produits dans le passe, les Soviétiques ont réagi en suspendant les importations. Ils pourraient faire de même cette fois-ci, surtout si les remous créés par la succession de M. Brejnev entraînent un repli de l'U.R.S.S. sur elle-même. Certaines personnalités dirigeantes à Moscou sont ègalement d'avis que l'économie capitaliste est en train de s'effondrer et on'il vaut mieux ne pas s'effondrer et qn'il vaut mieux ne pas trop s'en approcher si l'on ne vaut pas risquer d'être entraîné avec elle. Les Américains sont pourtant confiants sur le long terme. Pour eux, l'Union soviétique sura toujours besoin de la technologie occidentale (dans son numéro du 3 février 1975, la revue Business Week note qu'un refroldissement diplomatique n'empêchera pas les sociétés multinationales améri-caines de faire des affaires avec l'Est, par leurs filiales européennes si néces-saire), dans des domaines très divers, saire), dans des domaines très divers, mais surtout pour la mise en valeur de ses immenses ressources naturelles. Les réserves de gaz soviétiques, par exemple, sont estimées à 700 000 miliards de pieds cubiques. Mais seuls les Américains ont l'équipement, la technologie et l'argent nécessaires pour les exploiter.

# Le poids du Congrès

CE qui retient peut-être au premier chef l'attention des Américains dans ces mésaventures de la « dé-teote», ce sont leurs répercussions en politique intérieure. M. Kissinger, mal-aimé mais depuis longtemps indispensable, est le plus affecté par le refus de Moscou. Dans le cours audacieux de sa carrière de secrétaire audacieux de sa carrière de secrétaire d'Etat, il n'a cessé de suspendre audessus de sa tête des épées de Damoclès, chacune fragilement accrochée à des solutions qui n'en sont pas vraiment. La situation au Proche-Orient, au Vietnam, et maintenant celle des solutions que l'ULE E. celle des relations avec l'URSS la font trembler à nouveau. Le président Ford est dans une position plus agréable: il a suffisamment laissé voir que M. Kissinger restait l'inspirateur de la politique étrangère américaine pour qu'on ne le tienne pas pour responsable.

Le premier « fautif » est sans doute

le Congrès, qui trouve là l'occasion d'une a grande querelle » avec l'exècutif. Tout au long de l'administration Nixon, les sénateurs américains ont souffert d'être cantonnés dans les « affaires domestiques », de se voir reprocher leurs erreurs passées, comme le vote de la résolution sur le golfe do Tonkin, alors que le président cueillait les lauriers de la détente avec l'Est, de la reprise des relations avec la Chine, de la « paix » au Vietnam. La récupération d'une autorité prèvne par la Constitution s'est faite par étapes : interdiction des bombardements sur le Cambodge, limite de temps fixée à la formiture d'armes à la Turquie, L'exécutif craint aujour-d'hui plus qu'bler un Congrès duminé par les démocrates : M. Ford a préféré risquer des difficultés avec l'U.R.S.S. par les démocrates: M. Ford a préféré risquer des difficultés avec l'U.R.S.s. plutôt que d'opposer son veto au Trade Act. M. Klssinger a commence à faire du « lubby », enrôlant même le vice-président Rockefeller dans une pratique qu'il laissait jusque-là aux intérêts privés. Alors que le secrétaire d'Etat entendait bien, à deux ans des élections présidentielles, ne se brouiller avec personne, et surtout pas avec les avec personne et surtout pas avec les élus, de quelque parti qu'ils fussent, il en est venn à leur reprocher vertement d'outrepasser leurs droits. L'égoilbre entre les ponvoirs s'est modifié.

Le Congrès a rarement manifesté en politique étrangère la sene des

em politique etrangère le sens des nuances (21. Sur les relations avec l'URSS, sa positim est, cette fuis encore, expéditive. Il n'y a aucun cadean à faire aux Sovietiques, ils doivent payer pour la détente le prix fort : une libéralisation des conditions d'émigration des inifs sovietiques et d'émigration des juifs soviétiques et même, peut-être, un meilleur traite-ment pour les dissidents à l'intérieur. ment pour les dissidents à l'intérieur. Le chef de file de cette politique, le sénateur Jackson, est mû par l'ambition d'être choisi par son parti comme candidat à la présidence en 1976. Il y a plus de cinq millions de juifs aux Etats-Unis et, ainsi qu'une étude récente l'a montré (3), ils votent de préférence démocrate. Leurs contributions financières aux campagnes tions financières a ux campagnes électorales de ce parti sont conside-rables et, par-dessus tout, ils appuient toujours la politique la plus favorable à Israël.

Egocentristes et provinelaux les congressistes américains n'imaginent pas qu'une politique puisse constituer une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays. Le Congrès agit en considération des intérêts américains et d'exigences morales (existe-t-il à ses yeux d'autres intérêts que les intérêts de l'Amérique, d'autre morale que la sienne?), dans une eonjoncture où, tout bien pesé, les Soviétiques ne paraissent pas faire le poids.

(1) Voir l'étude parue dans Fortune ed novembre 1974.

(2) Alaid Clémedt, dans un article consacré su Trade Act (le Monde, 15 jantier 1975), cite en exemple le « Smoot-Hawley Tariff » de 1930 qui frappait les importations d'un droit d'adirée approchant 60 %.

(3) Voir le compte readu du livre Jews and American Politics, de Stephed Isaacs, dans le Wall Street Journal, 17 janvier 1975.

### nouvelle Vers Yalta

(Suite de la première page.)

AU DEBUT DE 1975, VU DE MOS-COU LE RETOURNEMENT EST SPECTACULAIRE. Sur le front de la lutte anti-imperialiste, la situation la lutte anti-impérialiste, la situation au Vietnam est plus favorable qu'en 1968 tandis qu'eo Proche-Orient les for e e s arabes l'ont partiellement emporté. Du côté de la Chine, ni les dirigeants ni le peuple soviétique ne sont aussi inquiets que naguère : les soubresauts du Grand Bond et la révolntion culturelle trahissent les contradictions du régime, ce qui rassure. Tandis que la situation dans les démocraties populaires semble se stabiliser, la réforme économique a commence à manifester ses effets. 

Enlonts chéris du régime », selon a Enjonts chéris du régime », selon l'beureuse expression de Peissik et Egnell (1), les dirigeants des entreprises ne se sont pas révèles seulement les rivaux des apparatchiki, comme d'aucuns l'imaginaient: ils ont élargi la base sociale du régime et ont contribué à la consolider. Gràce à eux, le rouble sert enfin à queique chose et la société tout entière ne pense qu'à la consommation. Dans ce contexte, l'opposition globale n'a guère de aupoort, sauf peut-être dans quelde support, sauf peut-être dans quel-ques nationalités. On assisteralt plutôt à la multiplication des oppositions de caractère sectoriel : elles ne gênent pas trop le régime, qui, à tort ou à raison, se sent plus sûr de lui qu'en 1968-1969.

Observant la crise de l'aconomie occidentale, la relative passivité des Etats-Unis en Grèce ou au Portugal, le décoliage d'une partie du tiers-monde, l'audace des revendications arabes, les

dirigeants sovietiques se volent à noucarrigeants sovietiques se voient a nou-yeau confirmés dans leur hypothèse théorique générale que le cours de l'histoire va dans le sens de l'affai-blissement inéluctable du monde capi-taliste. Four la première fois, ils y participent directement an travers des rechlères pérmière ce qui leur perproblèmes pétrollers, ce qui leur per-met, en outre, de mieux contrôler les démocraties populaires. Leur pacifisme est sincère, en accord avec leurs intérêts et avec les sentiments de la population.

Depuis quelques années, les Etats-Unis jouaient de la difficulté des Soviétiques à poursuivre à la fois la course aux armements et l'améliora-tion des conditions de vie en U.R.S.S.; ils en jouent encore. Tontefois les dirigeants soviétiques et communistes

générales leur sont plus favorables que jamais (2). Pas plus que les communistes français, ils n'entendent perdre leur identité, soumettre leur demande d'aide financière à un droit de repard sur leurs proprès affaires, celles des juifs soviétiques, ce qui pourrait, saiton jamais, donner à "éfléchir à d'autres minorités à leur tour. Ils ont vivement réari à la réduction de l'aide vivement réagi à la réduction de l'aide vivement reagi à la réduction de l'aide américaine. Ce n'est pas mettre en cause la déteote; ni en France le principe de l'alliance avec les socialistes. C'est exiger du partenaire que soient établies les règles d'une a nouvelle donne », ce à quoi, précisément tentent de s'opposer les Chinois. Comme si, à l'échelle globale comme chaque cas particulier on pour chaque cas particulier, on s'acheminaît vers un Yalta deuxième manière. Ses frontières se déplace-

raient; elles ne seraient plus seule-ment territoriales, mais (inancières, militaires, politiques, économiques. Un Yalta vertical MARC FERBO.

MARC FERRO.

(1) Erik Egnell, Michel Peissik, U.R.S.S. L'entreprise face d l'Elat, le Seuil, Paris. 1974, 304 pages, 33 F.

(2) « De nos jours, une simple comparation entre la situation des pags socialistes et l'état de crise des pags capitalistes ne peut qu'influer sur l'eccroissement de la combolivité, de la conscience et de la maiurité politique des travalleurs. Des millions d'hommes se convairquent que les malheurs dont ils sont victimes sont inhérents à la nature même du capitalisme : en elfet, la société socialiste, qui existe et se développe sur la même planèle, d la même époque historique, ne connaît ni la chômage, ni l'inflation, ni les désordres monétaires, ni les secousses financières y, Boris Poacomarev. la Nouvelle Revue internationale, janvier 1975, page 19.



contra rejection

reviendron!

# DES RELATIONS MOSCOU-WASHINGTON

gordent bieu de lésiner sur les fournitures d'ormes à leurs « umis » respectifs : l'intensité des combats israélo-arabes u été beaucoap dus granda en période de « détente » qu'aux

jours sinistres de la « guerre froide ». jours sinistres de la « guerre traide ».

L'histoire du Vielnam achève de disqualifier les notions de « guerre froide » et de « détente » commu outils d'unelyse.

A Genève, eu 1954, malgré toute lu répugnance et toutes les précautions de John Foster Dalles, héraut de la « guerre froidu », les Etats-Unis et l'Union soviétique, sans aublier la

ce fat aussi le cas lors de la crise des fusées à Cuba, Toujours est-il que, précisément, l'épreuve de force fat ulars mointenue un deçà du sauit où les urmes seraiunt effectivement atlisées Et, d'autre part, lors de la guerre de Corée, où les combat-tents américains furant engages, ils ne trouvérent pas de soldats soviétiques en face d'eux. Une constante morque la « guerre fraide » comme la « détente » : les deux Super-Granda s'affrontent par peuples interposés ou bieu, lorsqu'ils sont directement affrontés l'uu à l'autre, leurs urmes restent silencieuses. Et, lorsque les armes sont mises à fea, comme

importait alors de reuforcer l'emprise soviétique sur les démocraties populaires. Mais, pour Moscou comme pour Wushing-tou, il est bieu untendu que la prétendue « détente » us deit pas s'accompagner d'une dissolution des blocs : le monde doît rester bipolaire, et tous les discours sur un monde supposé multipolaire relèvent de la pure rhétorique.

# à cristalliser les deux blocs

seur » en Corée, concourent à l'arrêt d'ane langue guarre. Eu pleine « détente », Moscou déroule le tapis rouge sous les pas de M. Richard Nixon, au moment où, au Vietnam, des fusées soviétiques abattent des pilotes uméricales, et ulors que les Vietnamiens, grâce oux urmements fournis par les Soper-Grands, s'entre-tuent avec des moyens plus poissants, plus perfectiounes, s'emeruent avec des moyens plus paissauts, plus perfectiounes, plus nombreux; plus unereux que jamais. La encore, comme en Proche-Orient, l'intensité de l'affronte-ment armé n'a pas été réduite, mais au controire ungmentée, avec le passage de la « guerre froidu » à la « détente ».

Mais ces deux concepts no peavent ils être réhubilités si l'au introduit ane distinctiou réaliste selon que les Américains et les Soviétiques s'affrontent directement ou par nutres peuples interpocés? Lors du blocus de Berlin, les deux Grands étaient, en effet, directement oux prises, comme combats est plus graede en période de « détentu » qu'un période de « gnerre froide »,

de légèreté ne prouve aullement qu'ils soient totalement dépouvus de signification. Mais elle lavite à revoir de plus près l'usege qui en a été fait. Et cet usage n'u jamais été purement spéculatif et désiutéressé. Il u puissamment contribué à modeler les esprits, en particulier pour les rendre plus réceptifs aux propositions et demaudes des deux Super-Grands, La « guerre froide » au, da moins, la succession de crises que recouve cette graression, a été indistansable pour conduire recouvre cette expression, a été indispensable pour conduire à la cristallisation des deux blocs. Dans la cas de l'Occident, il s'agissait essentiellement de foire accepter le réormement de l'Allemagne et la créatine de l'OTAN. Pour Moscou, il

C'est uinsi que la décision (1971) de supprimer la convertibilité da doller et la « crise » moaétoire ont remené les pays occidentaux sous lu boulette de Washington. La « crise » pétrolière u encore renforcé ce mouvement : les réserves manifestées par M. Michel Jubert lars de la conférence pétrolière de février 1974 sont maintenant bien nabliées. Et ce ne sont pas les meneces d'intervention armée en Proche-Orient eu la renies en gustion de l'accept compagniel cui fine produite. pas les meneces d'intervention armée en Proche-Orient eu la remise en question de l'accord commercial saviéto-américain qui inciterant les puissances moyennes à prendre leurs distouces par rapport aux Super-Grands. Quelle que soit l'étiquette recouvrant une certaine phase do l'histoire contemporaine, il est bieu enteudu que checun des deux Grands doit conserver la cobésion du « bloc » dont il est la leader. L'ulternance de l'espoir et de la crainte, la douche écassaise de la « guerre froide » et de la « détente », restent strictement sous contrôle. Les pays ainsi soumis à une bégémocie ont us seul permettrait de servir leurs propres intérêts au buu de les socri-fier aux intérêts de leur puissant protecteur : il leur foudreit procéder à une unelyse plus rigoureuse des véritables rapports saviéto-américains. Et, pour cela, débarrasser leurs esprits de tous les cliches de la « gnerre froide » et du lu « détente », qui ne les ent que trop lougtemps obusés. Cele leur épargnerait, aujourd'bul, de ce poser de fausses questions.

# Changements d'équipe et lois de continuité en Union soviétique

'AFFAIBLISSEMENT, physiologique sans eucun doute et peut-être aussi depute la fin de 1974 toutes sortes de spéculations, Après une décennie de stabilité relative, l'Union soviétique vat-elle être la théâtre d'une lutte pour lo pouvoir ? Sa politique, à laquelle le mondo s'était accoutumé, va-t-elle être ou n'est-elle pas déjà remise en cause ? Les changements de direction à Moscou ont en règlo générale, donnà lieu à des convulsions et à des révisions specta-culeires. Staline liquide tous ceux qui, avec lui, avaient fait la révolution aux côtés de Lénine. Khrouchtchev s'empressa de dătruire l'idole qu'il evait adorée, et lui-même, qui avait tenu le haut du pavé pendant près de dix ans, devint dès l'Instant de sa chote une « non personoo »

Pour mieux se débarrasser de Trotski, Staline fil condamner une théorie de la riste. Staline fut blame — après sa mort parce que sa méfiance avait amené l'U.R.S.S. et le camp socialiste à trop se replier sur aux-memes. Nikita Khrouchtchev eu contraire se vit reprocher d'avoir, par « subjectivisme », pris des initietives désor-données qui mettaient en péril le cohésion

M. Breinev n'a comp qui furent fatales é ses prédécess Par goût ou par calcul, il e cultivé la griseille. Finalement, il e réussi à imposer sa marque sans faire beaucoup de bruit. Ainsi est-il devenu l'incontestable « patron » sans qu'on sache é quel moment il s'est véritablement détaché du peloton. Il e menœuvré evec une telle discrétion qu'il n's même pas mis en vedette un « héritier présomptif ». Staline evait eu des dauphins : Kirov puls Jdanov, enfin Malen-kov flanque de Khrouchtchev. Il en fut de mame pour Khrouchtchev, qui était seconda à la tête du parti par Kiritchenko (mis en disgrace sans explications) puis Kozlov,

du bureau politique et du secrétariat, perest bien placé parce qu'il est en fait le second secretaire, mais il est aussi âgă que M. Brejnev. M. Koulakov retient l'attention, mais a-t-Il suffisamment d'expérience ? M. Souslov connaît bien le parti mais, maintenant qu'il est âgà et de santé fregile, peut-il jouer un rôle autre que celui d'éminence grise qui fut toujoure

Toutes les hypothèses que l'on peut faire sont d'ailleurs fragiles. En 1924, la plupart des contemporains attendalent Troiski, et ca fut Staline qui àmergea. En 1958, Malenkov paraissait être le maître, alors que Khrouchtchev s'était mieux piecé. Les précédentes bataliles pour la succession ont-elles eu une influence décisive sur le position de l'U.R.S.S. dans le monde ? La question se pose en effet é propos de la lutte entre Stallne et Trotski, il est vraisemblable que Trotski aurait eppliqué une politique différente s'il l'avait emporté. Mals fut-il battu parce que Staline était plus roué que lui? Ou parce que ees conceptions ne répondaient pas à l'attente de la nouvello société ? Les péripétles souvent dramatiques de l'histoire soviépas cacher la continuité que l'on constate de Lénine é Brejnev. Le style e beaucoup varié : Inquiètant sous Staline, tonitruant sous Khrouchtchev, terné et rassurant avec M. Brejnev. Les idées maîtresses,

elles, n'ont guère change. La coexistence pacifique n'est pas une découverte récente : elle fut inaugurée par Lénine et maintenue par Stalino (qui chercha même désespérément à se tenir en dehore de le deuxièmo guerre mondiele). Les chois ont aussi pour objectif prioritaire, é l'intérieur, le développement économique en mettant l'eccent comme Par BERNARD FERON

eant deventage depute vingt-deux ans au niveau de vie de la population. Le conflit Malenkov-Khrouchtchev. (1953-1957) est instructif. En quête de soutiens, Malenkev, elore chef du gouvernement, promit de développer les blens de consommetion. Il dit qu'il mettrait tout en œuvre pour empêcher une guerre atomique. Khrouchtchev affirme qu'il capitulait et lo fit tomber « à droite » puis e'empressa de reprendre à son compte le programme de eon rival, M. « K », lui, se vit reprocher entre autres choses, en 1964, d'être trop almable avec les » impérielistes » en généparticulier. Cela n'ampêcha pes M. Brejnev de a'angager sur le même voie après avoir marqué un temps de réflexion.

### Le besoin de coexister

CERTES, le tempérament, les concep-tione du dirigeant le plus élevé jouent un grand rôle, mais qui n'est pas essentiel, à moins que l'U.R.S.S. ne revienne é un système de dictature personnelle. Le numéro un est, autant que le guide, le synthétiseur des forces qui comptent dans la société, et le défenseur des intérêts vitaux du pays.

avait réussi é éliminer toute force autre que la sienne. Encore n'était-il pas errivé du jour au lendemain é ce résultat. Il avait décapité l'armée - et sens faire le détail - lorsqu'il avait cru déceler une menace « bonapartiste ». Il avait mis le parti en veilleuse et, pour ne pas être le victime de le police dont il se servait, Il la purgeeit réguliérement. Dans l'état actuel, aucun dirigeant no peut eppliquer les mêmes méthodes. Pour arriver au pouvoir et o'y mainlenir, un hommo delt être soutenu ou au moins loiéré par les nds corps da le société. Khrouchtchev l'avait emporté sur Malenkov perce mi'il

parti, flattait les militaires et les producteurs de l'Industrie lourde, il tomba en 1964 perce qu'il avait fini par heurter les cedres dont l'appui était nécessaire.

M. Brejnev e compris cette leçon. Il n'a pas, comme son prédécesseur, tiré à hue heuts fonctionnaires et les gànéraux, il s'est offorcé d'ailer dans le même sens qu'eux en leur falsant des concessions. Après le mort du maréchal Malinovski, le bureau politique envisages un moment de nommer un civil (M. Oustinov) au ministère de le défense. Sentant qu'un tal projet pouvait faire des remous, M. Breinev consults les chefs des régions militaires, ol le maréchal Gretchko fut nommi ministre. De même, le secrétaire générel du parti e leissé les généreux prendre de plus en plus d'influence dans le système éducetif ; il e remis à l'honneur les valeure petriotiques et morales euxquelles tient l'ermée. Il e veillé à ne pas heurter de front les membres de l'eppareil du parti qui pourtant lui ont parfoie reproché de ne pas ràprimer evec assez d'energie les contestataires dans le pays... ou dane d'eutres pays socialistes. Avant août 1968, beaucoup d'epparatchiki réclamelent une intervention vigoureuse en Tchécoslovaquie alore que, mesurant mieux les dangers de l'opération, le secrétaire général e'efforcall encore de » normeliser » en

Pour plaire eux groupes qui peuven défeire l'autorité d'un chef, les dirigeants suprêmes doivent Invoquer sans cesse les grands principes du marxiemeléninisme en faisant, dens l'action quolidienne, la part de la propagande et des compromie nécessaires. Ils sont responsables d'un pays dont lis ont d'abord à préserver l'Intégrilé, puis à essurer le développement. Ils ne peuvent prendre è tort et à travers des risques majeurs. Pas plus que Khrouchtchev, M. Brejnev n'e jouà du Nord, qui est pourtant cocleliste. Lui-mêmo, ou ses éventuels successeurs, créeront-ils les conditions d'une confrontation, evec les Etats-Unis par exemple, pour soutenir les Arabes ? Le Kremlin durcit le ton quend les intérêts directs reison, menacés. Depuis 1953, les dirigeants sont même à cet égard plus rudes que ne le fut Staline. Ile sont Intervenus par les ermes en Hongrie et en Tchécoslo vaquie alors que l'ancien dictateur n'avait pas osé briser Tito per le force. Bref, Ils ne tolérent pas les mouvements centri-fuges en Union soviétique ou dans ce qu'on appelait Jadis le glacis.

Que creignent-ils surtout? Les revanchards ellemands ? C'est de l'histoire dàjà ancienne. Les Soviétiques savent qu'en ca moment il n'y e aucune menace réolle venant de l'Europe, et les Etats-Unis sont loin. C'est le Chine qui les inquiète. Sans doute affirment-ils souvent que l'harmonie sera rétablie lorsque « Mao et son groupe » seront remplacés par de « vrais » communistes. Mels le conflit entre les deux grands Etats socialistes est-il « subjecti-viste » ? Les dirigeants du Kremlin ne se font guère d'Illusions, mêmo si le doctrine idylliques. Quels qu'ils solent, leur souci est d'avoir des assurances é l'Ouest pour faire face, l'esprit tranquille, é toute

Les dirigeants peuvent modifier le style de leure repports evec tel ou tel Etel occidantal, voire avec l'ensemble de l'Occident, ils peuvent, s'ils le jugent nécesseire, selon les circonstances, relentir la coopéretion avec les pulssances capitalistes. Il n'est pas en leur pouvoir de bouleverser les données fondamentales qui leur imposent le coexistence pecifique des systèmes d'Etats et les poussent à rechercher une collaboration = mutuellement avantageuse =

# Comment la crise économique affecte la diplomatie des Etats-Unis

Pour apprécier l'impact et les conséquences internationales probables de la crise qui frappe l'économie américaine, il faut évaluer la dynamique des forces mises en marche à l'automne de 1973 par lo gouvernement des Etats-

Unis.

L'été 1971 marque le début de la fin du statu quo international fondé depuis 1965 sur l'« entente » entre Russes et Américains. Cette « entente » reposait sur des bases fragiles. La puissance américaine est alors minée sur le plan économique par la remontée des capitalismes européens et japonais. La baisse du taux de profit à l'intérieur (il est passé de 15 % dans les années 50 à 10 % en 1965 pour tomber à 5 % fin 1974) et le déficit de la balance commerciale (près de 6 milliards de dollars en 1971) sont devenus insupportables en dépit des profits réalisés par les sociétes américaines multinationales.

Il faut changer de politique. Une troisième guerre mondiale « froide » destinée à transformer le rapport des forces dans le monde, à modifier la division internationale du travail, à repartager le marché mondial (celui des matières premières en particulier), est devenue inévitable. On peut comparer la situation actuelle de déséquilibre mondial à une guerre poursuivie par d'autres moyens. Une guerre « chaude » débouchant sur un conflit nucléaire mettrait en jeu l'existence physique des antagonistes. L'offensive américaine des années 1971-1973 comphysique des antagonistes. L'offensive américaine des années 1971-1973 commence par un renversement spectaculaire do la ligne suivie par la stratégie américaine dans le Pacifique. M. Kissinger puis M. Nixon vont en Chine. Ils traitent avec elle, isolant ainsi les Vietnamiens contraints, à terme, d'accepter une trêve qui se termine sous nos yeux. Dans un second temps,

les Elats-Unis développent leurs accords politiques et économiques avec l'URSS, matérialisés par des crédits industriels à long terme et à faible taux d'intérêt et par des achats massifs de céréales. Ils se retournent enfin contre leurs alliés européens et japonais sur le plan économique.

L'opération se fait en deux temps. Dans un premier temps, MM. Nixon et Kissinger changent brutalement de cap sur le plan financier. Ils acceptent de faire baisser puis de dévaluer le dollar. Ils suspendent en 1971 sa convertibilité en or, premient des mesures draconiennes de contrôle et orchestrent la panique. Les risques

orchestrent la panique. Les risques politiques et économiques sont énormes, mais l'enjeu est de taille. En réduisant ainsi brutalement les importations, en favorisant les exportations, on stabilise le déficit, on bloque l'inémorragie des capitaux.

Pour l'essentiel, l'opération réussit.

De 1971 à 1974, les exportations américaines de produits non agricoles passent de moins de 40 à 72,6 milliards de dollars, ce qui montre bien la corrélation entre la baisse du dollar. et la hausse des exportations améri-caines. On comprend que les Etats-Unis aient renonce pour un temps à soutenir leur monnaie. On comprend moins (ou trop) la volonté et les efforts européens pour révaluer le mark et le franc... ce qui correspond exactement aux objectifs de M. Kis-

. Un utile regain de tension DEPUIS le début de 1974, dans le cadre du nouvel affrontement interimpérialiste, il était devenu évident (1) que l'on allait assister à un « refroidissement » de l'entente entre Russes et Américains. Il résulte nécessairement des modifications apportées par le dévaluncement de la crise à

par le développement de la crise à

Par JEAN-PIERRE VIGIER

l'équilibre des forces entre les deux partenaires. Au printemps 1974, en effet, l'impact All primicipis 1974, en erret, l'impact de la crise parmet d'abord la tournée « impériale » de M. Nixon à Bruxelles, qui symbolise la reprise en main politique de l'Europe. Pour mesurer le chemin parcouru, il suffit de rapprochemin parcouru, il suffit de rappro-cher les manosuves des «marines» dans le midi de la France autorisées par M. Giscard d'Estaing de l'expul-sion brutale des bases américaines de France par le général de Gaulle. Les Etais-Unis ont probablement contri-bué à la chute de Brandt. Ils n'ont eu qu'à-se féliciter de la victoire do Wilson sur Heath. La péripétie chy-priote est pratiquement effacée par la consolidation du régime de Cara-manlis.

Profitant de la secousse de 1973, M. Kissinger joue alors une nouvelle carte. Les dirigeants arabes pro-amèricains du Proche-Orient redoutent maintenant de compromettre les revenus et les positions économiques acquises à la faveur de la « crise » du pétrole. Ils craignent les conséquences révolutionnaires que pourraient prorévolutionnaires que pouraient pro-voquer en Europe et chez eux une reisnoe de la guerre. Ils affectent donc de croire aux promesses améri-caines de restitution des territoires conquis par Israël. Au printemps 1974, les Etats-Unis retrouvent en Proche-Orient les positions jadis occupées par l'empire britannique. A l'avvention de l'Irak (menacé nar la l'avvention de l'Irak (menacé nar la occupées par l'empire britannique. A l'exception de l'Irak (menace par la révolte kunde) et de la Syrie, l'U.R.S.S. perd l'essentiel de ces positions dans cette partie du monde, M. Kissinger a lu Machiavel. Il a trop besoin d'Israël pour l'obliger à restituar autre chose que quelques kilomètres carrès de sable dans le Sinai. Les

dirigeants arabes qui croient le con-traire se trompent ou veulent se

Pour compléter le tableau, devant l'aggravation de la crise, M. Ford choisit de relancer l'inflation pour freiner la chute du P.N.B. américain. Il rembourse une part des impôts. Il prépare le terrain à un renouveau de « goerre froido » qui lui permette à la fois de relancer les dépenses militaires ot d'assurer le contrôle américain sur l'Europe. Les États-Unis, en effet, savent que l'exportation de leur crise chez les Européens va mettre sérieusement à l'épreuve la solidarité atlan-tique. La consolidation d'un empire ébranié par la « détento » e'accommoderait fort hien d'un regain de tension internationale.

(Lire la suite page 6.)

(1) Voir le Monde diplomatique, avril 1974.



# Pour une nouvelle interprétation des relations Moscou-Washington

# La crise économique et la diplomatie américaine

(Suite de la paga 5.)

Cela explique la nature et les rai-Cela explique la nature et les raisons des affronts récemment prodigiés à l'UR.S.S. par l'équipe au pouvoir à Washington. Il n'y a pas en de bataille réelle, mais simple simulacre, entre MM. Jackson et Kisainger. Tout se passe au contraire comme s'il y avait entre eux une solidarité de fait. En rendant inapplicable le traité commercial de 1972, MM. Ford et Kissinger ne pouvaient lenorer ou'lls touchaient. ne pouvaient ignorer qu'ils touchaient à la contrepartie essentielle offerte à l'U.R.S.S. pour favoriser une solu-tion du problème vietnamien.

Des conséquences inacceptables

L'A contrepartie et les conséquences de cette politique sont évidentes. L'URSS, ne peut accepter sans réagir la dégradation de son influence en Europe et la perte de positions difficilement acquises en Proche-Orient. De plus, la crise menace de s'étendre aux démocraties populaires, déjà trop liées à l'économie occidentale pour échapper à son impact, et où les prix

dn marché parallèle augmentent. Des améliorations techniques insignifiantes apportées aux marchandises offertes permettent de justifier des hausses substantielles. La vente aux particu-liers de logements privés ne suffit plus à absorber des liquidités considérables accumulées dans les caisses d'épargne. L'amélioration matérielle substantielle du sort des masses et leur accès à la société de consomnation sont donc ren-vorées aux calendes grecques. La consosoniété de consommation sont donc renvoyées aux calendes grecques. La consolidation du glacis de l'U.R.S.S., comme
le rétablissement des positions perdues
en Europe et en Méditerranée, implique un changement de cap. Le
durcissement récent de la politique
soviétique à l'égard des Etats-Unis en
résulte directement. Il permet à la
fois de consolider les démocraties
populaires et de justifier les sacrifices
économiques au nom de la patrie
menacée. La menace peut devenir
réelle. Le développement de la crise
européenne ranime, à terms, le problème de l'impérialisme allemand.
All'ée privilégiée des Etats-Unis en
Europe, la R.F.A. bénéficie d'une situation économique moins dégradée que

ses partenaires de la C.E.E., et il n'est pas impossible que cette situation trouve plus nu moins rapidement une traductian politique. La dynamique de la crise pousse les classes dirigeantes vers des régimes forts, capables de défendre leurs privilèges. L'heure de Strauss a de bonnes chances de sonner en Allemagne occidentale.

La crise bouleverse ainsi le paysage politique de l'Europe capitaliste. Le rapprochement Moscou-Washington avalt permis le rapprochement politique entre les partis socialistes et les partis communistes occidentaux, les divergences de politique étrangère pouvant alors être mises au réfrigérateur. Le réveil de la eguerre froide » ublige les partenaires à chuisir leur camp. Cela explique pour une part la querelle qui se développe entre communistes et socialistes en France et au Portugal. Comme la quasi-totalité (à l'exception de la Suède) des dirigeants socialistes européens, M. Mitterrand, par exemple, n'a jamais condamné publiquement la politique des Etata-Unis. Les accusations lancées contre lui par M. Marchals sont absurdes

dans la forme : elles recouvrent pour-tant une réalité profonde : la compli-cité objective de la social-démocratie européenne avec une certaine politique américaine, complicité dissimulée dereuropéenne avec une certaine politique américaine, complicité dissimulée derrière des phrases creuses sur le caractère « multinational » du capital. Les soupons qui sous-tendent la querelle ne sont pas difficlles à comprendre. La crise implique à terme la faillite de la ligne de n compromis historique » élaborée par le particommuniste italien, reprise en fait par l'ensemble du mouvement communiste occidental. Devant la montée des périls, M. Kissinger, parlant de l'Italie, a déclaré en clair que les Etats-Unis prendraient les mesures nécessaires pour empêcher les partis communistes occidentaux de participer au pouvoir. Les partenaires bourgeois de la future alliance ont fait marchine en arrière en conséquence. M. Agnelli en Italie, et plus récemment en France, l'UD.R. creprise en main par M. Chiraci, sont rentrés dans le rang. Le parti communiste italien a donc réduit ses prétentions à un niveau très modeste. Pour accorder son soutien aux démocrates chretiens. il accepte d'être seulement consulté. En France, lo chemin lègal vers le pouvoir est dévormais fermé dans le cadre de l'union de la gauche.

La crise enfin ranime la lutte des classes dans une période difficile pour des bourgeoises liées à un empire qui sacrifie ses alliés pour conserver son leadership. Son développement re donne, pour l'instant, pas de signes d'essoufflement. Partie des Etats-Uns, elle tend à gagner en ondes concentriques l'ensemble du système capitaliste. L'économie du tiers - monde s'affaisse sous nos seux. Des pays qui c décollaient o péniblement s'ecroulent à nouveau. Il y a trente millions de chômeurs en Amérique latinc, des millions d'affamés dans le monde. Les mouvements de révolte contre l'impérialisme, étouffés pour un temps, resurgissent de place en place : la guerre révolutionnaire se ranume en Asie du Sud-Est. L'heure des trêves et des compromis va-t-elle se terminer au Vietnam comme en Proche-Orient?

de l'home

JEAN-PIERRE VIGIER.

au Vietnam comme en Proche-Orient?

# UNE ÉTUDE DE SAMIR AMIN, A. FAIRE, G. MASSIAH ET M. HUSSEIN-

### "La crise de l'impérialisme" 481UUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUUU

DANS ce livre sont rassemblés quatre essais partant d'hypothèses et de problématiques communes : Uno crise structurello (Samir Amin), les Conflits inter-impéria-listes dans la crise (Alexandre Faire), Division internationale du travail et alliances de classe (Gustave Massiab), Sur le rôlo actif de la péri-phérie (Mahmond Hussein) (1). Trus ces unteurs nut déjà produit une œuvre nbondanté, tant Samir Amin (l'Aceumulation à l'échelle mou-diale, le Développement Inégal), nu'Alexandre Faire (le Nouveau Déséquillère mondiel, avec J.-P. Sebord) nu Mahmond Hussein lla Lutte de classe en Egypte, les Arabes au présent, etc.).

Le problème posé peut s'exprimer dans ces termes : quelles sont les issues (accuarios) à la crise actuelle, crise de l'impérialisme : Les réponses éventuelles dépendent, comme on s'en donte un peu, des hypothèses de base, de la problèmatique foudamentale du travail proposè.

L'hypothèse centrale (se roulant radicale) qui cimente les quatre essais est exprimée dans l'énonce de la contradiction principale de l'économie mondiale aujourd'hui : c La contradictinn principale par laquelle se manifesto pratiquement le conflit entre les forces du capiralisme et les forces du socialisme opérant à l'échelle de l'ensemblo du système mondial est celle qui oppose le capital des centres impéria-listes développés aux peuples exploités de la péri-phérie dominée. e (P. 7.) La contradiction de classe foudamentale, classe expitaliste-proléta-riat, qui marque le mode de production capi-taliste, est bleu rappelée (p. 8), mais elle ne s'exprimerait plus de manière principale que dans contradiction capitale du centre-masses de la périphérie puisque le rapport autagouique elasse capitaliste-prolétariat est laminé au centre : « L'impérialisme est foudé sur un type patticul'alliance social-démograte assise sur la division de la classe ouvrière, division qui en réduit la capacité révolutionnaire, déplaçant l'accent veus les luttes dans la périphéria e (P. S.) Cette thèse (« tollo de fond do toute l'analyse de la crise », et de... ses issues, doit-ou ajouter) serait le contrepled de l'économismo et de l'ectupéo-centrisme (p. 10).

A construction do Samir Amin porte no-tamment sur la conduite genérale de telles hypothèses, avec deux volets essentiels : la jus-tification des fondements historiques de telles hypothèses et l'énoacé des perspectives offertes aujourd'hui au capitalisme à l'horizon 1984 (Orwelli nu à la révolution.

L'histoire du capitalisme serait marquée par des phases d'expansion-récession, scandant des modèles particuliers d'accumulation du capital, correspondant à des types epécifiques d'indus-trice motrices et à des types définis d'alliane de classes : quatre grandes phases d'expansion (1815-1840, 1850-1870, 1890-1911, 1948-1968) et de récession (1840-1850, 1876-1894, 1914-1948, 1968-7 ). A chaque phase correspondent des fonctions spécifiques de la périphèrie vis-à-vis du modèlo d'accumulation du capital, vis-à-vis des indusd'accumulation du capital, 1912-19, ses indus-tries motriers. La hiérarchia mondiale des nations évolue selon les phases (Grande-Bre-tagne, puis Etais-Unis), avec évolution vers une bipolarisation : Étais-Unis - Union soviétique.

Les parspectives offertes au capitalisme comme issues capitalistes à la crise concerne-raient deux variantes : 1984 A et 1986 B. La variante 1984 A e serait caractérisée par la divi-sion su travail suivante : le centre se réserversit l'intégralité des industries nouvelles, tandis qu'il rejetterait sur la périphério toutes les industries classiques, les industries polluantes de notre monde contemporain : sidérurgie, chimie, industries légères e (p. 26). La périphérie

produirait l'intégralité du surplus (industrie) et produirar l'integrante du surpina (industriei et agricole) consommé par les masses du centre; la solution politique serait le racisme, avec extension à l'échelle mondiale du mudèle sud-africain. La variante 1984 B « exclut, au contraire, une division internationale du travaii ; les industries nouvelles comme les ludustries elasindustries nouvelles comme les industries elas-siques seralent toutes concentrées au contre et la périphérie, dans son ensemble, complétement marginalisée e (p. 27): la périphérie jouerait uniquement une fouction de production de la force de iravail pour le centre. Dans le contexte des deux variantes, l'U.R.S.S. ne serait pas une force de rupture : a L'U.R.S.S. présente déjà, à l'heure permelle toutes les caractéristiques d'un l'heure actuelle, toutes les caractéristiques d'un

une structure de l'économie mondiale limi-tée à quelques formations sociales structurantes ; — Structure bipolaire où les rapports internationeux (économiques, politiques, idéolo-giques) e'identifient principalement aux rap-ports Etats-Unis - U.R.S.S., encora que l'on fasse jouer à cette dernière un rôle second;

— Structure tripolaire : Étais-Unie - Enrope et Japon-U.R.S.S. : les rapports internationaux sont alors marqués par les rapports entre les Etats-Unis d'un côté, l'Allemagne ifédérale (assurant le leadership de l'Europe) et le Japon do l'antre; l'U.R.S.S. joue toujours un role

### Par CHRISTIAN PALLOIX \*

cous-impérialisme » (p. 33), ajore que le maillon faible de la chaine impérialiste serait l'Europe (p. 38) avec des interrogations sur la récupéra-tion de ce chainnu dans le jeu du capital.

Les perspectives révolutionnaires a'interimient dans e l'analyse des contradictions qui s'uppo-sent à 1984 et à partir de là, l'élaboration des stratégies de la transition socialisto » (p. 48), en examinant les jeux offerts par la périphérie, par exemple e un front des peuples de la Méditer-ranée, de l'Afrique et du Moyen-Orient » (p. 42).

LEXANDRE FAIRE tente d'actualiser l'hypo A thèse centrale qui est rappelée (e La pro-duction et la répartition de valour su niveau mondial sout l'enjeu d'un affronteme pal entre, n'une part, la bourgeoisie impérialiste et les classes qui lui sont alliées et, d'autre part, les prolétariats, les peuples et les natinno npprimés et leurs alliés e (p. 50), dans la conduite différenciée des conflits inter-impérialistes (actuaries fundés sur la bipolarisation, la tripolarisation, la muitipolarisation mondiale). Globulement, l'auteur fait joner la variante 1984 A sur la base de diverses structurationa mondiales possibles, la bipolarization (pp. 88-99), la multipolarization avec diverses solutions européennes : bégémonie allemande sur l'Europe, solution française s'opposant à l'hégémunie allemande en direction de l'Europe du Sud (Espagne, Italie) et du tiers-monde. Notons, par exemple : « Le gaullisme a fait, dans une large mesure, les investissemente nécessaires au redéploiement d'un impérialisme français néccolonial: maintien do ses positions en Afrique, sontien à des fractions bourgeoises progressistes dans le monde arabe et allieurs pour préparer uno relève des bourgeoiste liées eux Américains... e (P. 66.)

Gustave Massiah envisage les conséquences au pian do la division internationale du travall des divers scénarios possibles (bipolarisation, va-riantes do la multipolarisation dans le cadre de 1984 A), avec les alliances do classes que cec scénarios impliquent.

Pius concrètement, et plus en rapport avec les faits, Mahmoud Bussein analyse les forces de rapture que représente la périphérie (le mude arabe lei) dans le fonctionnement de

Maître assistant à la faculté de sciences économiques de Grenoble.

eccond; on pent s'etonner de la non-insertion de la Chine dans les scénarios (senie issue

« révolutionnaire » ?) ;
— Structure multipolaire, avec éclatement de l'Europe en une Europe du Nord (leadership allemand) et une Europe du sud (leadership de la France).

In France).

Or. un fond des choses, le découpage retenq repose sur un découpage purement fonctionnaliste centre-périphèrie juxtaposé à des découpages fonctionnalistes du centre lui-même (hipolaire, multipolaires). La périphèrie n'a que le possibilité de s'adapter aon fonctions qui ini sont définies par le centre. Cela exclut, même si on vent introduire un a jen a pits actif de la périphèrie (cf. Mahmoud Hossein, ani est en rupture avec les bypothèses et la qui est en rupture avec les bypothèses et la problématique des antres co-acteurs), toute correspondance active entre les modifications de structure du « centre » et les modifications de structure de la « périphérie », cela interdit toute prise dialectique des contradictions actuelles de l'impérialisme. Le découpage fonctionnaliste du

centre a les mêmes travers. Une autre approche de l'impérialisme, de l'internationalisation du capital, de l'économie ondiale capitaliste, met aujourd'hui en cause, de manière radicale (cf. lo colloque ACSES sur l'Internationalisation du capital, Grenoble, juin 1974), la vue fonctionnaliste qui a envuhi la cririque marxiste de l'économie politique : extérieur, à la frontière, du monvement du

capital. Considérous que la critique de l'européo-centrisme, que nos auteurs voulaient engager, a avorté, puisque toutes les issues à la crise reposent sur le jeo du centre, ainsi que le refus « révolutionnaire » de la périphérie à la limite.

A critique de l'économisme n'a pour solu-uton que l'économisme du fonctionnement de l'économie mondiale, pensée exclusivement sous l'angle du monvement des forces produc-tives (extension, rejet, rétention des industries) génératrices d'un surplus industriel. Les anta-gonismes mondiaux (capital du centre-massee exploitées de la périphérie) ne concernent finalement que la répartition (aliant jusqu'à l'appro-priation totale) du surpius, les alliances de classes s'élaborant sur l'appropriation mondiale ne celui-ci. La crise de l'impérialisme, dont il est question, désignerait la crise des condirions de délocalisation de la production du surplus et des conditions de répartition et de réalisation de ce surplus, compte tenu des constits inter-impérialistes et des alliances de classes de type

L'aptique de la répartition iqui senle justifie le découpage capital du centre-masses de la pérlphérie) dumine toute la construction ; nous sommes loin de l'exigence markiste de l'expi-cation du mouvement des conditions de produc-tion de la plus-value tanc absolue que relative (quel silence sur ce tbèune !) qui seule fait de la lutte de classes la déterminante essentielle de lutte de classes la determinante essentielle de la crise de l'impérialisme. Le rapport antagonique classe capitaliste-prolétariat est, pour 
moi, toujuurs la contradiction principale uni 
rythme le rapport surtravail (plus-vaine) - travail nécessaire, qui rythme le monvement de 
ce rapport. La crise de l'impérialisme n'est pas 
une erise de délocalisation de la production 
(avec taux identique d'exploitation) et de répartition : la principalisme est une cristition; la crise de l'impérialisme est nue cris-concernant les conditions de production de la plus-value absolue et relative, dont les condi-tions de mouvement (aceroissement du taux d'exploitation) sont bloquées par la lutte de classes an u centre n et à la u périphérie n, d nn vent retenir ce découpage sommaire pour désigner la différenciation internationale croissante et complexe des formotions sociales dans

La thèse du super-impérialisme est constaur-ment présente avec son corollaire, le déparse-ment des formes netionales vers des formes supranallonales (cf. note 4, p. 61).

E merite essentiel de l'envrage, rependant. est d'atthrer l'attention sur ce qu'implique-rait la multipolarisation de l'économie mondiale, du point de vue du fonctionnement (cer-tains préférent « régulation » :) de celle-ci ; on sait que l'eppareil d'Etat a pour objet, entre autres, la u régulation » interue des formations sociales, mais on sair aussi qu'il n'y a pas — et il ne pent y avnir — d'Etat supranational « régulant » l'économie mondiale. Le mode de fouctionnement de l'éconnuie mondiale capita-liste repose sur l'impérialisme, mode de « régnlatinu » (!) militaire, politique, économique et idéologique qui suppose une hierarchisation des divers impérialismes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, France...). Un oligo-pole à sept se urégule » (cf. le carte) pétrolier), un oligopole à vingt se déstabilise complètement. Dane l'hypothèse de la multipolarisation, il est essentiel de se demander ce qu'implique le déclin de l'Impérialisme américain comme « régulation dominante n de l'économie mondiale, avec les formes de déstablisation de l' u nignpole v impérialiste.

Dans ce cadre, les maitions faibles de la chaine impérialiste occupent une position importante du point de rue de la lutte de classes ; certes, les maillous faibles ont saulé d'abord à la « périphèrie o (U.R.S.S., Chine, Cuba) comme nisme lineaire de l'histoire, et il y a affaibilistment, par la intte de classes, des maillons d'one chaine impérialiste qui voie en échats à tous les niveaux de la différenciation actuelle des formatinus économiques et sociales. A ce titre, l'En-rope du Sud (Italie, France, Espagne, Portugal) est un mailion falble, place aussi directement dans l'orbite do récupération du capital. Il n'y a pas de devenir linéaire : « L'avenir n'est inscrit dans aucune fatalité. Il dépend de noue, s (Mahmond Bussein, p. 189.)

Un livre à discuter, done, dans le choe des ldes concernant les hypothèses, in problèma-tique et la pratique marxiste-léniniste.

(1) Samir Amin. Alexandre Paire, Mahmoud Eussein. Gustave Massiah, la Crise de l'impé-rialisme, Paris, Editions de Minuit, « Grands documents », 1975, 189 pages.

 A l'occasion de la fête nationale de Cuba, seizième anniversaire de la révolution cubaine, l'ambassadeur de Cuba et Mme Gregorio Ortega Suarez ont offert une réception le 8 janvier. • L'ambassadeur de Belgique et la comtesse de Kernhove de Denterghem unt donné une réception le 14 janvier à l'occasion de la visite de M. Michel Toussaint, ministre du commerce exté-

M. Zygmunt Orlowski, canseiller de presse près l'ambassade de la Répu-

Calendrier des fêtes nationales GAMBIE
GUYANE
GUYANE
KOWEIT
Fête nationale
Fête nationale
Fête de l'indé
dance 1" AU 15 MARS 2 MAROC Fête uation 6 GHANA Fête nation 12 ILE MAURICE Fête nation

blique populaire de Pologne, a offert une réception le 22 janvier à l'occa-sion du départ de M. Juliusz Janeaur, premier secrétaire, chargé des affaires de presse, et de l'arrivée de M. Krysz-tof Szumski.

. M. Von Brann, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, a donné une réception le 23 janvier à l'occasion du départ de M. Horst Blomsyer-Bantanstein, ministre plénipotentiaire, et de l'arrivée à Paris de son successeur M. Carl Lahusen.

A l'occasion de la visite à Paris de M. Miacsyslaw Jagielski, vice-pré-sident du conseil des ministres, M. Emil Wojtaszek, ambassadeur de la République populaire de Polugne, a donné une réception le 30 janvier dans les saluns de l'ambassade.

NECROLOGIE

Nus apprenons le décès de M. José Mora, ancien secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, survenn le 26 janvier à Montevideo.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes

à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux.

se tient à leur entière disposition pour

tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROEN CHAMP-DE-MARS S.A. Telex:TT CITRO-24833 - Tel. 567.99.20 - 783.52.76

CITROEN \*

de la S.A. Automobiles

Citroën créé, particulièrement,



# 1975, ANNÉE DE LA FEMME

« moitié du ciel » va-t-elle se voir concéder quelques nouveaux strapontins? On sait les débats et les luttes

Mais qu'en est-il dans le tiers-monde? Comment y a-t-on concilié lutte de libération nationale et lutte de libération féminine? Que signifie « libérer la femme »

politiquement, économiquement dominée? Deux femmes, une Guinéenne et une révolutionnaire sudvietnamienne, répondent,

# L'égale de l'homme

L'expérience vietnamienne

prouve que la libération

de la femme

ne peut s'obtenir tant que

le pays reste colonisé

NE quarantaine d'années séparent deux générations de femmes au Vietnam du Sud : celle d'aujourd'hui, confiante en l'avenir, héroique, indomptable, fidèle, capable et ingénieuse, et celle du passé, courtée sous le triple joug de l'exploitation de la famille, de la société féodale et de l'impérialisme étranger. Comment s'est opérée concrètement cette liberation de la femme, l'une des plus belles réalisations de la lutte révolutionnaire?

réalisations de la lutte révolutionnaire?

Dès sa plus tendre enfance, la petite fille s'endormait dans les bras de sa mère aux mélodies tristes de cette ancianne berceuse:

« La femme est pareille à la goutte de pluie. Echouera-t-elle dans un palais ou dans la boue des risières? » C'est l'image du sort incertain des femmes dans l'ancienne société vietnamienne. Des siècles durant, l'idéologie féodale a inculqué l'idée selon laquelle la femme—créature faible et incapable — doit vivre sous la dépendance de l'homme. « Le bas peuple et la femme, disait Confucius, sont ignares, antimés de bas instincts et difficiles à édiquer. »

Ecartée de Pécole et des concours mandari-naux, elle était élevée dans une discipline qui enfermait ses pensées, ses sentiments et ses actes dans le cadre étroit des trois « soumis-sions » : dans sa famille, obéir au père ; au domicile conjugal, obéir au mari, et, à la mort de ce dernier, obéir à son fils.

Dans la société féo-dale, l'exploitation de la main-d'œuvre fémi-nine revêtait la forme de la polygamie et du mariage précoce consa-crès par le droit an-cien. Un riche choisissait souvent comme épouse pour son petit garçon une jeune fille beaucoup plus âgee que ce dernier pour qu'elle se charge des travaux ménagers de toute la famille. Devenu homme, le mari épou-sera d'autres femmes,

et la pauvre jeune fille devra finir le reste de ses jours en vieille servante abandonnée de ses jours en vieille servante abandounée. Si le mari pouvait épouser plusieurs femmes à sa guise, l'épouse infidèle était condamnée à être piétinée par les éléphants. La femme n'avait aucun droit sur le patrimoine, sur ses enfants ni sur sa propre personne. Par son travail, elle devait pourvoir aux besoins de la famille, payer les impôts et obligations de toutes sortes consacrés par la loi et les us et coutames du village. Sans compter le sort peu enviable réservé aux jeunes filles qu'on auracheit à leur famille pour garnir les harems royaux.

La femme vietnamienne subissatt en outre le sort de tout colonisé. A la campagne, dans les conditions d'une agriculture arrièrée, à bas rendement et constamment menacée par les inondations et la sécheresse, la misère était de leurs par les paragres charactes de leurs stroce. Pour les paysannes chassées de leurs terres, il ne restait que la possibilité de s'en-gager comme main-d'œuvre dans les plantations on des entreprises colonialistes où elles travaillaient dans des conditions inhumaines, pour un salaire nettement inférieur à celui de leurs homologues masculins. Souvent renvoyées des qu'elles étaient enceintes, elles étaient obligées de cacher leur grossesse en serrant leur taille, ce qui provoquait des cas fréquents d'avorte ment on de mortinatalité.

Dans les villes, l'aspiration au bonheur et à l'emancipation des femmes avait pris des formes diverses dans les couches sociales aisées. Les slogans: liberté individuelle, émancipation du joug familial, participation de la femme aux activités sociales, égalité des sexes, etc., n'avaient abouti qu'au port de tenues euro-péennes, à l'organisation de réunions mondaines, de kermesses de hienfalsance, à l'adop-tion de mœurs plus libres dans la vie conjugale. Ce mouvement féministe dissociait résolument la libération de la femme de la lutte pour la libération nationale. Les plus hardis suggéraient timidement l'initiation de la femme à certains mêtiers « conformes à la féminité et ne portant pas atteinte à sa mission de mère ». Le sort mission de la feminité et ne portant pas atteinte à sa mission de mère ». Le sort mission de mare ». su mobiliser les masses laborieuses: elle ne pouvait conduire au déclenchement d'un véri-table mouvement féminin à l'échelle nationale. Mais une trentaine d'années de lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme pour la libération nationale ont complètement trans-

CONTINUANT les traditions de leurs glo-rieuses ainées (1), les femmes du Vietnam du Sud ont contribué à vaincre les agresseurs américains, mettant successivement en échec quatre stratégies de guerre de l'emem! Issues quatre sirategies de guerre de l'emienn. Issues de tontes les couches sociales, trois générations se sont retrouvées sur les champs de bataille contre le même adversaire. L' « armée aux chignons », apparue en 1960 à l'apogée du soulèvement généralisé, a grandi rapidement au cours d'un combat implacable. Avec son courage, avec son courage, avec son printe alle a vis au roint la farrence. avec son génie, elle a mis au point la fameuse coordination « des trois pointes d'attaque » (2) et brisé de nombreuses opérations ennemies.

formé la femme sud-vietnamienne, prouvant par là que la libération de la femme ne peut s'obtenir tant que le pays reste colonisé.

L'époque de la guerre spéciale a vu naître des millions de femmes guérilleros qui harce-laient l'ennemi sur tous les fronts avec les armes les plus rudimentaires ou celles qu'elles lui arrachaient.

Quand le corps expéditionnaire américain débarqua en 1964 pour mener la guerre localisée, des dizaines de milliers de combattantes rivali-sèrent d'ardeur pour éliminer les agresseurs et détruire leurs avions, leurs chars, leurs navires de guerre. Aujourd'hui, les femmes constituent 40 % des effectifs de la guerilla et plus de cinquante compagnies et bataillons comptent parmi les unités d'élite des FAPI. (Forces armées populaires de libération) de toutes les armes. Elles ont réalisé des exploits retentis-santa Durant les offensives généralisées du Nouvel An 1968, l'unité féminine de Lê Thi Rièng, par exemple, a poussé son avance jusqu'en plein œntre de Salgon et participé avec d'autres commandos de combattantes à l'attaque du quartier général de l'état-major ennemi et de l'ambassade américaine.

ennemi et de l'ambassade américaine.

Pendant la période de guerre « vietnamisée », au moment même où le général Nguyen Van Thien se vantait d'avoir « pacifié » tout le Vietnam du Sud et repoussé les Vietcongs hors des frontières de notre pays, des mains des jeunes femmes si douces et si charmantes jaillirent des obus de B-40 et de mortier à longue portée qui frappèrent avec précision leurs côles militaires et infligèrent à l'ennemi de lourdes pertes. C'est une jeune étudiante saigonnaise qui a dirigé l'attaque contre les véhicules militaires américains en pietne ville, avant les élections truquées de septembre 1971.

avant les élections truquées de septembre 2714.

Dans les zones libérées, le rôle des femmes dans la production, dans le ravitaillement du front, Porganisation de la vie sociale, l'éducation, la santé publique, etc., devient de plus en plus déterminant. Plus personne ne c'étonne que des femmes soient portées à de hautes fonctions — telles celles de commandant en chef adjoint des F.A.P.I., ministre des affaires étrangères, ministre de

étrangères, ministre de la santé publique, se-crétaire d'Etat à l'édu-cation nationale, etc. cation nationale, etc.

— mais plutôt qu'on
ait pu pendant si longtemps se passer de
la contribution des
femmes dans la gestion des affaires publiques.

Après la signature des accords de Paris, les femmes forment encore l'armature de la lutte pour l'applica-tion des textes signés. A la campagne, pour mettre en échec les opérations d'empiéte-

ment et de « pacifica-ment et de « pacifica-tion » menées par les troupes de Saigon, consolider les zones libé-rées, réaliser la reconciliation et la concorde nationales. Dans les centres urbains, le mouvement des femmes pour la défense des conditions de vie, pour le retour de la paix, pour le change-ment de l'équipe corrompue actuellement au pouvoir, continue à se développer en dépit de la répression atroce.

repression atroce.

Les femmes constituent de 70 à 80 % de la force de travall de l'immense zone libérée qui s'étend du 17° parallèle à la pointe de Camau. Les cadres féminins accélèrent la formation de nouvelles équipes d'entraide, encouragent la restauration rapide des terres dévastées et l'amélioration des nouvelles techniques agricoles. Sur les chantiers, les jeunes filles forment souvent la moitié ou les deux tiers de la maind'œuvre; elles réparent les routes et les ponts, assurent le trafic dans les zones libérées, construisent les maisons, les écoles, les stations

D ANS un pays en paix, s'il est facile d'inscrire D la libération des femmes au programme d'un parti politique, il est autrement plus difficile de la faire entrer dans les lois et encore plus de la faire passer dans les moeurs. Au Vietnam du Sud, Fagression américaine a, par une ironie du sort, contribué à éclairer bien des choses, et notamment le lien entre la libération de la femme et la libération nationale. Sous le régime de Saigon, les femmes sont les victimes les plus parsécutées. Dans les villes, par suite de la politique de paupérisation et de corruption du néo-colonialisme américain, près d'un demi-milion de femmes ont été obligées de vivre de la prostitution. La dégradation des mœurs, la proliferation des vices et de la violence, sapent les fondements mêmes de la vie familiale et du bonheur, déjà fortement ébranlés par la misère accrue et les tentations de toutes sortes importées de l'autre côté du Pacifique « Nombre (de femmes) portent à jamais dans leur chair les séquelles des tortures atroces infligées par l'ennemi » (3).

Obligées de choisir entre la lutte et la mort.

les femmes sud-vietnamiennes se sont levées comme le reste de la population pour sauver le pays et pour s'affranchir de leur condition de servitude. Avec cette agression américaine, il était évident que leur sort ne pouvait qu'em-pirer. C'est cette conscience claire qui aide beaucoup de mères, de femmes, à faire ce choix difficile entre l'intérêt supérieur de la nation et l'amour conjugal ou maternel. Mais alles savent que le bonbeur ne peut s'obtenir sans

Si personne au Vietnam du Sud ne se de-mande désormais si la femme est l'égale de l'homme dans l'activité productive comme dans l'exercice des hautes fonctions administratives ou politiques, c'est parce que la réalité de tous les jours nous apporte une réponse claire et tangible. Le rôle grandissant que jouent les femmes dans la communauté nationale s'impose de lui-même dans la pratique, progressivement,

par nécessité.

Il s'en faut de beaucoup que les conditions soient réunles dans notre pays pour une libération complète de la femme, car on n'efface pas des millénaires d'histoire en quelques années. Cependant, l'essentiel est que la femme sud-vietnamienne tienne bien en main son avenir et, comme la luite actuelle de libération nationale mobilise toutes les ressources du pays, une forte impulsion est donnée à des progrès rapides et fondamentaux dans l'améliuration de la condition féminine.

NGUYEN THI DINH,

isidente de l'Union des jemmes sud-tramiennes pour la Abération et com-méant en chej adjoint des Forces nées populaires de Abération au Viet-nam du Sué.

(1) Telles Trung ou Trieu, héroînes nationales victuamiennes qui ont libéré le pays de la domination des fécdanx chinois.

(2) Attaque armée, lutte politique et travail d'explication dans les rangs de l'armée saigonnaise.

(3) Appel de l'Union des femmes pour la libération du Victuam du Sud, 24 avril 1961.

# Le nouveau matriarcat

La décolonisation

ne s'est pas traduite

par une véritable

**émancipation** 

de la femme africaine

E serait-ce que parce qu'elle représente le moitié de le population du continent, la temme africaine est appelée à jouer un grand rôle dans la lutte de libération que ménent ac lement les peuples africains contre le colocialisme. le néocolonialisme et l'impérialisme sous toutes leurs formes. De tout temps, elle e également été confron tés aux problèmes de sa propre libération. Objet de plaisir sexuel, le femme africaine était ausei un fecteur de production et de reproduction dans la société traditionnelle.

E N Guinée, le femme baga, guerzé, tama, kissi ou konlegui, du fait de le structure patriarcale et fétichiste de sa communauté et de l'existence de sociétés sacrètes féminines (1), tout en étant exploi-tée et dominée, se trouvait à l'ebri des abus de le répudiation et participait aux activités éthico-religieuses de la communeuté. Par contre, le temme peul ou malinké, appartanant à une ecciété féodale et musulmane, était véritablement la chose de

Fétichista co musulmane, elle n'en était pas moins vouée à la fois aux travaux des champs et aux tâches domestiques. Citoyenne de ecconde zone, elle n'avait même pas le droit de choisir son compagnon.

constituait aussi un bien. Par cuite du faible développement des forces bras qui étalent les moyens principaux de oduction. Plus on avait de femmes, plus on avait d'enfants, et plus on avait de bras, donc dede cultiver, de e'enrichle et de jouir d'une plus grande considération.

La littérature ethnologique occidentale représente de menière

calne comme gardienne de le tradition et des cou-tumes, attachée aux institutions tamiliales et relison statut et de son sort. Cependant, le femme afri-ceine (surtout musulmane) ne trouve une raison d'être que dans l'affection qu'elle donne et ressent dans l'éducation des entents, non seulement les siene propres mais aussi ceux de ses proches. Son zèle apparent pour consolider la pérennité des traditions religiouses e'explique elsément par le fatalisme qu'i permet de faire croire à tous les miséreux que leur royaume n'est pas de catte larre ».

En ecumettant le plupart des peys africains à le domination des métropoles occidentales, le colonisellon e aggravé les conditions d'existence de la femme africaine. Elle e bouleversé dans une certaine mesure l'économie de nos pays et perturbé leurs structures traditionnelles. Le développement des plantations et autres cultures d'exportation e renforce la position économique de l'homme. L'essor des ectivités industrielles e'est fait le plus souvent sans la perticipation de le femme. Celle-ci perdeit ainsi le place que lui donnait son rôle dans l'éco-

Il est à noter cependant qu'en Guinée le développement du commerce e permia, particulièrement à le femme melinké et soussous, d'ecquérir une cer-taine indépendance financière. Ces femmes, surtout après la seconde guerre mondiele, ont pris une place importante dans le commerce des pagnes et des produits vivriers. Dans certaines régions comme ces produis vivrers. Cans certaines regions contine Kindia, elles y ajoutalent des ectivités ertisaneles comme le confection des pagnes indigo. Male qu'elle soit melinké, foulah, soussous, baga, etc., le temme guinéenne restait « l'esclave de l'esclave ». Dans certaines régions, elle sublesait même une triple domination : coloniale, féodale et maritale.

La polygamie, qui étalt le fait de certains privi-légiée dans la société traditionnelle, e'est généralisée. La femme devient parfois une marchandise (dot très élevée exigée de l'homme). L'oppression culturelle s'accentus surtout dans les eociétés musulmanee (peul, malinké, eoussous), où, à grands coups de citations du Coran, des prétendus docteurs (marabouts) tentent de justifier cette situation.

E N 1949, un débat eur le femme fut organisé par le journal colonial le Guinée trançaise. Les réponses données par les lecteure sont un bon résumé de l'opinion des hommes à l'époque :

· L'absence, pour la femme, du libre choix de conjoint découlait de cette eagesse africaine qui dit que « la poule ne donne lamais quelque chose de mauvais à ses poussins » :

Outre qu'alle est autorisée par le Coran, la polygamle était justifiée par les raisons sulvantes:

- Celui qui n's qu'une femme est souvent maiheureux
quand l'épouze est malade, quend elle va chez ses parents, quand elle meurt... Chez le Noir, le capital c'est l'entant. Quand es première femme ne lui en donne pes, il an épouse une autre... On se marie aussi pour faire des alliances et étandre la cercle de ses relations et de celles de sa postérité... La temme est une source de richesses »;

■ Le traveil féminin était condamné, car il accroît le chômage masculin, conduit le femme à l'abandon du foyer et des occupations ménagères, désorganise la vie familiale et détourne le femme de eon « rôle naturel de diligente ouvrière du bonheuт » ;

• La ecolarisation de la fille est condamnée : elle échapperalt à l'emprise de ses parenta. A son retour de l'Université, elle « trouve le discipline familiale insupportable, le savoir-vivre ancestral périmé... De filie, elle devient maîtresse de maison ; alle s'impose et impose toujours à ses parents perplexes et ahuris son époux qu'ils doivent bon gré mai gré accepter. C'est la rupture systémetique avec tout ce qui est contraire à ses conceptions de le

se soit lancée dans le combet pour le décoloni-cation et l'installation d'un véritable régime démocratique ? Son rôle eers déterminant, surtout à partir de 1954. Le journal Marchés tropicaux du 20 octo-bre 1956 n'àcrivait-il pes: » L'élément téminin est surtout le plus egissant et le plus violent parce qu'il s'agit pour lui d'une émancipation que rien ne lui leisait espérer il y e cinq ans ; parce que les temmes passant brusquement d'un assujettissement milié-naire à une liberté totale eont tellement ébloules, sans qu'une lente edaptation leur elt donné des complexes, qu'elles forment des éléments de choc redoutables et redoutés » ?

Dans leur résistance à l'oppression coloniale, le martyre de M'Belle Camara (2) e galvanisé les mas guinéannes. Principale animatrice donc de la lutte pour l'Indépendance; la femme guinéanne était en droit d'attendra de cette dernière sa fibération véritable. Qu'en a-t-Il été ? Le parti démocratique de Guinéa (P.D.G., parti unique, eu pouvoir) effirme avoir libéré la femme guinéenne, en evoir fait l'égele

de l'homme, voire sa supérieure. Il est indéniable que des femmes oni occupé et occupent encore des postes de ministres, d'ambas-

du parti. Il y e eu eussi des essais d'organisation en coopérative des femmes qui confe les pagnes Indigo. D'eutre part, l'adultère est défini de telle sorte qu'il rend le divorce très diffielle pour le petit pevsan. l'ouvrier et le commun des mortele en génèral. L'age légel du mariage pour les filles est fixé à dix-sept ans par une loi de 1962 qui exigealt eussi le con réciproque des candidets le droit de le femme à

e'opposer à ce que son mari prenne une seconde épouse. Il lui fallait, pour ce faire, démontrer que celui-ci ne disposait pae de moyens suffisants pour assurer une vie décente à deux femmes. En d'eutres termes, les riches pouvaient épouser autant de femmes que le leur permettait leur fortune, alors que les pauvres devaient se contenter d'une seule. Enfin, dernière née parmi les décisions destinées à émanciper la femme guinéenne, l'institution de le monogamie. A l'issue du Congrès des femmes tenu le 31 janvier 1968 à Conekry, une résolution générele tradulte peu sprès en décret décida l'abolition de le polygamie, les mèneges polygemes à le date du congrès conservant toutefois le statu quo ante.

DEUT-ON conclure de tout cele que le femme gui-I néenne avance à grands pes vers son émancipation totale? L'émancipation de le femme ne peut se réaliser que dans le cadre d'un régime démo-cratique exempt de toute forme de domination tant extérieure qu'intérieure. Or la Guinée - pour ne rien dire des autres Etats d'Afrique - est dans une lerge mesure une néo-colonie dépendant des forts intérêts étrangers, français encore meis eujourd'hui surtout américains. La - révolution netionale democratique populaire », loin d'être œuvre accomplie, reste à faire. La femme gulnéenne doll y participer au même titre que l'homme.

Sur le plan Intérieur, le femme guinéenne seit aujourd'hul davantage encore qu'hier qu'un texte de loi ou une résolution de congrès ne suffit pas à créer à partir du vide une réalité concrète ou à transformer radicalement celle-ci. Instituer le monogamle est un acte positif dans le mesure où cette Institution vient sanctionner une situation économicosociologique qui procède elle-même d'une réalité nneire préalable servant de moule d'expression et de substance à la loi sociale. Nulle part on n'e vu de changement social révolutionnaire intervenir par le esule magie du verbe ou par les vertus d'un texte juridique, surtout quand texte àmane de ceux-là mêmes qui tirent profit des inégalités sociales qu'ils prétendent danoncer.

Créer des postes ministériels ou politiques pour tes femmes ne suffit pas à - libérer le femme ». Ce n'est pas non plus la libèrer que de faire adopter des textes de lois oul lui donnent l'Impression d'une régénèrescence d'un matriercat nouvelle manière dont on peut se demander e'il est eutre chose que le participation d'une polgnée de femmes à la cérémonie de découpege du gâteau, fruit de l'exploitation de tout un peuple.

L'émancipation de la femme commence véritablement evec son indépendance économique. Lui donner les moyens intellectuels et techniques de gagner dignement ea vie par elle-même, sans recoure à l'homme, c'est poser les bases fondamentales de ea libération.

Le combat libérateur de le femme en Afrique ne peut es réallesr efficacement que dans una etructure de lutte regroupant tous ceux qui souffrent de

Il est clair que la femme guinéenne — et efricaine du reste - eure à mener un double combat : d'abord, aux côtés de ses trères de même condition économique et socials, elle doit faire face à le domination impériellste et à ceux qui, dans le paya, permettent à cette demière de sa perpétuer ; ensuite, iens le cadre d'une authentique démocratie, il lui appartient de se forger un nouveau statut. Ce n'est pas une mince effaire, car les etratifications se leires qui ont imposé à le femme une position d'infériorité ne sauraient e'effacer par une simple, même profonde, prise de conscience politique de l'homme.

NANTENIN KONATE.

(1) Organisations de femmes disposant de pou-voirs occultes, hermétiquement fermées aux hommes, qui en ont d'ailleurs une certaine peur.

(2) Femme enceinte éventrée à coup de sabre par le chef de canton de Tondon.

# COMBATS POUR LA VÉRITÉ EN ESPAGNE

# Cinéma dandestin et luttes dans les prisons

Par IGNACIO RAMONET

E bras gauche en balancier. Joseph Goebbels, des les origines du nazisme, avait contume d'argumenter: «Un bon régime sans propagande ne peut pas plus exister qu'une bonne propagande sans bon régime. Les deux sont liés. » Le général Franco croit encore aujourd'hui à la logique victée d'une si péremptoire affirmation. Avec un opiniaire emètement, les media franquistes mariallent devuis trante ans des control emeranent, les media fran-quistes martellent depuis trente ans des slogans figés, soporffiques et lénifiants dans la perspective, proprement absurde, de dépo-litiser un peuple espagnol continuellement confronté par ailleurs à l'injustice sociale, à la brutalità policière et è toutes sortes d'abus de ponvoir.

Le contre-information et la contre-propa-gande s'avérent, en de telles circonstances, indispensables en rétablissement d'une vérité par elle-même stimulante, mobilisatrice. Dans cette perspective, les organisations démocra-tiques se sont longtemps attelées à reconsti-tuer l'événement tronqué falsifié dans la version officielle, et à diffuser massivement le document rendu è son originalité, à son intégrité.

Depuis la création et la consolidation, en 1982, des commissions ouvrières, la sécurité 1982, des commissions ouvrières, la sécurité de l'opposition s'est renforcée, la clandestinità a gagné en efficacité. Peu à peu, les organisations ouvrières ont donc abandouné leur attitude de repli et ont décidé de prendre en main l'information concernant les luttes qu'elles manent: des journaux et des tracts diffusent les objectifs des conflits, rendent compte des débats, consignant les difficultés, témoignant de la repression, soudent la classe oovrière,

### Filmer les contradictions

L'Argentin F. Solanas et de l'Espagnol exilé Cctavio Getino, un groupe de jeunes cinéastes espagnols proposent de se consti-tuer en collectif de production de films de contre-propagande et d'informatien, conçus pour être des moteurs de réflexion dialec-tique et contribuer à la mobilisation des masses. Les commissions euvrières accueil-lent ce cellectif et mattent à sa disposition leurs dossiers et leurs militants. leurs dossiers et leurs militants.

Désormais, un cinéma antifranquiste espa-quol est possible. Des comités de base se forment dans beaucoup de villes ou régions

espagnoles, à Madrid, à Barcelone, à Bilbao, dans les Asturies. la Galice, l'Andalousie... Ils ont pour tâche essentielle de se procurer des documents (visuels, sonores) qui prennent le régime en flagrant délif de fascisme. Pour des raisons de sécurité, chaque comité, très sommairement équipé, jouit d'une relativa autonomie qui lui permet de filmer ou de photographier les incidents politiques qui refletent le mieux les contradictions du pouvoir. Les opérateurs sont aussi des militants politiques; dés qu'une protestatien, un conflit éclate. Ils se rendent sur les lieux et enregistrent ce qu'ils peuvent. Dans les vingt-quaire heures qui suivent, un membre du comité local quitte le pays avec la pellitule pour rejoindre à l'étranger (souvent l'Italie) le petit groupe de coordination, qui fait développer et firer les bohines et qui procéde su montage.

Une fois la film étalonné et sonorisé, plusieurs copies reviennent en Espagne pour y circuler clandettinement et alignantes dans

Une fois le film étalenné et sonorisé, plusieurs copies reviennent en Espegue pour y circuler clandestinement et alimenter dans des cercles ouvriers, dans des foyers étudiants, ou dans des ciné-clubs de parolèse, des débats passionnés sur la situation politique en Espegue. Le réseau de diffusion na cesse de éaccroître, Certains de ces films ent été vus de la sorte par plus de cent mille personnes. Par ailleurs, des classiques comme Mourir à Madrid, la Grève, le Sel de le terre, y circulent également; d'autres comme le Ceurage du peuple, de J. Sanjinés, vent bientôt s'intégrer. Jusqu'à présent, une seule copie est tombée aux mains de la police.

### Les thèmes mobilisateurs

LES thèmes des films réalisés ont été souvent choisis en fonction des nécessités de mobilisation à l'intérieur, on des campagnes de solidarité à l'étranger. Par exemple, pour sensibiliser l'opinion sur le sort du dirigeant ouvrier Marcalino Camacho et de ses camarades, deux films de combat ont été produits. Le premier, Prisonniers, est un court métrage d'une rare qualité (primé an Festival de Leipzig en 1972) réalisé à

# Pour des projections-débats

- PATINO : La grève du bâtiment à Madrid et l'assassinat d'un ouvrier, 20 minutes, n. et b. LA MONTAGNE : Trois cents intellec-
- tuels catalans s'enferment dans le menastère de Montserrat, 10 mn, n.
- et b.

   UNIVERSITE 1971-1972: Les grèves universitaires (film primé eu festival de Greneble 1973), 22 mn, n. et b.

   PRISONNIERS: L'intérieur des prisons espagnoles (primé au festival de Leinzig, R.D.A., 1972), 12 mn, n. et b.

   PROCES 1001: Le procès de Camacho et de ses camarades, 25 mn, couleur, LE LONG VOYAGE DE LA COLERE: Les migrants andalous à Barcelone.
- Les migrants andalous à Barcelone, 30 mn. n. et b. LUTTES OUVRIERES EN ESPAGNE : Les conflits dans les entreprises multi-nationales en 1973, 60 mn, couleur.
- e DISTRIBUTBUR : C.I.S.E., 198, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, Tel. : 326.55.80.

partir de simples photographies prises clandestinement à l'inférieur de le prison de Carabanchel. Le caméra trace dans l'espace photographique figé un itiméraire qui découpe et isole les signes de l'incarcération : tourelles de surveillance, murs de clôture eperçus à travers les barresux cellulaires, mobilier rudimentaire des détenus, témoignages de leur ingéniosité et de leur patience, comme cette hibliothèque faite de cordes et de planches, absence ressentie des épouses, des enfants dont les photos ornent les murs glacés des cellules étriquées. Le grain des photos egrandies par l'écran rend ce monde carcérel encore plus étrange, plus distant et donne au regard serein des prisonniers un goût de cauchamar doucereux.

Procès 1001, deuxième volet de l'affaire

goût de cauchamar doucereux.

Procès 1001, deuxième volet de l'affaire Camacho, est un film plus didactique et politiquement plus complexe; un dirigeant des commissions ouvrières, en ombre chinoise, rappelle l'origine de ce mouvement, puis expose les ligues générales de la lutte. Il résute point par point les acquantions perfées par le procureur contre Camacho, Saborido, Zamora, etc. En montage altarné, des séquences montrent une salvisante manifestation de soutien populaire aux victimes du procès 1001. On y voit de jeunes manifestants, travailleurs et étudiants, déployer dans les rues grouillantes du Madrid vaspéral des handeroles exigeant l'amnistie. Un service d'ordre ouvrist, armé de cocktails Molotov, guette dans le calme l'arrivée des forces répressives. Aucun goût du spectaculaire dans le cadrage ou dans les mouvements de le caméra. Simplement le souci responsable de témoigner de la permenence des luttes, d'encourager la solidarité, de mentrer su pauple que la protestation collective organisée dameure possible.

### Ne pas se couper du peuple

D'AUTRES films exposent le malaise des étudiants madrilènes et l'étouffement des infellectuels catalans. Ces darniers, on s'en souvient. s'enfermèrent en nombre da trois cents dans le monastère da Moniserrat pour rédiger une charte culturelle de la Catalogne. La Montagne, court métrage tourné par des cinéastes de Barcelone qui tourné par des cinéantes de Bancelone qui se frouvaient parmi les frois cents, retrace les interventions et les discussions las plus significatives durant ces journées. Le film se veut une réflexion politique sur la nécessité d'un front culturel, sur l'epport que les intel-lectuels peuvent procurer à un mouvement populaire; il révêle leur souci de na pas se couper du peuple, de ne pas s'isoler des masses.

Cette même préoccupation, nous la retrouvons dans Universités, mais formulée cette fois par les émdiants de Madrid qui déclenchéreut la plus grande greve universitaire depuis la guerre. Ce film montre pour la première foix des images de l'andacieuse manifestation du printemps 1972 qui parvint à interrempre la circulation à le Gran-Via (les Champs-Elysées madriènes). È à heures du soix, à la grande simpétaction des passants et des gardes mobiles. D'autres sequences exposent les tentatives de guérilla urbains, avec le barcelement de la police à cheval et l'attaque des voitures de la gendarcheval et l'attaque des voitures de la gendar-merie. Des leaders étudiants éclairent avec discernament le

sens politique de ces conflits en exposant de manière passionnée lenrs revendications qui excèdent les corporatistes et constituent la pla-teforme théorique d'une révolte qu'ils s'efforcent d'articoler eux luttes du prolè-tarist.

C'est, bien entendu, vers ces luites que se dirige le plus souvent l'interêt des cinéastes clandestins, ils perçoivent l'urgence de témoi-gner de l'ardaur combetive de la classe ouvrière et contribuent par leurs films è déchirer le suaire de mensonges où l'Etat espagnol drape la luite des classes.

espagnol drape la luite des classes.

Le Long Voyage de la colère dénonce per exemple la vezitable traits è laquelle sont sonmis les journaliers d'Andalousie qui arrivent à Barcelons fuyant la despotisme des caciques, le châmage, la dénuement. An système féodal de la « détte» qui les enchaînais aux laiffundis, succède une prolétarisation brutale, ignominieuse. Le film analyte les raisons de l'émigration et montre pour la première fois les sordides conditions de via dans les plaines de bidouvilles qui entourent la grande cité catalane, soumise elle-même par les promoteurs immobiliers à la déprédation.

Contre ces promoteurs qui bénéficient des

Contre ces promoteurs qui bénéficient des complicités gouvernementales. Ils ouvriers du bâtiment de Madrid déclenchérent en 1971 une grève extrêmement dure, qui fut écrasée par la police armée. Celle-ci tire sur un petit groupe d'onvriers qui distribusient des tracts et abattit un ouvrier maçon. Le film Patitio reconstitue ce meurire et present de ce travailleur n'est maçon. Le film Patino reconstitue ce meurtre et prouve que la mort de ce travailleur n'est point le fait du hasard: il était visé. Membre des commissions envrières, respecté et éconté de ses camarades. Patino avait déjà été l'objet d'un nombre non négligeable de menaces. Le long témoignage filmé de sa veuve, jeune militante, est un réquisitoire politique d'une rare acuité. D'autres travailleurs, amis de la victime, décrivent sur le terrain vague on Patino fut assassiné les circonstances de sa mert et n'hésitent pas, leur visage ouvert à la camèra claudestine, à exhorter les ouvriers espagnols à la solidarité ective.

### Une arme politique

Le plus récent film clandestin. Luttes Leuvrières en Espagne (1974), est le plus ambitieux de tous ceux produits par le jeune collectif; par sa durée (soizante minutes) et par sa qualité technique. ce film en ceuleux déborde le cadre du simple film-tract. Met-tant en résonance les conflits è travers toute l'Espagne, il en établit le lien politique et économique, puis analyse au particulier les gréves dans les usines des grands groupes multinationaux: Standard Electrica, fiitale madrilène de LT.T. et S.K.F. du groupe propue de le le production de le particule madrilène de LT.T. et S.K.F. du groupe particules de le le le production de le particule particules de le le le particule particules de le le le particule particules de le le le le particules particules de le le le particules particules de le le le le le le particules particules de le le le particules parti madrilène de LT.T. et S.K.F. du groupe suèdois de mame nom. Les délègues ouvriers exposent leur stratégie de lutte contre les multinationales qui estaient de briser les graves dans un pays en accelerant let codences dans d'autres et en utilisant objecd'un entre. Il montre entin comment des franças de plus en plus nombreuses du peuple espagnol se jeignent à la Inita de la classe ouvriere dent ou rappelle le tribut en prisonniers qu'elle pais au régime fran-quiste, C'est là une occasion de voir un docuquiste. C'est la une occasion de voir un docu-ment absolument bouleversant fourné par un cinessie militant, claudestinement, à l'inté-rieur de la prison de Carabanchel. On y veit Camacho sinsi que cartains de ses cana-rades dans leur cellule, on assiste ensuite è leur promenade dans la cour : quelques-uns sourient même à l'opérateur sans que les gardes, que l'on aperçoit an fond du plan, remarquent quoi que ce soit.

Ce document stupéfiant, comma les antres films claudestins, prouve que, lorsque l'audace et la conscience politique des cineastes s'allient è celles des dirigeants ouvriers. le cinéma peut devenir enfin cette arme politique de libération des masses dont révait Lénine.

Action Section

- Million

--- Y.

AND THE REAL PROPERTY.

entents ja

-

·---

×\_ 4. \*\*

# FIN D'UNE CONTROVERSE

# «LA DESTRUCTION DE GUERNICA» de Herbert R. Southworth

TST-IL encore nécessaire, en 1975, d'écrire plus d'un demi-millier de pages pour prouver que Guernica, la ville sainte des Basques, fut Incendiée, pendent la guerre civile espagnole, par l'eviation nazie au service du général Franco, et non par les Basques eux-mêmes eu leure alliés ? A cette question, que plus d'un ne menquera pas de se poser en ebordant son dernier livre. l'historien américaln Herbert R. Southworth (1) apporte une réponse effirmalive.

Dans une lettre é la revue Life (24 Janvier 1969), l'ambassadeur d'Espagne é Wash-Ington soutenalt encere que Guernica - tut détruite par les forces enarchistes en retraite «. Que le diplemate espagnol, ex-officier de presse nationaliste et, en tant que tel, coresponsable de la versien franquiste originale de le destruction de Guernica, soit, trentedeux ene après, toujours - personne convelnou » de la véracité de cette version. cela n'e rien de blen étonnant et prouve esulement que certains franquistes ent de le sulte dane les idées. Mais qu'un universitaire américain, le professeur Jeffrey Hart, du Darmouth College, écrive cinq ans plus tard dens la National Review (tévrier 1973) un article intitulé «La grande fraude de Guernica », où il déveleppe la thèse selon laquelle le bombardement de Guernice n'e lameis eu lieu, qu'il n'est que le produit de la propagende pro-républicaine (payée evec l'er du Kamintarn — cela va de sol), est déjé plue surprenant. Et, qu'un peu partout en Europe, le presse censervatrice (Die Welt en Allemagna de l'Ouest. // Tempo de Rome et ABC de Madrid) reproduise avec empressement ces sinistres contre-vérités que l'en croyalt é jamels bannles de l'histoire, en les présentant comme des - révélations définitives -, vollà qui est réellament inquiétant.

Dès lors, comment ne pas partager le souci da H.R. Southworth de trouver les relsons qui ent déterminé le surprenante persistance de cette controverse st da vouleir y mettre fin ? L'auteur est remonté eux acurces de l'information sur le destruction de Guernica. Première constatation : cette affaire delt être bei st bien considérée comme une effaire da presse (avec des motivations d'ordre politique et religieux) dans laquelle la France, repréentée par l'agence Hevas, ne joue pas un

très beau rôle. Au départ deux séries de nouvelles émanant da le presse étrangère accréditée en Espegne : l'une envoyée entre le 26 avril, leur da l'événement, et le 29 du même mele, dete de l'entrée des troupes franquistes dans la ville martyre : l'autre, eprès la 29 avril. Les deux ensembles de rapports de presse sont contradictoires. Le coup d'envoi de la polé-

Les reporters qui accoururent de Blibao, eiège du gouvernement basque, à Guernica en flammes dans la nuit du 26 eu 27 avril 1837 étaient anglais pour le plupart et, quoique favorables au peuple basqua, leurs journaux étaient conservateurs. De lé l'impact de leure récits, toue cencordants, lue le matin du 28 avril, eu plus tard, par un public englais eu américain de droite, peu enclin, dans es mejerité, à soutenir le cause

Beeucoup de lecteurs français, par contre, durent attendre lusqu'au 30 avril peur trouver le nem de Guerrica dans leurs journeux. Pourquol ? Un seul journal français, Ce Selr, de tendance pro-cemmuniste, avait un correspondent é Guernica le Jeur de l'ettaque sérienne. Quand ce quetidien fit paraître le neuvelle dans l'après-midi même du 27, non seulement il était pratiquement le seul à le faire mais, en plus, il e'edressait é un public tout acquis aux loyalistes espagnois : du point de vue de la propagands, l'effet tut, pour einsi dire, nul. Teus les autres jeurnaux français, tributaires de l'agence Havas — qui n'avaît détaché aucun jeurnaliste de langue française au Pays basque, se contentant d'un correspondent espagnol. - durent attendre jusqu'au 29 avril pour recevoir da cette agence le première dépêche concernant Guarnica, dépêche rédigée, qui plus est, avec une incompréheneible négligence professionnelle. Mais enfin, on y pouvait lire que des bombes incendiaires avaient été léchées, que le population on fuite avait été ensulte mitralliée. QUAND, trois joure plus tard, les nations-

listes entrérent dans Guernice en ruines. leur bureau de presse ne tarde pas à mettre eur pied, à l'intentien des journalistes, des e tours erganisés » de la ville. Parmi ceux qui, colgneusement guidés, visitèrent les lieux le 1er mai, se trouvait le correspondent français da l'egence Havas (2). Le lendemain, Havas diffusait à Parie un récit tel que le Figaro pouvait tîtrer eur trois colennes : UNE ENQUETE A GUERNICA. DES JOURNALISTES ETRANGERS REVELENT QUE LA VILLE N'A
PAS ETE BOMBARDEE LES MAISONS
AVAIENT ETE ARROSEES D'ESSENCE ET
INCENDIEES PAR LE GOUVERNEMENT

Le parti que l'Espegne franquista et l'Alle-magne nazie tirèrent du cemmuniqué de de l'agence Haves (2). Le tendemain, Haves rendus parue dans la presse anglalse est ant imaginable. Le quartier général das nationalistes avalt durement ressenti le désastre que fut, sur le terrain de la diplo da la propagande, le bombardament de Guer-nica, eussitôt connu. Affolé davant le scandala soulevé dans le presse mondiale par le nouforces rebelles nia tout aimplement ou'un raid

aërien quelconque ait eu lieu ce jour-là et ettribua eux Basques eux-mêmes la responsabilité des Incendies. H.R. Southworth relève dix versions différentes des faits dans les écrits de Filoarde de la Ciervs, chargé par le régime espagnol de diriger la Section d'études aur le guerre d'Espagne, depuis sa créatien en 1965, alere que la versien républicains est restée invariable.

L A répugnance des franquistes à edmettre la vérité est facilement compréhensible du moment où l'on se rend compte evec l'euteur, que la controverse sur Guernica englebe rien moins que « le justification morele de la querre donnée par les nationalistes ». « La guerre civile d'Espagne, écrit-il persistance de la controverse, avait lieu pour que le clesse possédante en Espagne, propriétaire de le terre, des usines et des banques, puisse garder ses possessions. Cette réalité économique et sociale fut généralement mesquée darrière l'argument de le « guerre sainte ». Dane cette guerre civile, la positien du Pays basque, où la majorité du peupla, calholiqua, était du côté de la République, constituait un déll au grand dessein qui taisait des nadone-listes espagnois des croisés. Au Pays basque, ces croisée n'ent pas hésité à mettre des prêtres catheliques (Basques, mais prêtres néanmoins) le dos au mur et à les fusiller. Est-ce per hasard que le plus connue des atrocités de l'etroce guerre civile espagnele fut le bombardament de Guernica, bombardement d'una ville catholique, peuplée da catholiques pratiquants, par les marconaires fascistes de la croisade du vingtième siècle ? Rien de eurprenant à ce que les croisés aient menti avec autant de constance, plutôt que d'edmettre cette atroché particulière.

Redoutable polémists, maniant evec alsance une ecrasante érudition, Herbert R. Southworth, qui evalt déjà porté un coup sévère eux partisans de le version franquiste de ta destruction da Guernica, nous promêne maintenent dans les coullsses jeumalistiques et diplemetiques de cette affaira et, ce faisant, met le point final à une controverse qui n'e que trop duré.

EUTIMIO MARTIN.

(1) Herbert R. Southworth: la Destruction de Cueraica (25 civil 1937). Etude historique sur le journalisme, la diplomatie et la propagends (avec une introduction de Pierre Vilar), Ruedo Ibérico, Paris, 1975.

(2) Pendant l'occupation, ca journaliste fera partie du personnel de Redio-Journal, l'émetteur allemand à Paris, et il quittera la France avec ses employeurs. L'agence Havas elle-même, qui codiabora avec le gouvernement de Vichy, fut emuite remplacée par France-Presse.

(3) Ruedo Presse. par France-Pressa.
(3) Buedo Ibérico, Paris, 1964.

# Le Monde. deléducation

MENSUEL

# Au sommaire du n° 3

LES COMMUNISTES ET L'ENSEIGNEMENT

Une Interview de M. Roland LERCY, secrétaire du comité central du parti communiste, directeur de l'Humanité : « Une société de classes na peut avoir qu'un enseignement étroltement utilitaire. »

LES ENFANTS D'IMMIGRES : DES ÉTRANGERS DANS LA CLASSE

On e lengtemps pensé qu'il suffisait de leur epprendre le frençais peur qu'ile fassent une ecolarité normale. C'était oublier qu'ils étaient eussi des « déracinés culturels ».

RENÉ DUMONT : LA FAMINE AU PROGRAMME

L'euteur de L'Atrique noire est mai partie, de l'Utepie ou la Mert, candidat « écologique » eux dernières électione présidentielles, explique comment l'éducation est un des moyens de lutter contre ce flésu

QUEBEC : LA RÉVOLUTION PEU TRANQUILLE DES COLLÈGES

La création en 1997 des » collèges », entre le secondaire et le supérieur, a été une des clefs de voûle de la réferme massive da l'anseignement. Leur histoire mouvementée est un réflet da la prodigieuse évolution de la société et da la jeunesse québécoises.

L'ÉDUCATION A L'ÉTRANGER

Granda - Bretagne : les salaires des enseignents sont fertement eugmentés. Belgique : les parents passent é l'offensive. lereël : le brassage - des ethnies par l'écola. Palestiniens : le liberté passe par l'instruction. Brésil : l'erdinateur abétit l'enseignement. VIE DE LA CLASSE

Super-8 scoleire é Marseille. Les nouveaux manuels. Former les consommateurs. Jeux. Le S. G. E. N. - C. F. D. T. : pent-on réfermer l'inspection générale ?

VOTRE ENFANT A L'ÉCOLE

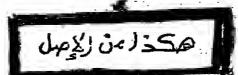
Visite à la maison da Sully. Les réverles d'une apprentie coificuse.

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

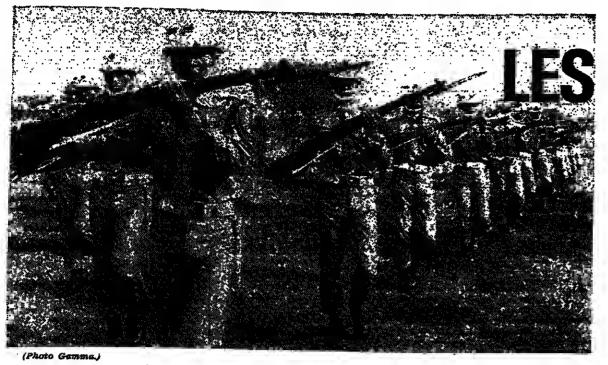
L'économia de l'éducation à l'IREDU de Dijon. Les délégués aux relations industrialles. Les INSA. Les » jobs » d'été. FORMATION CONTINUE

La reconversion des mineurs d'Alès. Le radio-télévision ecolaire et l'enseignement par correspondance.

LES LIVRES LES REVILES







# LES MILITAIRES ET LE POUVOIR...

# ...dans l'Asie des confrontations

**Techniques** et idéologie du "monde libre"

N une quinzaine d'années, plus de deux cents coups d'Etat ont été enregistrés dans les pays du tiersmonde, dont une bonne quarantaine en Asie. Une telle indication chiffrée n'aurait d'autre intérêt que statistique si on évitait de préciser la nature et le rôle des régimes militaires ainsi mis en place.

Les régimes militaires qui ont proliféré d'extravagante façon ne peuvent que très rarement être considérés comme des phénomènes purement nationaux. En règle presque absolue, un putsch militaire s'inscrit désormais dans une stratégie globole d'affrontement entre les. grands blocs. Si quelques généraux-présidents se réclament d'un certain « nationalisme > pour s'opposer à la politique hégémonique d'une grande puissance, la plupart des juntes n'ont pu accéder au pouvoir qu'avec l'accord des Etats-Unis. Leur fonction n'est plus d'abord répressive — maintenir un ordre sanglant pour favoriser de puissonts intérêts privés mais stratégique : « endiguer » des forces

hostiles, offrir des bases aériennes on navales au grand protecteur, favoriser l'expansion d'un système économique.

Mais surtout, avec le perfectionnement et le coût exorbitant des armements modernes, avec aussi un expansionnisme économique qui ne vise plus simplement l'accès aux gisements de matières premières mais tend à multiplier les filiales de firmes en quête de main-d'œuvre à bon marché, les régimes militaires prennent souvent une ollure technocratique qu'ils ignoraient il y a vingt ans. Beaucoup plus puissants qu'autrefois, mieux armés, plus « modernes », plus solidement ancrés dons la réalité socio-économique, ils sont moins vulnérables à des soubresauts qui, d'ailleurs, pourraient changer l'équipe en place sans modifier la nature du régime.

Enfin, la puissance des militaires dans le monde actuel ne se mesure pas uniquement à lo force des régimes contrôlés par l'armée. Dans les pays à régimes

civils, les militoires occupent une ploce de plus en plus importante, et leur poids dans le budget de la nation a progressé avec le perfectionnement de la technique des armements.

Ou'elles soient directement au pouvoir ou soumises à un gouvernement civil, qu'elles s'affichent plutôt conservatrices ou plutôt progressistes, et quel que soit leur dosage de répression et de développement économique, les forces armées posent dans le monde moderne des problèmes neufs, insuffisamment étudiés. Est-il possible d'acquérir une vue synthétique d'un phénomène aussi complexe? C'est en tout cas ce que nous voudrions tenter. Le dossier que nous réunissons ici sur « les militaires et le pouvoir en Asies sero suivi, au cours des prochains mois, d'études onalogues portant sur l'Amérique latine, sur l'Afrique et sur les pays développés, du Japon aux Etats-Unis en passant por l'Union soviétique et l'Europe occidentale.

### La façade démocratique l'ordre dictatorial et les conditions du profit

# Stratégie anticommuniste et pillage économique

EGALEMENT, en Asie comme dans le reste du monde, il n'existe pas de régime militaire. Même quand ils sont appelés par des civils, c'est toujours par des moyens non constitutionnels que les milimartiale ou état d'urgence sont par définition des mesures d'exception, provisoires et précaires — même quand elles sont indéfiniment pro-rogées, comme à Taiwan depuis 1949. En fait, dès qu'ils ont assis leur autorité par la violence, les mili-taires, soucieux de légitimer leur dictature, se donnent un chef d'Etat gélus un Parlement et nusseaut dictature, se donnent un chef d'Etat « élu », un Parlement, et poussent parfois la coquetiterie jusqu'à tolèrer une opposition émasculée. Plébiscites et élections sont de sinistres masca-rades ? Qu'importe : l'essentiel est de fournir cette « façade démocratique » indispensable pour obtenir un brevet d'appartenance au monde dit « libre » d'appartenance an monde dit « libre ». Le militaire qui a réussi se fait appeler « monsieur »...

el echicatio

entermient with the tip to a

Acres (April 2017) Programme

La distinction que l'on établit, pour des raisons de commodité, entre régimes militaires et régimes civils confine parfois à l'arbitraire: si l'Indonésie, la Birmanie, la Corée du Sud et Taiwan (pour ne rien dire des régimes pro-américains d'Indochine) sont sans conteste sons la coupe des militaires, peut-on pour autant qualifier de civils les régimes thallandais, pakistanais et philippin? A Bangkok, la « révolution d'octobre » 1973 a écarté du pouvoir une poignée de généraux remplacés par un gouvernement à prédominance civile sans guère desserrer l'emprise de l'armée sur la vie publique du pays — comme le découvent tardivement les étudiants, principaux acteurs du « changement ». Dans quelle mesure M. All Bhutto, successeur à Rawalpindi du maréchal Yahia Khan, La distinction que l'on établit, pour Rawalpindi du maréchal Yahia Khan, est-il plus libre que son prédéces-seur à l'égard de l'oligarchie mili-taire omniprésente ? Quant à la loi

# Lire pages 10 à 16

P. 18-11. — Fidèles serviteurs des firmes multinationales (Malcolm Caldwell) : Indonésie : l'ordre nou-

P. 12-13. - Clients et mercensires pour une nouvelle « légitimité » (Mark Selden) : Intellectuels et universitaires dans la contre-insurrection (Michael T. Klare) ; Japon : autodéfense et industrie ements (Philippe Pons).

P. 14-15. — Une étroite coopération (Patrice de Beer) ; Corée de Sed : la dictature pour « restaurer » la

P. 16. — Inde : puissance matérielle et démocratie (Gérard Viratelle) : Chine: un rôle politique délicat mariale en vigueur aux Philippines depuis septembre 1972, suffit-il qu'elle ait été promulguée par un civil jadis constitutionnellement éin président de la République pour qu'elle cesse de fonder une dictature

La notion même de régime militaire recouvre des réalités blen différentes. Comparé à Park Chung Hee, le dictateur sud-coréen, un Suharto on un Ne Win font presque figure de libéraux ou de démocrates. Par certains aspects, telle dictature militaire peut paraître moins odieuse qu'un régime civil prétendument démocratique, voire socialisant. En Thallande, du temps des généraux, les journaux ont pu lancer contre un projet de loi qui visait à les mettre au pas une campagne que leur auront sûrement enviée les journalistes ceylanais, aujourd'hui muselés comme tant de leurs confrères, philippins ou autres. En revanche, le bonheur de vivre de tel paysan javanais, de tel vivre de tel paysan javanais, de tel ouvrier de la banlieue de Séoul, de tel artisan birman ou philippin, ne saurait justifier l'« ordre nouveau » des généraux indonésiens, la dicta-ture coréenne, le « socialisme » kaki de Rangoon ou la « nouvelle société » de M. Ferdinand Marcos. Même s'il est vrai qu'il n'y a pas partout des mitrailleuses au coin des rues.

est vial qu'il ny a pas partout les mitrailleuses au coin des rues.

En Chine, en Corée dn Nord, au Vietnam du Nord, le parti est censé commander au fusil. Jusqu'à plus ample informé, il semble que les forces armées jouent le rôle que leur assignent les autorités eiviles, tout en étant parties prenantes dans le processus politique, selon une relation dialectique sans équivalent dans le monde capitaliste (et, de ce fait, souvent niée par les observateurs occidentaux). En revanche, dans l'Asie non socialiste, les fuells n'ont en que trop tendance à commander aux partis — ou à les supprimer. Ce n'est pas un hasard.

La décolonisation de la région au lendemain de la seconde guerre mondiale et de la fin de l'occapation japonalse (1) a suscité l'energence

monnaise (1) a suscité l'énergence de nouveaux Etats dans lesquels l'armée, souvent la force la mieux structurée (sur le modèle colonial) (2) et surtont seule détentrice des inset surtout seule détentrice des instruments de coercition, s'est taillé une place politique importante. La défaite et le repli des Japonais ne signifiaient nullement le retour à la paix en Extrême-Orient. Libératiou de la Chine, guerre de Corée, guerre française puis américaine d'Indochine, conflits frontaliers dans le sous-continent: l'Asie n'a cessé d'être le théâtre de rivalités qui, pour être localisées, n'en ont pas moins affecté l'ensemble des nations de la région. L'établissement d'une ceinture de

sécurité autour du monde socialiste passait nécessairement par le renfor-cement des armées locales existantes cement des armées locales existantes ou par la promotion de nouvelles forces indigènes au service de la lutte anticommuniste. Finançant Taiwan, réarmant et renflouant le Japon, les Etats-Unis entreprirent de cernar la Chine de régimes forts: Corée du Par MARCEL BARANG

Sud. Indochine, Thailande, Pakistan mement et le matériel militaires mais champ de bataille, l'Asie est aussi un marché immense et une source de pillage virtuellement illimité. Les dictatures militaires infécdées tout comme les clientèles choisies des régimes civils allaient servir d'instrurellement que les dictateurs de la pour le complet veston.

Le coagulant commun fut l'anti-communisme qui eut tôt fait de s'imposer aux dépens du nationalisme

# inquiet des débuts et qui allait se traduire par l'attachement des élites locales moins aux idéaux qu'aux profits du « monde libre ».

En effet si, en Amérique latine par exemple, autre bouillon de culture du virus militaire, le péril commu-niste était avent Contro above les taine, en Asie II est à demeure : aucun pays de la région n'est exempt d'un on de plusieurs foyers de guérilla communiste (3).

rilla communiste (3).

Dans les premières années d'indépendance, les armées asiatiques ont pu apparaître portenses des aspirations nationalistes. Elles y ont en tout cas tronvé une justification à leur intervention directe dans le champ politique. D'antant que, souvent issues des luttes de libération nationale, elles étaient déjà politisées. Mais l'ère des militaires champions du nationalisme est morte avec pions du nationalisme est morte avec l'éviction de Sukarno, au lendemain du hain de sang indonésien de 1965. Peut-il y avoir en Asie l'équivalent des officiers péruviens, voire d'un Mouvement des forces armées portugais ? Hormis peut-être en Thallande (où de jeunes gradés de l'armée royale entretiendraient de bons rapports avec les maquisards du Front patriotique). l'Asie non socialiste ne semble pas possèder une couche de militaires un tant soit peu progres-sistes (4). Le défection du lieutenant sistes (4). La défection du lieutenant victor Corpus qui a rallié les maquis maoîstes aux Philippines n'infirme nulement ce constat. Ce seralt une erreur de voir dans le général Kris Sivara (l'artisan de la chute de la clique Thanom-Prapass en Thailande) un second Spinola — ou de considérer comme de futurs Kadhadi les arbittens officiers qui révent de les ambitieux officiers qui révent de succèder à Suharto ou à Park.

Pourtant, on ne saurait parier de militarisme : le « méritocretie » est aux commandes. L'armée eingapourienne n'e pas de général. Son chef fut d'ebord un ancien directeur d'école. Depuie 1971, c'est un ex-heut tonctionnaire du astre, qui e reng de général de brigade... Singapour est blen un régime civil. Il a une Constitution, un président de le République, renouvelable tous les quatre ans, un premier minietre et des ministres civils. Des élections ont lieu rituellement. L'opposition e même le droit d'y participer. Mais les soixante-cinq sièges da le Chambre vont tous eu Parti d'extion du peuple (P.A.P.) de M. Lee Kuan Yew, ancien avocal, jadis erdent détenseur des libertés, élu en 1959 sur une plate-forme progressiste, réélu sans cesse depuis.

– A SINGAPOUR –---

Régime civil et militarisation accélérée

EPUIS le retrait des Britenniques de « l'Est de Suez », Singapour, joyeu de le Couronne, s'est militarisé à un rythme accéléré. En 1972-1973, la délense et le sécurité intérieure eccaparaient 42 % des dépenses de l'Etet. Dès 1971, l'armée de terre comprenait sept milita cinq cerris hommes euréquipés et eurentrainés, auxquels il taut elouter les appelés (trois ans de service militaire obligatoire, sauf pour le quasi-totalité des Malais, car le régime se métia d'eux) et les forces de police, elles-mêmes mieux équipées et entraînées que le plupart des forces armées du voisinage. Au total, près de quarante mille hommes en armes, sans compter les unitée navales et aériennes (dotées du matériel le plus moderne) et les bataillons de réserve, pour une population légèrement supérieure à deux millons d'habitants.

siste, réélu sans cesse depuis.

La structure du P.A.P. tient davantage de le eoclété secrète que du parti politique. Ses cadres supérieurs noyarient les neut divisions de la police (les pius commus sont le C.I.D., chargé du contre-espionnage iniérieur, et la Special Brench, chargée de la surveillance, des interrogatoires et de la rééducation) dont les effectifs seralent de dix mille hommes (six mille officiellement). Pour complèter les organisations de masse — « centres communaux » et « associations populaires », qui soufirent de leur parrainage officiel — le régime e mis en place des « comités consultatifs de citoyens », appuyés par des organisations paramilitaires dont le plus importante est le Corps des vigiles (quinze mille mambres), lui-mème affilié à le police. Tout cela s'interpénètre en un gigantesque et dense réseau centralisé de surveillance et d'annadrement, dont l'idéologie est tout entière résumée dens les douze commandements du « code de conduite » des Corps de vigiles:

en tant qu'individu, règle n° 1: travailler dur; règle n° 2: être en bonne condition physique; règle n° 3: être propre. Le trevail est une obligation... Il est bon de jeûner à l'occasion... Prendre un bain chaud est bon pour le propreté corporelle. Le soulagement régulier des intestins assure le propreté intérieure. En tant que voisin, règle n° 4: être tolérant; règle n° 5: être justa; règle n° 6: avoir l'eaprit civique... En tant que citoyen, règle n° 7: connaître son pays; règle n° 8: connaître ses concitoyens; règle n° 1: étre los l'en loyal; règle n° 11: faire son devoir : règle n° 12: être exemplaire (1).

Les parades sont nombreuses. La gymnastique mailnale dans la rue est de rigueur. La presse est aux ordres. Les syndicets aussi. La mein-d'œuvre est docile, at bat tous les records de cadences, eu ravissement des représentants des coclétés transnationales qui font la fortune mais aussi — avec la crise ectuelle qui oblige à des reconversions — les dàboires prèsents de

Singapour a le plus fort ravanu par tête de la région, après le Japon. Il connaît eussi le plus fort teux de euicides et le plus grand nombre de ces de schizophrénie en Asie. Singapour est exemplaire (cf. règle n° 12).

(1) Cité par T.J.S. George dans son remarquable Lee Kuan Yew's Singapore, Andre Deutsch, Londres, 1973, p. 134.

(1) L'occupation japonaise a suscité des guérilles qui, peu importantes ou peu combatives, ont été intégrées aux forces armées (Birmanie, Indonésie) ou bien, dans fe cas contraire, pourchas (Huks aux Philippines).

(Buts aux Philippines).

(2) Les armées d'Asic sont des armées de métier. La conscription n'intervient que dans les pays directement impliqués dans un conflit prolongé : Corée du Sud. Talwen. Vietnam, Leos. Cambodge (une exception : Singapour — voir encadré ci-contre). Hommes du rang et sous-officiers ont rapidement pris du galon à l'indépendance pour occuper les postes faissés vacants par le départ des autorités cofoniales. Outre une certaine possibilité d'ascension sociale, l'armée procurait un statut social et des garanties matérielles — d'où son atrait. Toutefois, les guerres anticommunistes allaient assurer des promotions sutrement plus rapides et des avantages autrement plus substantiels.

(3) Ou irrédentiste. Si les forces

(3) Ou irrédentiste. Si les forces armées ont joué et continuent parfois de jouer un rôle important dans le maintien de la cohésion nationale, on ne saurait en exciper pour justifier leur intervention dans la vie poutique. (4) If y a une tradition progressiste dans les forces armées thallandaises, eurtout dans le marine (soutien aux gouvernements Banomyong), mais la plupart des tenants de cette tradition ont été balayés dans les années 50.

(Saite de la page 9.)

Les nouvelles générations de mili-taires, souvent formées dans les écoles américaines spécialisées, se veulent mieur adaptées à l'époque. Elles lisent le u Che », Mao ou Marighela lisent le u Che's, Mao ou Marighela et projettent une meilleure e image de marque » (une bonne utilisation des mass media est, plus que jamais, un des impératifs du métier] : elles n'en sont que plus dangereuses. L'emploi d'un armement de plus en plus sophistiqué et une plus grande insertion des militaires dans la sphère économique se traduisent par une mystique de la compétence et de l'efficacité, valeurs sûres de la civilisation techniclenne qu'exporte et civilisation techniclenne qu'exporte et

impose l'Amérique.
Dans sa préface au Rôle des mili-Dans sa prelace au Role des mui-taires dans les pays sous-développés, covrage de référence publié en 1962 par une équipe de spécialistes de la Rand Corporation, le directeur du consell de la recherche de cet orga-nisme, spécialisé dans les études contre-insurrectionnelles, n'hésite pas à affirmer : « Dans de nombreux Etats nouvellement indépendants du jait de la décolonisation, les militures ont joué un rôle vital: en tant que jorce révolutionnaire, ils ont contribué à la désintégration de l'ordre politique traditionnel; en tant que jorce stabilisatrice, ils ont sauvé certains pays du communisme; en tant que jorce de modernisation, ils se sont faits les champions des aspirations des classes moyennes ou des exigences populaires de changement social, et ils ont apporté au secteur civil leurs compétences administratives et technologiques dans des pays où celles-ci sont rures » (5).

En Asie au moins u la désintégration de l'ordre politique traditionnel »

sa Asse au moins u la desintegra-tion de l'ordre politique traditionnel » a signifié le vioi des structures col-lectives et de l'organisation sociale et économique dans la foulée des traumatismes déjà infligés par les puissances coloniales; les pays « suu-vés du communisme » ont été soumis au totalitarisme militaire; les chan-tres des su conjections des electes au communicarie minitaire; les chan-tres des u aspirations des classes mogennes ou populaires » les ont mises au service de leurs intérêts propres; quant aux compétences...

### Une population solidement encadrée

LES différents régimes militaires n'hésitent pas à se prêter main forte : ils ont tant d'affinités et d'intérêts en commun! Toutefois, ils peuvent aussi susciter ou entretenir, pour leur propre sauvegarde ou pour leur crédibilité des conflits purement artificiels. Les beaux jours du Konaraticieis. Les beaux jours du Ron-frontasi furent ceux du nationalisme indonésien et, par ricochet, malai-sien : en renforçant les prérogatives de l'armée en Indonésie, ils hatèrent l'avénement de la dictature. Aujourd'hui les tensions entre l'Inde et le d'hui, les tensions entre l'Inde et le Pakistan profitent d'abord au x armées des deux pays. Les frictions avec l'Afghanistan à propos du Baloutchistan occupent et enrichissent les militaires pakistanais. Que deviendrait la dictature coréenne sans le mythe de l'invasion imminente du Nord? Que serait l'appareil militaire taiwanais sans la fiction institutionnalisée de la reconquête du continent?

continent ?
Si la défense nationale est censée être leur préoccupation principale. les régimes militaires concentrent bien davantage leurs efforts sur bien davantage leurs efforts sur l' « ennemi intérieur », rèel on supposé. La subversion a bon dos, et sert à légitimer l'oppression. En exagérant grossièrement les périls encourus par la démocratie philippine. M. Ferdinand Marcos a pu plus facilement lui tordre le cou. A intervalles réguliers les formés armées indonés. réguliers, les forces armées indoné-siennes dénichent de nouvelles « cel-

lules communistes » dans les endrolts les plus instendus — et la C.I.A. sud-coréenne n'en finit pas de démanteler des réseaux d'espions venus du Nord. D'autre part, au rythme où vont les ralliements annonces à grand bruit par Manille et Kuala-Lumpur, il ne restera blentôt plus un seul maquisard dans les jungles de Sarawak ou de Luzon — sauf, bien entendu, ce qu'on apoelle à de Sarawak ou de Luzon — sauf, bien entendu, ce qu'on appelle à Washington les u maquisards budgétaires a (budgetary guerillas) que les dictatures alliées ne manquent pas de découvrir chaque année au moment où le Congrès américain s'apprête à voter le budget d'aide militaire.

Non contents de recourir aux ser-Non contents de recourir aux services policiers ou parapoliciers, les regimes militaires tendent à se les annexer. C'est le cas en Corée du Sud et à Taiwan. En Indonésie, la police a été intégrée il y a trois au ministère de la défense. La gendarmerle est traditionnellement la force d'intervention privilégiée aux Philippines.

L'encadrement de la population, la passent aussi par la mise en place de toute une structure d'autant plus efficace qu'elle n'épargne aucun secteur. (Cf. en particulier l'article de Nayan Chanda sur l'Indonésie) et qui s'accompagne de pouvoirs de répres-sion discrétionnaires.

### Corruption et rivalité de dans

T OUT cela, évidemment, s'effectue an nom du « maintien de la loi et de l'ordre », pour le plus grand bien des « majorités silencieuses », slogans des a majorités silencieuses », siogans de la réaction internationale et de tous les fascismes intèrieurs; au nom de la « stabilité » indispensable à la « prospérité » et à la « croissance ». A-t-on assez vanté le » miracle coréen », le « miracle indonésien » / Demain peut-être le « miracle » phi-

Demain peut-ette le sus lippin ou birman.
Mais il n'est pas de régime mili-taire en Asie sans corruption à l'état endémique. Ce n'est pas, objectera-t-on, un phénomène inhérent aux dictatures. Certes. On pent effective-

sonnelle de MM. Marcos ou Sato — deux « self-made men » — s'est gonflée plus et plus vite que celle du général Subarto, ou si la corruption est plus grande en Indonésie qu'en Inde ou au Bangladesh. Elle est en tout cas plus systématique. Controllant l'ensemble du pays sur le mode controlles plus systématique. lant l'ensemble du pays sur le mode centralisateur, les militaires peuvent l'organiser, la graduer à tous les écheions de la société; contrôlant le gouvernement et les affaires les plus rentables, aides et investissements transitent nécessairement par eux, et ils puisent largement dans la manne internationale. M. Kadarman, directeur de l'Institut indonésien pour la promotion et la formation de l'escrit promotion et la formation de l'esprit

d'entreprise (ste) estimait récem-ment que 30 % du produit national brut annuel de son pays (soit 2,8 milliards de dollars sur 9,4 milliards) étalent perdus du fait de la corrup-tion (5). Des mesures drastiques ont di être prises à Taiwan voils quel-ques années parce que le niveau de corruption était tel qu'il décourageait les investisseurs étrangers. Le prin-

corruption était tel qu'il décourageait les investisseurs étrangers. Le principal artisan de la réforme fut celui-là même qui obtenait jusque-là les plus forts pourcentages (7).

La corruption, quand elle atteint une telle ampleur et qu'elle est aussi dinéquitablement a répartie, nuit au développement attendu de l'économie, suscite des ambitions et des frustrations dancareires pour les entorités tions dangereuses pour les autorités en place et contribue à saper la

ustabilité a. Mais elle n'est pas le seul facteur d'instabilité, tant s'en faut. An sein même des forces armées mirissent des contradictions parfois explosives. Certes, les dictateurs en place ont pris, ou croient avoir pris, toutes le urs précautions contre d'éventuels coups bas: la moindre des choses est de faire la police de la police, de gendarmer les gens d'armes. Nul règime (militaire ou civil) n'y manque, quand l' ne joue pas également des oppositions entre police et armée (Philippines), entre les différents corps d'armée (Indonésie), entre armée et milite (Bangiadesh), etc. Néanmoins, aux inévitables conflits de personnes s'ajoutent les rivalités entre jeunes colonels et généraux vieillissants, entre « mili-

# "MIRACLE ÉCONOMIQUE" ET DICTATURE

A multiplication et le renforcement en Asie de dictatures militaires et d'Elats policiere sont intimement liès au mode de développement économique imposé par le capitalisme international. La plupert des paya de le région ont connu ces dix demières années un « boom « économique incomestable. Cette expansion « miraculeuse » s'est faite pertout par le création d'industries légères de transformation (textiles et électronique assentiellement) rendue possible par la pénétration massive de cepitaux étrangers (suriout américains et japonals). Ces investissements, liés à un redéplolement du capitellame international à le recherche de nouveaux profits, exigent d'une part un « libéralisme » économique total (tiscalité réduite, législation permettant le rapatriement intégral des bénéfices, assu-rances contre toute mationalisation, voire contre toute concurrence « natio-nale », etc.) et, d'autre part, une main-d'œuvre abondante et doclle. Les eolxante mille employés des ateliers de confection du quartier P'yong hwa à Sécul - 83% de terrmes, dont le majorité ont moins de dix-sept ane travaillent de douze à traize beures par jour dans des conditions inimaginables en Occident, pour un salaire mensuel moyen d'environ 50 F. Ile n'ont ni droit de grève, ni droit de se syndiquer, ni sécurité sociale, ni congês payés. A peu de choses près, le situation est le même de Sécul à Singapour pour des millions d'hommes et de termes.

Ces proiétaires, dont le nombre ne cesse d'eugmenter (de 50 % à Singapour entre 1963 et 1973), viennent pour le plupart des campagnes. En Corée du Sud, par exemple, le population paysanne est tombée de 65 % en 1968 à 44 % en 1974. Cet exode rural est le conséquence directe de l'intégration accélèrée eu processus capitaliste de production et de distribution d'une archelque egriculture de eubsistanca. En association avec les grands propriétaires fonciers locaux — eux-mêmes souvent membres de l'aligarchie au pouvoir — les trusts américains de l'alimentation (Del Monte, Saleway, etc.) investissent massivement et pour les mêmes relsons que les trusts de l'industria. Les daux cent mille ouvriers agricoles de la canne à sucre aux Philippines perçolvent en moyenne 5,60 F. par journée de douze à traize heures de travall ; depuis que le loi martiale est en vigueur, ils n'ont plus le droit

Les tensions sociales suivent la courbe du « développement ». Les petits paysans, manecés ou atteints par une tamine de plus en plus endémique, se tournent vers les maquis ou s'agglutinent dans les métropoles-sangsues, qui deviennent eutant de poudrières surceptibles d'exploser à tout moment. En outre, les -économies-miracles - sont d'autant plus tragiles qu'elles sont totalement soumises aux fois du marché : crise du pétrole ou « caprice » d'une société transnationale, des dizaines de ntillers de travailleurs peuvent du jour eu lendemaio se retrouver à le rue. L'Infletion — qui est de l'ordre de 25% dans l'ensemble de la région — aggrave encore ces tensions. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'on assiste depuis deux ens à la montée de l'egitation de le petite bourgeoisie intellectuelle (étudients, enseignants, éléments du clargé...) dont les revendications ont un caractère global. La peur du chômage et de l'infletion se conjugue à une conscience souvent algue des injustices sociales ; le ratue du pillage des ressources nationales recoupe lout naturellement l'exigence de liberté.

incapable, dans sa course attrênée au profit maximal, de résoudre ces contradictions, le système capitaliste ne voit de saiut que dens des régimes « torts » (en général, mais pes nécessairement, militaires) qui ont pour tonction d'assurer à la fois le centralisation du pouvoir et le répression nécessaires à l' « épaneulssement » du modèle de développement imposé.

taires o et a politiques a, entre offi-ciers formes par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale et offi-ciers technocrates sortis des écoles américaines... Episodiquement, ces affrontements se tradusent par des tentatives de putsch, reglements de comptes, disgraces ou exécutions dont le public n'a pas toujours à connaître. Ce sont des moyens de pression im-portants pour les puissances impé-rialistes; les interêts économiques et statégiques en jeu en décupient la portée.

portet.

Mais, plus grave encore que ces Mais, plus grave encore que ces luttes intestines, la monopolisation du pouvoir par une étite ou une oligarchie militaire supprime on tend à supprimer les soupapes de sureté que, quelles que soient leurs tares, garantissent d'ordinaire les régimes civils. Or, le type même d'exploitation économique et humaine dont les militaires se font les complices amplife les contradictions (cf. ci-contre : Miracle économique et dictaire).

Les mécontentements ne pouvant s'exprimer de façon récupérable par

Les mécontentements ne pouvant s'exprimer de façon récupérable par les institutions, les risques d'explosion ou de dissidence s'accumulent. D'ou l'existence, la persistence et la croissance des maquis; d'où aussi de brusques soulèvements populaires fon de certaines couches populaires font la violence, pourtant prévisible, étonne toujours. Le régime doit alors se démettre (Thallande) ou s'enfoncer darantage dans le cycle de la répression (Corée du Sud)...

La solution idéale pour l'impérialisme serait une « dictature optimale » foncée sur les forces de répression et d'encadrement des populations et se donnant suffisamment d'apparences libérales pour empêcher toute agitation, toute dissidence intérieures pour permettre un bon fonctionnement du système de production et pour séduire les investisseurs par ses possibilités de profits « en toute sécurité ».

Si l'on observe en Asie une convergence entre, d'une part, des régimes civils s'appuyant de plus en plus sur les forces armées, et, d'autre part, des règimes militaires qui se « civilisent », plus fondamentale semble être la tendance générale à l'embri-cadement des populations, à la ré-

être la tendance generale à l'embri-gadement des populations, à la ré-pression on à la suppression des dissidences — avec d'autant plus de brutalité que les régimes se sentent plus contestés ou menacés. Dans ce contexte, l'étude des mérites compares des militaires et des civils est res des minimers et des évits es proportes de Singapour n'ont rien à envier aux Coréens du Sud, ni les Philippins aux Talwanais.

### MARCEL BARANG.

T 100 10 4-

-

(5] Hans Speier, a Preface 5, in The Role of the Multary in Under-deneloped Courtries, outrage collectif public par la RAND Corporation, soms is direction tie John J. Johnson, Princeton University Press, 1962.

(6] Le budget de la défense est comparativement très modeste, ce que compense un autofloancement letrusif. On sait d'autre part qu'au Vietuam du Sud la mostrebande de drogue, de charettes et d'alcool alimente presque exclusivement fes dépenses de la marine.

(7) Certains prétendent expliquer et justifier de telles pratiques par les traditions et les e penchants innés > ées Asiatiques à se laisser acheter; ils se félicitent que les Japonals alent — comme on vient de le voir dans le cus de l'ex-premier ministre Sato — quasiment codifié la pratique des dessous de table pour la maintenir dans des limites « tolérables ». De fait, on pourrait calculer un « seuf de rentabilité optimule » de la corruption...

# Indonésie

# L'ordre nouveau des généraux

Par NAYAN R. CHANDA

'ARMEE indonésieeue se distingue des autres armées de l'Asie post-colonialu d'abord por ses arigines et par soa histoire. « Nos forces ormées n'ent pas été créées par l'Etat, disait feu le président Sockarno, elles sont nées spontanément au niveau le plus populaire. (...) Elles sont des actionnaires de

Les premières années d'indépendance ant été marquées par une certaina confusion dans les rapports entre civils et militaires, confusion qui devoit déboucher sur le « demi-coup d'Etat » de 17 octobre 1952 : l'armée essaya d'obliger le président Soekarno à dissoudre k Parlement nt à assumer des pouvairs prési-dentiuls forts. Le président résiste aux pres-sions de l'armée qui, très divisée, battit en

Tautefois, la détérioration continue de la Tautefois, la détérioration continue de la situation politique et économique du pays tendait à renforcer l'ambition politique des militaires et leur esprit de corps. Prenant progressivement consciunce de leurs intérêts propres, ils firent savoir en 1955 qu'ils ne tolérerelent plus d'ingérence civile dans leurs affaires (« charte de Djogjakarte »).

La proclamation de l'état d'urgence au mors 1957, pois l'apparition d'une rébellion séces-sionnista à Sumatra et à Salawesi, en février 1958, allaiunt préparer la terraia pour l'émer-gence du l'armée. L'état de siège dannait aux tration civile du pays. La lai martiale devint « la charte politique de l'armée et la base de sa pletae participation à la vie politique > (3).

Elle n'ellait pas torder à devenir aussi sa cherte

En décembre 1957, au plus fort de la compagne pour libérer l'Irian-Occidental du joeg bollandais, des employés de sociétés commer-ciales hellandaises en Indonésia commencèrent à prendre le contrôle de leurs entreprises. L'esmée intervint aussitôt paur empêcher le situa-tion de dégénurer et se mit à la tête de toutes les sociétés. Cette extension de son activité au secteur économique significit qu'elle disposait désormais de moyens de financement substaetiels en debors du budget gouvernemental.

La lutte contre les Hallendais en Irian-Occidental lui permit aussi de lencer en jouvier 1958 un mouvement de masse politique, le Front national paer le libération de l'Irias-Occidentel. La présidence en fut conflée eu chef d'état-major de l'armés, le général Abdul Haris Nasution, nt les présidences régionoles aux commendants territorioux.

Tautefois, pour donner à l'armée « une place déterminée dans les institutions du pays > (4), le plus sûr moyen, selea le général Nasution, était d'en revenir à la Constitution de 1945, qui, adeptée an moment de l'indépendance. avait été remplacée au bout de qualques mais par au systèmu parlementaire libéral. Elle accordoit des pouvoirs étendus ao président, qui paurreit à son tour essigner à l'armée un rôle ment dans le conduite des affaires. En juillet 1959, le général Nasution interdit « temporalrement > toutes les ectivités politiques, et le président Sockarne finit par signer un décret réactivant le Constitution de 1945. L'Indonésie entrait alors dans l'ère de la « démocratie guidée » (5), dont l'armée allait devenir la force motrice principale > (6).

La lai martiale avait fourni aux forces armées (ABRI) leur charte politique ; la Consti-tution de 1945 et la « démocratie guidée » lui donnèrent le statut formul d'un des principoux actionnaires du pouvoir. Le poste d'« noministrateur suprême de la guerre », créé pendant l'état d'argence (1957-1963), légalisait l'intervention des militaires dans les affaires civiles à tons les niveaux. Il fut confié an général Nasutioa, qui devint aussi, en 1959, ministre de la défense — le premier militaire un activité à occuper cette fonction. Esfin, début 1960, le président Soekarno, après avair dissous le Porlement éla, ea désigna un autre qui com-prenaît trente-cinq afficiers des trois armes et de la police.

Pour justifier son rôle, l'armée élabora la théorie du la < dwl fungsi » on « daable fonction ». L'armée, estime le général Nasution, est

see et s'est développée « en tant que force militoire, mais aussi en tant que force sociale, et c'est ce qui a suscité la dwi fungsi > (7), L'origine de son rôle social, explique le général, remonte à la période de la lutte antihollondaise, lorsque nous avons oppliqué la stratégie de la guerre territoriale. Chaque zone du pays était organisée politiquement, socialement et économiquement par notre armée nationale pour se développer en unités auto-nomes capables d'épauler la guerre de guérillo ». Les militoires apprirent ainsi non seulement à organiser les masses mals encore à diriger l'économie en contrôlent le preduction et le distribution des biens. Le C.I.A.D. (l'intendauce) deviat une véritable ocole pratique d'administration pour les militaires-managers. Cette évolution se confirme pendant le période de loi martiele et de u démocratie guidée ».

# L'équilibre rompu

Les militaires, surtout de rong supérieur, avaient toujeurs considéré avec suspicion le parti communiste indonésien (P.K.I.), à qui ils reprochaient son athéisme, son internationa-lisme et su tentutive avortés de rébellion en 1948, alors même que se poursuivait le lutte armée contre les Hallaudeis. Désormais, lis ovoient des reisons plus concrètes de s'apposer on porti. Les communistes, qui contrôleient le paissente Fédération des syndicats (SOSSI), entraient un conflit direct avec les militaires devenus managers. Cemi-ci ne tordérent pas à interdire les grèves dans les principales entre-prises et des unités militaires furent formées pour mointenir la discipline du travail (8).

Pour faire pièce à la SOBSI, l'urmée suscita une autre fédération systécule, la SOKSI. D'autre part, elle langa ee « programme d'action civique », construisant, evec l'eide américaine, des reutes, des digues et des pants. « J'al expliqué notre programme au général Maxwell Taylor, nous a dit la général Nasation, qui so tient evjourd'hui à l'écort du pouvoir. étett enthousiaste. En 1963, nous avons même envoya quelques officiers recevoir un entraînement oux Etats-Unis. Mais le président Saekarno a dit « Au diable l'aide américaine ! » et le programme a dù être abandonné... >

Dès le début de 1960, le rôle croissant des militaires dans les affaires économiques et politiques du poys avoit commencé à susciter des frictions antre eux et le P.K.I., principale formation politique, altérant également les

relations entre les communistes et le président Soekamo, L'alliance de ce dernier avuc l'armée, pendant le période de loi martiale, était un mariage de reison. Soekarno avoit besoia da soutien des militaires pour garder le contrôle des nombreux groupes et partis religieux ou idéologiques ; l'armée avait soif de le légitimité que le président pouvoit coaférer à son rôle palitique. Toutefois, elle ne partageait pos les vues de Soekarso, gei considérait les commuuistes comme des patriotes. Pour éviter d'être prisoneier des militaires, le président établit une seconde alliance avec le P.K.I., qui avait, lui aussi, besoin de la protection du président

Dans cette relation triongulaire, le pauvoir du Suekarna dépeadeit d'ua équilibre armée-P.K.I. Ainsi quand, un 1960, les militaires interdirent l'activité du parti dens différentes régions d'Indonésie, Sockurno intervint pour lever l'interdiction et entreprit de renforcer son contrôle sur les commandements militaires régionaux. A le fin de l'année, des dirigeunts dn P.K.I. entraient as conseil exécutif da Front national at le président annonçait son intention d'inclure des communistes dans le cobinet NASAKOM; ce sigle désigne les trois principeux courants de la révolution indonésiennu : nationolisme nou commueiste,

(1) Sukarno - an Autobiography as told to Cindy Adams, Gunung Agung, Hongkong, 1968, p. 266.

(2) Pour une étude détaillée des événements du 17 octobre, voir Berberth Fetth, The Decins of Constitutional Democracy in Indonesia, Tinaca, 1962, pp. 250-264.

(3) Daniel S. Lev, « The Political Role of the Army in Indonesia » in Pacific Affairs, hiver 1963-1964, p. 351. (4) J.D. Legg, Sukarna - a Political Biography, Londres, 1972, p. 297.

Londres, 1972, p. 297.

(5) Le président Sockarno entretenait des 1950 l'idée d'une « démocratie guidée » qui répondratt aux aspirations authentiques de l'Indonésie et serait fondée con sur la foi de la majorité mais sur une direction e'appuyant sur la délibération et le consensus (musiawara et mujakat). « Dans la « démocratie guidée », expliquait-il la direction et l'élément-clé. Après avoir entendu les vues générales contradictoires des uns et des autres, le guide résume les divergences en un compromis acceptable pour tous. Personne ne l'emporte complétement à l'exclusion des autres. » In Autobiography, op. cit., p. 279.

(6) Daniel S. Lev, The Transition to Guided Democracy: Indonesian Politics, 1957-1959, Ithaca, 1966, p. 59. (T) Pantjania Democracy - To-day and To-mor-row, Djakarta, 1971, p. 34.

(8) Euth McVey. « The Post Revoluti Transformation of the Indonesian Art It's partia, in Indonesia, Cornell Modern In sia Project, avril 1972, pp. 160-162.

### L'héritage colonial et les nouvelles formes de domination

# Fidèles serviteurs des grandes firmes multinationales

ES militaires ont toujoure eu eur le portant. Ne produisant rien direcent, ils sont nourris, vêtus, logés et équipés aux frais d'autrui. Dans laurs déplacements en campagne, leurs dépré-dations ont souvent euscité ou aggravé le famine. L'enrôlement forcé e ôté aux familles leur principal coutien. Le fardeau

breux régimes trop engagés dans des conflits armés intérieurs eu extérieurs. Plus récemment, on e pu ebserver un phénomène relativement inverse. Au début des années 60, un cinquième da produit national brut de Singepour alleit à la satisfaction des besoins de l'armée britannique ; les bases de Sa Mejesté dans l'ila fournissalent du travail à 16 % de la main-d'œuvre locale. Au plus fort de l'intervention des Etats-Unie au Viet-

commendante régionaux de l'armée indonésianne se earvent souvent des véhicules militaires à leur disposition pour des opérations de transport qui enlèvent du travail aux sociétés commerciales vices de camionnage deivent être suffient désireux de rester dans les bonnes graces des militaires pour s'accommoder des peries de productivité que peut entraîner le prise en main de tele services par des coldata. Si l'an considère l'ensemble de l'indonésie et l'ensemble des possibilités de « participation » de ce type, on deit abautir à une différence très nette entre P.N.B.

On eblectera peut-être que, dans certains cas, la participation des militaires à l'activité économique peut avoir des effets bénéfiques sur l'ensemble de

l'économie netionale, Sans deute aura-

t-on à l'esprit les opérations massives

et diversifiées d'un géant pétrofler tel que Pertamins an indonésie. Teutefeis,

on n'e absolument apoune idée de le

façon dent Pertamine eurait fonctionné avec une gestion civile courante ou

encore selon le mode d'administration

da la Chine populaira. Ce qu'on sait,

par contra, da sources pétrollères occi-

dentales, c'est qu'en dépit - ou piutôt

Pertamina doit faire face à une crise de liquidités et que sa cote est en train de c'effondrer euprès des institutions inter-

nationales qui, des années derant, l'ont

L'intervention militaire eous ferme de

participation à l'activité économique paut

certes aboutir à la formation nette, de

différer autant qu'en pourrait le croire de l'intervention sous forms de pillage.

Encore une tois, on n'e eucune idée de

l'excédent de capital fixe qu'euraient pu

obtenir, dans une périoda comparable; des méthodes de gestion commerciala

ordinaire (ou un ayatème socialiste). On

peut même penser que cet excédent serait plus important. Le cas de le Bir-

Depuis que le général Ne Win a'est emparé du pouvoir en 1962, l'intervention

manie est révélateur à cet égard.

soutenue de leurs prête (1).

Assistance militaire américaine à cinq pays d'Asie (1962-1969) (en millions de dollars)

1962	1969	1960-1969
136,9	210	1 709,5
21.5	18,8	212.9
84,4	55,3	937,2
39.1	73	481
144	(600)	2 509
	136,9 21,5 84,4 39,1	136,9 210 21,5 18,8 84,4 55,3 39,1 73

Source: Military Assistance and Foreign Military Sales Facts, mai 1967 et mai 1969; Military Assistance Facts, mars 1968 et mai 1969, in Tablesia 3.6, SIPBI, The Arms Trade with the Third World, pp. 146-147.

un demi-millerd de dellers par an dans le région et foumissaiant des empleie à plus d'un million de Vietnamiene.

Les guerres de Corée et du Vietnam ent eu une importance încalculable pour les pays voisins, en reison des achata eméricains sur place et de l'augmentstien des prix des matières premières qui en résultait. De ce point da vue, la guerre de Corée en particulier fut essentielle au programme américain de rêteblissement et d'expansion du capitalisme

Lorsque des chefa militaires profitent da leur pouvoir ou de leur statut pour s'approprier les fonds d'eutrul, une pert rénéral de fonds d'investissements potentiels détournés de leur fonction. Dans un second cas, lersque des militaires participent effectivement aux ectivités économiques, cela peut es traduire per un accroissement net du P.N.B., mais le majeure partie du surplus alnat obtenu ve bénéficier en priorité aux forces armées concernées.

ici se posent quelques délicats problèmes da définition qui obligent à une

• Rédacteur en chef du Journal ef Contemporary Asia; professeur à la School ef African and Oriental Studies (Londres); co-auteur de Cambodis and the Southeast Asian War.

aptimum et P.N.B. réel.

teure principaux et la plupart des secteura secondaires, y compris la commerce de détail, sont passés sous la coupe de l'Est (c'est-à-dire des généreux) à la suits d'une série de nationalisations, La plupart des capitalistes expropriés étalent des Indiens : en 1963. ils furent « repatriés » on masse. Il y eut toutefols des exceptions : par un usage judicieux de leur lertunu dans les ephères dirigeantes, quelques-uns des plus riches hommes d'affaires indiene obtinrent l'autorisation de rester, mais

> fut réparti entre vingt-six sociétés com-merciales, chacune dirigée par un militaire. L'économie tout entière est devenue un énorme « citron presse ». L'article le plus ordinaire est virtuellement introuvable dans les boutiques de détail agréées, et une bureaucratie pléthorique e'Ingénie à multiplier les obstacles : e'il faut remplir vingt formulaires pour sche-ter au magasin d'Etat un tube de pâte dentifrica, autant eller au coin de le rue et payar cinq à dix fois le prix officiel au marché neir...

ils allaient opérer derénavant plus ou

moins comma des agents des militaires

Par MALCOLM CALDWELL\*

des militaires birmans e'est étendue à l'ansemble de l'économie. Teus les sec-

Les officiers da haut rang sont bien placés pour faire fortune. Mais les Intermédiaires civils ne manquent d'occasions de se rendre utiles. Ainsi, lorsqu'un officier ebtient l'Indispensab licence d'importation d'un produit de consommation rare at qu'il na diapose pas de contacts commerciaux dans le paye où se produit est fabriqué, il cède sa licence (au double du prix qu'il e payé pour l'ebtenir) à un commercent indien qui, disposant des contacts nécessaires, falt venir is marchandisa at la vend aux détaillants du marché neir à plusieurs fels eon prix d'achat, Les boutiques

demeurent vides et les consommateurs les plus pauvres ne peuvent se procurer les produits en question.

Male le système est désormale à bout de soutile. Les paysans, à qui l'on offre des prix dérisoires pour leurs surplue de riz et qui, de toute façon, ne peuvent rien acheter dans les magazins, en reviennent à une agriculture de subsis-tance. En 1974, les généraux (qui tiennent toujours les rênes de l'économie en dépit de la campagne de « civilisation » lancée l'année précédente) leur effraient 60 dellars pour le tonne de paddy qu'ils écou-laient à 400 dellars sur le marché mondial. Il n'est donc pas étonnant que la pays n'ait experté que 146 000 tonnes de paddy an 1973, alors qu'il en vendait quelque 3 millions de tonnes per an avant le guerre. Le P.N.B. par tête e à

pelne retrouvé son niveau de 1939. Les

plus intéressantes : l'entrapreneur indigene devait soit se contenter de chalele entra des activités résiduelles, limitées tien courante strictement pour le mar ché local, artisenat, petit fermage, négoce), soit se mettre eu service de l'hemme blanc à un titre ou à un eutre. tuée et aggravée dans l'ère post-colo-niele (2).

L'indépendence nouvelle n'a guére amélioré, en effet, les chances du cepl-talisme authentiquement national. L'histeire économique montre que les neu veaux venus, qui aspirent à eulvre l'exemple des premières netians capita-listes, ont besoin d'une protection étaeer fece aux intérêts bien encrés des puissances établies. Or une telle inter-

Dépenses militaires américaives à l'étranger pour l'acquisition de biens et du services (1962-1969) (en millions de dellars)

	1962	1965	1968
Corée du Sud	96,5	160	360
Philippines	48,5	147	160
Taiwan	21	60	84
Thallande	28,5	183	278
Vietnam do Sud	44,5	4.08	606

res: C.E. Shepler at L. G. Campbell, « United States Defense Expenditure Abroad », Survey of Current Business, q. 49, decembre 1989. Cité par Gavin Kennedy, The Military in the Thirld World, Londres, 1974, p. 212.

ont fait plusieurs morts et entrainé le fermeture aine die de toutes les écoles, Las généraux, sux abois, courtisant désormale euvertement les sociétés étrangéres et sollicitent l'alde des geuvernaments occidantaux et des institutions internationeles, en totale contradiction evec la ligna « nationaliste » qu'ils sul-

### Faiblesse du capitalisme national

EVOLUTION inévitable : les militaires-hommes d'affaires ne sont-lis pas nécessairement des capitalistes compraderse plutôt que nationaux - pour autant que le distinction ait un sens ?

Le capitaliste national cherche à supplanter le capital étranger, à se réserver le marché domestique pour y écouler ses produits. Il attend du gouvernement des avantages tels que protections doua-nières, commandes de l'Etst, merchés étrangers extorqués en échange de l'eccès du capital étranger aux ressources naturalles nationales, etc.

Le capitaliste compradore, quant à lui, évalue evant tout le profit personnel qu'il pourra birer da sa collaboration avec quiconque, étranger ou national. Alors que le capitaliete national fait faiillte

e'il ne salt pas profiter des affaires qui e'effrent, le capitaliste compradore n'est pas soumle ou verdict du marché. C'est à le fole sa force et sa faiblesse : sa force, dens le mesure où, par l'accès sux fonds du gouvernement ou des sociétés étrangères, il peut se dispenser tualles; sa felblease, car II y a des limites à la tolérance de manipulations frauduleuses, comme en témoigne le sort de MM, Thanem, Narong et Prapass, chassés en 1973 de la Thailande, qu'ils

Mais le capitaliste national e très peu de chences de s'épanquir en Asie du Sud-Est. Pendant la période coloniale, les entreprises occidentales ont acca-

evalent mise en coupe réglée.

détriment des intérêts commerciaux occidentaux - est înecceptable pour les pulssances Impérialistes : Soekarna n'e pas tenu lengtemps quand II e'y est ris-

(Lire la suite page 12.)

(1) « Nombreux sont ceux qui, après apoir vu Pertamina acheter une slotte de tankers et procéder à de lourds emprunts à l'étranger et à des investissements massifs dans des secteurs très variés, estiment que la société va vers (...) la banqueroute. On sait que Pertamina éprouve des difficultés à obtenir des prêts. Mais ses comptes semblent être dans un tel désordre que sa position de remboursement des dettes contractées serait bien plus difficile à établir que ne l'était celle du régime Sociarno. Etant donné son statut d' « État dans l'Etat », il se pourrait bien qu'on ne puisse jamais établir nettement ses responsabilités et l'amener à résipiscence. » Journal of Contemporary Asia, vol. IV, n° 2, juillet 1974. nº 2, juillet 1974.

n° 2, juillet 1974.

(2) Bien qu'elle c'ait jamais été à propremeet parler colonisée, la Thailande effre un exemple historique de l'impossibilité du développement d'un capitalisme mational fort dans des cacditiesse coloniales. Le truité de Bowring, en 1855, e mis fin à l'autonomia fiscale du gouvernement thaliandais. Paute de protections tarifaires, l'iodustrie locale perdit toute shance de se développer de facon concurrentielle, et les produits des industries étrangères ont inondé le marché eational.

agema (religion) et kommunisme (9). Cette promesse, toutefois, no fut pas toute.

permitted to the permitted of

 $(\mathbf{a}_{1},\mathbf{a}_{2},\ldots,\mathbf{a}_{n}) = (\mathbf{a}_{1},\ldots,\mathbf{a}_{n}) \in (\mathbf{a}_{1},\ldots,\mathbf{a}_{n}) \in (\mathbf{a}_{n},\ldots,\mathbf{a}_{n})$ 

may be a series of the series

the state of the s

the second of th

The state of the s

The second secon

The second secon

L'équilibre précaire entre l'armée et le P.K.I. devait être brutalement rompu dans la auit da 30 septembre 1965 : de jeuces officiers, liquidant quelques généraux, tentérent d'établir us conseil révolutionnaire autour de président Sockarna. Le 2 octobre, après maintes hésitations, le P.K.I. ficit por soutenir leur initiative. Etait-ce au coup d'Etat manigencé par les communistes, comme le prétendent les généroux? S'agissait-il d'affrontements entre militaires, comme l'affirment certains spécia-listes (10)? Toujours est-il que cela aboutit à l'accentissement total du P.K.I., par le mes-socre d'un demi-million au moins de ses dirigeouts, cadres et sympathisants.

Le principal obstacle à la domination de l'armée avait ainsi cesse d'exister et la posiment compromise. Mais les dirigeants de l'armée étaient trop conscients de l'immen popularité de Bung Korno (« Frère Soekaras ») pour s'aviser de le reuverser immédiatement. Faute d'un soutien civil suffisant, pourtent essentiel à la cohésion d'un pays quesi dispersé géographiquement, l'armée devait autant que sible donner à ses actes des appareaces

Après une campagne soigneusement orches-trée contra le président (11), les généraux obligèrent Soekarno à signer l'« ordonnance du 11 mars », qui conféreit au ginéral Suharto des pouvoirs étendus pour le maintien du la loi et de l'ordre et\_ pour le « sauvegorde du

Cinq meis après la tentative de coup d'État, l'ordre nouveau des généraux était né. Comme le notait franchement la plus procha conseille politique de général Suharto, le général Ali Murtopo: « Une victoire non constitutionnelle aurait assurément été plus facile et ourait pu être obtenue bien avant la signature de l'erdonnance du 11 mars (12). >

Toujours pour parfaire la légalité, le Congrès du peuple put se réunir en 1967 pour retirer à Soekerno son mandat, puis ua 1968 pour nommer le général Soharto président. Bien entenda, la précaution avait été prise da truffer le Congrès de representants de l'ABRI et des « fronts d'action » anticommunistes. Une fois comme, le président Subarto signait un décret demondant à l'ABRI de ne pas limiter ses efforts aux seuls domaines de la défense et de la sécurité. Ainsi, constateir devant nous le

général Murtopo, « la Constitution de 1945 fut enrichia par des interprétations rationnelles et objectives ».

# De la présidence au chef de village

D'AUTRE port, l'armée patronne co qui alleit devenir son propre parti, le Sekber Golkar (secrétariat combiné des groupes functionnels). Fondé en 1964 com « groupes fonctionnels » dirigés par l'armée pour lutter contre l'influence communiste au seis du Front autional, il fut ressuscié pour les élections générales de 1971 et consolidé sous le supervision du migistère de l'intérieur et du ministère de la défense et de la socurité (HANKAM). Outre un soyus central formé de militaires et de bareaucrates, il comprend des organisations commerciales et profession-nolles nom partisance, bien tenues en mein.

Le Golkar, mous a fait remanquer un journeliste indocésion, a été coeçu comme « un porti politique pour en finir avec tous les portis ». Dans un premier temps, les formations tradi-tionnelles out été mainteques evec une direction dâment « assalnie ». Mais cela, appore ment, c'était pas suffisant. « Je veux, s'écriait le 2 juin 1972 le président du Golkor, le générol Amir Murtopo, je veux protéger définitivement la vie politique indonésierne des adversaires politiques du Golkar, pour qu'il ne leur soit pas possible de bouger à nouveau. Où peuvent-lis se précipiter? C'est comme si nous chassions du gibier en terrain clos. Si le gibier veut a'enfuir vere le nord, il est ebattu; vers sud, il est abattu ; vers l'ouest, égelement. Ces animoux-là n'ant pas d'autre solution que de suivre, s'ils veulent souver leur peau. Car, sinon, ils seront kabelab (liquidès) ou alars nous nous contenterons de les domestiquer

Les partis ant denc été fusionnés au fédérès us deux regroupements : le « groupe démo-cratie et développement », qui réanit les for-mations pationalistes et chrétiennes, et le « groupe unité et développement », qui ros-

Aux élections de juillet 1973, le Golker obtint deux cent vingt-quatre des trois cent soixente sièges à poorvoir au Perlement (D.P.R.). Comme il revient en président de nommer cont parlementaires, l'ABRI contrôle eu

Contrairement à d'autres régimes militaires où les généraux coiffent une bureaucratie

civile, l'Indonésia a des militaires à tous les aiveaux, du siegu présidentiel au posta de chef de village. Au sommet de la pyromide de contrôle et de surveillance se tient le KOPKAMTIB (commandement epérationnel pour le réteblissement de l'ordre et de la sécurité). Il dispose de pouvoirs virtuellement illimités pour enquêter, appréhender, interroger et penir toute personne soapçonnée d'activités pro-communistes aa antigouvernementales. Il a'est aucun domaina de la vie nationale qui ichappo à la poigne de fer da KOPKAMTIB. Le général Sumitro, quand il était chof de l'organisation, allait jusqu'à présider les réumans de la commission des offaires étrangères du cabinet, même en présence du ministre, qui est un civil. L'organisation pouvant arrêter les est un civil. L'organisation pouvait atteset les journalistes et fermer les journaux quand ella le jage bon, la pressa préfère périodiquessant « rencontrer les généroux du KOPKAMTIB pour échanger des réflexions et des Informa-

Le reconversion des militaires en hommes d'affaires u'est un secret pour persoene, mais les informations relatives aux untreprises de l'armée filtrent difficilement. Une étude de l'U.S.-A.I.D. fait état de deux groupes principaux de sociétés privées dirigées por l'armée. L'au est Jajasan Dharma Putra, société de « holding » pour ao moins une deuzaimu sociétés privées potromoées por KOSTRAD (commandement de l'armée stratégique). Parasi les filiales figurent des banques, des lignes acriennes et une usine de montage de Valkswa-gen. L'autre « halding », P.T. Tri Usaha Bbakti, Ses trente-deux filiales mat présentes dans de multiples secteurs : exploitation de bois, textiles, magutention, aviation, banques (15). Selon ane estimation de l'hebdomadaire indonésien « Tempo » da 3 février 1973, les avoirs du second groupe serviunt de l'ordre da 9 milliards de roapies (la roupie indonésieupe vant

Toutefois, l'entreprise des militaires la plus conage est Pertamina, oujourd'hal société petionale. C'est en octobre 1957 que le colonel l'bna Satowo a reçu pour instruction da chef d'état-major de l'armée d'établir ane compognie pétrolière. Dans les journées critiques de 1965, Pertamina u joué un rôle essentiel dans le finencement des apérations de l'armée contre les communistes ; l'armée ne l'a jameis oubilé (16). Pertamina a un reveau annuel brut moyen de 600 millions de dollars et des avoirs nets de 2 milliards de dollars. Son président-directeur, la général de corps d'armée Ibno Sutowo, est oujourd'hui l'homme le plus puissant d'Indonésie, après le général Suharto.

La douteuse prospérité des plus galounés, sur fund de détérioration économique générale, commence à poser as problème. Les émeutes à indowng en auût 1973, celles de jaavier 1974 à Djakarte, ant attiré l'attentieu sur le mécontentament qui couve depuis longtemps parmi le peuple. Les étudients, qui avaient soutena l'armée au 1965, critiquent désormais ouvertament les pouvoirs illégaux dant jouissent des conseillers présidentiels (ASPRI), tels que Murtopo, dénoncent la corruption des généraux, leur collesion avec des copitalistes étrangers et l'absonce de liberté. Comme ac pouvuit le prévoir, le gouvernement a réponde en procedent à des arrestations et à la fermetare de journaux. Les émeutes ant aussi mis ou jour les luttes d'influence qui se déroulent ag seig de l'armée. Le paissont général Samitro, considéré comme le rivol du général Murtopo pour l'accession au fauteuil pre tiel, a été limagé de son poste de chef du KOPKAMTIB. Bien que la fonctiou d'ASPRI ait été abolie, Murtope conserve l'oreille da président. La brèche a été colmatée, mais pour combien de temps ?

NAYAN R. CHANDA.

(9) Four une discussion détaillée de NASAKOM, oir Legg, op. cit., pp. 334-328; pour la relation e la croissance ou conflit armée-P.K.I., voir ruy J. Pauker, « The Military in Indonesia a the Role of the Müttary in Underdeveloped bountries, sous la direction de John J. Johson, rinceton, 1962, pp. 327-230.

(10) La thèse d'un complot du P.K.L. est défendre par Arnold C. Brackman, The Communist Collapse in Indonesia, New-York, 1968. Lu version opposée est développée de façon plus convaincante par des spécialistes américains tels que B.R. Anderson & Ruth T. McCvey dans A Preliminary Analysis of the October 1, 1965 Coup in Indonesia, Ethaca. 1971. on W.F. Wertheim, e Indonesia before and after the Unitung Coup » in Pacific Affairs, printemps-été 1966.

(11) Ontre l'encouragement direct de l'armée (11) Orbre l'encouragement direct de l'armée sux manifestations des étudiants anticommunistes, les stations de radie requient l'erdre—comme nous l'a confirmé le général Nasution—de diffuser en direct le procès des dirigeants de coup d'Etat, pour discréditer Bung Karne auprée des millions de villageois toujeurs sous le charme du grand leader.

(12) The Acceleration and Modernization of 25 Years Development, Djakarta, 1973, p. 7.

(13) Discours de 2 juin 1972, in *Harian Kami*, 3 juin 1972.

(14) Rosihan Anwar, in The Times, 17 soft

(15) Alexis Rieffel, Aninda B. Wirjasuputra, Government-owned Enterprises in Indonesia, U.S.-A.LD., Indonesia, 1972, pp. 37-38.

(16) Louis Krası, « Oil and Nationalium Mix Beautifully in Indonesia », Fortune, Juliet 1973.

(Suite de la page 11.1

Mémo dans la cas do la - réuseite que l'on attribue à Singapour, subsiste le tendance chroniquo è une « involution de lain Buchanan) bien que l'Etet ne cesse de financer les entreprises privées at toutes sortes de projets semi-privés,

D'outre part, les systèmes de compta bilité militaires ne réagissont pes eux sollicitations dont dépendent le auccès et souvent mêmo la aurvia des antrerises dans un système de concurrence. Il est aussi nécessaire de prévoir des - positions de repli - pour les capitaux angagés dans telle ou telle opération, einsi que des sources de financement stebles. Les Etats d'Asie du Sud-Est étant, selon l'expression de Myrdal, des

Etets - mous - (c'est-à-dire începables d'obtenir des revenus odéquats par l'Imposition, de crainte de compromettre le coutlan des élites dont dépend leur pouvoir politique), ils ne peuvent vral-mont tournir de telles garantes. Saules sont en mesure de la tairs les ontreprises transnetionales géantes, les sociétés occidentales actives localement et les agences d'aida Internationale. Et leurs services ne sont pae désintéresses, tant s'en feut.

Ainei lee militaires, tout comme les divers représentants de l'Impérialisme, ont un commun intérêt è réduire la sphore d'activité des capitalistes natio-naux polentiels. Après la prise du pouvoir per les généraux en indonésie on 1965-1966, les politiques de crédit ont élé ajustées en fonction des besoins des intérêts impérialistes déjà implantés

nu prêts à s'installer : plus de la moltié des entreprises domestiques d'importance moyenne, asphyxièes par la res-cerrement des facilitée financières, durent termer (les grosses sociétés étrangères s'autolinancent ou sont en mesura d'obtenir des fonds da banques ètrengères installées sur place qui drainent à leur profit les liquidités locales). Au moment où les torces ermées arrivèrent eu pouvoir eux Philippines, en 1972, les capitalistes nationaux meneçalent de prendre la contrôle des ressources pétrolières domestiques et de décider des achats locaux et de la distribution du pétrole. Un des pre-miars décrets signés par le président Marcos en vertu de la loi martiale fut de confirmer la position privilégiée des grendes compagnies pétrolières occidentales et de rentorcer leurs prérogalives.

Il y oura toujours des contradictions antre ceux qui croient pouvoir se taitler une part concurrentielle du gâteau aux dépens des intérêts étrangers et ceux qui, comprenant que ce n'est pas pos-sible, prélèrent tenir auprès da ces derniere un rôle second, non déterminant. C'est en Indonésia qu'on peut observer

le mioux te capitalisme d'Etet militairo an plaina action. Les violentes maniles-tations qui l'ont secouée lors de la visite du premier ministre japoneis Tanaka en janvier 1974 visalent aussi — Suharto ne l'ignorait pas — les hauts responsables militaires de l'entourage présidentiel. Ces derniers sont en feit des employés supérieurement rémunéres des entreprises japonaises, dont ils servent les intérêts eux dépens de ceux de l'Indonésie. Qualques boucs emisexires furent limogés, mais bien plus

nombreux son: ceux qui demeuren; au pouvoir, evec la rassurante certitude que l'impérielisme japonais n'est pas la soul qui leur garantirait un paciole en

échango de services randus.

- On peut à bon droit assimiler lo rôle des torces emées fascistes indonésiames dans le vio économiquo de ee pays à celui des insectes nuisibles dans les champs de paddy, écrivait récemment un rédacteur d'Api Pemune Indonesia, organe du parti communiste indonésien (P.K.I.) Quiconque ose critiquer ce rôle est sur d'avoir à subir la persécuton lascista. A n'est guère étonnen! cue l'ermée ait officiellement interdit l'usage de l'expression - ver militaire -, introduce par des agronomes étrangers pour dési-gner une sorte d'insecte très muisible pour le peddy... -

MALCOLN: CALDWELL

\$ 700,000  $(x_0-y_0)=f(x_0)f(\theta)\triangleq 0$ 

2 " A water ... and the state of t

. d. \$90000 000

water district

\* # - 6 \* 18 - 7 \*\*

والمهجور المساورات Acres 144 July 1984

The second of the second

and the second

Projet global et mission des forces locales

# Clients et mercenaires pour une nouvelle "légitimité"

Par MARK SELDEN \*

assez forts pour se tirer d'offoire sons notre eintervention 2. 2 Le soutien militaire et paramilitaire qu'apportent les Etats-Unis aux réglmes dictatoriaux et aux armées mercenaires un pen partout en Asie est généreusement assuré par toute une série de programmes portant notamment sur l'entrainement, l'armement et l'aide aux polices locales, l'enseignement des techniques de la comire-insurrection. la mise au point de programmes d'assassinats de type «Phænix», l'équipement et l'entraînement de mercenaires et le commandement

amèricain des forces asiatiques dans les situations de combats effectifs. Le mode d'intervention préféré — car il se fait à titre préventif, est car il se fait à titre préventif, est discret et relativement peu oriereux — est l'entrainement et l'équipement d'un formidable réseau policier et paramilitaire qui étend ses tentacules dans l'ensemble de l'Asie et d'autres Etats policiers du tiersmonde. Par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international (U.S.-A.I.D.), les Etats-Unis ont, au cours de la dernière décennie, patronné une foule de programmes policiers et paramilitaires. Parmi les plus importants figurent la fourniture et la vente d'équipements très élabores (armes, gaz, matériels anti-émettes, radios, véhicules, matériel électronique assurant une documentat, on 
centralisée pour le contrôle de populations entières). l'envoi en poste 
de conseillors en matière no securité 
publique pour entraîner et dirigar 
la poice dans de nombreuses opérations allant de la surveillance et de 
l'esplonnage à la répression et à la 
torture. l'entraînement de responsables de la police dans des centres 
aux Etats-Unis et à l'étranger, etc. 
Le programme 1972 de la sécurité 
publique en Asie orientale insistit 
sur la formation d' c éléments institutionnels clès a tels que a les réseaux 
de communications et les sustemes goerala; (...) des services de polico effectifs au niveau du hameau; la police urbaine, y compris le contrôle humain des violences et émeules civiles » (1).

Nombre de techniques policières de contrôle, de neutralisation et d'annihilation appliquées à un conthumair si exorbitant en Indochine sont désormais mises en pratique sous des formes encore plus ciaborées dans l'ensemble de l'Aste. En juillet dernier, le directeur de l'Institut de recherche de Stanford (Californie) admettait en privé que le programme c Phænix a (2) a été étendu du claboratoire a du Vietnam

(1) Le sénateur James Aboureite, out lança en 1973 une camparine partiellement couronnée de succia pour réduire les activités répresives de l'Olfre de la sécurité publique, a révélé nérument que l'Académia de police internationale sealt entrepris de former une nouvelle citentèle d'étudiants, compresant des gardes de sécurité ao service do l'ARAMICO (la companile pérrollère dont les holdings en Arable Saoudite sont les plus riches du monde), de Fireston-Tire and Eubler en Iran et de la Creola Petroleum Corporation da Venezuela lintérèts pérrollers des Rocketellers.

(2) William Colty, à qui sa performance en tant que responsable du programme e Phornix à a valu d'être dommé directeur de la C.I.A. s'est finité devant le Congrès que « Phornix » avait permis d'assassiner vinat-six mille trois ceot soixante-seut Vielnamiens et d'en permis d'assassiner vinat-six mille trois cont soixante-ocut Vielnamiens et d'en incartèrer trente-trois mille trois rent incartèrer trente-trois mille trois rent cinquante-buit cotres au cours des trois premières années et dernie, Avec actuellement sept mille deux centr conse.llement se en civil 3 su Vietnam du Bud, les Hats-Vols cootlouent de participer activement à la e pacification », course le nôte le Neur Yori: Times, par le blais — intomment — des SALFO. conseillers spécialux auprès de l'ambat-sadeur américain pour les opérations militaires.

A leçon essentielle à tirer du Vietnam, estime le general Maxwell Taylor, principal ar-chitecte de la strategie contre-insurrectionnelle sous Kennedy, ««st que nous avons pris conscience trop tard de l'importonce de la menace subversive. Nous sommes conscients subtersive. Nous sommes conscients desormois que toute jeune notion doit se tenir perpétuellement sur le qui-vite à la recherche de ces symptomes qui, si on leur permet de se decelopper librement, pourraient bien conduire à une situation oussi désastreuse que celle du Vietnam n.

Au cours des cinq dernières années les Etats-Unis ont fortement réduit leurs effectifs militaires en Asie ; cent soixante-douze millo hommes en juin dernier, contre plus d'un million en 1969. Toutefois, Washmilion en 1969. Toutefois, Washington n'a pas diminue pour autant
ses efforts en vue d'assurer son
hegemonie dans la région. Confronte
à des mouvements de révolte au sein
de ses propres forces armées, à une
inflation galopante et à l'erosion du
consensus politique de la eguerre froide », le gouvernement americain a préfère accelérer la réalisation d'une nouvelle série de choix militaires et paramilitaires dont l'objectif, tiré de l'expérience vietnamienne, est d'écraser dans l'œut tout « symptome subversif ».

Déploiement des forces oméricaines en Asie de l'Est

Pays	Effectifs
Japon et Okinawa	55 000
Corée dn Sud	38 000
Thailande	36 000
Philippines	16 000
Taiwan	6 000
Offshore (VII Flotte).	21 000
TOTAL	172 000

Source: Department of State Bulictin, 29 evril 1974, p. 472.

Le sous-secrétaire d'Etat Kenneth Rush réduisait récemment la stratécie americano en Asio à deux objectifs principaux et complemen-taires: d'une part, bâtir un reseau d'ententes et d'entraves réciproques entre les principales pulssances en Asie (Japon, Chine, Union soviétique et Etats-Unis) ; d'autre part, pour-

sulvre avec les nations moins imporsuivre avec les nations moins impor-tantes de la région l'objectif de la « doctrine Nixon s d'un partage des responsabilités et des contraintes en matière de développement et de defense.

Le cœur de la diplomatie Nixon-Kissinger se trouve dans les ma-nœuvres en faveur du premier de ces objectifs: la mise en place d'un a réseau des grandes puissances s incluant non seulement l'Europe et le Japon, mais aussi l'Union sovié-tique et la Chine dans le cadre d'un seul système international intègré fondé sur l'acceptation commune des principes de la stabilité et de l'interfonde sur l'acceptation commune des principes de la stabilité et de l'inter-pénétration économique. Ainsi la détente, en rompant avec la division bipolaire de l'époque de la eguerre froide a, visait-elle notamment à entraîner Moscon et Pékin dans l'oroite du commerce et des investissements amèricains tout en ren-forçant leur interêt au maintlen du slatu quo international. Toutefois, du fait en particulier du declin de l'hégémonie americaine et de l'instabilité de l'armée américaine, lo second pôle défini par M. Rush (l'appui sur des États-clients plus petits) prend une importance accrue petits i prend une importance accrue pour la mise en place du système de stabilité internationale qui est le grand dessein de M. Kissinger. La condition préalable à la réalisation de ces objectifs en Asie est l'établissement de dictatures stables orientées vers le développement (régimes militarisés charges d'introduire le capital international, essentlellement américain). américain I.

La politique américaine en Asie dans l'ère post-vieinamienne repose sur une division du travail entre l'armée américaine (prééminence nucléaire, plus puissance aérienne et navale à déploiement rapide) et les contributions en effectifs des alliés aslatiques. « Il est essentiel, déclarait au Congrès en 1973 l'amiral Thomas Moorer, alors chef d'état-major Moorer, alors chef d'état-major interarmes, que nos amis et allés soient en mesure de résister par eux-mêmes à la subversion intérieure et de faire respecter la paix en cas

\* Ancien reducteur en chef du Bullefin of Cancerned Asian Scholars; Assoclate professor of history, Washington
University (Saint-Louis); auteur de
plusiours ouvrages eo collaboration.
dont Remaking Asia; Essays on the
Use of American Power (Pantheon
Books, Kow-York, 1974), Open Secret.
The Kissinger-Nixon Doctrine in Asia
(Harper and Bow, 1972).

# FORMATION DES CADRES RÉPRESSIFS

NTRE 1961 el 1972, plus des deux tiers des 309 millions de dollers alloués par l'Otlice de la sécurité publique de l'U.S.-A.J.D. sont atlés à l'Asie du Sud-Est, essemialtement au Vietnam du Sud (94 millions) et à le Thailande (85 millions). Dans le même période, mille eix cents officiers supérieurs d'Asie orientale ont suivi un entrainement à l'Académie de police internetionele (I.P.A.), à l'Académie du F.B.J., et dans d'autres institute aux Etats-Unis. Environ 90 % d'entre eux venalent de Thailande, du Vielnam du Sud, de Corée du Sud et d'Indonésie.

Sous le gouvernement Nixon, un montant record d'aide militaire a été Sous le gouvernement Nixon, un montant record d'eide militaire a été fourni eux cliems asistiques des Elets-Unis. En 1972-1973, l'aide militaire américaine totale (dons d'assistance militaire, aubsides militaires de programme Food for Peace, aide à le geerre du Vietnam, transferts navais, livraisons d' « excédents » de metérial de guerre et financement budgétaire direct) atteignait le total fabuleux de 8 500 millione de dellars, dont 5 500 millions eu Vietnam du Sud, 902 millions à la Corée du Sud, 724 millions eu Lacs, 573 millions eu Cambodge, 218 millions à Taiwen, 210 millions à le Thoilanda, 60 millions à l'Indonésie el 50 millions aux Philippines, Lorsque le Congrès refusa de voter des tonds supplémentaires, le Malson Blanche accorde des conditions de crédit libérales pour les echats d'armes américaines au litre du programme des ventes militaires à l'étranger (F.M.S.).

En 1950 et 1973, quatra cent vingt-huit mille quatre cent soixante-seize En 1950 et 1973, quatra cent vingt-huit mille quatre cant soixante-seize soldats étrangers (dont de nombreux officiers supérieurs) ont été entraînés par les soins du département de la défense, plus de le moitié d'entre eux aux Etats-Unis mêmes. Ce programme d'entraînement intensit, concentré sur-tout eur l'Asie orientale, a lourni virtuellement le foisitié des corps d'officiers de la Corée du Sud, du Viehnan du Sud, des Philippines et de la Thailande., Parmi les heureux élus: 63 394 Cambodgiens, 36 008 Laotiens, 33 554 Vietnamiens, 31 530 Coréens, 24 307 Taiwanais, 14 745 Philippins, 13 549 Thailandele

en outre, les groupes de conseillers encreains pour l'assistance milileira (M.A.A.G.) supervisent et entraiment de leçon suivie les lorces locales
en Theilande, en Corée, au Japon et à Telwan, et des conseillers américains
jouent un rôle ectif dans la formation des ermées de bien d'autres pays
d'Asie du Sud-Est. Une telle prise en charge « représente un levestissement
particulièrement productif », atirme l'amirel Ray Peet, directeur du programme
d'assistance militaire, parce qu'elle permet « des relations étroites entre
militaires dans les nations allières et amies et crée un sentiment de commupauté de primes qui place les Estra-Lieu en mettion d'infirence. nautà de propos qui piece les Etats-Unis en poeition d'influence ». On ne seurait mieux dire.

# Japon

# **Autodéfense** et industries d'armements

Par PHILIPPE PONS

FFICIELLEMENT, le Japon n'a pas d'armés, il n'o qu'une « force d'auto-défense (jiotoi). C'est même, par la erta de l'articlo 9 de sa constitution (voir constitutionacilement renance à la guerre. En fait, depuis un quart de siècle, les goavernements japonais au se sont guère ambarrassés de cot article. Avec deux cent ciaquonte-neuf mille hommes, une marine de deux cent onze mille tonnes et un millier d'avians, les farces nippones ont largament dépassé les simples besoins de « défense » ; alles devraiant s'assurer la septiémo placo dane la monde en 1976, et la agatrième da ce qui concerna la marine.

C'est par la volonté des Étots-Unis qu'elles ant été créées au début des années 50. La victoire des communistes en Chiae et la guerre de Corèa ont paussé Washingtan à reconsidérer son attitude à l'égard da Jopan : il follait on foire un allié et par conséquent lui permettre un réarmement progressif. Un troité signé en

mors 1954 (1) consucre le développement des forces défensives du Jopon avec l'oppui des Etats-Unis. La « garde eationole de roserve », constituée ce 1950 par le général Mac Arthur, rebaptisée « force nationole de sécurité » (hoontai) en 1952, devient deux ans plus tard l'octualle « force d'outo-défense », placée saus l'administration d'ana Agence actionale de défense. Uos nouvelle étape est franchie la 14 janvier 1960 ovec la signatore du traité de coopération et de sécurité anutuelles. Dès lors, le Japae na se contente plus de permettre nux Etats-Unis d'utiliser son territoire : il souscrit à lours objectifs stratégiques et en partage la responsabilité en Asie. Ce traité ra recondoit en 1970. Da « livra blanc sus la défense » publió cette aanée-la par l'Agence de défense, il ressort que ce traité demeure la pierre aagalaire de la politique japanoise, les Etats-Unis fournissant le « paropluie nu-cléoire » et assurant la « liberté des mers ».

C'est dens ce codre que le Japon a déve-loppé ses forces militaires. Le quatrième plan quinquannal de défense (1972-1977), véritable lan de réarmement, prévoyait un daublement des crédits par rapport ou plan précédent, soit na budget total de 16 430 millions de dollars — ce qui représente le rythme d'accroissement le plus ôleré du monde. En raison des cir-constances économiques (inflation, hausse des coûts), ce plan a été estima en foit à 21 430 millions do dollars et sera sons doute réalisé evec us pes do retard.

La développement de l'armée japanaise s'est foit dans plusieurs directions. Premièrement, le principe d'une armée de métier n'a jamois été remis en couse depuis 1950. Surentraînée, olle est au fait aujourd'hui pour moitia au moias composée d'afficiers et pour un quart de cadres en puissance; ce qui signifie qu'ea peu de temps elle pourrait quodraplar au quintupler ses offectifs. Deaxiemament, elle est dotée de l'équipement le plus moderne utilisant des techniques de pointe. Le IV plus deit permettre leur renouvellement et leur modernisation, le renforcement des capacités de défense marine et aérienne et la mécanisation des forces terrestres. Dès à présent, certaines inventians japonaises dens le domaine de l'électronique sont exploitées taat au Japon qu'aux Erots-Unis, et ces deux pays collaborent on permanance dans divars d'am a in a s de la

recherche militaire: Ainsi, le goatre cent sixième laboratoire médical de l'ormée de terre américaine, à Sagomikare, dispose d'an service « bactériologie », d'ua service « chimie » et d'un service « insectes » où travoillent one centaine do chimistes japonois.

# Des vocations nouvelles

A cette coopération, qui s'étend objourd'hui à le protection des bases américaines sur le territoire japanois par les forces d'autodéfense, s'ajoute une intégration on aireon des commandements, juxtuposes en temps de paix, mais qui sergient intégrés lors d'ua décleache-ment éventuel d'hostilités.

### RENONCIATION A LA GUERRE

L'article 9 de le Constitution de 1947 précise : «Aspirant elocèrement à une paix inter-nationale fondée sur le justice et l'ordre, le peuple japonels renonce à le guerre en tant que drait souverain de la nation et à le menace ou à l'usage da la force comma moyen de réglement des conflits interna-

- Pour atteindre le but fixé su paragrapho précédent, il ne sera jamais maintenu do forces terrestres, navales et aériennes, ou outre potentiat de guerre. Le droit de beillgérance de l'Etat ne seta pas reconnu. »
D'autre part, le traité nippo-américain de coopération at de sécurité mutuelle de 1960

opécitie que les Etets-Unis et la Japan - ont la droit Inhèrent à l'eutodéfense individuelle ou collective, comme l'affirme la cherte des

Adoptá lors da rapprochament da Japon et de la Chine, le IV plot de défense a tenu compte des changements intervenue sur la scène internationale. Il est destine à permettre une défense plus « nationale », moins dépen-dante des États-Unis, au moins dans an conflit limité. La force d'autodéfense, lasque-là desti-née à repausser hors de territoire national une

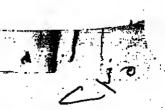
attuque réalisée avec des moyens classiques. est désormais chargée d'arrêter l'adversaire avant même qu'il prenne pied sur le territoire national. D'où l'accent mis par le plan sur la force de frappe de la morine et de l'aviation. En outre, la restitution d'Okinowa au Japon par les Etats-Unis étend la participation de la marine et de l'aviation aippones à la défense du Pacifique occidentel. L'impartance des moyens prevus par la IV plan semble condoire à une coaception extensivo do lo défense stra-tégique qui n'exclut pas, o priori, de prévenir una offensive en partoat l'attoque chez l'en-

Sar le pion de l'organisation générale, les forces d'actodéfense sout placées sous le strict contrôle des civils. Le premier ministre, commaadant en chef, délègae ses pouvoirs au directeur de l'Ageace de défense, qui a rang de ministre d'État et est chargé da mettre en pratique la politique définie par le gouver-

Aux termes do lo loi du 9 juin 1954 qui parte création des forces d'autodéfense, celles-ci e peuvant, au besoin, servir au maintian de l'ardre public > (2). Les forces terrestres e'ant pas cesté d'être entrainées à foire face à d'éventools troubles intériours. Certains plans, dévailés en 1965, cammo l'apération aMitsu-ya » (« Trais flèches »), étaiant destiaés à être appliqués en eas d'un coaflit on Cores en correlation avec une insurrection intérieurs au Japan, Selon les axperts de l'Agence de défense, le dangar est pratiquoment nui, dans lo conjoncture internationale actualle, tant que le Japon est prospèro. Mais cette prospérité le Japon est prospèra. Mais cette prosperite est fragile. Una grave généralisée, un arrêt de travail des deckers et des amployés des fransports paurroient asphyxier le Japon ; les forces d'autodéfense devraient alors prendre

(1) Paralliement au fraité de pair, le Japon accepta de cooclum un pacte de sécurité qui plaçait le pays sous le pretection militaire américaine. Cet accord entra en vigueur en même temps que le treité de San Francisco. le 28 avril 1952. M. Yoshida, premier mielatre de l'époque relate dans ses mémoires qu'au moment des négociations. John Foster Dulles iui enjoignit fermement d'accroître le poteotiel militaire du Japon.

(2) Boci Jitsumu Shopporo, 1957 (lois sur la défense), Ed. Nagai Shuppansha, Tukyo, 1968.



à la Thaflande, où se développe un fort mouvement insurrectionnel et où le programme d'entraînement des forces de police est le plus important

Les méthodes policières ne sont souvent que le préludu à des formes supérietres de violence militaire. Les Etats-Unis sont prêts à fournir leur aide. La méthode : créer des élites militaires locales dont la loyauté première ira à leurs instructeurs et bailleurs de fonds. Les moyens : le programme d'assistance militaires le

première ira à leurs instructeurs et bailleurs de fonds. Les moyens : le programme d'assistance militaire (MAP) dont les activités vont de la fourniture et de la vente d'armes à l'entralnement de troupes, de la supervision par des conseillers militaires à la participation aux opérations de combat (3).

Les ventes d'armes (4) renforcent la dictature militaire dans le monde et contribuent simultanément à soulager les difficultés chroniques de la balance des paiements américaine, à recycler dans le circuit américain les pétrodollars accumulés, à renforcer une industrie militaires du tiers-monde à l'égand des méthodes et de l'équipe ment américains. En 1973, M. William Clements, alors soussecrétaire à la défense, prévenait le Congrès que toute restriction imposée aux ventes d'armes ne fait que a diminuer la contribution que peuvent apporter (ces) ventes au renjorcement à la jois de la sécurité du monde libre, de l'économie américaine et de la position de la balance des paiements des Etats-Unis ».

nouvelle

and the second second second

the state of the second section is a second

where the second second

the many that the second of the second of

and the second s

La militarisation transcende les fonctione de police et de sécurité et contamine toute la société dans les dictatures asiatiques. Comme l'écrit

Lucien Pye, chercheur de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT): « Le problème fondamental de technologie du Massachusetts (MIT): a Le problème fondamental dans la plupart des sociétés sousdéveloppées est la difficulté de créer effectivement des organisations capables de se livrer à toutes les activités inhérentes à la vie moderne. (...)
Les autorités militaires se rendent compte souvent qu'elles contrôlent une des plus efficaces organisations d'intérêt général de la société et il en résulte qu'elles peuvent êtra appelées ... ou obligées par les événements ... à prendre la relève des autorités civiles. > Dans des pays tels que l'Indonésie, la Thallande et la Corée du Sud, où l'armée est la force la mieux organisée de la société, elle joue un rôle crucial dans la politaique économique, en particulier dans les secteurs les plus importants pour les investisseurs étrangers.

Tout ce qui précède, il faut le souligner, ne signifie nullement la fin de la présence militaire américaine directe dans la région, dont les conflits et les tensions font qu'elle demeurera un point névralgique de contestation de la puissance américaine. Ce qu'ont entrepris les EtatsUnis, c'est plutôt un réajustement de leur position militaire en Asie, par un nouveau retrait de troupes et de hases de l'Asie du Sud-Est continentale et par la concentration de leur puissance navale et aérienne dans des zones insulaires stratégiques en particulier en Japon, sux Philippines et en Micronésie.

Dès lors il reste à se demander pourquol, compte tanu de la détente entre grandes puissances en Asie, les Etats-Unis continuent de renforcer les dictatures asiatiques ainei que leur propre déploiement naval

cer les dictatures asiatiques ainsi que leur propre déploiement naval et aérien — et quelle relation existe

entre la puissance militaire des Etats-Unis et celle de leurs forces asiatiques satellites, mercenaires ou

aditées.

Tout en maintenant sa capacité de riposte en cas de confrontation nucléaire ou conventionnelle a ve c l'Union soviétique, la stratégie militaire des Etats-Unis en Asis reflète la conscience qu'a Washington de ce que la plus grave menace dans la région provient des peuples asiatiques eux-mêmes : menace pour les dictatures soutenues par les armes et l'aide américaines; menace pour les entreprises financières et commerciales multinationales qui ont établi une u tête de pont » de trois milliards et demi de dollars d'investissements dans la région, essentiellement depuis la fin des années 60.

Les régimes militaires mis en place en Asie ont été équipés non pour lutter contre un éventuel agresseur étranger, mais pour riposter aux défis intérieurs provenant de leur propre peuple. Alors que les gouvernements de Saigon et de Phnompenh ont reçu des avions de combat et du matériel de guerre sophistiqué, la puissance des armées du reste de l'Asie (à l'exception du Japon) est centrée presque exclusivement sur les forces terrestres. Toutes cominunciéaire américaine et de la fourniture d'un armement de pointe alors même que diminuent les effectifs américains en Asie. Cela ténitire d'un armement de pointe alors même que diminuent les effectifs américains en Asie. Cela témoigne précisément du caractère 
dynamique du capital américain dans 
la région, puissant facteur d'intégration. Inextricablement liées à des 
entreprises japonaises, européennes 
et asiatiques, les sociétés multinationales américaines conservent un 
contrôle de quasi-monopole sur des

secteurs aussi essentiels que le pétrole, l'électronique ou l'alimentation et disposent d'une technologie très élaborée en même temps que de ressources financières incomparables.

Les Etats-Unis n'hésitent pas à se débatrasser brutalement des dictatures qu'ils ont fait naître lorsqu'elles se révèlent incapables d'assurer la stabilité nécessaire à l'expansion des entreprises multinationales et de la puissance américaine : Syngman Rhee en Corée, Diem au Vietnam, prapass en Thallande et demain, peut-être, Park Chung Hee en Corée. La militarisation des sociétés asiatiques n'en continue pas moins, pendant les périodes tant de loi martiale que de démocratie formelle. La révolution démocratique » de 1973 en Thallande n'a pas réussi jusqu'ici à ébranler la mainmise des militaires thallandais et américains et de la C.I.A. sur la société thallandaise. Les dictatures militaires naissent et meurent, suivies de brèves périodes de parlementarisme formel ; néanmoins, la dictature militaire en soi est endémique chez les gouvernements satellites que les liens les plus solides rattachent aux puissances étrangères et au capital étranger.

A l'heure actuelle, les Etats-Unis jouent simultanément la pénétration accrue du capital multinational, la rivalité des pays socialistes divisés et la croissance militaire et paramilitaire pour imposer le type de stabilité qu'ils souhattent en Asia.

Jeu conteux, ruineux à terme. En effet, les Etats-Unis s'avèrent incapables de rendre à leurs propres forces militaires la volonté de lutter, comme l'atteste notamment la pébel-lion en juin dernier de plus d'une centaine de marins du porte-avions

tion en juin dernier de plus d'une centaine de marins du porte-avions U.S.S. Midway stationné au Japon.

Les activités locales des dictatures militarisées et du Jepon sont suscep-tibles d'exacerber les tensions dans tibles d'exacerber les tensions dans la région. A long terme, ces nations rechercheront l'autonomie par rapport aux objectifs américains. Enfin et surtout, la pénétration des firmes multinationales accroît plutôt qu'elle ne réduit les risques d'instabilité dans la région en amplifiant les différences de revenus, les contradictions entre classes, entre villes et campagnes, entre secteurs agricole et urbain des économiles et des sociétés asiatiques devenues esclaves de l'éco-

urbain des économies et des sociétés asiatiques devenues esclaves de l'économie internationale.

L'ère post-vietnamienne, loin d'augurer une « génération de paix », verra à n'en pas douter la poursuite des conflits qui ont déchiré l'àsie cce dernières décennies et la recherche toujours vaine de ce que M. Henry Kissinger, dans une de ses formules les plus inquiétantes, eppelle un « principe pour légitimer la répression sociale ».

MARK SELDEN.

(3) Washington est également prêt à favoriser la créstion d'industrim d'armements dans certains pays clients : les régimes du lot martiale des présidents Park Chung Hee en Corée du Sad et Fardinand Marcos aux Philippines installent l'un et l'autre ées usines de fabrication de M-18 avec une assistance technique et des crédits américains, et Taiwan va construire des chasseurs F-5 sous licence de la Northrop Corporation.

(4) Globalsment, les ventes d'armes américaines aux pays sous-développes pendant les seules annés tiscales 1970-1971 et 1971-1972 (4 milliards de dollars) ost largement excédé les ventes des deux précédentes décennies (2,6 milliards). En 1973, les vestes militaires américaines attégnaient 3.6 milliards de dollars — contre 140 millions en moyenne par an entre 1950 et 1970.

### Quand les militaires font appel aux spécialistes des sciences humaines

# Intellectuels et universitaires dans la contre-insurrection

DENDANT toute le période de « guerre froide -, les stratèges américains considéraient implicitement que le supériorité militaire ae définissait en termes de puissance de feu, de mobilité et d'eutres facteurs technologiques. Ce postulet valait également pour la lutte contre-insurrectionnelle. Toutefois, les analystes militaires dont e'entourèrent le président Kennedy et son secrétaire à la défense, M. Robert McNamara, devaient rompre avec ce echéme de pensée. Pour eux, les mouvements de libération netionele dans le tiers-monde appelaient des ripostes moins technolo-giques que politiques. « La nature propolitique, et la contre-insurrection ne peut erracher la victoire que at elle fait lique », écrivait en 1986 Michael C. Conley, du Centre de recherche sur les systèmes sociaux (CRESS), organisme

financé par le Pentagone (1). L'évolution désastreuse de la situation au Vietnam en 1964 devait conduire Pestablishment militaire à se railier à cette thèse. Les Etats-Unie ne pourralent entreprendre de nouveaux programmes au Vietnam sans en mieux comprendre les processus socieux : des

"Membre du North American Congress on Latin America à Berkeley, auteur de War without End: American Flan-ning for the next Victuams (Knopf, New-York, 1972). Voir ses articles sur la stratégie militaire des Etais-Unis après le Victuam et sur la stratégie navale américaine après le Victuam, parus respectivement dans les numéros de mars et août 1974 du Monde diplo-matique. Membre du North American Congr

recherches e'eppuyant sur les sciences sociales e'imposaient. C'est ce que fainom du Service de recherche et d'ingénierie de la défense, en informant le Congrès que » le département de le défense e sollicité la collaboration de spécialistes (anthropologues, psychologues, sociologues, politologues, écono-mistes) qui, de par leurs travaux sur le comportement humain, seraient en mesure de tournir d'utiles contributions dans le domaine de la « recherche au service des opérations contre-insurrectionnelles » (2).

### L'éphémère projet Camelot

A première initiative en ce sens fut L une étude eur le comportement des insurgés dans les pays sous-développés. Connue sous le nom de code de « projet Camelot », elle fut confiée au service de la recherche sur les opérations spéciales (SORO) de l'université de Washington, D.C. Après six mois de travaux préliminaires, le projet fut présenté à le presse, en décembre 1964, comme « une étude dont l'objectif est de déterminer le possi-bilité de développer un modèle général de systèmes sociaux permettant de prévoir et d'intluencer les es ment significatifs des changements sociaux qui interviennent dans les pays

Le personnel était délà recruté et le direction du projet avait été confiée à Rex Hopper, chef du département de sociologie et d'anthropologie de Brooklyn

Le département de la défense commença par recenser l'ensemble des tra-vaux déjà effectués dans ce domaine. A le mi-1964, ARPA, l'agence de recherche du Pentagone, confie ce soln à l'Institut de prospective de le défense (IDA). Celui-ci conclut à le nécessité d'eppliquer le méthodologie des eclences sociales à l'étude des changemants eccieux dans les pays sous-développés, pour élaborer des stratégles d'intervention politico-militaire dans les zones

Par MICHAEL T. KLARE \*

College. Le projet Camelot, prévoyait-on, durerait de trois à quatre ans et coûterait quelque 4 millions et demi de dollers. Sa première phase comprendrait des recherches extensives sur le terrain, aboutissant à des enquêtes en profon-deur sur plusieure pays d'Asie et d'Amé-rique letine afin de trouver « les principaux paramètres socieux qui pourrelent servir d'indicaleurs de l'agitation sociale ». La majeure partie de ce travall incombait au personnel du SORO, mais des professeurs d'eutres universités devaient égelement y participer, en particulier pour les recherches sur le terrain. C'est ce qui allait faire capoter tout le projet (4).

Au début du printemps 1966, un professeur d'enthropologie de l'université de Pittsburgh, Hugo G. Nuttini, recut l'eutorisation du SORO de recruter des spécielistes chillens pour les enquêtes en Amérique letine. Ses sondeges dans les dénoncés en avril par la presse chilienne de gauche. L'affaire attelgnit le Sénat chilian, si bien que l'ambassadeur des Etats-Unis à Santiago, M. Raiph A. Dungan, dut demander l'ennulation de toutes les ectivités chiliennes liées à Camelot et que le gouvernement eméricaln se vit finalement contraint de mettre un terme à l'ensemble du projet.

Pour calmer les craintes - surtout celles des milieux universitaires, — le département de la défense fit désigner un groupe de savants indépendants devent examiner le programme de recherche du Pentagone. Ce groupe, présidé par S. Raine Wallace, de l'Institut de recherche américain (AIR), se réunit pendant dix jours en juillet 1967 et conclut que « l'aide à la pacification et la lutte idéologique sont les deux principaux domaines sous le responsabilité du dépar-tement de le défense ; le réalisation de ces nouveaux impératifs passe par les sciences sociales et humaines qu'il feut faire progresser vigoureusement al l'on veut que nos opérations soient efficaces > (5). Pour surmonter les réticences de certains universitaires à travailler pour le Pentagone, le groupe la création d'un organisme indépendent qui patronneralt les travaux de recherche délicats concernant l'étranger.

Conformément aux recommandations du groupe, le Pentagone e entreprie de transférer ces - traveux délicats - à des egences non militaires, en particulier le

dépertement d'Etat, l'Agence pour le développement Internetional (U.S.-AID) cation et du bien-être. En outre, tous cas projets doivent depuis lors recevoir pour les affaires étrangères du dépertement d'Etat, organisme créé par le président Johnson en 1965 pour éviter que ne se renouvellent des scendeles

- Certes, reconnaisseit en 1965, devant ume commission du Congrès, le général William W. Dick, ancien chef des ser-vices de le recherche de l'ermée de terre, le projet Camelot e bien été annulé, mais cela ne signifie nullemant que nous avons fait mechine an arrière par rapport

(Lire la suite page 14.)

(1) Michael C. Conley, « The Military Value of Social Sciences in an Insurgent Environment ». Army Research and Development, novembre 1966, p. 22.

(2) Chambre des représentants. Commission des affaires étrangères, Behavioral Sciences and the National Security, Hearings, 89° congrès, deuxième session, 1966, IXV partie, p. 72.

(3) Communiqué de presse du SORO, 4 décembre 1964, cité par Irving Louis Horowitz, The Rise and Fail of Project Camelof. MIT Press, Cambridge (Mass.), 1987. pp. 47-48. (4) Voir Horowitz. op. ctt., pp. 3-44. (5) Commission des affaires étrangères

le contrôle des ports et des chemins de fer. En 1968 et 1969, uunées qui virent les universités japonaises s'enflammer, quatre des treize divisions de forces d'autodéfense so trouvaient en Hokknido, l'île septentrionule de l'archipel, point stratégique d'une éventuelle attuque soviétique, tondis que les neuf outres divisions étaient basées autour des grandes egglomèra-tions du Jupon contral et du Kuyshu. L'apposition socialiste et communiste voit

dans le nouvel accent mis sur ces tâches de sécurité intérieure l'indice d'une résurgence du militarisme un Jupon. Il est possible que, d des circonstances troublées, les kidotai (C.R.S. locaux) ne soient pas suffisants et que le gouvernement fasse appel à l'armée. Cotte éventualité ne peut que renforcer progressivement le position de l'Agence de défense dans le jeu politique. D'autent qu'u maintes reprises il o été question d'accroître les forces armées pour l'accomplissement de leur mission de maintien de l'ordre (3).

# L'"arsenal du monde libre"

SI ce rôle demeure paur l'instant en grande D partie virtuul, le poids des forces armées duns le processus économique est tout à fait tongible. Des relations étroites existent entre la grande industrie et l'Agence du défense. Elles trouvent leur origine dans les liens qui truditionnellement, unissent un Jupon les milieux d'affaires et le classe politique. Mais cette interpénétration peut entraîner des conséquences graves sur l'évolution du Jupon.

Les besoins de l'armée sont définis par le comité des chefs d'état-major des trois armes qui coordonne les ubjectifs. Ces besoins sont chaque année plus importants, si bien que, 1970, a été adopté le principe de « budgets roulants » qui permet de révise paur chaque exercice un plan de défense établi sur cinq ans. Or l'adoption de co système ne fut pas une initiative de l'Agencu de défense mais du ministère des finances, sur le pression des milieux industriels.

Une Association des judustriels de l'armement (Boei sobi kokusanka sodankal), qui npère en liaison étroite avec l'Agence de

défense, u étè créée en 1961. Cette Industrie, on uu l'a pas assex souligné, u joui un rôlu considérable dons le redressement économique du pays. En 1951, le copacité de productiur da Japon était tournée à 72 % vers le fobrication d'armements (4). En avril 1952, buit cent ciuquante-nouf industries accaparées par les Américains au titre de réparations de guerre étujunt restituées à leurs uncions propriétaires : parmi elles, trois cent quatorze usines d'urmements, cent trente et un ursenaux militaires et vingt-cinq centres de recherche sur l'ar-

En faisant du Jupon l'« arsenol du munde libre » dans lu Pucifique, les Américains unt sons deute uccéléré lu relence de l'économie nippone mais ils unt aussi permis la reconstitution partielle des greuds gruupes qu'ils avaient brisés nu lendemaiu de le défaite. Les commaudes américaines contribuèrent en outre à l'améliuration de lu balance commercluie de Japou avec les États-Unis : en 1958-1959, elles paranettaient encore de financer 14 % des importations du Jupau (5). La gnerre du Vietnam jonn næssi un rôle : en 1968, les commandes uméricaines uu Jupon à des fins militaires dépassalent 600 millions du dollars. An cours du ces vingt dernières nunées, l'industrie de gnerre japonnise n'a pas chàmé. Gradaullument, stimulée par les commandes uméricaines, elle s'est consucrée à l'équipament des forces d'untodéfense. A lu fin des années 60, elle était en mesure de produire tous les types d'urmements couventionnels, depu sous-marins jusqu'aux avions à réaction.

L'industrie de gnerre japonaise est très concentrée. Les commandes sont captées par un nombre restreint de grands groupes, ce assure à ceux-ci unu positiun de farce vis-à-vis de l'Agence de défense pour négocier les prix. 65 % des contrats sont obtenus par les dix principeux fouraisseurs. En tête vient le groupe Mitsubishi, représenté pur la société Mitsubishi Heavy Industries et par Mitsubishi Electric : un total, 36 % de l'ensemble des contrats passés par l'Agence dens le codra de IV<sup>e</sup> plon de défense (6). Ca groupe obtient une part considérable des comm domaine de l'uéronautique et de l'électronique. Mitsui, qui a perda les positions qu'il détenuit ayunt la guerra, tente unjourd'hai de regagner

du terrain. Il o constitué un comité avec Tokyo Shibauro Electric, Ishikawajima Hurima et Nippon Steel pour entamer le monopole de

Ces repports économiques sont affermis po le phénomène que les Joponais appellent « lo descente du ciel > — le passage duns lu secteur privé d'unciens fonctionnaires de l'Agence et d'officiers supérieurs en retraite. On estim qu'untre 1964 et 1970, quatre-vingt-quinze généraux se sont uinsi reconvertis, onze ubtenant des postes de directeurs et soixantequutorze des postes de conseillers ; deux cent puurante-deux colonels eut foit de même. Tuus se dirigent vers les entreprises travuillant

Actuellement, un na peut pas dire que la marche des sociatés uipposes dépende de l'industrie d'urmement. Les dépenses pour le défense ne représentent que 0,88 % du produit national brut japonais et la production d'armements 6 à 7 % senlement des ventes de Mitsubishi Heavy Industries par exemple. Toutefois, les structures sont en place qui per-mettraient an essor très rupide d'un véritable « complexe militaro-industriel ».

Depuis la fin des unnées 60, les milieux d'affaires pressent le gauvernement d'accroître ses commandes d'armement. Ces pressions s'exercent dons doux directions : d'une part, vers une « joponisation » des ormem d'autre part, vers leur exportation.

Selou un iudustriel japonnis, les « Phantom F-4-E » dont se sont équipées les forces d'auto-défense no cours du IV° plan, « seront sans doute les derniers oppareils que le Jupon achètera à l'étranger ». Anjourd'hui, l'industrie jnponaise répoud à 93 % uux commandes de japonaise repoud u y5 70 una communication l'Agence de défense. Cependuut, en poursuivant la « japonisation » de son matériel (nvions FS-T2 et C1, hydravions ASM PS 1, chars et véhicules blindés), l'Agence se heurte au problème des contes, qui ne cessent d'ungmenter en Jupon. Ces dernières unnées, certains contrats ont été déficituires pour l'industrie privée. Dans ces conditions, les dirigeants de l'industrie souhuitent que le gouvernement accepte de développer les exportations d'armements, limitées jusqu'û présent oux seuls équi-pements défensifs. Outre un profit accru, les

stabilité des régimes politiques dans certains pays d'Asiu nn le Japon u fortement investi. Pour le première fois depuis 1945, le Livre binne sur la défense, publié en 1970, u évo-que la possibilité pour le Jupon de se deter

d'une nrme uucléaire. Le pays dispose düjû de fusées « Nike Hurcules », uduptées por l'aviation japonaise sons le nom de « Nike J », dont lu tête est chargée d'un esplosif urdinaire mais qui pozrrait contenir nno charge nucléaire. Le parlement japanuis u'u ĵumais retifié le traité de non-prolifération des urmements uucléaires, signu pur le premier ministre Sato un fevrier 1970. Le Jupon possèdu indéniablement lu cupocité

industriellu et scientifiqnu qui lui pormettrait de construire des urmes ntemignes. Tuntefois, paur l'instaut, les nuterités japanuises sumblent la ligne militaire snivie depnis plusiums années. Riun, duns l'organisation, l'équipement et les missions des forces d'autodéfense nippones

ne pareît indiquer û l'heure natuelle que les Japonois veuillent céder au vertige de lu puissonce. Mais cette paissance passèdu nau logique interne ut le réarmemunt progressif du Jupon u'est sons doute pos terminé.

PHILIPPE PONS.

(3) En 1966, à l'initiative d'ancteus officiers de l'armée impériale, un projet prévoyait la création d'une force de réserve de 320 000 hommes ; vollà quelques années, on pensait eréer uns milies d'un million d'hommes et un « corps de sécurité » de 60 000 hommes avec des anités dans chaque préfecture sur le modèle de la garde nationale, un élection. nationale américaine.
(4) Cf. Chitoshi Yanaga, Big Business in Japanese Politics, Yale University Press, Londres,

Jopanese Politics, Yale University Press, Longres, 1968, p. 255.
(5) G.C. Allen, A short History of Modern Jopan, 1867-1937 (with a supplementary chapter on Economic Recovery and Expansion, 1945-1960), Frederick A. Praeger, New-York, 1968, p. 173.
(6) L'armement est une activité traditionnelle ches Mitsubishi. Au cours de la guerre du Pacl-Ique, le grospe produisait 47 % des carlingues et 56 % des moteurs d'avion. Les chasseurs « Zero » étalent notamment produits par Mitsubishi. Dès 1952, lorsque fut crée le comité mixte pour la production d'armements, le poste de président revint e tout saturellement » eu président de Mitsubishi Heavy Industries pendant la guerre, M. Gok. Ce sont aujourd'hui eucore des dirigeants de Mitsubishi qui président les différents comités sur l'armement du Kridanren (Fédération des organisations économiques).

### (Suite de la page 13.)

En fait, le Pentagone evait jugé plus de recherche couverts par Camelot entre plusieure universités et instituts triés sur le voiet. En 1966, SORO devenalt le Centre de recherche sur les systèmes socieux (CRESS) : de nambreux prolets secondeires rettachés à Cameloi se retrouvèrent entre les meins des mêmes personnes qui devalent e'en cherger du temps de Camelot. La programme de trevell du CRESS pour l'année fiscale 1967 compreneil notamment une étude eur « le développement de modèles anslytiques des processue sociaux - qui se proposait de - développer une simulation rapides changements politiques, gociaux et économiques (dans le but de) créer un environnement de réfèrence pour évatuer l'impact de mesures politiques, éco-

Birmanie

Corée de Nord ..

Corée de

Inde ...

Japoe ...

Malaisio

Mongolic

Nepal ....

Pakistan

Philip-pines

Singapour

Sri-Leaks.

Taiwan .

Thailandc.

Lous ....

Vietnam du Sud.

(800/900)

33.8

588.5

126,8

109,4

1,4

11,5

58,7

41,4

23

Chino

être prises dens la cadre d'une telle

société ou par rapport à elle » (7). Une autre étude proposait « quelques des clandestins dans les insurrections » perce que, salon ses promoteurs, « Il est vital pour les intérêts militaires amaricains, en particulier pour l'ermée de terre, d'avoir une compréhension aussi complète que possible de la nature des clandestine - origines, affiliations, orgenisetione, missione, etratégies, méthodes d'action et relations avec d'autres élémenis de l'ensamble du mouvement révolutionnaire tels que les unités de gué-

Do son côté, la Rand Comporation se vit chargée par l'agance de recherche du Pentagone de réaliser une série d'études confidenfielles sur - les motivations et le moral du Vietcong ., à partir d'entretiens exhaustifs avec des prison-

101

(4 090 à 12 008)

2 443

3 \$35

311

579

136(\*)

235(\*)

774

365

452(\*)

(estima-tioe 1973 en mil-liards de dollars)

5,3 (1972)

2,6

(105 à 140) (rev. nat.

3,5 (1972)

12,6

78,6

14,5

439,4

€,7

2.7

8,6

10,6

3,4

2,1

9,4

9,2

(1972)

1,8 (1972)

2,7

98(\*) 1,5 (1971)

1 (1972)

FORCES MILITAIRES ET PARAMILITAIRES EN ASTE

FM : Forces militaires PM : Forces paramilitaires

FM: 26 500
16 000 National Defense
Forces
23 000 Raugiadesh Rifles

FM: 159 680 PM: 35 600 People's Police Force

FM: 2550 000 Secority & box-der troups ± 5 000 000 (milice)

FM: 467 000 50 000 Security Forces PM: 250 000 (milice)

PM: 2000 0--. PM: 556 600 PM: ± 100 000 (forces de sécu-rité des fron-tières - BSF)

FM : 270 000 ( ± 12 000 police (brigade mobile) 100 000 (milice)

PM: 66 200 PM: 13 000 (Police Field Force)

FM: 392 000 30 000 forces armées el-PM: viles

FM: 21 700
9 000 forces de défense
FM: populaires
2 compagnies de potice

FM: 195 500 (49 000 (Volunteer De-fense Corps) PM: 14 600 (Police des fron-tières - B.F.F.)

PM : 220 500 (Phuom-Peuh)

(62 880 (armée royale) 33 600 (Pathet Lao et ( geutralistes)

(± 1500 000) milice (20 000) (troutière et sé-

565 000 (Salgon) 30 000 réguliers + 30 000 maquisards (F.A.F.L.N.)

325 000 forces régionales (Salgon)
200 000 forces populaires (Salgon)
1 400 000 forces populaires (Salgon)
1 400 000 forces populaires défense
(Salgon)
15 000 Potice Fle I d
Force (Salgon)

Source: The Wiltery Balance 1974-1975, The International Institute for Strategic Studies. Londres, 1974, pp. 48 et sq.

PM: 55 000 PM: 34 900 (Constabulary)

FM: 491 000 PM: 175 000 (milice)

FM : (583 000)

viles 10 000 Garde nationale

FM: 625 000 PM: 2 000 000 (milice)

FM : 233 000

FB4 : 29 000

FM: 20 500

équipe de le Rand eu Vietnam du Sud. Salon le génére) John W. Vogt, - ce qu'on voulait. c'était avoir une idée de ce qui feit que le Visicong tient le coup. Pourquoi est-ce que le soldat vietcong décide de se battre de son côté plutôt

que de railier le gouvernement tégitime du Vietnam ? » (9). La recherche contre-insurrectionnelle e'orientail eussi dans une autre direction : le projection de « modèles « historiques ou prévisionnels délimitant les étapes de l'Insurrection et les résultats probables des diverses contre-mesures étanes. En 1965. Abt Associetes, de Cambridge (Massachusetts), mit eu point une eèrie de laux de contre-insurrection dans lesquale des joueure, représentant insurgés, villageoie et soldats gouvernementaux, se livrent à des elmulacres de menœuvrea etratégiques contre-insurrectionnelles (10). On put einsi s'epercevoir qu'un emploi excessif de le lorce militeire par l'un ou par l'eutre des belligérants conduireit à le défaite el t'on ne s'était pas assuré euparavant de la loyeuté des villegeois. Rien là de bien surprenant - at pourtant, cele devalt des équipes de « cedres du développemeni révolutionnaire » qui furent envoyés dans les hameaux sud-vietnamiens pour tenter de reiller la population eti régime de Salgon

La mise au point de modèles exige une grande quantité de données historiques eur des cas concrets d'insurrection et de contre-insurrection. D'où l'intérêt particulier que porta le Pentagone sux expériences des puissances européennes qui eurent à lutter contre des mouvements de libération dans leurs colonies d'Afrique et d'Asie après la seconde guerra mondiale. Au début des années 60, à le demande du département de la détense, le Rand prépara des rapports eur des sujets tels que « Renseignements antiguéritla en Malaisie », « Transferts de population el contrôle alimentaire en Malaisie de 1948 à 1960 - ou - Pacification en Algérie en 1956-1958 », tandie que la Research Analysie Corporation falsait une étude sur les « Opératione héliportées dans le guerre frenco-eigérienne ». Quant eu programme des « hameaux stratégiques » eu Vietnam et aux mesures de pacification qui e'y rattachent, on eait qu'ils e'inspi raient des déplecamenta de pop effectués par les Britanniques en Melel-sia (11).

une série d'études sur le « rôle des militaires dans les pays sous-développéa -. Deux ans plus tard, le CRESS entrepreneit de coordonner l'ensemble de ces recherches et les collationnait dans une étude financée par l'ermée de lerre sur « les changements du rôle des militaires dans les nations en voie de développement » (12).

En dehors des travaux effectués eu cantre même, le CRESS est autorisé à passer des contrata de sous-traitance evec certaines universités pour la recherche sur le terrain. Le plus important de ces contrats est allé au Centre d'études sur l'organisation sociele de l'université de Chicago, pour la préparation d'une série d' « études de sociologle militaire ». Sous la direction de Morris Janowitz, l'équipe de Chicago a. étudie les élites militaires en Afrique. eu Proche-Orient et en Asie.

Ces études sont complétées par des recherches sur les autres couches de le populetion (étudients, technocretes, milieux d'affaires, oligarchle tradition-nelle) qui louent un rôle Important dans

# Recherches sur les minorités et sur les élites

UN des principaux objectifs de la stratégle de contre-insurrection eméricaine consiete à mobiliser certains éléments pour lutter contre les mouvements de libération dans leur propre pays ou dens des pays voisins. Le programme d'essistance militaire, le programme d'elde à l'étranger, etc., ont pour but de créar dane chaque pays du tiersmonde des clientèles eusceptibles de fournir des troupes pour les opérations de contre-quértila dirigées par des Américains. Avant d'entamer le processus de • mercanerisation •. Il faut disposer d'informations complètse sur l'histoire.

la religion, le culture et la composition sociale d'une société donnée, efin de choisir les méthodes de coopizition les plus eppropriées. Cate euppose des recherches anthropologiques et sociolo-giques qui terent apparaître les valeurs, de communication qui se prêtent le mieux à une manipulation extérieure.

En raison de enn rôle central dans les progremmes américains de contre-insurrection, le groupe social qui présente le titué par les officiers des forces armées Indigènes. Dès 1982, la Rand aveit publié (7) Université américaise. Cestre de recherche sur les systèmes sociaux. CRESS Work Program for Fiscal Year 1967, Washington. 1968, p. 25.
(8) Andrew Molnar, Undergrounds in Inturgent, Revolutionary and Resistance Wariare, Washington. Université américaine, 1963, estraits.
(9) Behavioral Sciences Hearings, op. cit. p. 80.

(9) Benaviral Sciences rearrings, op. cit., p. 80.

110) Ces jeux compressiest AGILE-COIN, jeu de contre-insurrection urbaine, et Politics, « jeu de contre-subpersion et de contre-conspiration ». Cité par Helly J. Kinley. « Development of Strategies in a Simulation of Internal Paradictionarie.

(11) Pour une étude détaillée de l'infile one de l'expérience malaisienne, voir Roger Hisman, To Move a Nation, Doubleday, Garden City, N.Y. 1967, pp. 429-435. (12) CRESS Work Program 1967, op. ett., p. 21.

# Au Tonkin, combat de Nam-Dinh, le 19 juillet 1883...

Depuis la conquête coloniale, la guerre en images d'Epinal

et l'Occident s'efforce désormais d'entraîner des ormées a indigènes »



Depuis plus de deux mois la garnisce française de Nam-Dinh était bléquée par les Pavillons Noirs et les Annamites, et la place entièrement investie. — Le 19 juillet une sortie fut décidée. — Une moitée de la garnisce fut embarquée sur une jouque qui desemerement avesne. — Le 10 juillet une sorte int décidée. — Une moilié de la garnison fut embarquée sur une jonque qui descendit le caual sans être remarquée. Par este babile manouvre, cette colonne parriot sur les derrières de l'enocmi. — Le lendeomin nos suldats, sons les ordres du l'intenant-colonel Badens, attaquérent si rigoureusement les Annanites et les Pavillons Noirs que evux-ci, complètement surpris, ne parent opposer qu'une laible résistance et lure d'albutés et passés en grande partir par les armes. — La scine fut terrible, car plus d'un millier d'ennemis tombérent sons les coups de nos intrépides marine et soldats de marine qui, en outre, leur colevirent 7 canons. — Les pertes de coure côté furent inségnifiantes, et ce brillant conduct e dignement veugé la mort du brave commandant l'úvière, tué le 10 cui 1863.

# La dictature pour "restaurer" la démocratie

Corée du Sud

E couvre-feu à minuit, les ponts et eutres points stratégiques gardes militairement, les terrains de manœuvre près des usines de six cent vingt mille hemmes (le troisième force militaire d'Extrême-Orienti : taut rappella que la Corée de Sud se veut ac état de guerre. Depuis le 27 juillet 1953, date de l'armistice de Panmunjam, ancue traité de paix n'est, en effet, intervene entre les belligérants. La sécurité nationale est, selon les dirigeacts du Sud, le priorité absolue.

A l'origine, le coop d'Etat militaire du 16 mai 1961, qui parte au pouveir la junte du général Park, avait pour but de restaurer une democratia véritable et de constraire le poys. La révolution militaire ne signifie pas la

destruction de la démocratie en Carée. C'est. ou contraire, un moyen de lo sauver : Il ne s'agit que d'une Intervention chirurgicale pour extraire une tumeur maligne, sociale et poli-tique », devait écrire peu après le général Si, ee treixe ens, sous le férule du président

Park, la Corée de Sud a conne un dévelop-pement économique remarquable mais, à bien des égerds, fragile, la démocratie democra la grande absente. Certes, du point de vue consti-tutionnel, depuis 1963, le Corée du Sad vit sous un régime civil (le refonte de la Constitu-tion en 1972 n'a rien changé à ce principe : elle a'a fait qu'étendre d'une manière prati-quement illimitée les pouvoirs de président Park). Mais ce que les dirigeants se plaisent à nemmer « démocratia coréanne » n'en a pes moins des caractéristiques porticulières. D'une port, c'est un régime extrêmement autoritaire qui, selon les critères habituels, se rapprocherait platôt d'une dictature. A Sécol, d'ailleurs es est lain de nier le coractère musclé de la « démocratie coréenne ». La « menace du Nord », argue-t-on, interdit qu'il y ait place en Corés de Sud pour une démocratie telle qu'en le conçoit ailleurs. D'eutre part, pour civil qu'il soit, le régime du président Park d'en a pas moins gardé son enracisement roilitaire originel. En fait, les lois martiales qui se suc-cèdent, les postes de décision, occupés por d'anciens afficiers, les tribunoux d'exception qui s'éternisent, sont la preuva que l'armée demeure la clef de voûte da pouvoir.

Le rôle prééminant des militaires dans la vie politique et dans l'administration du pays est bien antérieur au coop d'Etat de mai 1961. Il était logique qu'au lendemain de la guerre, dans un état de semi-belligérance exercerbé pa la « guerre fraida », l'armée conservât uz rôle important. Mais, dens la mesure au elle était le seule force structurée et bomogène, elle

apparut rapidement comme le support tout trouvé du règime de Syngman Rhee, le pré-sident de la première République (1948-1960).

L'Intervention de l'armée dans le vie politique da pays débute dès le mois de mai 1952 : Syngman Rhee fuit appel aux militaires et proclame la loi martiale pour faire passer un amendement constitutionnel. Les déput position sont arrêtés sous incalpotion de cor plot communiste. Ceux qui restent en liberté sont contraints de voter l'amendement, avec lu police militaire dans l'hémicycle. Dès lars, certains officiers de haut rang, comme le génécertains etticies de hant rang, comme le géné-ral Kim Chang Yang (chef de contre-espisa-nuge) et le général Wen Yang Dok (comman-dant suprêsse de la police militairel, voet jouir d'un pouvoir illimité. Zerrempus à l'extrême, quelques chefs d'état-major sont deveaus les piliers de parti libérel majoritaire. Une poignée de généraux tiennent les leviers de commande, détournent les fonds, placent leurs hommes contrôlent les rominations daes la hiérarchie militaire et arganisent les élections (les bareaux de vote étaut de préférence placés à l'intérieur des cusernes),

# Rivalités et dissensions internes

A corruption, l'incurie et l'incapocité de gouvernement Syngmoe Rhes n'euroient sons doute pas suffi à provoquer la chute du vienz dictateur oprès les émeutes étudientes consecutives aux élections truquées de 1960 si en autre facteur n'aveit joue : les rivalités au sein de l'armée. Le « sommet » de la hiérarchie militaire avait, certes, profité à outrance du régime Syngman Rhee, mais les subalternes étaient loie d'y avoir trouvé leur compte. Il régnaît pormi les officiers supérieurs un senti-

ment de frustration et de raccour face à la détérioration de leur situation sociale et matérielle, alars que les généroux en place bloqueient toutes les promotiens. Larsqu'en avril 1960 éclatent les manifestations étudientes, l'armée ne bouge pas. Une semaine après la chute de Syngmee Rhee, le 8 mai, le pressier signe des luttes intustines porsai les militaires apporaît : une campogne de « purification » de l'armée est lancée à l'initiative de neuf jeuses calende, manui les quals trait benefic par les parties parties parties parties parties par les parties parti slonels, parmi lesquels trois hommes q ticipèrent eu coup d'Etat de mai 1961 : les colocels Kim Jong Pil laujourd'hui premier ministre), Kim Yong Uk et Kil Chae Ho. Le mouvement fait rapidement tuche d'huile mois il est étouffé sur les injonctions de l'ambasode des Etats-Unis, qui y voit un risque d'affaiblissement de l'armée. Un certain nombre de gonéraux sont cependont limogés.

« Quand la président ou le vice-président sont dans l'incapacité d'assurer leurs respon-sabilités, le plus jeune membre doit agir à leur place. » L'article 6 de la loi sur l'état d'urgence proclamée par le junte militaire en mai 1961 et qui instaura le Conseil suprême pour la reconstruction actionnée. struction nationale se situe dans la ligue directe de la campagne pour la purification de l'armée et traduit très précisement l'arrêreplan de coup d'Etat : le conflit entre les vieux généraux corrompus et mélès aux intrigues poli-tiques, et les jeunes officiers exclus de pouvoir. Contrairement à ce qui se possa au Pakisten ou en Sismanie, le coep d'Etat militaire en Corée du Sud n'est pus mené par les commendants en chef de l'ermée mais por des officiers de sucond

(1) Park Chung Hee: Our Nation's Fatth: \*!deology of Social Ecconstruction, Dong-A Publishing House, Séoul, 1962, p. 197. Le général Park reprensit en fait à son compte l'expression employée dans un discour du 22 juillet 1954 par Gémai Abdel Nasser.

les sociétés sous-développées. Il a'agit d'identifier les groupes acciaux qui, pour des raisons politiques, idéologiques ou financières, sont susceptibles de servir ou de contrecarrer les intérêts américains dans un secteur donné. L'U.S.-A.I.D., par exemple, e largement subventionné l'Asia Boclety de New-York pour des recherches, notamment sur les élites vietnamiennes.

Les groupes à l'autre bout du spectre social — les minorités ethniques, reli-gleuses et nationales — font égelement l'objat d'études financées par le Pentagone. Le Centre d'analyse de l'information culturella (CINFAC) du CRESS tient à lour sur ordinateur la liste des travaux d'anthropologie publiée oux Etats-Unia - dont les auteurs sont souvent loin de se douter qu'ils contribuent ainsi à la préparation d'opérations militaires. Lorsque les connaissances académique sur des minorités présentant un intérêt stratégique font défaut, le Pentagone parraine directement dus recharches. Depuia l'apparition de la guérilla dans le nord de la Thaïlando, les peuples des hautes terres, notamment les Méos, sont particulièrement choyés é cet égard. Peter Braestrup, envoyé spécial du New York Times & Bangkok, eignalait en 1967 qu'un tiers des fonde du département da la défense consacrés é la recherche en Thailande était affecté à des études sur la comportement at l'environnament Il rapportait les propos d'un charcheur qui lul lalsalt remarquer qu' - autrefols le bonna vialile recette pour réussir en contre-guérilla, c'ételt dix soldats pour un maquisard; eulourd'hul, c'est enthropologues pour un maquisard 1 -. Plusieure équipes d'anthropologues américains, ajoutait-il, s'étaient installées dans des communautés montagnardes pour en étudier les coutumes et les croyances (13).

Comma pour les études sur les àlites, c'est le CRESS qui est responsable da la coordination de la recherche sur les minorités du Sud-Est asiatique. Ce centre

e public en 1966 un guide pratique des « groupes minoritaires dans la République du Vietnam - (14) avant de lancer un vaste programme de recherche sur les coutumes et l'organisation sociale des minorités du Vietnam du Sud « avant une importence militaire > - tout cela pour la plus grand bénéfice des cadres des forces apéciales et de le C.i.A. responsables du recrutement, de l'entralnement et da l'encadrement des groupes irréguliers de défense civile eu Vietnam du Sud, de l'≪armée clandestine = au Laos et d'autres groupes semblables

Plutôt que de reconnaître la nature ssentiallement potitique du champ d'in-

### BIBLIOGRAPHIE

- Daalder, H., The Role of the Daalder, H., The Role of the Military in the Emerging Countries, La Haye, 1962.

  Finer, S.E., The Man of Horseback: The Role of the Military in Politics, Londres, 1962.

  Frank I.A., The Arms Trade in International Relations, New-York, 1969.

  Johnson John J. (éd.), The Role of the Military in Underdeveloped Countries, Princeton, 1962.

  Kennedy Gayin, The Mili-
- Kennedy Gavin, The Mili-tary in the Third World, Duckworth, Londres, 1974. SIPRI (Stockholm International Peace Research Insti-tute), Yearbook of World Armament and Disarmament. Stockholm, 1974.
- The Military Balance 1974-1975. The International Ins-titute for Strategic Studies, Londres, 1974, 104 p. Sixategic Survey 1873, The International Institute for strategic Studies, Londres, 1974, 104 p.

tervention des insurgés, les stratèges militaires ou universitaires veulent voir l'insurrection comme un « système », un processus mécanique susceptible d'être manipulé de l'extérieur.

Par la manipulation des systèmes socieux, te contre-révolutionnaire doit parvenir à identifier les « epports » dont peut disposer un gouvernement à chaque étape d'une insurrection pour empêcher ou retardar au maximum le passage à l'étape sulvante. Ainsi, lorsque les insurgés se contentent d'una agitation polltique, les apports gouvernen vent prendre la forme de programmes d'action civique destinés à réduire l'hostilité des paysang envers les autorités. Lorsque les insurgés se livrent à des attaques de guérille, le gouvernement peut lancer des opérations de ratissage pour couper les maquisards de leurs sympathisents dans les villages. Enfin, quand la couvernement a perdu la soud' - apport - guire que les bombes et les obus qui rendent toute activité humaine impossible dans les « zones de tir libre » entourant les lorteresses gouvernemen-

rédult, pour la contre-insurrection, l'uti-lité d'opérations politiques et augmente ea dépendance à l'égard des moyens da combat tachnologiques. Que cette facon de considérer la contre-révolution soit en fait un recui par rapport au terrain d'affrontement réel da la lutta politique et idéologique, c'est ce qu'a clairement démontré la Vietnam, où la plus intense campagne de bombardements de l'histoire et la programme d'assassinats systématiques de l'opération « Phœnix » n'ont pes réussi à neutraliser l'efficecità politique du Front national de libération. MICHAEL T. KLARE,

(13) The New York Times. 20 mars 1967. (14) Distribué dans l'armée de terre, brochure n° 550-105 du département de l'armée de terre.

# UNE ÉTROITE COOPÉRATION

N dehors des pectee de défense lient plueleurs pays (OTASE, Conseil de l'Asie et du Pacifique, CENTO), les militaires asiatiques — au pouvoir ou non — entretiennent souvent entre eux des relations étroites. Formés au même moule anticommuniste issus de l'armée coloniale ou sor tis d'écoles de formation occidentoles (on particuller amàricalnes) ayant à faire face é des problèmes similaires (sous-développe tation de forces centrifuges ou sub-varsion communiste), il était dans le nature des choses qu'ils se prê-

La manifestation la plue sporta-culaire de cette « coopération » antre militaires a été la confilt indochinois : corps expéditionnaires aussi eustralian at néo-zélandals, conting nt philippin, mercenaires vanus de Taiwan ou d'ailleure ont participé aux combats eu Vietnam du Sud. Des mercenaires thallandais, payés par la C.L.A., ont long-temps opéré ou Laos, parfole sous l'uniform 's l'armés royels.

Instruits per l'expérience, les Américains ont agt avec beaucoup plus de prudenca au Cambodga après le renversement en 1970 du après le renversement en 1970 du prince Siharu.uk. Certes, les troupes da Saigor sont à plusieurs repness intervenues directement et en masse en territoire kinner, da même qu'au Laos. Mais ce sont surtout des mercenaires kinners krom (kinnere d'origine, venus du Vietnam du Sud ou da Thallande) et tatwanals, philippine, theilendale
— marins recrutés à Hongkong
pour servir d'équipage aux navires
revitalitant Phnom-Penh par le revitalisat Phnom-Penh par le Mékong — qui ont Jouà et continuent da Jouer un rôle important. 
Alnsi, l'aviación cambodglanne est d. meia, à la suita du bombardement à deux reprises, par des aviateurs 
khmers, du palais présidentiel.

Le coup d'Etat de 1970 avait été précédé de contacts étroits avec le régime militaire indonésien. Des officiers indonésiens d'étalent rendus au Cambodga au début de l'an-nés. L'expérience acquise lors du coup d'Etat anticommunista du coup d'Etat anticommunista du 30 septembre 1965 é Djakarta àtait utile aux putschistes de Phnom-Penh. Des soldats khmers ont été, par la suite, entraînée à Java, prés de Bandoung. Le marechal Lon Nol de Bandoung, Le merechai Lon Noi é l'époque du prince Sihanouk, entreten 't eussi de bonnes rela-tions avec l'armée birmane du général Ne Win at e'àtait intéressé

Peu de temps avant l'instauretion de la joi martiale aux Philippines, en septemi 1972, le gancie Maraden Panggabeen, ectuel ministre da la sécurité et da la défense, et é seconde et da la delensa, et e l'énoque chel d'étal-major indoné-sien, e'étalt aussi rendu discrète-ment à Manilla. Ses conselle devalent porter leurs fruits...

# Le rôle de Taïwan

Le régime nationaliste de Taiwan est très lià à Manille. Il ne se contente pas d'apporter aux gourègion un soutien an mercenaires, en fonds, en malériel ou en forma-tion de cadres dans ses écoles militaires. Cette politique lui per-mat de maintenir des relatione avec les pays volsins et da les incitsr à ne pas reconnaître le Chine popu-laire. Il possède eu nord da la Thailundo al da la Birmanie, dans des zones incontrolées, des bases permettant à la tois de laire de tructueux Irefics da drogue et da servir de points de départ pour des taiwanais ont élé arraisonnés au

La Corée du Sud antretient des

comme avec certains milleux mili-taires et conservateurs japonals. La péninsula coréemna n'a-t-elle pas été considérée par des stratèges mippons comme faisant portle da l'aire de défense da l'archipel? Tokyo a tormé evant 1945, alore que la Corée était colonie impériale, de nombreux cedres de l'arnaie, de nombreux centres de l'ai-mée eudiste, dont le chef da l'Etat, la générel Park Chung Hee. Le pré-sident da le République Indoné-sienne, le ganàrai Suherto, est, lui ausel, passé pendant la guerre par un institut militaire japonais. Le un insurut militaire japonais. Le Japon a construit une usine de munifions aux Philippines. Les industriels spécialisés dans le fabri-cation da matériel militaire, en par-ticulier Mitsubishi, espèrent trouver un jour des marchés pour leure pro-duits en Asia du Bud-Est.

En Malaisie, l'àcole de jungia da Johore-Baru, au eud da le péninaule, crèée par les Britanniques pour lutter contre l'insurrection du parti communiste malais après la guerre, a vu défiler des staglaires da nombreux pays, y compris des Américains. Des controllers en ladesiens cont allés g'entreînor en Inde. siens cont alles d'entrellior en Inde. Longtempa tendus, à l'époque du président Soekamo, les rapports entre militaires malaisiena et indo-nésiens se sont resserrés depuis jusqu'à établir une coopération à Boméo pour réduire les guarilles pro-communistes du Paraku. Pour sa part, Singapour a longtemps préea part, Singapour a longuemps pre-téré coopérer avec des pays déve-loppés : Austrelie, Nouvelle-Zèlande, Grant >-Bretagna et Israél, avent que la criso du pétrole ne le rap-procha, oar intérêt, des Arabes.

### Dans la zone d'influence indienne

L'inda est liée depuie 1972 per un traità d'alliance avec le Bangla-desh : c'est d'allieure l'intervention desh : c'est d'allieure l'intervention de l'armée Indienne qui a permie la naissance de ce nouval Etat. Depuie l'Indépendance l'Inda a particioé à des opàrations mixtes avec les forcas bangaleises (dans les Chittagong-Hill-Tracts et les Sunderbane, notamment). Elle fournit armes et maténei é calles-ci at commencé à leur regiliter une a commence é leur realituer une petite partie du matériel pria aux Pakistanala en 1874 Pakistanala en 1971, Mals New-Delhi acmbie accorder plus d'ettention aux Rakki Bahinis, milice tention aux Hakki Baninis, milice é la dévotion du parti au pouvoir da M. Mujibur Rahmen; pour un quart ou un tiers, ses effectits seralent issus de l'armée indienne.

Plue au nord, le protectoret du Sikkim comme le royaume du Bhoul-n oni confié leur défense é l'inde, qui y cantonne d'importantes unités chargées da garder la fron-tière avec le Chine. L'armée royale bhoutanelse est encadrée par des Indiens. Enfin, les forces Indiennes sont infervenuas en 1971 à Sri-Lanka, à la demande du gouverna-ment de Mme Bandaranaike, qui devalt faire lace au soulèvement de la launesse révolutionnaire.
Avieteurs at merins indians parti-cipèrent à des opérations dans l'ila, dont l'arméa, jusqu'alors assez faible, n'a depuis cessé da se renforcer.

Les liens noués entre régimes Les llens noués entre réglmas militaires ou entre establialments militaires ont une importance considérable. C'est aur la formule « l'Asie aux Asiatiques » — c'est-à-dire, en fait, « des Asiatiques » — que MM. Nixon et Kissinger ont londé leur politique de dégagament da laurs forces pour las remplacer per des troupes locales. Cetta alretégie des troupes locales. Cetta alretégie n'a pas remporté loua les succès acuhaltés, mais elle a parmis à plusieure gouvernamente menace:

PATRICE DE BEER.

### ...et la prise des forts de Hué, du 18 au 20 août 1883

ne suffit plus à assurer le contrôle du continent asiatique...

équipées de matériel moderne et appuyées sur de nombreuses dictatures,

(Clichés Viollet.)

Le drapeau français flotte maintenant sur les forts de Hué. — C'est pendant les journées des 18, 19 et 20 août qu'ont en lieu le bombardement et la prise de ces forts qui profégaient la capitala de l'Amam. — La flotte cuirassée sous les ordres du coutre-amiral Courbet, se composait des cuirassés et canomières le Rayard, le Château-Renaud, l'Atalante, le Drac, la Vipère et le Lina. — Les troupes de déharquement, sous les ordres du général Bouit, étaient formées des cumpagnies de marins du Boyard, du Château-Renaud et de l'Atalante, des 21ms et 31ms compagnies d'infançierie de marine, d'une compagnie d'Amamities alliés, et de 15 pièces d'attiliere, soit 1,500 hommes environ. — Les forts défendus par 7 à 8,000 Pavillons Noirs et Jaunes sinsi que des Chinois carlés derrière les dones et les abris, firent d'abord une asser vive résistance, mais bienlôt écrasés, sous une pluie de fer et de feu et attaqués d'un antre côté par les troupes de déharquement, ils durent céder à la force et la garnison battit en retraite laissent sur le carreau 7 à 800 morts et plusieurs milliers de blessés, landis que nos pertes ne s'élévaient qu'à quelques hommes trés et 2 officiers et 47 à 50 blessés, grâce aux sages précactions d'attaque prises par le contre-amiral Courbet et le général Bouët.

Industry Parlame a surrait parl

rang. Il s'agit, en fait, d'une « révolutioa » dens l'establishment de l'armée.

. .. ..

and the second 

Un bomme peut-être croit à la nécessité de réformes : le général Park, qui allait assumer la présidence du Conseil suprême pour la reconstruction nationale dès le mois de înillet 1961. C'est le plus âgé des « putschistes ». L'un des plus heuts gradés aussi, il a la réputation d'être intègre et déterminé. Nourri des préceptes de l'Académie militaire japonaise de Mandchaurie. il a une conception prussianne de l'Etat et croi plus à l'efficacité d'no bon encadrement administratif qu'à la représentation populaire. De ses origines poysannes, il o gardé no intérêt marque pour la développement de l'ogricultura mois il u'en représente pas moius l'élite tech-nocratique de l'armée. Le premier plan de développement quinquennal qu'il mettra es œavre aura deax exes : la technologie et l'agricoltura, les aspacts sociaux du développe-ment étant laissés de côté. Production, exporfation et anticommunisme devieanent la philesophie da pouvoir.

C'est par des méthodes pour le moins « antidémocratiques » que le président Park entend démocratiser » la Corée de Sud. Se première ection en accédant au pouvoir sora de remplo cer tous les civils par des militaires à la tête des principeux corps de l'Etat. A regorder la liste des membres de gauvernement en 1969, heit aus après le coup d'État et ciaq aus après la mutation de la dictuture militaire en an régime dit civil, on constate que la majorité des miaistres sont d'acciens officiers, ainsi que trente-daux des cinquante-peuf ambassadeurs ea poste (2). Mais toute la vieille garde, qui a domina la scène du temps des régimes unté-riours, a été évincée. La fusion da pouvoir civil et militaire s'est faite au profit des auciens compagnons d'armes da général Park.

Les militaires sont donc à la fois les toteurs de la vie politique, les promoteurs de la démo-

crotie, l'incarnation de notionalisme, les champions du développement économique et les édu-cateurs de la population. Le régime Park a su repidement encadrer la pays. A peine aa pouvoir, la jante faisoit distribuer des millions de brachares et plus de vingt mille transistors. De nouvelles stations de radia étaient également construites pour diffuser la propagande afficielle. Dès le mois de juja 1961, ce créait la C.I.A. coréenne, chargée de coordonner la lutte contre les activités subversives à l'intérieur et à l'extérieur da pays. C'est oujourd'hai une organisation tentacolaire qui quodrille le pays et le moyen de répression le plus sûr du régime. Soa maître d'œuvre fut le celonel Kim Jang Pil, futur premier ministre, qui mit en place simultanément le porti démocrate républicain, second pillier da régime.

Le pays solidement tenu en main, les manvements étudionts décopités et les tenants de réformes démocratiques, la liques ou religieux, poaplaet les prisons, il reste une deraière force contrôler : l'ormée elle-même. C'est au fuit uniquement des militaires, source du pouvoir, que poarrait provenir, dans les uirco actuelles, une action qui mettrait le régime Park en difficulté. Le C.I.C. (Army Coanter-Intelligence Corps) puis l'Army Security Comsont des organisations purement milituires qui ont pour mission de surveiller les officiers superieurs afin d'éviter la constitution de factions. Ces organismes sont placés sous le coatrôle direct du président Pork.

Depuis le coup d'État, oc a assisté à cerfaines fermentations. Park Chung Hee n'a di soa maintien aa pouvoir qu'à un jeu d'équilibre entre les différentes ambitions et à l'éviction de ses rivaux. Deux ans après le coup d'Etat, an 1963, il ne reste da gouvernement que six officiers sur les trente-deux qui formaient la junte en mai 1961. Peu à peu ant été « purgés » tous caux qui avaient une ascendance nordcoréenne ou avaient fait la guerre ea Mand-

chourie : entre autres, des hommes tels que Chang Do Young, Park mhung et Kim Dong Ha, qui joueront pourtant des rôles détermisents dans le mise ou point du coup d'Etat. Ces derniers temps, l'éviction de Lee Hu Rah, chef de la C.I.A. compramis dans l'affaire de l'enlèvement de leader d'opposition Kim Dae Jong, a relevé de même processus : second person-nage du régime, on lui prétait l'intention de vouloir la premièra place. De même, voilà deux ans, le général Yun Pil Yang, commandant de la garaisoa de Sécul, fut condamné sous l'inculpation de concussion. En fuit, des rumeurs non confirmées laissaient antendre que des mutineries avaient en lieu dans plusieurs garai-

# Le soutien de Washington

L A mantée du général Park n'aurait sons doute pos été possible sons la bienveillaace de Washington. Le pouvoir stabilientes de Washington. Le pouvoir stabilisateur, dans soa autoritarisme meme, qu'apportait la jante militaire à la vie politique chaotique de la Corée du Sud n'était pas pour déplaire aux États-Vais. Rares furent les régimes qui bénéficièrent d'ag soutien eussi constant de Washington. Lo première réaction de l'am-bassade américaine à Séoul en apprenant le coun d'Etat de 16 mai fut pourtant de mobiliser les troupes américaines contre les « pot-schistes » ; en foit, Washington ne tarda pos à so raviser. La seconde République qui venait d'être abattus représentait un danger par l'importance qu'avaient pris les mouven diants. Ceux-ci réclamaient la « neutralisation de la Corée », dant les États-Unis ne voulaient à aucun prix. Le général Park sut rapidemeat sédoire Washington en promettant un retour avont deux ans à aa régime civil. En 1963, contre ane portie de la junte qui voulait la

poursuite du régime militaire, il réussit à imposor une Constitution eivile. Cetta Constitution, élaborée sur les conseils d'universitaires amuri cains, donoait au président des pouvoirs extrént étendas. En soutenant la position américaine, et en apparaissont comme un médioteur antre civils et militaires, la général Park avoit gagné la soutien incoaditionnel Washingtoa, Peut-il ea être sûr oajourd'hai?

L'importanue prise por l'ormée sud-coréenne en Extrême-Orient, so porticipation à la guerre du Vietnam, en ont fait, aux yeux des A eoins, an élément nou aégligeable de leur stra-tégie asiatique. C'est aujourd'hui aux Sudistes que revient la tache de défendra la ligne de front sor le trente-buitième porglièle. Le rapprachement entre les Etats-Unis et la Chine a certes madifié des dennées. Mais surtoat, l'affaire Kim Dae Jang, les candamnations masde complots communistes », parmi lesquels l'évêque catholique de Wonju, ne sant pas les

L'ormée a joué en Corée du Sad un râle de force de modernisation incontestable. Mais elle a fait du pays au monstrueux « Léviathan militaire ». Le maintien de l'ardre paraît prandre le pas sur la reconstruction da pays et les succès économiques sont poyés d'un prix très úlevé. A la croisée des chemins, alors qu'un dialogue avait commencé avec la Nord, le président Park ne semble toujours pas voulair achever l'« opération chirurgicale » dont il porlait voilà treize ans et qui devait danner le jour à une véritable démocratie an Corès du Sud. Ph. P.

(Votr page 16 les articles de Gérard Vira-telle sur l'Inde et John Gittings sur la Chine.)

(Z) Chiffres cités par Kim Se Jin, The Politics of Müttary Revolution in Korea, University of North Carolina Press, 1971.

# Inde

# Puissance matérielle et démocratie

Par GERARD VIRATELLE

ES forces indiennes e'uffrent plus unjourd'hui l'image qui était la leur à l'époque de leur débâcle devant les troupes chi-noises daus l'Himalaya, en 1962, Disciplinées, bien équipées, efficaces, elles ont fait impressiau sur les experts lars de la guerre pour la Bangladesh (décembre 1971). L'armée de terre, forte de 948 000 hommes, est parmi les pre-mières armées conventionnelles du monde ; les forces de l'nir et de la marine arrivent respectivement ne sixième et au neuvième rang (1).

Si elle n'apportient à aucun pocte militaire, l'Inde n signé des accords de coopération nubigus avec l'Union soviétique et avec le Bangladesh. En dépit de ses professions de foi pacifiques, elle n'n pas bésité à défendre ses « intérêts nationaux » par la force. La thèse officielle est qu'elle y a été « contrainte » notamment par un « environnement hostile » (lungue frontière disputée avec la Chine et le Pakistan). Aussi bien, l'armée indienne est-elle concentróe dans le nard du pays; plus de la maitié de ses forces sont déployées sur un large front dans les régions himaloyennes.

Des zones vitales pour sa défense, notam-meet dans l'extrême Nord-Est, ceinturé par la Birmanie, la Chine et le Blangladesh (Assam, Meghalaya, Arunachul Pradesh --- ex-N.E.S.A. — Nagaland, Manipur, Tripara, Mizoram Et ut s' aux papulations mungolo-tibétaines), connuissent en autre une instabilité chronique et même d'irréductibles guérilles. A plasieurs reprises ces dernières années, l'armée — et pas lement les forces poramilitaires (forces de sécurité des froatières ou premier beu) --- n été appelée à intervenir pour maintenir l'ordre dans des États où s'étaient dévelappés des troubles politiques : Bengale-Occidental, Andhro-Prodest, Goudjerat, Bihar. a SI une situation se développe dans laquelle la stabilité interne est mise en danger ou les voleurs de notre pays sont menacées (...), l'armée peut être envoyée sur place à la demande des autorités civiles (...) pour assurer le fonctionnement des services essentiels », u indiqué M. Jagiavam Ram, alors ministre de la défense.

Dans les années 50, l'armée jadienne s'est progressivement étoffée et équipée de matériel moderne d'origine occidentale (2). Mais, faute de l'assentiment des Etats-Unis, c'est vers

l'U.R.S.S. que Nebru s'est tourné, oprès le coeffit sino-indien et la rapture sino-coviétique, pour développer une industrie indienne d'ormement. Mascon, qui n permis la fabrication en Inde de matériel d'arigine soviétique (fusils, munitions, canaas, chers, avions MIG 21-M, équipements électroniques), est nussi devenu le principal fournisseur é tra a g a r de l'urmée indianne : cuinsseur et ra a g a r de l'urmée principal fournisseur e rra a gar un automatindienne : avions, chars, vedettes, fusées sol-air et nir-air. L'U.R.S.S. livrerait égulement des fusées SAM-6 et céderait à l'Inde les brevets de coostruction de fusées de lu même catégorie

L'ensemble du matériel suviétique construit sous licence est évulué à 500 millions de dollars. Les exportations commerciales indiennes vers l'Union soviétique servent, eu principe, na paiement des achats (au prix fart) de matériels railitaires. Le montant de l'endettement de l'Inde u'est pas coneu.

Pour réduire se dépendance à l'égard de l'U.R.S.S., New-Dolhi u entrepris de diversifie les approvisionnements de sun urmée. C'est uinsi que l'Inde fabrique des hélicoptères et des munitions françois, des systèmes de com-munication uméricains, des comions et des jeeps jupanais, des couons auti-aériens suédais, des chasseurs unti-sous-murins britanuiques.

### L'industrie des armements

E N même temps, l'lade s'efforce de dévelop-Le per l'uutonomie de son industrie d'arme-ment. Des Britanniques, elle avait bérité seize manufactures d'armes et de vêtements militaires. Ella possède maintenant une trentaine d'ursenaux qui emploient cent quarante milla personnes, dent la production répond largement aux besoins courants de son armée. Du reste, New-Delhi commence à vendm à l'étrauger des équipements militaires légers (uniformes, bottes,

De surcroît, le département des faurnitures militaires du ministèm de la défense n pour instruction de mettre à profit les possibilités qu'offre la sous-traitance dans le secteur privé pour « indianiser » nu maximure les équipements militaires. Le département « production » coordoane la murche de bait grandes entre-prises publiques qui ant porfois à leur tête des militaires d'active au à la retraire. La plus importante d'entre elles est celle qui fabrique de mutériel véronautique. D'autres sont spé cialisées dans l'électrouique, les chantiers navals, les muchines-outils, les biens olimentaires panr les soldats, etc. (3). La valenr des productions de matériel de guerre, a pre doublé na conrs des cinq dernières années tions de matériel de guerre, a presque

Les dépenses un titre de la défense ant quintaplé en dix ans, passant de 31,3 reillions de roupies en 1961-1962 à 160 millious de roapies en 1971-1972 (dons le même temps, les dépenses civiles générales ne faisaient que quadrapler). Elles ant surtout progressé lars des conflits sino-iadien (1962) et inda-pakis-tanois (1965 et 1971), Leur part dans le budget de l'Union indienne atteignait 22 % en 1974-1975 (4). Il est vroi qu'elles ne sont pos prises en charge par les Etats fédérés.

Outre que la revenu par tête d'habitant est inférieur à 100 dollars, le taux de croissance économique de permet pas de supporter un

tel effort militoire sons que d'autres secteurs en souffrent largement, Cela alourdit-il le a poids » de l'armée dans la vie politique? Pourquei les militaires, qui accoparent une port privilégiée da budget national, n'interviennent-ils pas — et ne semblent pas menaces d'intervenir — duns les uffoires palitiques d'au pays où l'economie est stagnante et le pouvoir use? Quel ropport entretienment militaires et politiques dans e la plus grande démocratie

### Suprématie des civils

CERTES, des afficiers issus de l'armée des Indes, de formation britaunique, se trou-vent encora au sommet de la hiérarchie mili-taire. Mais le recrutement ne s'effectue plus comme il y a vingt-cinq ans, sur la base de l'origine sociale Inotamment des castes) an régionula — encore que, les traditions ayant la vie dure, quelques régiments sont parfois recrutés uinsi. Il est évident que la hiérarchie militaire indienne — qui compte un nombre relativement faible de généraux (soixante-treize en 1973) — ne s'identifie pas un tissu sociologique iudien s'appayant sur les quotre pilative de la compte de control de la control de la control de contro cipaix « États » on varna (système des costes). Tous les soldets indiens n'appartiement pas à la caste des kshatriya, au guerriers. Parmi les officiers supérieurs, on rencontre aussi bien des kshatriya que des brahmanes, des parsis, des unglo-iudiens, des musulmans, etc. Si les intauables no sont pas numbreux dezs les étatsmajors, ils ne semblent pas constituer la mujorité des hommes de troupe (5).

La théarie des roces murtiales u servi lu politique de « divide and rule » (diviser paur régner) des Anglais. S'ils refusent nujourd'hui de la généraliser, les dirigeants indiens ne l'act pas ubolie. D'autre part, l'armée est on grande partie mobilisée pux frontières. L'existence d'états-mojors distincts pour chaque arme et de cinq hauts commandements aperationnels (Ouest, Est, Nord, Sud et Centre) maintient une certaine division nu sein de l'urmée au, da moias, affaiblit son homogénéité. Les risques de conp d'Etat en sont d'antant rédeits.

Les militaires qui critiquent publiquement lu situation palitique du pays sont des éléments margineux, voire « ariginaux ». Inversement, l'urmée est un corps quelque poe « ictou-chable », en toet cas rorement mis sur la

Ce n'est que tout à fait exceptionnellement que le pauvoir politique est conduit à affirmer sur l'armée sa suprematie, celle-ci allant de soi. Quelques mais après avoir été élevé à la dignité de moréchal (la premier de l'Inde Indépendante), H.F.J. Manekshaw subit pourtant un comouflet. Les autorités politiques n'ant jamais beaucoup apprécié l'humour et le fronc porler de l'bomme qui uvuit canduit les troupes diennes à la victoire coatre le Pakistan es 1971. N'avait-il pas publiquement porté des jugements pee flatteurs sur les palificiens da Congrès? En condamnant à une obscure disgrace cet ufficier supérieur pourtant fort populaire auprès des « jawans » (soldats), le pauvoir a voula marquer que le moment n'était pas veno pour les casernes de donner des lecons de marale nux bammes politiques, fussent-ils

La supremotie des civils s'affirme bien entenda pour toutes les décisions importantes concernant la défense. Le poste de ministre est toujours occupe par un membre influent du Congrès. Le comité des nifaires palitiques, qui comprend les principoux dirigeants da parti goavernemental, a à connaître des grands dos-siers élaborés par différents comités ministèriels et militaires. Si lu décision finala appartient uu premier ministre, l'infleence de cet organisme, uinsi que de personuulités militoires campé-tentes dans tel ao tel domaine, peut aussi

Ce sont les « têtes froides » pormi les chefs de l'armée qui conseillerent à Mme Gandhi, en 1971, de retarder l'épreuve de farce avec la Pakistan, contre l'avis de « parti de la guerre » qui pressait d'en découdre avec Islamabad. Ces mêmes ultras — dent le directeur de l'Ins-titut d'études et d'anelyses de la défense, M. K. Sabrahmanyan, est la figure la plus notoire — panssent à la fabrication d'armements utomiques, entretieneent l'image d'un bellicisme indien et laissent entendra que l'Inde doit mettre à profit toutes les occasions que lm uffre lu situation internationale pour dévelop-per une puissante industrie d'armements et devenir « un des centres de décision majeurs dans les grandes affaires mondiales ». La chef du mouvement notionaliste et hindaniste Jan Sangb déclare qu'un programme atomique créerait ceet cinquaete mille emplois. On étudie actuellement la possibilité de dater la marine indienne de sous-marins et de bafeaux nacléaires. L'Inde, faut-il la roppeler, n'n pos signé le traite sur la non-prolifération des

Conscients de lear retard sur la Chine et de le n r s responsabilités, relativement privilé-giés (6), les militaires indiens restent respectoeux des institutions démocratiques, même s'il leur prive de faire parfois sentir en privé que leur pays aurait besoiu d'an régime plus auto-

(1) Nou compris les furces de voiontaires (cent mills hommes), les forces de sécurité des frontières utilisées paur le maintien de l'ordre intérieur (cent mille), l'armée territoriale, qui donne une formatios militaire aux jeunes (quarantadsux mille hommes).

(2) Chars Sherman. A.M.X.-13, Centurion; evions Guragan, Mystère, Eunter, Camberra; porte-evions Vürant. Les forces terrestres sont passées de deux cent quatra-vingt mille hommes à l'époque de l'Indépendance à cinq cart cinquante mille en 1962. Elles ont deublé d'importance depuis et été considérablement renforcées, notamment les unités de montagne.

(3) Certains parlementaires ont cependant dé-

(3) Certains pariementaires ont cependant dé-ploré qu'un serve des céréales de mauvaise qualité aux soldats en période de disette, qualité aux soldats en période de disette.

(4) Par rapport au produit national, la part de ces dépenses a augmenté de 1,7 % en 1949-1950 à 2,1 % en 1961-1962 et à 3,2 % en 1969-1970.

(5) Toutefois, il eriste un régiment formé uniquement d'intouchables (ls régiment de Mahar), des régiments sikhs, rajpouts, jais. La garde présidentielle est essentiellement composée de membres de ces trois eastes, réputées — en putitonier les deux premières — pour leurs vertus guarrières. Ce sont le Pendjab et l'Ittiar-Pradesh, d'où sont originaires ces trois communautés, qui sout missent les plus gros contingents de soldats.

(6) Les salaires et les avantages matéries soet. (6) Les salaires et les avantagents de solasts.

(6) Les salaires et les avantages matériels sont, dans l'armée, comparables à ceux de la fonction publique : une jeune recrue perçoit cent cinquants resplés environ par mols, un officier chef d'état-major quatre mille cinq cents rouples. L'armée et les industries d'armement fout vivre directement plus de 1 % de la population indicence.

# Un rôle politique délicat

Par JOHN GITTINGS

L y a dix ons, on pauvoit affirmer sons risque que l'Armée populaire de libération chinoise (A.P.L.) — différente en cola de la quasi-totalité des armées des pays en voie umbition de s'emparer en pouvoir politique. Sa tradition révolutionnaire, son hubitude établie d'en référer en toute chose à l'autorité de parti communiste, semblaient gerontir la Chine contre tout retour eu règne des « seigueurs de la guerre », fléau de l'histoire prérévolution-nuire. Depuis la Libération de 1949, l'A.L.P. avait accepté de ban gré une Importante réduc-tion de ses effectifs et ane dimination de son pauvoir politique. Il se peut qu'il y nit eu des mouvements d'humeur mais, dens l'ensemble, le possage d'un régène militaire à en régène civil, entre 1949 et 1954, fut remarquable-

Aujourd'hui, uprès la révolution culturalle et l'affaire Lin Piao, an dait se plucer daus une perspective différente et — soyons hon-nôtes — mains noïve que jadis. Pas plus que des nations, an ne sourait discuter des armées en tarmes unthropomerphiques. Elles ne sont faucièremeet m enclines ni hantilés à une interentiun dans le chump politique ; elles ne sont our essence mi loyales ni déloyales. Il seroit plus juste de dire qu'un système politique n 'armée qu'il mérite, que la râle politique accru de l'A.P.L. pendant nt depuis la révolution était prévisible et que c'est une donnée dont il fant tenir compte paur l'avenir, pour des roisons qui n'ont pos grand-chose à voir avec l'A.P.L. en tant que telle.

A la différence des bolcheviks russes, les manunistes chinois, larsqu'ils ont mis en place leur gouvernement révolutionnuire, avaient la grand avantage de disposer d'une armée déjà l'armée avaient tenn des postes dens le gouvergement ou dens le parti pendant la révolution, et il n'y avait pas de « Blancs » en position d'autorité. Même aujourd'hui, le soldat

chinois moyen est très éduqué pulitique Piao, alors ministre de la défense, pour mettre, au niveau des compognies, l'éducation pali-tique no même rang que l'éducation militaire. marxiste - léniniste - maaiste, abardant jusqu'é one douzaine d'auyrages de base par an. Entre un tiers et la maîtié d'entre eux, selan la unités, sont membres du parti. La structure des comités du parti, parallèle à la structure de commandement militaire, s'étend jusqu'au nivenu de la compagnie, où l'instructeur politique est le représentant da parti.

C'est so conscience politique goi fait que l'A.P.L. nccepte le contrôle da parti, mais seulement quaud ce contrôle est effectif. Quaud ce n'est pas la cas, c'est elle encore qui pousse l'A.P.L. à intervenir devontage dans le proces sus politique. L'expressien « prise da pauvoir par les militoires » est assurément trompeuse dans le contexte chinois si elle implique que,

Lorsque Maa Tse-taung u invité l'armée ù intervenir daus la révoletiun colturelle (février 1967), il attendeit d'ella qu'elle assume nne tâche politique délicate: cella de juger de la coloration idéologique des factions en présence et de décider laquelle représentait véritable-ment la « gauche ». Par la suite, des équipas geeupes riveux, meis par la persuasian, rare-ment par la force des armes. On u enregistre de nombreux cos où les soldats de ces « équipes de propagunde », rossès, s'ubstimunt néan-moins de faire usage de leurs urmes. Ce n'est qu'u la fin de la révolution culturelle que l'AP.L. fut dûment uutorisée à employer la force. Cette tâche politique de « soutien à la gauche » s'ajoutait à l'abligation qu'assumair également l'A.P.L. de muintenir les commuet les forces de sécurité.

Lu forte représentation de l'A.P.L. na Comité central du parti (60 % na neuvième congrès en 1969, plus de 45 % au dizième en 1973) est danc la traduction politique d'aue réalité de la vie courante. Le problème, depuis lors, u été de ne pas éliminer entièrement l'A.P.L. de la vie politique mais de s'assumr que sa participatiun est équilibrée. Lin Piao semble s'être fait une idée exagérée du rôle de l'armée, renis ce n'est pas la principale accusation retenue contre lui. Il est significatif que, dans son cas comme dans ceux de Peng Teh-huai (1959) et de Kao-Kang (1953), nu farent impliqués des dirigeants militoires ayant des responsobilités palitiques, le risque de « militarisme » ne fut apparemment pas la couse principale de leur chute. En d'autres termes, même la parti uccepte la uécessité d'une certaine participation de l'arméc.

Toutefois, le problème de l'équilibre de En janvier 1974 encore, huit hauts respo subles militaires, dont le chef du sorvice poli-tique de l'armée, Li Teh-sheng, ont étà mutés d'un bout à l'autre de la Chine. Il est coracgraciés (bien qu'ils nient été critiqués sur des sitions où on peut penser qu'ils ovaient acquis un degré excessif de pouvoir militaire et

# Participation à la production

perfois discrédités,

LES visiteurs en Chine sont invariablement impressionaés par ce ge'ils peuvent voir de la participation de l'A.P.L. à la production. Les soldats aident aux travaux des champs. calitivent leurs propres légumes, font leur propre doufu (brouet de haricots). Cela roppolle l'esprit de la révolution, quand les auités de l'urmée devaicet assurer, autant que possible, leur propre autonomie économique. Cet accent mis sur la participation est furtement intègré à l'idéologie des forces armées et il fournit, entre civils et soldats, un lien à la fais réel et symbolique. En outra, l'A.P.L. a la responsabilité directe de la production dans certaines régions frontalières au stratégiques, tandis que ses ingénieure et autres rechniciens porticipent fréquemment à des travaux non militaires.

Il ne faut cependant pas attribuer une impartance excessive à cet aspect de l'urmée chinoise. En termes économiques, il n'est pas tellement significatif. La dornière tentative de participation de l'A.P.L. à un effort majeur de production eut lieu il y u quinze ans, lors du « grand band en avont ». Inévitablement, les functions militoires spécialisées de l'A.P.L. l'isolent dens une certaine mesura de la vie armee-peuple », avec ses traditionnelles festi-vités du Nouvel An, vise délibérément à réduire ua hiatus qui demeure farcément ane des contradictions inhérentes à taute société. Ce qu'on peut dire, c'est que les Chinais l'ant reduit mieux que lu plupart des autres pays en voin de développement.

# La milice populaire

THEORIQUEMENT, un pourroit tenter de réduire cette « contradiction » en rempla-cont l'armée régulière par la milice populaine. Bice que Mau Tse-toung nit toujune mis l'accent sur la construction de la milico (souvant en dépit des objections des dirigeauts militaires), cette dernière n'a jamais été consi-dérée comme un substitut mais plutêt comme une force semi-militarisée, comme un troit d'union entre les secteure civil et militaire. Son rôle fut souligné en particulier peudant le « grand boed en avant », à la faveur de la campagne « Tous soldats », et encore sècemment larsqu'une attention particulière u été portée à la « milice urbaine ». En théorie, toet odulte — homme ou femme — physiquement apte, appartient à une forme ou à une autre de milice; mais, à tautes fins pratiques, on peut estimer que la milice comprend entre vingt et trente millions de personnes entraînces

Les auteurs chinois ne se sont jumais intertuelle de l'appareil militaire d'un État socia-liste dans la période de transition vers le communisme. Le modèle révolutionnaire d'une structure militaire à trois viveoux (tranpes nationales, troupes locales et milice) prédoz toujonrs. Mnis peut-être aussi la question n'n-t-elle pos de roison d'être dans one Chine

L'A.P.L. o'n pas cessé depuis vingt-ciaq ans de s'occuper de la défense nationale; les éventualités dant elle dait tenir compte ne sont pas lointaines, mais immédiates et pressontes. La menace américaine, quí prit corps surtout en 1965-1968 avec la geerre du Victnam, fut écartée après que leur échec dans la régien eut conduit les Etats-Unis à rechercher des accommodements en Asia. La menace sovie-tique prit rapidement le relais, avec les beurts frontaliers de 1969 et, depuis lars, le poids des forces eucléaires et conventionnelles en Extrême-Orient soviétique et en Mongolie

L'abligation paur l'A.P.L. de s'occuper de ces problèmes lui denne une untre occusion de s'estimer fondée à élever la voix sur le plan politique. Un aspect de l'affaire Lin Piaa semble uvoir été les réticences de certains samble uvoir été les réticences de certains militaires à accepter de rédaire la menace américaine sans s'efforcer, dans la même temps, de ceutraliser la menace soviétique. Lin Piece était prosoviétique (comme un l'en a accusé depuia) mais seulement en ce sons qu'il n'écartait pas unisi formement que Maa lui-même lu possibilité d'une entente tactique nvec Moscou.

Une vision d'ensemble de l'armée chinoise — même s'il fuet faire crédit à celle-ci pour ses réalisations passées — conduit donc à s'Interroger quant à l'avenir. Nous avons l'bobitude de penser uux militaires soit en tant que force à l'écort du processus politique (comme dens le modèla « démocratique »), soit en tent que force des la modèla ». en tant que farce dominunt ce processus (comme duns la madèle de « junte »). En Chine, l'A.P.L. occupe à l'heure actuelle une position intermédiaire quelque peu ambigué, qui paurra être satisfaisante si l'équilibre est itena, mols qui reste encore très vulné-

# **BIBLIOGRAPHIE**

Jean-Pierre Brulé, Demain., l'armée chinoise, Balland, Paris, 1974.
Angus-M. Fraser, The People's Liberation Army: Communist China's Armed Forces, Crane, Russak and C\*, New-York 1972.

Forces, Crane, Russak and C°. New-York, 1973.

John Gittings, The Role of the Chinese Army. Oxford University Press, Londres, 1967.

Livio Maitan, Le Parti, l'Armée et les Masses dans la révolution culturelle chinoise, Maspero, Paris, 1971.

Neville Maxwell, India's China War, Doubleday, New-York, 1972.

MINCE YUE DE L'EXTE

HWILLE

whitennalison

# LA NOUVELLE CONSTITUTION CHINOISE

# Institutionnaliser sans encourager la bureaucratie

ASSEMBLEE populaire n'ellonale (A.P.N.) chinoise (qu'il ne convient pas de nommer « congrès national du peuple chinois », d'une part parce que ce n'est pas son litre officiel, d'autre part parce que cela préterall à confusion avec le congrès du parti) e'est réunie à Pékin du 13 au 17 janvier 1975 et a voté une nouvelle Constitution.

La Constitution de 1954 prévoyait que l'A.P.N. était élue pour quatre ans, avec possibilité de proroger le législeture jusqu'è le convocation d'une nouvelle assem-blée. Elle devait tenir une session annuelle.

.....

. ....

And the second s

Le système fonctionne réquilèrement jusqu'en janvier 1965. La première A.P.N., élue en 1954, se réunit cinq fois. La seconde, élue en 1959, se réunit quatre fois. La troisième, èlue en 1964, tint sa première et son unique réunion du 21 dé-cembre 1964 eu 5 janvier 1965.

La Révolution culturalle fut cause de l'ejournement de l'A.P.N. entre janvier 1965 et janvier 1975. Par définition, une situetion - révolutionnaira « e oppose, ou du moins fait obstacle, au fonctionnement des institulione en place. Et il en e été de la Révalution culturelle comme de toutes les

La réunian de le IV. A.P.N. semble marquer le fin de le Révolution culturelle. Cele signifie, du moins pour employer le vocabulairs des Chinole, que « le Révolu-

La nouvelle Constitution dell donc refléter les changements intervenus eu cours de la Révolution culturelle et, plus largemeni, l'évolution générale de le Chine depuie 1954. Les changements sont effectivameni importants, surtout par rapport à la lettre de le Constitution de 1954. Maie ile ne doivent pas surprendre outre mesure. lle étaient plus que prévisibles et l'esprit qui les enime repose sur des principes de base qui n'ont pas changé, L'A.P.N. ne s'est pas conlentée de voter quelques amendemente ou une constitution révisée «. Elle e adaptà une nouvelle Constitution, Cependent, dans son rapport eur le révisian de le Constitution, Chang Ch'un-ch'iso precise que « la Constitution de 1954 était juste et que ses principes fondamentaux restent valables, mais une pertie de son contenu ne convient plus

La première et plus évidente constatalion concerne le volume du texte : trente erticles eu lieu de cent six. C'est là la mise en praique, dàjà observée dans les etatuts du parti edoptés aux IX® et X° Congrès, des recommendations à une plue grande simplification administrative du lengage, des institutions, etc., aimplifica-tion mise en avant au cours de le Révolution cuiturelle, male demandée per Meo Tse-loung depuis 1942 (1).

La seconde nouveauté concerne l'iniroduction du parti communiste chinois dans le Constitution. Le texte de 1954 ne felsait pas mention du parti, saut pour signeler. eu début du préambule, son rôle dans le triomphe de 1948. Cette fols-ci le parti est présent avec toutes ses prérogatives, el l'on affirme avec force son rôle dirigeant. La modification est uniquement l'insertion du parti dans le texte constitutionnel Car, dans la théorie comme dans les falts, le parti communiste chinois e toujours assumé le rôle de direction suprême et de contrôle (2). Cele apparaît ciairement dans le manière dont Liu Shaochī e été destitué de son poste de président de le Rèpublique par le seul parti. L'hypocriale du système qui consistait à placer des institutions étatiques apparemment souveraines sous is direction occulte du parti e été souvent dénoncée hors de Chine, Avso la nouvelle Constitution, tout malantendu est diesipé. Le parti dirige absolument tout, y compris l'A.P.N., blen que celle-ci demeure « l'organe suprême du pouvoir d'Etat » (3). Le parti guide, dirige, contrôle, mals il ne se substitue pas aux orgenes d'Etat pour l'exécution

Troleième innovation, sans doute le plus remarquée : le suppression du poste de président de la République.

La création de ce poste en 1954 fut pau commentée et mel expliquée. Il était eaulement précisé que le pouvoir de chef de l'Etat ne pouvait être détenu par un seul hamme et qu'il était donc collectivernent exercé par le Comité permanent de l'A.P.N, et le président de la République. De falt, les pouvoirs du président n'âte)ent pas eussi )mportants qu'on l'imagine : il se contenteil la plupart du temps d'entériner, de publier et d'officialiser des décisions du Comité permenent de l'A.P.N. (émenant du parti).

'INSTITUTION ne présente aucun incon-Vénient tant que le poste fut occupé par Mao Tse-toung, cumulant le présidence de la Ràpubilque et du parti. Cele commença à se gâter en 1958, evec )a nomination de Liu Shao-ch'i. Les ceuses réelles de se changement de titulaire demeurent abscures : Mao Tse-toung a-t-il été contraint de démissionner à la suite de l' « échec » du grand bond an avant et des Communes populaires, einsi que les « pékt-nalogues » se plaisent à la dire, au, préPar TSIEN TCHE-HAO \*

térant une vie de réflexion et d'étude, e'est-il volontairement soustralt eux obli-gations mondaines qu'impliquait la charge, olnsi que l'assurent les documents chi-nole? Toujours est-il qu'avec la nomina-tion de Liu Shao-ch'i, une dualité et une rivalité s'élabilirent progressivement entre le président de la République, - chef do l'orgene dirigeant.

Bien qua Mao Tae-toung ait déclaré qu'il ne voulait pes être chef de l'Etst et qu'il ne devait pas y avoir de chef de l'Etat, Lin Piao tenta en vain de conserver le poste à son propre eventage, en l'offrant de nouveau à Mao Tse-toung dans l'espoir (et avec l'Intime conviction) qu'il le refuserait et l'en ferait profiter.

Dans le nouvelle Constitution, le Comité permanent de l'A.P.N. assume seul (maie collectivement) les pouvoirs et les fonotions de chef de l'Etat (ratifier les traités, recevoir les représentants étrangers, etc.). Il conserve à peu près des fonctions identiques à celles qui lui étaient attribuées en 1954, y compris le convocation das sessions de l'A.P.N. (article 18).

Une série d'amendements consacre le création d'Institutions postérieures au voie de la Constitution de 1954. Les communes populeires sont Introduites (article 7). Les comités populaires des Assemblées populeires locales prennent le nom de « comi-tés révolutionnaires » (article 22).

L'utilisation des « Ta-tzu-pao « (journaux muraux à gros caractères) est vivement recommendée (erticle 13).

Enfin, maigré le diminution du nombre d'articles et du volume global, le nouvelle Constitution e'est enrichle de principes généraux et de mots d'ordre, développés au cours de le Révolution culturelle, qui ont pour but de conserver à le Chine le pureté révolutionnaire et l'esprit socieliste dont elle se veut dotée. Le préambule en particulier énumèrs laus les grands principes de politique intérieure, de dévelop-pement économique et de politique extérieure. L'erticle 2 mentionne le marxisme, le léninisme et le pensée-maotsetoung comme fandement théorique; l'article 4 recommende de e'opposer au chauvinisme : les erticles 10 et 11 reprennent

"Maître de recherche au C.N.R.S. (section juridique), outeur de plusieurs ouvrages sur le droit et les institutions chinoises. Voir son article dans le Monde diplomatique, avril 1974.

les directives sur la révalution et le développement de le production, ainsi que sur les méthades de traveil administralit (eimplification, liaison avec les

masses, etc.) et ainsi de sulte. Les institutions de base et les principes fondamentaux n'ont pas subi de changements notables. Ainsi l'Etat, que le Cons-titution de 1954 définissait comme « une démocratie populaire », est devenu, dans le nouveau texte, - una dictature du proiétariat «. C'est plus un changement de vocabulaire qu'un changement de tond. Car les deux expressions onl une seule et même signification : dàmocraile pour le peuple exclusivement, et dictature exercée par le peuple sur ses ennemis, privés de la jouissance de le démocrable. Mao Tse-toung emploie eussi le formule, reprise dans lo préambule de le Constitution de 1954 : « dictature démocratique populaire », L'utilisation de l'expression plus « orthodoxe « de « dictature du prolétariat » e pour but d'insister sur la poursuite de le lutte des classes, par crainte d'un eventuel

Outre le vote de le Constitution et l'approbation des rapports qui lui furent présentés par Chou En-iel et Chang Ch'un-ch'fao, l'A.P.N. e procédà à l'èleclion du gouvernement.

TCI encore apperaît l'effort de simplificabon et de rationelleation administrative. Le nombre des ministres est relativement peu élevé, su égard à l'importance du pays. Si les membres du parti dominent comme c'est normal puisque « le perti exerce sa direction dans tous les domaines « et comme cele a toujours été, on constale également la recherche d'une utilisation rallonnelle des compétences : économiste au plan, sportif à la commiseion des sports, juriste à la Cour su-prême, etc. Il feut aussi remerquer que, contrairement à ce qui se pratiquelt euparavant, quand les titulaires de certains ministères cumulaient presque d'office un poste de vice-premier ministre, seul trois vice-premiere ministres sont également ministres (de le sécurité publique, du plan et de le construction de base). Les neut eutres vice-premiers ministres, dont le premier d'entre eux, Teng Hslao-p'ing, ne sont pes à la tête d'un ministèra déter-

Selan leur habitude, qui cansiste à ne voir dans le politique chinolee qu'un conflit d'influence entre extrémistes de tous ecabit, il est des commentateurs qui se sont ingéniés à chercher les signes de nouveaux limogeages dans l'absence de certains noms à certains postes.

D'autres ont cherché à dâterminer quelle « tendance « l'avail emportà, ai ila penchen; généralement pour une victoire des « modàrés » de Chou En-tal contre les « gauchistes - du « groupe de Changhaï «. Or !! apparaît que si Chou En-lai conserve son poste de premier ministre, si Teng Haleop'ing voil couronner par une élection à la vice-présidence du parti sa remontée politique après l'àclipse suble durant le Révolution culturelle, Cheng Ch'un-ch'izo (homme de Changhei) devieni second vicepremier ministre, Wang Hong-wen (autre homme de Changhai) demeure vice-présideni du parti. Queni à la présidence du Comité permanent de l'A.P.N., qui prend plus d'importance maintenent que cet orgene fall office de chef d'Etat, elle reste dans les meins du vieux maréchai Chu Teh, le premier des compagnons de Mao Tse-toung dans les mantagnes de Kiengsi, lorsqu'ile constituaient ensemble le fabuleux « Chu-mao » après lequel couralent toutes les ermées du Kouomintang. Le vieux jurtste Tung Pi-wu, ex-vice-présideni de le Ràpublique, qui fii fonction de président per intérim eprès le ilmo-geage de Liu Shao-ch'i, devieni premier vice-président du Comité permanent de I'A.P.N. Tous les commentaires meivellloung à Staline sont ainsi damentis par les faits.

J'ai toujours affirma qu'en dépit des apparences la Chine lient à une certaine Institutionnallestion (4). Au plus fort du « Pl'I Lin P'I K'ung «, J'àcrivais que ce mouvement, Join d'être une « nouvelle » révolution culturelle ennoncietrice de nouveaux désordres, constituell eu contraire une préparation é le réunion de l'A.P.N. (5). La China veut l'institutionnelisation et le légalité, à condition que cele no soll pas

un frein au développament du progrès ecclei, un facteur de régression de l'esprit révolutionnaire et un encouragement à l'embourgeoisement, et à condition que cela n'engendre pas le bureaucrati

(1) Voir Tsien Tche-hao: l'Administra-tion en Chine populaire, PUP, Paris, 1973, pp. 12-14 et les documents. (2) Voir Tsien Tche-hao: la République populaire de Chine, droit constitutionnel et institutions, L.G.D.J., Paris, 1974, pp. 189-183.

pp. 189-193.

(3) Le parti n'est pas devenu «l'organs suprème du pouroir d'Etata comme certains l'ont amoncé.

(4) La Chine pour nous, Resma-Centurion, Paris, 1975. p. 284. « Evolutieu de la politique interieure et des institutions chiuoises depuis la révolution culturelle », la Revue de l'Est. C.N.R.E., 1973, n° 4, p. 126.

(5) Le Monde diplomatique, avril 1974, p. 6.

# LA FRANCE VUE DE L'EXTÉRIEUR

# Archaïsmes du pouvoir et de la contestation musimum musimum

ES sociétés, en le sait, se voient et se perçouvent mal elles-mêmes. Les comptes reodus et les échos que suscite le dernier livre de Stanley Hoffman, professeur à Harvard mais formé en France, en témolguent uno fois de plus. Essais sur la France a paru II y a quelques mois, à peu près simultanément en angiais et su français (1) ; c'est en angiais qu'on peut en tire un compte rendu (2) qui met l'accent sur le noyao du tivre, son opport essentici : une double analyse do la société et de l'Etat français. Essais sur le France reprend une série d'études publiées à l'origine ou déjà iradultes en majorité dans des revues fran-çaises (e'est le cas pour sept chapitres sur douxe), qui s'articulent autour de quelques thèmes : Vieby et la collaboration ; de Gaulle et son rôle ; la France dans le monde : et surtout les ran ports d'autorité et de contestation entre l'Etat et la société. A cet égard, peut-être, le recueil aurait-il gagné à être plus court afin que l'esseutlei (inédit en français) s'eu dégage plus

Singulier pays que la France, considérée par elle-même comme ayant, depuis la Révolution de 1789, réconcilié l'idée de nation et celle de 1935, reconcine l'acce de nation et chiadre d'himmanité: universalisme qui, au moins à ses propres yeux, fait passer ses normes et valeurs comme classiques. Nui doute que l'école ne teode à diffuser à l'ensemble de la nation cette perception particulière, rendant ainsi les singularités françaises moins perceptibles, Certains traits, qui sont par exemple critiqués à gauche ou à l'extrème gauche, tiennent moins au capi-talisme, présumé coupable, qu'aux conditions bistoriques françaises, à la culture nationale au sens large du terme, la plupart des pays volsins qui partagent le même système écono-mique n'offrant pas les mêmes caractéristiques L'apanage de ceux (voyageurs, exilés, miuori-taires, etc.) qui sont à la fois du dehors et du dedans est peut-être do mieux déceler ces caracdedans est peut-être do mieux déceler ces caractéristiques dans ce qu'elles ont à la fois de
fondamental et de particulier. Stanley Hoffman,
dans ses deux chapitres majeurs (V et XII, dont
certains aspecta rejoignent les analyses de Müchel
Croxier), expose magistralement les racines de
ce qui fait de la France, malgré les todiscutables
progrès des deux dernières décennies, un pays
à la fois désuet et irritant. Il décrit avec courtoisie et reteuuo ce qu'on a envie de définir
plus brutalement comme un Etat uitra-centralisé
dont la machine bureaucratique et les hiérarchies rappellent le monarchie austro-bengroise
— Kafta tempéré par Courteline, — avec des
administrés qui ne se décident pas à devenir des
citoyens.

Cette centralisation, fondée par l'histoire — e Richenen à la IIIº République, — si elle a de Richelieu à la III Republique, — si che a jodé jadis un rôle intégrateur et représenté, naguère, un facteur de modernisation, a fini par devenir un des freins majeurs à la moder-nisation et au changement. Elle a également produit un style français d'autorité (étatique et non étatique) qui, par définition, exclut toute participation. Aussi an des problèmes ma-jeurs en France (et c'est un des aspects fonda-mentaux de mai 1965) est-il celui des rapports entre la société française — ou de telle ou telle de ses couches — avec l'Etat. On peut sans doute discuter avec Stanley Hoff-

man le caractère « démocratique » du système

des notables sous la Mi République; mais on ne peut que l'approuver lorsqu'il montre à quel ne peut que l'approuver lorsqu'il montre à quei point, depuis que la France s'est industrialisée sérieusement — c'est-à-dire, le milleu des années 58, — le pouvoir central n'a pas, en face de lui, de système de représentation légitime qui permette justement de ne pas tout rap-porter au pouvoir central. Le système présiden-tlei à la française n'est démogratique que le porter au povour central. Le système présiden-tiel à la française n'est démocratique que le jour de l'élection : pour le teste, les finatitutions laissent au président et à eon cabinet le soin de décider de tout, à peu près sans contrôle ni consultation. L'esécutif dispose d'un poids démesuré par rapport un législatif; il n'y a pas l'Etat et la société: peu d'initiative laissée aux enfents; formation tendant à produire des intellectuels à l'esprit critique et obstrait, outonomes et peu enclins au travail d'équipe, et non des citoyens responsables désireux de

Dans co cadre, et compte teno des attitudes, la participation responsable au pouvoir déci-sionnel n'est guère facilo (lo mythe autogestionnaire paraît moins alsément accessible en France quo dans d'autres pays). Pourtant, il est pateut que des réformes de structures sout née réformes communale et régionale sérieuses (qui no solent pas le morcellement des structures

Par GERARD CHALIAND

de commission de contrôle parlementaire digne de ce nom; le pouvoir judiciaire, traditionuellement, u'a pas d'indépendance ; les moyens de communication audio-visuels sout contrôlés comme il n'est pas imaginable qu'ils le solont dans un pays moderne. Les élites do l'adminis-tration, moulées dans les grandes écoles, forment en général une caste, essentiellement conscrivaen general une care, exeminent conserva-trice à l'égard des problèmes institutionnels, et concourant activement au maintien des siruc-tures. L'Etat, qui a pris en charge, souvent avec succès, le développement et la modernisation, est aussi à la racine des blocages: pas de réest aussi à la racine des blocages: pas de réforme de l'Etat; secteurs gravement négligés:
habitat, hôpitaux, services publics, téléphone.
Les inégalités fiscales restent scandaleuses par
rapport aux pays modernes, et les inégalités de
salaires sont anormalement fortes, toujours en
comparant à des pays à système similaire.
Les rapports hiérarchiques, à l'échelle de la
société et des le cadrs du travall, restent
désuets et difficilment supportables: le a management » est souvent archaique. Tout un
ensemble hérité des valeurs aristocratiques de la
société pré-industriello continue à se manifester
dans le espitalisme fincatis de la Ve République.

L A société française, de cou côté, a produit, sons l'influence de l'histoire et des strucsons l'influence de l'histoire et des struc-tures étatiques, un style de protestation qui lui est particulier. Dans la mesure où elle a rare-meot pu peser pour faire aboutir des réformes nécessaires par des canaux institutionnels, la protestation sociale tend à être violents et a totaliste a. Peu on pas d'associations de citoyens cherchant à s'organiser démocratique-ment pour contribuer à résondre des problèmes les concernant, mais plutôt des groupes d'intérêts oni oscillent entre la pression d'acrète sur les qui oscillent entre la pression discrète sur les autorités, afin d'obtenir des avantages parti-cullers, et la protestation bruyante, sinon violente. Le citoyen n'existe guère, et l'admi-nistré est partagé entre sa métiance envers l'Etat omnipotent et son recours à l'Etat quand quelque chose ne va pas, en un singulier mé-lange d'individualiste et d'assisté social : obses-sion de lu sécurité, peu de mobilité, crainte des innovations, dynamisme mesuré (qui se vérifie sémantiquement dans la réponse courante so: « Comment ca va? » — « Je me défends »). L'école, entre autres institutions, reproduit à sa manière cette relation particulière entre

d'autorité actuelles). Il manqus à l'échelou de base --- quartier, commune, cantou -- des éins représentatifs qui puissent canaliser les aspirasentants du pouvoir. Tant qu'un embryon de cette nouvelle représentativité (qui u'a rien de très révolutionnaire) ne sera pes constitué, la société et l'Etat français resteront dans un déséquilibre où l'exécutif domine tout. Réformes des institutions, réformes de structures

aussi dans le domaine de la fiscalité, des revenus,

du régimo de propriété, de l'accès à l'éducation supérieure, etc. Or il semble que la droite o'ait pour conception sociale que l' c'humanisation de la pauvreté », et la gaucho classique, do tradition jacobine et étatiste, qu'un programme où les nationalisations (c'est-à-dire le reuforcement d'un Etat qui, de toute façoo, oe serait pas « socialiste ») tiennent davantage de place que les réformes tendant à réduire le peids de Il semble que, depuis 1968, une neuvelle exigence de plus do participation et de contrôle des décisions se manifeste dans divers secteurs. Des slogans nouveaux, des actions originales, ont vu lo jour. Mais la nature du blocage français n'est pas elairement perçue, et la demande de la base reste encore très limitée dans la mesure où la nation elle-mêmo a été modelée par la centralisation. Tant qu'on u'aura pas touché à la réforme de l'Etat, c'est-à-dire au rapport entre le citoyen et le ponvoir, on c'aura pas modernisé ce pays. Il ne semble pas que ce solt pour demain...

(1) Stanley Hoffman, Decline or Renewal? France since the 1930's, The Viking Press. New-York, 15 dollars, traduction française Essais sur la France, Déclin ou renouveau, Ed. du Seuil, Paris, 1974, 544 pages, 60 F (à deux chapitres près, les deux éditions sont similaires).

(2) The French Deadlock, Theodore Zeidin, The New York Beview of Books, New-York, 27 trin 1974.



# ENTRE ISRAËL ET LES ARABES

# LES ÉTATS-UNIS FACE AU RISQUE DE GUERRE

(Sutte de la première page.)

Supposone alore que l'Arable Saoudite. qui est au centre du drame, exerce our les Etats-Unis une pression pour contraindre lereal à évacuer les territoires occupés. Si cette pression est sérieuse, les Etets-Unie seront devant & dilamme : ou bien céder, ou bien prendre per le force ls contrôle de secteurs importants des réserves pétrolières asoudiennes, initiative risquée aux conséquences imprévialbles. Les Etats-Unis n'ont pas pris d'engageoccupés par Israel. Leur décleion de soumeeure temporaira, officiellement établie lorsque M. Klasinger prit en 1970 le direc-bon des affaires du Proche-Orient, mele ebandonnée comme principe directeur lorsque la guerre d'octobre démontra qu'elle reposait sur une prémisse fausse, à savoir que le puissance d'israel échappait è une menece é couri terme. A ce stade, sa politique étant en ruine. M. Kissinger commença naturellement à reprendre en considàretion le - plan Rogers -, qui eveit été ebandonnà. En cas de pression sérieuse de la part des producteurs de pétrole, Il est probable que les Etate-Unis exerce-reient à leur tour une pression sur israël pour qu'il évacue les tarritotres occupés, comme en 1956.

Oue serait elors le réaction d'Israel ? mame de le pression amaricaine. Depute 1967, Israēl e adopté une politique qui, de manière tout à fait prévisible, conduit à son isolement international et à sa totale dépendance à l'égard des Elats-Unie : leu

### Le rôle ambigu de l'Arabie Saoudite

POUR le moment, les pays arabes producteurs de pétrole n'exercent pas de pression sur les Etets-Unis pour contraindre Israël eu retrait. Les dirigeants de ces pays trouvent d'eilleurs un intérêt indirect dens la puissance d'Israél qui sert de barrière à le foie contre l'influence riétique et contre le patendel destructeur d'un nationalisme erabe redical, bien qu'en même temps ces deux dangers solent encouragés par l'occupation israélienne, Les reletions d'Etat é Etat sont donc complexes. L'Arabis Saoudite n'est pas moins hostile é l'iran, meis elle est satisfaite que les forces Iraniennes solent engagées, eur ses frontières, contre les Insurgés du Dhofar. Son ettitude à l'égard d'iaraél présents des ambiguités similaires. Avant la guerre d'octobre, elle n'e pas ublisé ses immenses potentialités pour, par l'intermédialre des Etats-Unie. d'aloger les Israéllens des territoires occupés. Et même en octobre 1973 elle attendit onze lours avant de s'associer eux mesures antiaméricaines. A ce point, à moins de renoncer é ses prétentions é représentar le nellonaliems arabe, ce qui eurelt eu pour conséquence de redicaliser monde erebe, elle ne pouvait plus e'ebstenir. L'Arabie Secudite oréférerait rester dans l'orbite américaine, et elle ns prendra aucuns initietive qui menace puissance des Etats-Unis. à moins d'y être contrainte, comme en octobre 1973,

ti est ainsi possible d'imaginer que l'ectuelle politique laraélo-américaine réuselsse pendant un certain temps. Sulvant celte politique, Israël s'efforcera de négocler avec l'Egypte une sorte d'eccord sur liser ainsi son front méridional, tout en inteneifiant ses efforts pour incorporer le rive occidentale du Jourdein, le bar Gaza et les hauteurs du Golan à l'Intérieur d'un Israel agrandi. Eventuellement, quelque forme d'autonomie interne cerait offerte à la population arabe locale. Israel aurait alors les mains libres pour poursulvre ses opérations militaires dans la Sud du Liban. Isolée, la Syrie serait réduite au rôle de spectateur silencieux.

per des forces échappant à son contrôle.

pas en mesure de résister à des ordres venus de Washington. Si le position américaine est forte et claire, Israël sere contraint de s'Incitner. Maie Il y eura probeblement quelques dissensions à l'intérieu du gouvernement eméricain et, prenant clence de ce falt, larael pourrait tenter de cimenter dans un sene tout à fait différent l'elliance américaine, dont il dépend maintenant pour es aurvie. Une ettaque israéllenne couronnée de euccès tique qui, mêms limitée à des mesures ou evertissemente hésitants, déclanche reit l'Intervention massive des Etate-Unis Cele en vertu de l' « exiome nº 1 » de le politique mondiale des Etats-Unis, cité plus haut. Un embargo pétrolier ou une avoir le mame résultat. Une attaque pré-emptive par larael pourrait mame conduire à une invasion directe des régions pétrolifàres. Dans un cas comme dans l'autre; Israēl eurait reussi, male au risque d'une guerre nucléaire, à restaurer l'elliance américaine. Ainsi pourrait raisonner le gouvernement israéllen s'il était mis an femeure de se retirer dans les frontières

de 1967. Aucune de ces éventualités n'est invraisemblable. Elles comportent toutes le risque de destruction à le fois des juifs Isreàllens et des Arabes palestiniens : dans le contexte de leur conflit local, e'lle ne peuvent pas vivre ensemble ils seront détruits ensemble. Le risque d'une guerre générale n'est pas mince. Et il en cera ainsi cussi longtemos qu'ierasi occupera les territoires conquie en 1967.

Les prix du pétrole demeureront àlevés, meia, pour les Etets-Unia, ce n'est pas un désastre cans malange : les cont moins rudament frappés que leurs rivaux industriels et ils bénéficient directement des profits grandament occrus des compegnies pétrolières américaines. Comme l'observe Michael Tanzer, - l'un des principaux ettets des changements survenus dens l'Industrie pétrolière Internationale est un transfert radical de puissance économique de l'Europe occidentals et du Jepon

vers lee Etats-Unis = (1). Il est vral que l'Arabie Secudite el les Etats du Golfe vont amasser de fantastiques réserves de capitaux, male le problème n'est certes pas cans colution eussi longtemps que ces pays restent des Etats-cliente » de l'Amérique. L'Arable Saoudils peut devenir le banquier des forces réactionnaires du monde, un peu comme le tsar II y e un eiècle, ou, pour prendre un exemple plus proche de nous, comme les Etats-Unis après le seconde guerre mondiale. Le déciln de leur hégémonte globale e contraint les Etats-Unle é rechercher des concours pour administrer le société internetionale et réprimer vastes régions qui n'ont pas àchappé à son contrôle. D'eutres puissances se sont parfois montrées hésitantes, comme on l'e vu lorsqu'il e'est egl d'organiser un souben Internetional au régime de Salgon. Male maintenant les Etats-Unle peuvent, grace au prix du patrole, imposer à feure alliés récalcitrants le paiement de leur contribution. L'Arabie Saoudits peut en tait devenir une espèce de Banque mondiale plus facile à menter et à laquelle chaque puissance versera eon du. Elle servire ainsi les intérêts impériaux de l'Amérique qui pour l'essentiel coîncident avec les siens. L'Arable Sacudite e déià accordà à le Banque mondigle un prêt da 750 millione de dollars, solt le prêt le plus important, et de loin, jamels accordà è la Banque eu cours de ees vingt-cinq ans d'histoire (2). Elle peut ausel agir directement sous l'égide des

# Un équilibre éminemment instable

D ANS un tout eutre domaine, les Importentes ventes d'armes à la région et les nouvelles possibilités d'invest ments compensent en partie l'impact des prix du pétrole eur l'économie américaine. La Ruesie comprend fort blen les principes fondamentaux de la politique amàriceine, et 11 est douteux qu'elle veuille ieusement la systèma dominé par les Etats-Unis. Son principal souci est da managar le « détente » et d'administrer con propre domeine impérial. Aucune autre puissence extérieure na peut daffer sérieusement la - pax americana dane la région. Il n'est donc pas inconcevable que l'ordre schuel colt maintenu cour un certain temos.

Male, de toute évidence, le système est hautament instable. Da nouveaux déve-loppements à l'intérieur du monde arabe l'Egypte da rester indéfiniment, ou même pour una très longua période, dans leurs sitions actuelles. Comma on l'e dals noté Israël aussi paut na pas être disposé à eccepter les conséquences inévitables d'une économia militarisée où ees ressources limitées doivent être consecrées à l'echet et à la production d'armements conflite sociaux peuvent éclater en Israel encourageant des mesures plus eur des bases plus favorables par la moyen d'une victoire militaire décisive. On peut arguer que de tele espoirs sont illusoires. mals l'histoire a anregistré da nombreuses aventures aimilaires. En outre, à moins qua te mouvement palestinien ne soli étruit. Il continuera da menacer la etabilité du systèma et posera des problèmes aux Etats arabes en etimulant les tendances nationalistes les plus radicales. De tella corte que ces Etats ont intérêt à regler le problème palestinien ou, eu moins, à la ramener à des proportions til est possible d'imaginer un système

très différent, plus stable et non meme favorable sux intérâts de l'ampire américain et des Etats arabes. Cela consisterait à appliquer le résolution votés en novembre 1967 per les Nations unles telle qu'ella est généralement interprétée dans le monde. Ceci impliquerait un retour à des frontières proches de celles de 1967 dane la cedre d'un eccord de paix régional, avec quelque forme de démilitarisa tion et de garantia internationale quelle que soit la valeur de cette dernière, en largement. Dens les conditions actualles un tel arrangement devrait aller au-deit de la résolution da l'ONU en ce sene qu'un Etat palesbnien organisé par l'O.L.P. serait établi. Divers ajustam peuvent être imaginés, mais le cadre géné-

ral est perfaitement clair. Du point de vue des Etats arabes, ce eerait une iseue estisfaisante, au moine à titre temporaire. La signification réelle da ls conférence de Rabat peut être que les its arabas cont arrivés à le conclusion. raisonnabla de laur point de vue, qu'ils doivent conteolr la nationallema palestinian dans une petita région rectant sous le contrôle de l'alliance lersalo-lordanienne. D'où un mini-Etat pales Limitée é cette région et effrontée aux s de l'édification de son autorité d'Etat, l'O.L.P. pourrait éventuellement choisir une nouvelle voia. Des éléments plus conservateurs pourraient devenir

tion politique et mettant ainsi un terme à le menece potentielle que ces netionalistes radicaux ont évellée dans le monde

Une telle eclution ne peut qu'être imposée par la force impériale, et déplo-

### Le jeu du libéralisme américain

pression américaine sur leraél. Una talle

pression, nous l'avons déjà algnalà, pour-

reit conduire à la guerre, une guerre

décienchée par un gouvernement teraélien

desespéré de se voir coincé dans une

d'intervention militaire an feveur d'israèl

sera bien reque par les libéraux améri-

cains, et, dane le mesure où leur pouvoir

contreindre teraal à evecuer les terri-

toires occupés auront tendance à dimi-

nuer. En dehora de cas considérations, le

soutien accordà par les Etats-Unie é

de l'apprécietion de le puissance relative

d'israel dane la région. Depuis 1967, et

particulièrement depuis 1970, lorsque

cette pulssance e paru eubstantialle, l'appui américain à le politique d'occupa-

don e até important. Depuie octobre 1873,

H e queique peu diminué, an vertu d'une

eppréciation révisée de l'équilibre des

forces dans la région. On peut prévoir

Si l'influence américaine e'exerce de

manière dàcieive, leraàl sera obligé

d'eccepter un eccord proche de celul qui

e àtà précédamment sequissé. Ce serait

una pilule amère, mais les autres solu-

tions disponibles ne sont pas plus réjouls-

santes. L'accord qui en résulterait lels-sereit un Etat palestinien dépendant,

domină par Israel et, à un moindre degré,

par son beaucoup plus faible alilà jorda-

nien. Du point de vue de le sécurité

d'ieraël, ce pourrait bien être le meilleur

accord possible. Un Etat palestinien

subordonnà à Isreel et à le Jordanie na

constituerait pes une menece militaire :

ses dirigeants sereient eppelés à contrô-

ler tes àléments créateurs de désordres

et semi-indépendants, à se comporter da

talle sorte qu'ils eoient considérés comme

- responsables - per les Etats voisins et per les grandes puissances.

sein d'une - netion erabe -. Tandie qu'elle

a'affirme prèle à administrer les territoires

libérés de l'occupation ieraélienns, elle

continue de s'opposer à tout plen Impli-

que ce echéme persistera.

impasse, face à un avenir intolérable.

I A forme que pourrait prendre la pression eméricaine dépendrait de l'évolution à l'Intérieur même des Etats-Unia. ici sussi, le sulet est complexe. Le courant principel de l'idéologie politique américelne est plutôt étroit male comporte de légéres variantes. Comma dans le passé, on peut prévoir qu'une victoire du fibéralleme eméricain renforcerait les tandances militaristes et interventionnistes. Le Ilbéralisma moderne est t'idéologie de la centralisation du pouvoir d'Etat prétendans le cedre général des institutions cepi-tailstes. En politique inièrisure, il aignifia inspirées par l'Etat, et des interventione étadques dens l'économis, dans le mesure où elles servent, et ne génant pas, les intérête du capital menopoliale. Des danenses militaires, un grand programme d'autoroutes (evec la démantalement simultanà das transports publics) et la course à l'espace ont été, dans le passé, le traduction neturelle de cette idéologie. Pour de bonnes raisone toujours valebles, la production de haute technologie militaira restere toulours le plus ééduisante racette. comple tenu des limites de l'Intervention étatique dans l'économie capitaliste. Les affeires mondiales tendront à aire inter-prétées de manière à favoriser un tel pro-

(Ibàralisme conduil à un « management » global, par la force el c'est nécessaire, mais toulours evec les mailleures intentione, comme des idéologues inisilectuele se chergeront patiemment de l'axpliquer.

Sur le pian Internetional, ce type de Il est alora previalble qu'une politique

# "Levantiniser" la population d'Israël?

MAIS le sécurità n'est pas le seul problàme. Si un régisment de cette nature intervenalt, leraël pourrait à nouveeu ee trouver dane une situation qui ne différerait pas tellement de celle de 1966, evec une àconomie déprimée et une certaine érosion de son dynamisme qui pourraient evoir de sérieuses conséquences. L'émigration des éléments inatruita et privilégiés de sa population pourrait augmenter, comme cale se produisit avant is guerre de 1967. On peut prévoir, sans grande crainis de se tromper, que l'émigration juive de Russis, el les autorités soviétiques l'autorisent, se dirigers vers l'Occident. En décembre 1974. 35 % des juits rueces arrivés é Vienne choisissaient déjé d'aller é l'Ouest, contre en 1973 et 17 % en 1972 (3). Et les pays d'Europe occidentale oni commencé à bioquer le faible courant des émigrants lutts russes venus d'israel. Tout cela évoque certains souvenire combres de l'époque où, à partir des années 30, les Etats-Unia voyalent cans déplaisir les luifs émigrer en Palestine, bien que les trontières américaines fussent pratiquement fermées et où, pour citer un cas célèbre, un nevire allemend transportant des réfugiés jults munts de visas eméricaine postdetés était refoulé vers l'Europe et l'holoceuete. Avec une réduction de l'immigrabon russe, la fraction européenne de le eoclété istaéllenne pourrait avoir des difficultée à préserver es position dominante. Le pays risque de se « levantiniser ». comme le radouts le directon sionisie Ce sont des perspectives que les responsables israéliens n'effronterent pes de geleté de cœur.

Pour le mement, l'impesse est complète eur le plan local entre lersel et les Palestinions. Partout où les Palestiniene peuvent feire antendre leur volx, c'est pour proclamer leur soutien à l'O.L.P. Cette dernière n'e présenté aucun programme eubstantiel qui puissa cervir da base de descussion dans le société israélienne. L'O.L.P. parie d'un Etat laïo damocratique dans la cadre da l' - unité arabe totala (4). n'offrant aux julis leraellene d'autre perspective que de former une minorité tolàrés jouissant des droits civiques au

# Les exclusives réciproques

A PRES la guerre de 1957, leraël e eu diverses occasions de e'echeminer vers un réglement pecifique mele ne les a jamale saleies. Il eureit pu ainel autoriser un certain degré de libertà d'expres-sion et d'organisation politique dans les premier pas vers un règlement pacifique avec participation des Pelestiniens. On e appris récemment que le commandant militaire de le rive occidentale après 1967, is ganeral Haim Herzog avait proposé que l'on encourage una formation palestinienne sur la rive occidentale « pour bles de cette rive avaient prie contact avec lui pour damander, précleément, qu'une organisation polidque de catta sorte y soit utorisée. Même ce projet fut repoussé par le régima d'occupation militaire, soi-disant « légère », et la censure gouvernementale e empêché le presse Israéllenne de faire état de la proposition du général Herzog, comme il t'e repporté lui-même. D'autres meeures plus Imaginatives euralent pu être prises à cette époque en faveur d'une certaine forme de fédéretion entre les régions à majorité juive

et les régions à majorité palestinienne.

quant une reconnaissance d'israèl, le conciliation evec cet Etat et le renoncietion aux droits nadoneux des Palestiniene (en tant que partie de la nation arabe) sur toute portion de l'ancienne Palestine (5). Officiellement, « le but de la révolution palestinienne est la liquidation de l'antità (eloniste) aous fous ses especia (politique, militeire, social, syndi-cal et culturel) et le libération complète de le Palestine » de manière que tous ees citoyene puissen: « coexister avec des droits et des obligations égeux dans le cadre des aspirations de le nation arabe les juifs se voient refuser tout droit national dans un tel dessein. En vertu de ce ou'El Fath a décrit comme - un arrangement traisitoire collectif immédiatement après le libération », les juits « auraient la droit da pratiquer leur religion et de développer leur culture et leur langue en tent que groupe, outre jeur participation politique et culturelle individualle . (7). A l'evidence, « programme leisse prévoir que toutes les couches de le société iersélienne s'uniront pour résister é le liquidation de leurs Institutions politiques. sociales et culturelles, et é l'ebrogation de tout droit netional eu eeln d'un Etat erabe faisant pertie de le nation araba.

De son côté, lareal refuse toute négociation avec l'O.L.P. Dans le régime d'occupetion, la libertà d'expression politique e été solgneusement contrôlée ou supprimés, el bien des lasders potentiele ont étà arrêtés sane inculpation et déportés. Un cas recent et Important : le D' Hanna Nasser, president du collège Bir-Zeit, sur la rive occidentale, a été déporté sane inculpation, ti - set considéré par les résidents de le rive occidentale comma un nationaliste eux vues modàrées eans lian avec fO.L.P. ou is Front netional palastinien qui bénéficia du eoutlen da ro.L.P. (8) », lequel, d'allisura, a étà dàmantelà à la suite d'errestatione successives dans les milleux mialiscipale da la rive occidentale.

Ce sont blen des propositions de cette sorts qui sont maintenant formulées par des ministres du gouvernement, mais elles n'ont plus guère de sene àtant données les circonstances depuis le guarre d'oc-

tabre 1973. Les porte-perols du gouvernement n'ont cessé de proclemer avec inalstance qua les hauteurs du Golen, la Grande-Jarusalem, la bande de Gaza, Charm-El-Chelkh et son eccès, et meme une bonne parile da la vallae du Jourdain, resteront à l'Etat d'Isreël, quel que soit le réglemant politique. Le premier ministre, M. Rabin, e évoqué à l'occasion la nécesaité à long terme de transférer en Jordanie des réfugiés de Geza et de le rive occidentale (10). Out plus est, la gouvernement poursuit son programme de dévetoppement dans les régions occupées. Récemment encore, on annonçait un projet de nouvelle implentation industrielle entre Jérusalem et Jéricho. Apparemment, cas déclarations et ces programmes ferment la vole à tout règlement politique.

Dane les circonstances présentes, pour parier cleir, POLP. Sott être partie à toute négocietion sérieuse, el si cette négociation aboutit à une issue pscilique.

de l'O.L.P. On trouve bien quelques Individue au seln du principal courant politique en leraël qui font objection à l'actualla politique d'intégration des territoires occupes et qui sont prêts à faire face à ces réalités politiques. Néanmoins ils sont peunombreux, et leura analyses ou leurs propositione ne sont pas claires eur les points sentiale. C'est sinsi par exemple que Mme Shulamit Aloni s'est courageusement prononcés en faveur des droits nationaux. alestiniens et de la nécessité d'un règlement politique. Mais elle n'e cessé de déclarer que ce qu'elle eppalle la « binationalisma » est une solution inacceptable. comme le prouvent les événements récents à Chypre. Mais qu'entend-on par la exactement ? Chypre n'était pas un Etat - binedonal », du moins eu sens où ce terme tut employé dans l'histoire du mouvement eloniste et qui impliqualt des institutions netionelités. Chypre était plutôt, essentiellement comme Israël avant 1967, un Elati composé de deux groupes nationaux, une ajorità grecque et une minorità turque d'è peu près la mêma importance que le minorité arabe à l'intérieur de le « ligne verte - (les fronttères d'avant 1967). Si, pour une telte société multinationale, la seule solution est la partidon et le transfart de populations, comme Mme Aloni semble l'entendre dans ses remarques. Il en découle alors que, al un Etat pales-tinien doit voir le jour, le minorité erabe d'lerael devra être transtèrée dans cet Etal. Si Mme Aloni ne ve pes jusqu'à cette conclueion, son enalyse et l'analogie qu'alle établit avec Chypre y conduisent

Ainel peut-on epprécier l'ampleur du dilemme, un dilemme inhérent à la polibique sioniste. Le mouvement sioniste e'était prononcé à le fole pour le démocratia et pour un Etet juif, deux notions epparemment incompatibles, tout comme il n'y aure pas d'Etat arabe democratique mprenant des citoyens non erabes. Un Etat juif (et de le même façon un Etat erabe, un Etat blanc, etc.) peut progresser vers le démocratie de deux manières ; soit en gerantissant que tous ses citoyens sont juits, soit en réduisant le caractère juit de l'Etat à un eimple symbole. Il ne se trouve aucun groupe important en larael pour demander le damantélement des structures légales et Institutionnelles ou des pratiques administratives qui garanlissent la prédominance juive. En réalità, le problème y est à peine soulevé et il ne donne guère matière é discussion. isment, des erguments fallacieux l'ont feit disparaître de la pensée consciente. Ainsi, prélendell-on, l'Etat juif serait julf uniquement dans le sene où l'Angleterre est angleise ou le France franceise, ce qui est une Imposalbilité évidente sussi longtemps qu'il y eura des citoyens non juits dene l'Etat juif. L'autre solution, le - transfert de population - -c'est-à-dire l'expuision, pour s'exprimer nenl -- fare d'Israël un Etat julf tout comme l'Angleterre est angleise, du moins eussi long-tempe que ecule des julis y auront droit à le citoyennete. Meie ni l'un ni l'autre des deux termes de l'allemetive n'est cleirement formulà en réalité, et cele s'explique peut-être per le malaise que soulève un tel probléme chez un peuple sincerement voué é la fois e la démocratie el é le prédominanca juive.

Meie ce problàme n'en existe pas moins. On l'e déjà noté, il trouve des analogies dane la doctrine de l'O.L.P. Et il n'en continuera pas moins d'empoisonner les reletions entre julie et Arabes même si un Etat juli et un Etat palestinian viennent à coexister l'un et l'eutre fondés sur le orincipe fondamental de la discrimi-

Le fait est que même des petites mesures partialles en faveur d'un eccom-modement seralent fecilitées ei des programmes à long terma offraiant quelque possibilità da réconcillation entre les deux groupes nationeux juif et palestinien, dans la cedre d'un ordre social tondé eur la justice et le dàmocratie. Les « réa qui repoussent les « solutions utopiques » na peuvent percevoir cet élément da la réalité acciala, et les se trouvent ainai enfermés dans le plèga d'un confilt sans solution. Aux premiers temps du eloniame. Gourion et d'eutres se disaient partisens du binationalisma socieliste. Il ne serali peut-être pas inutile de ranimer ces idées sujourd'hui, et de construire sur elles un programme de longue portée. Pour les listes des deux sociétés ennemies. c'est du moins una entreprise toute naturelle. Ce programme pourrait offrir le cadra d'un futur règlement et, plus tard. d'une viala coopération entre des peuples SULVIVIE.

NOAM CHOMSKY.

6

(1) Michael Tanzer, The Energy Crisis: World Struggle for Power and Wealth. Monthly Review Press, New-York, 1874, page 133.

12) Edwin L. Dale, New York Times du 18 Stermber 1974.

18 6écembre 1974.

(3) Eric Silver, Guardian Weckly du
19 janvier 1975 (Manchester-Loodres).

(4) Conseil national palestinien, programme politique, juin 1974.

(5) Ibid.

16) Déclaration du commandement uni16 du Mouvement de la résistance pales-

(6) Déclaration du commandement uni16 du Mouvement de la résistance palestinieune, & mai 1970.

(7) Déclaration d'El Path : « Vers un
Etat démocratique en Palestine », présentée au second congrès mondial sur la
Palestine, septembre 1970.

(8) Jim Hosgiand, Washington Post du
28 novembre 1974.

(8) Extrait d'una déclaration publique
8u général Herzog publiés dans Emde.
n° 3, décembre 1974. Tel-Aviv.

(10) Voir par example les citations
reproduites dans Christias Soience Monitor du 3 juin 1974 (Francis Ofner, TelAviv). Yediot Ahronot do 23 juillet 1974
et Maario du 16 février 1973.

----والمعالين

stere du Poseides

يها الاستعادات

والوالية فالمتوادية

Land September 19

The second second

1 18 1 44

- - -

ere de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la

A.,...

A 10



# CINEMA POLITIQUE

# SYMPTOMES ET ALARMES

De cet interminable craquemunt que ne dre la plupart des éco-nomies occidentales, au nous perviset unjour-

tout des États-Uuis où les alormes de le conjoncture et les menaces d'une nouvelle guerre sont venues s'ajouter soudain uux récentes méssaventures, vécuez presque simultanément, qui provoquaient déjà une accélération du désurrei : la retruit sans gloite du Vietnam, la longue agonie politique de M. Richard Nixon et la brutale crise de l'énergie. Trois certitudes, trais piliers de la confience américaine étaient ainsi ébranlés, sapés, fracturés : l'emujotence de l'armée, l'exemplarité du président et l'invuluérabilité de l'écouomie.

L'effet cumulé et diffus de ces bouleversements successifs trouve aujourd'hui une illustration naïve, primitive, dans cette série de films-catestrophes qui mobilisent paredoxalament les plus impressionnants budgets de cas dernières ennées. Per un habituel

phénomène de déplacement, Hellywood s'est mis à produire des films aù le catachysme a une fouction de varitable objet phobique qui permet de localiser, de circonscrire, de fixer la formidable angelsse, l'état de détresse suscité dans l'esprit du public par

Tautes ces descriptions complaisantes de sinistres (nature l'autes ces descriptions complaisantes de sinistres (naturels, uccidentels ou criminels) exorcisent une peur paulque qui rejoint celle, uncestrale, de le fin du monde. Devant le sol qui se dérobe, les producteurs procèdent à le reprise nominale, à l'inventaire exheustif des grands cutaclysmes annoncés déjà par l'évangéliste Jean dens l'Apocalypse; gigantesques défertements des mers (l'Aventure du Poséidon, Terreur sur le « Britannic »); écroplements de montagnes (la Tour infernale); embressements du ciel (747 en péril, le « Hindenburg »); ouvertures béantes de la terre (Tremblement de terre).

Cos films, par leur succès même, constituent de véritables cérémoules magiques de combat contre les influences meléfiques ; ils conjurent les dangers qui menucent un système affligé.

En analysant dens cette page les quelques « cotostrofilms » déjà en exploitation, nous avons voulu mettre ou relief certains des codes les plus inquiétents à l'œuvre deus ces produits de

qu'en soient les couses) provoque, dens toutes les fictions, and sorte d'état d'exception qui confère tous les pouvoirs aux autorités (police et/ou armée). Ces appareils répressifs d'Etat sont présentés comme le recours ultime, capables de s'apposer grâce à leur arganisation et à leur technicité, aux périls, aux désordres et à la

Une autre constante, corollaire de la précédente, est l'infantilisation et à leur tochuicité aux périls, aux désordres et à la réalles de le cotastrophe, écartés de toute décision, distraits par des spectacles imbéciles et uncouragés à obéir avec discipline à une autorité paternellu qui fait tout (se sacrifie, s'il le fout) pour

Ces deux aspects, parmi d'autres, prouveat bieu que, par-delà, auecdotes distractives, c'est d'enjeu politiquu qu'il est question. Dans leur naïveté mythique, ces films nous révèlent, en creux, la réalité de périls très concrets : cuux que feroient caurir à la démacratie les décisions bâtives d'une année et d'une police qui se croiraiset habilitées à errêter les uffets d'une crise in la structure même da système qu'ulles étayeut.

# "L'aventure du Poséidon" :

# Une remontée vers les profondeurs

N pourrait commencer par e'interro-ger sur les retards d'uns catas-trophe que tous les spectateurs nt evec fièvre, puisque le pesente publicité du film Insistait précisément sur. son caractère absolu et insollife (un paquebot complètement renversé par une vague

cet événement dans un auspense pervers, retors. La fiction en effet, tout en Installant les principeux protagonistes du drame, excite l'intérêt en proposant des aubstituts de réponse et même, pour faire perdre patience, des leurres. Aussi la public ne supplie pas, comme d'habitude : « Pourvu que cele n'errive pas l », mais au contraire Il demande : - Quand cele va-t-li se produire ? - Lorsque le paquebot se renverse, tout le monde respira, soulegé. Une mauvalse conscience demeura toutefois et II e'agira done de blan adhérer aux efforts des survivants pour les alder à sortir d'une complicité des spectateurs.

Il nous semble, en clair, que les rapporte que le public doit entretenir avec l'Aventure du Poséldon sont aussi importants pour le sens du récit que l'intrigue ellemême. Dans cet investissement, dans ce transfert, on retrouve un peu la type de repport que le primitif établit avec un mythe qu'il entend pour le énlème fois. d'idées archétypes et que le dénouement soit connu, l'auditeur se réinstaura dans une sorte d'innocance Initiale qui permet au récit de remplir son effica.

QUE la dimension mythique soft indis-pensable à une lecture plus fine du film, le titre lui-même nous le signale. C'est en effet Poséidon, dieu gréc des selismes acus-marina dent l'un (survenu au large de Crète, nous dit-on) est à l'origine de l'immense lame qui retourne le navire. L'interlocuteur privilégié d'un dieu ne saurait être qu'un prêtre. Or, préciséprincipal la figure d'un pasteur, le révérend. Scott, en route pour « un lointain pays

tueuse conception de libre-arbitre et de la réuseite eur terre. Au cours d'un sermon pasteur explique que checun doit se débrouliter seul. « Battez-vous seuls et la partie de Dieu qui est avec vous ee battra evec vous. Dieu veut des vainqueurs, pas des valocus I »

affirmation qui est, blen entendu, le eignification téléologique, le sons suprême du récit. En effet, les paroles du pasteur reprochent, en creux, é l'Amérique con manque de volenté, son défaut d'esprit d'initiative, son remellissement général et surtout l'oubil de sea qualitée profondes ; Il auggère de redresser, de retourner le situation. La métaphore s'exprime, la vague arrive et le sinistre prend le pesteur au

L SS codes qui vont descriment viennent tous s'épingler à ce noyau de ES codes qui vont désormale se suivre eignification central. Notamment celui de renalesance, de renouveau, balleé en particulier par le date du cataclysme (minuit du demier jour de l'année), date de rupture, d'interruption, et donc de regénération ; par le long séjeur dans le ventre du navire, dans les tuyaux d'aération, figurant einsi une incubation, une gestation; et per le séquence finale où les sauveteure tirent à le lumière, « eccouchent » les rescacés en procédant é une véritable césarienna

La coda de l'électivité Instaura la dizaine de survivante, qui décident de sulvre la pasteur, en « groupe élu ». Ceux qui refusent sont d'ellleurs victimes d'une trombe d'eau, sorie de déluge qui chétie les endurcis tandis que le petit groupe, pour se mettre é l'ebri, escalede un arbre (de Noël, en acier), symbola de vie et de scence. Le révérend Scott fait figura de prophète et de guide de ce groupe élu, il les conduit vers une nouvelle terre promise, à travere les dédales internes d'un navire en proie eu feu et à l'eau. Ce voyage labyrinthique, comme celui qu'effectuaient naguère les pèlerina démunis dans le lebyrinthe gravé

à l'entréa des églises, équivaut é un pèlerinage purificateur ; d'ellieurs, avant de l'entreprendra, certains membres du groupe (les femmes eurtout) ont dû se prêter é un rituel de dépossession. Tous font preuve de « qualités spirituelles » qui l'âge de l'innocence, deux allaient vers la Terre sainte, une est une prostituée recendonner des pans de sa générosité, et les deux derniers sont les protecteurs de la herde : un policier et le révérend. A ce propos il est intéressant de noter que l'ensemble des survivants du paquebot se placent sous la protection de trois autorités différentes : les plus nombreux de bord qui conseille de rester sur place, de ne pas bouger et d'attendre les docteur qui auggère d'aller vers l'avant; et le plus petit groupe suit le pasteur et le policier qui estiment que le salut se trouve en ellant vers l'arrière. Ces derniers seuis seront sauvés.

D'autres codes recoupent ceux que nous venons de voir ; ils ont trait à la purification, au sacrifica et en particulier, à l'as-cension inscrite dens la verticalité même de l'entreprise qui consiste à s'élever à travers des rempes, des échelles, des tubulures, pour être enfin libéré un par un par des contre-plongées insiste dans ce eens A le fais plus complexe et plus naif que les eutres - catastrofilms -, l'Aventure du Poséidon fonctionne donc sur un modèle mythique dont le projet serait de tenter de « soustraire l'homme et ses valeurs à le lités epirituelles peuvent renverser les forces matérielles, le discours de ce film le megie, il renforce les thèmes de groupes extremement conservateurs (Témeins de Jéhovah, partisans de Billy Graham) qui travaillent à répandra une idéologie cataclysmique eusceptible d'engendrer les pires fanatismes,

IGNACIO RAMONET.

# "*747 en péril" :* La pesanteur idéologique

A début de film, tout semble en place pour que l'écran fonctionne, littéralement, comme un Ta tionne, littéralement, comme un miroir : dans la salle, la communauté de hasard des spectateurs embarqués dans la fiction ; sur l'écran, les passagers du '47, embarqués pour ce vol d'une compagnie aérienne curieusement haptisée « Columbia ». Le dispositif classique qui devrait prendre les spectateurs au leurre de l'identification est particulièrement bien monté : c'est que le succès du film en dépend, et son efficacité idéologique.

Pourtant, étrangement, l'identification escomptée ne trouvera jamais

tion escomptée ne trouvers jamais son plein régime ; les spectateurs vont souvent décrocher, voire s'ennuyer. Le savoir-faire du réalisateur n'est qua partiellement en cause dans ce semi-

partiellement en cause dans ce semiéchec; dans 747 en péril c'est le genre
même qui n'arrive pas à maturité, qui
ne réusait pas à assumer les exigences
contradictoires qui ont précipité son
apparition sur le marché du film.

Car il ne s'agit pas seulement,
comme dans certains films fantastiques, d'exploiter de façon diffuse et
lointaine une angoisse latente devant
les menaces de crise. La tâche du film
est plus précise. Il s'agit de faire
coincider le développement logique
d'une situation initiale archétypique :
un avion en plein vol prive subitement
de pilote, et une proposition idéologique massive, pressante, qui programme le film : face é une situation
critique, et à la vacance du pouvoir critique, et à la vacance du pouvoir de pilotage), le seul recours d'une société en péril est d'attendre son salut de l'intervention extérieure d'un ponvoir d'exception, d'ordre technocra

TOUT au long du film, le clivage sera radical entre les passagers et le pouvoir technocratique, au niveau même des formes narratives

Les passagers, réduits à quelques signes carlesturaux, sont les derniers avatars des figures conventionnelles les plus usées du cinéma américain : la star vicillissante, la bonne sœur, les amoureux, l'alcoolique... La joune fille malade se détache un peu de cette frise de silhouettes pittoresques ; c'est qu'elle condense, sur un mode pathé-tique, le statut général de dépendance

tique, le statut général de dépendance de l'ensemble des passagers.
Cette dépendance absolue des passagers se manifeste tout au long du film par un comportement inconséquent, irresponsable, infantile. Ils se complaisent dans l'ignorance de la situation, narcissiquement repliés sur eux-mêmes : l'imminence de la catastropha ne provoque chez eux aucune transformation notable, aucun aucune transformation notable, aucun a ecting out »: l'alcoolique continue de boire, la vieille actrice de raconter sa vie, la sœur de prier, le lâche d'avoir peur. Ils resteut figés dans leur essence carleaturale initiale et la catastrophe, finalement, ne les affecte

pas. L'envers complice de tant d'irres-ponsabilité, c'est la maîtrise sans faille qui caractérise l'aristocratie des techpieme maîtrise de soi. Leur rapport avec les passagers est double : ils les maintiennent délibérément dans l'ignorance des dangers, de la situation réelle, mais, dans le même temps, ils les rassurent, les alimentent et sont prêts à prendre les plus grands risques pour les sauver. Ils se comportent en adultes qui ont à charge et à cœur de protéger leurs enfants innocents de l'angoisse et du péril. Le personnage du fils du directeur de la compagnie illustre clairement cette relation paillustre clairement cette relation pa-rentale: li reste jusqu'à la fin du voyage avenglément confiant dans la fiabilité de l'appareil et la toute-puissance de la bienveillance pater-

nelle.

Mais le véritable héros du film, et le titre français ne s'y trompe pas, c'est le Boeing 747, fascinant fétiche technologique. Il va sa jouer, impavide, de toutes les épreuves accumulées sur sa route; tempête, collision, décapitation, fuite de carburant, défaillance des freins. L'industrie américaine aut considérablement grandie. ricaine sort considérablement grandie de la catastrophe, et ca bénéfice secondaire du film est loin d'être négligeable à une époque où le marché de l'aviation connaît la concurrence

que l'on sait.

La maîtrise de cette haute technicité et la confiance absolue en elle fondent la légitimité du pouvoir tech-

nocratique. C'est sur la vacance de ce pouvoir que va s'articuler le désir du spectateur. L'angoisse est née de cette béance intolérable à la tête de l'appa-reil. Le seul désir qui institue notre rapport à la fiction, c'est que le pou-voir soit à nouveau assumé, enfin pris en charge par un spécialiste efficace, c'est l'attente anxieuse d'un sauveteur extérieur et rassurant qui fera cesser l'état de crise. Il n'est pas indifférent que, dans la logique de la fiction, l'armée seule possède le matériel et les hommes capables de secourir le Boeing.

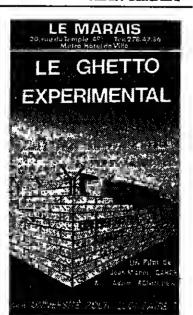
On le voit, la demande idéologique est insistante et massive, trop sans doute pour ne pas entraver les exigences propres é l'ordre du récit.

Dans le suspense, par exemple, le doute est ludique, porteur de désir, mais fondamentalement nécessaire. Ici, l'insistance idéologique est telle, qu'il n'y a plus de place pour le doute, même truqué. La technique est tellement fétichisée que le kérosène peut s'écouler, les freins lâcher, le spectateur ne peut feindre um seul instant de croire que l'avion va manquer de teur ne peut feindre un seul instant de crotre que l'avion va manquer de carburant ou s'écraser en bout de piste. La maîtrise du pilote est d'une telle évidence monolithique que l'ap-pareil va nécessairement réussir son atterrissage, quand bien même il ne resterait plus qu'un câble dans la

Le spectateur trouvera difficilement dans le film le support qui lui permette de participer à la fiction. Entre des passagers vraiment trop infantiles, caricaturaux, et des sauveteurs trop nor concerné dans la catastrophe. sinon épisodiquement par le truche-ment de l'hôtesse de l'air. C'est la seui personnage susceptible d'effort, mais sa marge d'initiative est vraiment trop mince, elle n'est que l'instrument épisodique et laborieux du pouvoir un faire-valoir de l'ubiquité de sa puissance. Il ne reste à celui qui traverse cette catastrophe en touriste peu concerné que le plaisir plat des paysages aériens et la fascination féti-chiste du bel ebjet technique.

H ITCECOCK, en d'autres temps, a réalisé un film-catastrophe, selon la demande idéologique d'alors : exaltation de l'esprit d'entreprise, da la tation de l'esprit d'entreprise, da la faculté d'adaptation individuelle, de la volonté de s'en sortir. Dans les Oiseaux, point de salut extérieur, point de délégation de pouvoir : le spectateur, comme les personnages était partie prenante du drame qui s'abattait sur Bodega Bay, et le film, sur la base de cette identification, fonctionnait parfaitement. Il est vrai que le cinéma américain classique a constitué l'essentiel de ces codes pour répondre é cette idénicaie de la libre répondre é cette idénicaie de la libre. répondre é cette idéologie de la libre entreprise, de l'esprit d'initiative, et qu'Elitcheock reprenait evec maîtrise un discours déjà parvenn à maturité. Les films-catastrophes cherchent

aujourd'hui à nous dire autre chose. Pour le moment, ils le font encore assez mal, mais ce qu'on en perçoit est suffisamment clair et inquiétant. ALAIN BERGALA.



# DÉMONSTRATIONS DE FORCE

sorti récemment dans les salles parisiennes, les Artistes associés vont distribuer les Pirates du métro, dont l'action se pesse à New-York. Ces deux films présentant quel-ques configurations similaires — et,

un chantage musclé, le jeu du suspens plosits qui doit sauter au petit math)
ou les dix-huit otages de le rame de
métro détournée (par quatre redou-tables lascers). A peine différenciée, rants, ceux-ci sont surtout là con fait, le spectateur ne peut guère, de Jamais, de plus, ne s'installe la sensation d'un espace clos, coupé du monde,

Il s'agit plutôt de donner à voir, face au diktat terroriste qui nove solid d'une série d'opérations prises dans un relais de pouvoirs, à la pointe duquel officie le machine militaire (Tarreur sur la Britannic) ou policière (les Pirates du métro).

On assiste, dans les deux cas, à un ballet technologique gravitant autour de l'abcès tragique, avec sa batterie

électroniques, de télécommunications, d'experts hors de peir, qui repère,

C ETTE troide mécanique, malaré son efficacité, se heurte à un double obstacle. La aubtilité retorse des maîtres chanteurs, d'abord, qui dispositif, un tel système hyper-orga-nisé. Sans doute finit-elle un peu par séduire, atténuant sinsi le manichéi que ne manquent pas d'instaurer le menace de mort et l'exigence exorbinos record) de ces vieux routiers nocentent d'uvance la démonstration de forces adverses, la légitiment.

Les transactions, frictions et autres affrontements entre les différents poude chacun d'eux, constituent la seconde plerre d'achoppement. Dans cette valse eccélérée de passation et du délégation du pouvoir (équipage, compagnie, police, gouvernement, forces armées, dans Tarreus la Brésante. dans Terreur sur le Britannic ; responsables du métro, police du métro, police tout court, maire de New-York et ses edioints, dans les Pirates du métro), les rouages ne tonctiennent pas toujouts très bien. Grincements, notamment au sujet de la rançon, mais aussi hauris multiples, coups de gueule, Impairs, Incapacité (le meire de New-

C'est en partie par ne blais que,

mplexe, reste le flair. Il montre le bout de son nez, de place en place, et tait le décision dans les derniers

L A-DEDANS, au demeurant, ne se dégage aucun héros ; simplement celui de l'initiative individuelle, de la libre entreprise fictionnelle, magnifiées, per exempla, dans nombre de films d'Hitchcock, eù des personnages impliqués sans le vouloir dans des

Déià, uvec James Bond, commen-

avait certes affaire à un agent plein d'audace, ayant encore les coudées sant en tant que simple exécutant Avec Terreur sur le Britannio et les Pirates du métro, un cran au-dessus est atteint. En dépit des provesses techniques, de le maestria militaire ou ment arriver à maintenir plus qu'une ombre d'errance, qu'un résidu d'avan-ture, dans ces films aù se profile « la rēve politique d'un pouvoir exhaustif, sans obstacles, entièrement transparent é son obiet » ? (Michel Foucault.)

DANIEL PERCHERON.

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

# Les travailleurs immigrés et la « crise » en Europe

Un renversement de politique

Par BERNARD KAYSER\*

A crise de l'hiver 1974-1975 provoque chez les travailleurs migrants des pays industriels et parmi les dirigeants des pays d'émigration une angoisse largement motivée: le chômage ne touche-t-il pas, avant les autres, les ctravailleurshôtes, comme en Allemagne, et des économies comme calles du Portugal ou de la Turquie sont-elles aptes à absorber en souplesse un retour massif d'émigrés? De telles interrogations (1), étroitement liées à la conjoncture, risquent de laisser passer inaperçu le renversement total des politiques migratoires enregistré dans tous les pays d'Europe au cours de l'année 1974; un renversement inspiré par des motife socieux et politiques, fondé sur l'analyse de faits de structure, et donc largement indépendant de l'évolution économique; un renversement dont on peut prédire qu'il sement dont on peut prédire qu'il marquera dans l'histoire sociale de l'Europe contemporaine un tournant décisif et non une simple oscillation sur la courbe.

A partir de la fin de 1973, les principatus pays d'immigratiou ont décide les uns après les autres, mais apparemment sans concertation, d'interrompre les flux migratoires. Ces décisions unilatérales, dont certaines ont pu paratire, dans le temps, liées à la «crise de l'énergie» et aux difficultés financières internationales, sont intervenues à un moment où l'offre patronale d'emplois pour les ctrangers, loin de se réduire, tendait à augmenter. Tout s'est passé comme si l'approche d'une phase conjoncturelle basse, plutôt prévue que ressentie, avait plutôt prévue que ressentie, avait constitué l'occasion attendue et servi à faire admettre des décisions restricà faire admettre des décisions restric-tives prises en fonction de la situation sociale et politique. Le gel des flux migratoires a clairement tenu à la vision anticipée des gouvernements d'une situation difficile au cours de la période à vemir. Ajoutée à la crainte de troubles provoqués par la margi-nalisation de groupes ethniques crois-sants, cette vision a déclenché des décisions « conservatoires »; même si elles sout un jour modifiées, on ima-gine difficilement que le courant qui les a portées puisse être désormais renversé.

Ce fut évident en Suisse, où la poli-

Ce fut évident en Suisse, où la poli-tique de restriction progressive des entrées de travailleurs étrangers, qui ne date d'ailleurs pas de 1974, fut la réponse gouvernementale à la large fraction de l'opinion sensible aux arguments des organisations hostiles « surpeuplement » du pays et à

\* Professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail, consultant de l'O.C.D.E. pour le SOPEMI (Système d'observation perma-nente des migrations).

l'a emprise étrangère». Ce fut non moins évident en Allemagne, où la décision d'arrêter tout recrutement de travailleurs étrangers, prise le 23 uovembre 1973, fut justifiée par la nècessité d'éviter les « problèmes » liés au chômage des étrangers. Pourtant, pendant le premier semestre 1974, le chômage des étrangers n'a pas été plus important que celui des nationaux, et le niveau des offres d'emploi est resté élevé, hien qu'en dessous de celui des années passées. Ce faihle taux de chômage étranger était peut-être du reste à l'époque une consequence de l'arrêt des introductions.

En France, la décision de « mettre

l'arrêt des introductions.

En France, la décision de « mettre ismporairement fin dux introductions de main-d'œuvre étrangères dans l'attente de la définition d'une uon-velle politique de l'immigration fut prise le 3 juillet 1974 et maintenue dans le programme d'action du gouvernement, adopté le 9 octobre par le conseil des ministres (2). Elle est intervenue alors que les flux migratoires du premier semestre 1974 par rapport au premier semestre 1974 par rapport au premier semestre 1973 étatent caractérisés par une baisse sensible, certes, mais le maintien d'un niveau èlevé (45 351 contre 50 302). La mesure, politique elle aussi, du gouvernement algérien interrompant le 18 septembre 1973 les départs vers la France réduisait d'autre part à zéro le flux des travailleurs provenant

d'Algérie (13 852 pendant le premier semestre 1973).

L'année 1974 a marqué également un changement brutal de la politique migratoire autrichienne. Alors que les tendances de l'activité économique restaient favorables et que la situation de marché du travall rendait nécessaire l'immigratiou de nouveaux travailleurs, les autorités s'avisèrent qu' aun nombre de travalleurs étrangers excédant un taux de 10 % de la main-d'œuvre totale pourrait crèer des tensions sociales dans certaines régions » et prirent des mesures pour limiter souplement l'immigration. Le plafond fut fixé en 1974 à deux cent cinquante mille travailleurs étrangers, et l'octroi de permis de travail à des atouristes » fut, en principe, proscrit. Ces décisions eurent d'ailleurs un effet beaucoup plus important qu'on ne l'attendait : le plafond n'a pas été atteint, et les autorités n'ont pas en à mettre en œuvre le système prévu de quotas.

Aux Pays-Bas, la mise au point d'une législation sur l'immigration en 1974 n'a sans doute pas marqué un tournant brutal dans une politique migratoire déjà restrictive depuis quelques années, mais elle a précisé, ordonné et justifié les pratiques limitatrices. Le mémorandum officiel présenté au Parlement par le gouvernement au mois de mars pour proposer une législation nouvelle concernant l'admission et l'emploi des travailleurs étrangers expliquait que ni les intérêts des pays d'émigration ni ceux des

I Lest encore incontestablement trop tôt pour juger des effets de l'inter-ruption en 1974 des grands fux migratoires. Mais on peut avancer qu'une fois de plus les pays d'émigra-tion se seront révelés capables d'amor-tir les fuetrations et auront fond tion se seront reveles capacies d'amor-tir les fluctuations et auront joue leur rôle d'«abri», bien que les condi-tions économiques géuérales y soient particulièrement défavorables. Le stock des travailleurs émigrés, encore non réduit, au contraire, est tel désor-mais que les flux supplémentaires jouent, dans les pays de départ, un rôle moins important. Mais qu'advienPays-Bas ne pouvaient être servis par l'immigration étrangere. Les Pays-Bas ue sont pas un pays d'immigration, était-il affirmé, mais les travailleurs étrangers qui y sont peuvent y rester, s'y intégrer et y être effectivement protégés. En fonction de quoi le Parlement mit au point une réglementation visant à réduire le nombre global des étrangers dans le pays et à instituer une limitation de l'embauche au niveau des entreprises.

Dans les pays scandinaves, malgré la diversité des conjonctures économiques nationales, l'arrêt des flux migratoires en provenance de l'exterieur du « marché nordique du travail » (qui est libre), fut genérai. Le Danemark, qui avait interdit l'immigration en 1970 et introduit un système d'entrées par quotas an printemps 1973, est revenn à l'interdiction totale en novembre 1973 et on y a prévu le « renvoi » d'un certain nombre de travailleurs étrangers. En Norvège, le Parlement a discuté d'une loi sur la main-d'œuvre immigrée et, en attendant qu'elle soit votée, a décidé l'arrêt des entrées en juillet 1974. En Suède enfin, en l'expansion économique rapide a provoqué en 1974 une insuffisance considérable de main-d'œuvre, le contrôle, ià où il a pu s'exercer, fut négatif. Toutes les demandes des employeurs tendant à recruter de la main-d'œuvre en Europe méridionale ont été rejetées, et ils durent se tourner vers la main-d'œuvre danoise, très touchée par le chômage.

L'intégration en marche

perpétue comme elle a toutes chances de le faire? de le fatre?

L'interruption de l'immigration, même si elle est moduiée par la suite, correspond trop bien à l'orientation des gouvernements et aux nécessités socio-politiques des pays importateurs pour qu'elle soit totalement remise en cause: aux yeux de ces gouvernements, les inconvénients sociaux et politiques de l'immigration paraissent désormais être devenus supérieurs à leurs avantages économiques. Mais, d'un autre côté, les besoins de maind'œuvre, une fois passée la crise, vont se faire de nouveau sentir: Il s'agira, alors, de puiser dans les réserves

LA RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS (Estimation 1974)

Psys	Pays d'immigration									
d'émigration	R.F.	Suisso	Prence	Belgique	Pays-Bas	Luzemb.	Autriche	Buåde	Boyamna-Uni	TOTAL
Portugal Espagne Italie Yougoslavie Grèce Turquie Finlande Maroc Algérie Tunisie Autres	85.000 190.000 450.000 535.000 250.000 610.000 20.000 15,000 445.000 (1)	3.000 75.000 306.000 23.000 5.000 14.000	\$80.000 280,000 230,000 55,000 5,000 25,000 130,000 420,000 320,000 (3)	3,000 26,000 70,000 6,000 10,000 30,000 3,000 73,000	4.000 20.000 10.000 9.000 2.000 33.000 24.000 11000 111.000 (4)	9.000 2.000 11.000	1,000 165,000 27,000 ——————————————————————————————————	1.000 2.000 4.000 26.000 9.000 3.000 105.000	2.000 25.000 58.000 8.000 5.000 . 2.000 	487.000 539.000 1.140.000 821.000 282.000 724.000 105.000 423.000 91.000 2,924.000
TOTAL	2.600.000	585.000 (2)	1.900.000	220.000	214.000	41.000	225.000	215.000	1.800.000	7.800.000

(2) Etablis et annuela. Ajouter 194.000 saisonniers et 98.000 frontaliers,

(3) Y compris 80.000 Africains. Ajouter 120.000 salsounlars. (4) Surtout Antillais et Surinamais. (5) Environ 1.400.000 citoyens de l'ex-Commonwealth et 300.000 Irlandais.

BOUTCE : O.C.D.R.-SOPEMIL

Por JACQUES CHEVRIER

nationales, il ne pourra être question de laisser fuir les indispensables travailleurs étrangers, et c'est peut-être d'aitleurs pourquoi on tend à les «épargners aujourd'mil le processus d'intégration (économique avant d'être, plus tard, social) est donc en marche, et les migrations prétendues temporaires des années 60 se transforment en migrations définitives (avec vacances et retraites dans le pays d'origine). La Suède et la France ont, depuis longtemps, pris des mesures allant dans ce sens. La Suisse, dans le but de stabilisser l'immigration, favorise les «établissements » définitis et le nombre des «établis» a dépassé pour la première fois, à la fin de 1972, celui des « annuels » : plus d'un demimilion de travailleurs étrangers sont en Suisse depuis plus de dix ans. L'Allemagne, enfin, formule explicitement le projet de limiter très pen au-dessus du nombre actuel le contingent des travailleurs étrangers et de mettre en ceuvre de grands moyens pour lutter contre leur marginalisation.

Dans ces conditions, l'appel aux travailleurs étrangers et de mettre en ceuvre de grands moyens pour lutter contre leur marginalisation.

Dans ces conditions, l'appel aux travailleurs étrangers et de mettre en ceuvre de grands moyens pour lutter contre leur marginalisation.

Dans ces conditions, l'appel aux travailleurs étrangers et fera, plus qu'à travers des flux limités de substitution et d'entretten des stocks, par l'entrée en activité de membres toujours plus nombreux des familles venues rejoindre les travailleurs: le phénomène de l'accroissement de la main-d'envre étrangère est déjà marquè, dans tous les pays d'immigration, par la première embauche de femmes et de jennes en nombre considérable, tandis que les « regroupements familiaux tendent à faire augmenter la population étrangère, que certains pays tiennent absolument à stabiliser. D'autre part, la seconde génération des travailleurs étrangers, celle des fils et filles d'immigrés, sera nécessairement plus engente dans le tournant poitique de l'amée

l'anoge-tionnaire

TRIVS COMMINGE

Merent des aute

医内侧线管

chargera?
On voit donc bien qu'il y a en geme, dans le tournant politique de l'amée 1974 — et sa coincidence avec une « mise » remeitant en question certaines formes de la croissance de l'économie capitaliste, — une transformation radicale, à moyen et long terme, de la structure du marché du travall des pays industriels. Mais ue voit-on pas aussi à quel point les justifications de « morale » économique et politique produites au début de la voit-on pas aussi à quel point les justifications de « morale » économique et politique produites au début de la grande période des flux migratoires s'avèrent aujourd'hui fallacieuses? On se souviendra que la migration était considérée comme l'occasion d'une formation pour le travailleur, formation qui serait bénéfique à l'économie du pays de départ dès le retour supposé rapide, et qu'elle était escomptée capable de provoquer, grâce à l'épargue, des transferts de capitaux susceptibles de se transformer en investissements productifs et d'a i de r au développement. La nouvelle politique des pays industriels, même si elle peut éventuellement être salutaire à certains pays d'émigration obligés de repenser leur développement et de réorganiser leur marché du travail, montre à quel point, dans son principe et dans sa pratique, l'« échange » est effectivement inégal (3).

(1) Sur ces problèmes, voir les corres-pondances du *Monde* en dats des 15 dé-cembre 1974 (Portugal) et 27 décembre 1974 (Allemagne).
(2) Voir le Monde des 6, 7 et 11 octobre (2) Voir le Monde des c, 1974.
(3) Sur ce sujet, voir les rapports du SOPEMI : rapport 1973, rapport supplémentaire, rapport 1974.

# FAMINE AU SAHEL

# Les limites de la solidarité internationale

L'AUTOMNE de 1972 les peuples des conjins du Sahara,
connus sous le nom de Sahai,
subissaient par millions les conséquences catastrophiques de cinq années de sécheresse impitoyable. Malgré
les secours internationaux, la famme
a prélevé un lourd tribut sur les vingtdeux millions d'habitants de la région.
Le coût social de la sécheresse s'est en
effet traduit non seulement par la
perte de vies humaines (la plupart
des victimes étaient des enjants), mais
aussi par la destruction d'un mode de
vie propre d deux millions de nomades. aussi par la descricción d'un mode de vie propre d deux millions de nomades, réduits au désespoir, à la maladie et aux aléas de l'approvisionnement alimentaire dans les misérables camps de réjugiés dressés à la hôte. Pour une région déjà très appauvrie, ces masses arrachées à leur économie menaçaient dans d'aire un lagdent expuérantoire. arrachées à leur économie menaçaient donc d'être un fardeau supplémentaire en même temps qu'une source de désordres sociaux et politiques.

Assurant des opérations de secours dans les régions sinistrées depuis 1968, les organisations américaines et les agences de l'ONU ont joué un rôle important dans la lutte contre ce désastre. On sait toutefois, de bonne source, que la sécheresse au Sahel a révélé de graves lacunes dans l'organi-

sation des secours internationaux: les bonnes intentions et les témoignages d'autosatisfaction ne doivent pas dissimuler l'existence d'une bureaucratie pesante, souvent prise au dépourur et incapable de décider les mesures qui auraient pu éviter la tragédie. Car la catastrophe n'a pas été soudaine. Dès 1971 le lac Tchad était réduit à un tiers de sa surface normale, les grands fleuves Sénégal et Niger à demi-taris, et chaque année le Sahara se déplaçait imptiogablement vers le sud sur un front de plus de 4 000 kilomètres. Pendant au moins quatre ans, de nominchiogaciement vers le sula sur un front de plus de 4000 kilomètres. Pendant au moins quatre ans, de nombreux fonctionnaires des Elats-Unis et de l'ONU ont sillonné les pistes du Sahei, notant l'impuissance des gouvernements locaux à lutter contre la sécheresse, rapportant des informations chiffrées, multipliant les rapports alarmistes... Et pourtant ni les l'apports alarmistes... Et pourtant ni les l'atsface à la tragédie lorsque celle-ci atteignit son point culminant à l'autonne 1972: l'aide qui, selon les experts médicaux, durait permis de sauver de nombreuses vies humaines, n'avait tout simplement pas êté prévue. Telles sont quelques-unes des conclusions résultant d'un rapport accablant publié par le centre européen

de la Dotation Caraegie pour la paix internationals (1). Selon les auteurs de ce document, l'action des organisations internationales au Sahel s'est trouvé freinée le plus souvent par des facteurs administratifs sans commune mesure avec les souffrances des populations frappées par la famine: inertie institutionnelle, rivulités entre bureaux et organismes, défaut de coordination, répugnances à avouer un échec évident. Quant à la politique des États-Unis proprement dite dans la lutte contre la sécheresse, elle semble avoir été chichement mesurée. Le rapport Rorry (du nom de l'ambassadeur des États-Unis en Ethiopie en 1966) révèle en effet les raisons, à la fois politiques et économiques, de l'indifférence relative de Washington à l'égard des six pays du Sahel. D'une puri, les États-Unis ont eu tendance à negliger certains, comme le Malt, la Mauritanie, le Tchad et le Sénégal, en raison de leurs sympathies communistes ou de leur attitude anti-américaine inspirée par le général de Gaulle; d'autre part, il faut bien reconnaître que, tout comme les autres journisseurs d'aide,

les Etats-Unis accordaient la leur en les Statz-Unis accordaient la leur en jonction du potentiel de développement et des intérêts diplomatiques beaucoup plus que des besoins humains. De 1953 à 1972, l'apput apporté aux six pays sahéliens par des organisations internationales représentait à peu près 800 militons de dollars, alors que les paye africains considérés comme « importants » par Washington juisaient l'objet d'un programme d'assistance de 22 milliards de dollars, soit près de trois fois plus l'Comme le disait naquère l'ex-président Hamuni Diori, « plus le pays est pauvre, moins il reçoit d'aide de l'extérieur »...

D OUR les auteurs du Dossler poli
tique de la fatm au Bahel (2) al 
s'agissait moins de jaire l'historique 
d'une tragédie que de rechercher les 
racines et les mécanismes du déséquilibre mis en place depuis plue d'un 
demi-siècle danc le Sahel africain. 
Leur argumentation s'articule autour 
de l'ilée que, quelle que soit l'ampleur 
des phénomènes natureis de sécheresse 
dans cetts région, leur effet s'est 
trouvé aggrave per la politique de 
domination économique et de a développement » agricole mise en place 
dans le cadre de la colonisation puis 
de la ecopération françaless. Le revere 
influctable de cette politique, qui a 
permis l'approvisionnement du marché 
international en matières premières à 
un prix très bas (coton, aruchide, etc.), 
est d'avoir placé l'agriculture viorière 
au bord de la ruine. Ainsi au Mail, de 
1960 à 1972, le rendement du mil, du 
sorgho et du rix a baissé de façon 
sensible dans le temps même où, dans 
le secteur de traite, les rendements et

les surfaces doublaient ou triplaient. Le déficit vivrier s'est également juit sentir au Sénégal dont les importa-tions alimentaires représentent de 30 à 37 % des importations locales.

tions alimentaires représentent de 30 à 37 % des importations locales. La sécheresse, la famine et ses séquelles ont ainsi contribué à metire au jour, d'une jaçon brutale, la dépendance des pays africains du Sahel. Dépendance économique d'abord, à l'égard d'une politique agricole inspirée et encarée par les puissances étrangères qui à conduit leur agriculture vivilère à la crise et compromis leurs capacités de subvenir à leurs besoins de base. Dépendance politique ensuite, vis-à-vis des pays nantis dont l'aide, devenue jacteur de survie, s'accompagns de toute une série de gages qui ne jont que renjorcer la domination impérialiste sur le tiers-monde.

On peut estimer que si, dans les années à venir, des mesures importantes et radicalee ne sont pas prises au niveau de l'agriculture vivrière, et si la pénurie de céréales persiste sur le plan mondial, la situation de jamise chronique au Sahel ne sera résolue ni par le retour des pluies ni par la mise en œuvre — hypothétique — d'un plan d'assistance internationale. Des populations entières risquent d'être délibérement vouées à une mort que la bonne conscience universelle aurait trop vits fait d'attribuer à la jatalité.

(1) Désastre au désert : la récheresse en Afrique occidentale : éches des secours internationaux. Dotation Carnegie pour la paix internationale, Genéve, 1974, 199 paces.
(2) Comtté information Sahel: Qui se nourrit de la famine en Afrique? Francois Maspero, Paris, 1974, 279 pages, 32 F.

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

(17 janvier 1975) Premier ministre : M. Chou En-lei : vice-premiers ministres : MM. Teng Hslaoping, Chang Chun-chiao. Li Hsien-nien, Chen Hst-lien, Chi Teng-kuei, Hua Kuojeng, Chen Yung-kuei, Wang Chen, Yu Chiu-ii, Hu Mu, Sun Chien, Mme Wu Kuei-hsien; ministre des affaires étrangères : M. Chiao Kuan-hua; ministre de la défense nationale : M. Yek Chien-ying ; ministre charet de la commission du plan la défense nationale : M. Yek Chien-ying ; ministre chargé de la commission du plan d'Etat : M. Yu Chiu-li ; ministre chargé de la commission d'Etat pour la construction de base : M. Ku Mu ; ministre de la sécurité publique : M. Hua Kuo-leng ; commerce extérieur : M. Li Chiang ; relations économiques avec l'étranger : M. Fang Yi ; agriculture et forèts : M. Sha Feng ; ministre du premier ministère de l'industrie mécanique : M. Li Shuiching; ministre du deuxième ministère de l'industrie mécanique: M. Liu Briyao; ministre du troisième ministère de l'industrie mécanique: M. Li Chi-tai; ministre du quatrième ministère de l'industrie mécanique: M. Wang Cheng; ministre du cinquième ministère de l'industrie mécanique: M. Li Cheng-jeng; ministre du sixième ministère de l'industrie mécanique: M. Pien Ching; ministre du sixième ministère de l'industrie du septième ministère de l'industrie de l'industrie mécanique: M. Wang Yang; ministre de l'industrie mécanique: M. Wang Yang; ministre de l'industrie houillère: M. Hsu Chinching; industrie pétrolière et chimique: M. Eng Shih-en; eaux et émergle électrique: Mme Chien Cheng-ping; industrie légère: M. Chien Chin-kuong; cheming de fer: M. Wan N; poeter et télécommunications: M. Chang Ching-ju; commèrce intérieur: M. Fan Tzu-yu; culture: M. Yu Hui-yung; éducation: M. Chon Jung-hein; santé publique:

Mmc Liu Heiung-ping; ministre charge de la commission de la culture physique et des sports : H. Chuang Tec-tung.

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC>

Ouvert to lee lours Terrage chauffee 20. rue Gazan (Pare Montaqueis)

535-35-52 Salle pour banquets. 18 à 40 couverts

PARTICULIER VEND APPARTEMENT STANDING 3 pièces (85 m2) balcon (15 m2) + parking sous-sal

Saint-Germain-en-Laye ares lycée internation Tel. : le soir 973-02-96

Pour une communanté mondiale sais froutières, basée sur la propriété commune et le contrôle démocratique, produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit. SOCIALISME MONDIAL s'oppose à toutes les guarres, tous les racismes, tous les gouvernements Pour un exemplaire grazuit. écrives à : B.P. 1578, 1600 Bruzelles, Belgique 

# ILA WOUJGOSILAWIE



# socialiste et autogestionnaire

OMMUNISTE depuis plus de trente ans, mais en rupture d'« orthodoxie» depuis 1948, la Yougoslavie est toujours un signe de contradiction. N'est-elle pas trop proche des Occidentaux selon les uns ou trop socialiste selon d'autres? Elle a lancé et appliqué quelques idées simples — autogestion et non-alignement qui ont fait le tour du monde. Ses doctrinaires ont illustré et défendu en termes parfois abstraits une réalité concrète : la passion de l'indépendance, commune au peuple et aux dirigeants. On a pu la décrire tour à tour comme dogmatique, libérale et révisionniste. Mais ces classifications ne rendent compte que très imparfaitement de l'évolution historique.

Aujourd'hui le régime titiste continue d'intri-

guer beaucoup d'observateurs qui lui sont étrangers. Quelle est, par exemple, la signification de la campagne entreprise en 1971-1972 contre « les nationalistes technocrates et pseudo-libéraux > ? En restaurant les règles du centralisme démocratique, le maréchal Tito prépare-t-il, comme le disent souvent ses adversaires, le retour de son pays dans le camp socialiste? Les dernières péripéties ont suscité ici et là des inquiétudes fondées sans doute sur l'incompréhension. Dans ce supplément auquel ont participé nos collaborateurs Bernard Féron, Françoise Lemoine, Pedrag Madvejevitch, Thomas Schreiber et Paul Yankovitch, des dirigeants et auteurs yougoslaves donnent leur point de vue sur la situation et les perspectives de leur pays.

# Un pays communiste différent des autres

Par BERNARD FERON

# Une lutte ininterrompue pour préserver l'indépendance

Par DIMCE BELOVSKI

diversités. Elle ne redoute pas les Sleves du Sud qui, séparés pendant

d'hitièro - trotskiste par Staline, il n'avait qu'un souci : faire face aux de l'U.R.S.S. et de ses

de n'avoir pas osé profiter de la Ilbération pour faire la révolution

yougoslave pour surmonter donné lieu ces dernières années, un peu partout dans le monde, à spéculations et des hypothèses aussi tendancieuses que fantai-

CHACUN a évidemment le droit de se faire de la Yougoslavie l'idée qu'il lui plaît, à condition de ne pas oublier l'originalité de

ments ». Parfois, on n'a pas hésité à situer ce pays parmi les « points névralgiques » du monde, ni même

### Originalité de la révolution

son développement intérieur, fon-

l'égalité nationale. De ne pas oublier non plus l'importance de sa politique internationale d'indépendance et de non-alignement. Toutefois, ce droit se double d'une responsabilité ; cette opi-

conteuu et de la nature de la optique les fondements et les mobiles historiques et socio-poli-tiques des options de ce pays.

L'histoire des peuples yougo slaves est une lutte ininterromme pour la liberté et l'indépendance, la vaillance avec laquelle ils ont su s'opposer aux empires et aux qu'ils ont été capables de trouver en leur sein des personnalités d'une grande envergure historique capables de les guider dans leur lutte et de marquer forte-ment tous leurs choix. Un nouveau chapitre - tournant décisif de l'histoire yougoslave — a été inauguré avec l'arrivée de Tito à la tête du parti communiste : il devait confirmer par la suite qu'il était en état d'exprimer l'aspira-tion des peuples à la liberté, à l'indépendance et à la justice sociale, de les conduire avec suc-cès dans la lutte de libération nationale et dans la révolution.

Issue de la révolution, la Yougoslavie nouvelle a résisté avec constance à bien des tempêtes et tracé fermement les voies qui allaient lui permettre de sauvegarder, dans un monde en pleine effervescence et dominé par la force, des droits à la liberté et à l'indépendance qu'elle avait payés

Aujourd'hui, les options des peuples yougoslaves procèdent do l'originalité toute particulière de leur révolution. Ces options n'ont rien de fortuit ni de subjectif. Elies sont l'émanation naturelle, somme toute inéluctable, d'une volonté tenace et profonde de réaliser les principes et les objec-tifs de la révolution. Cette révolution étant foncièrement nôtre, par ses conditions, son contenu, ses formes, ses buts, son ampleur et ses réalisations, il est normal que toutes nos options, à l'intérieur et à l'étranger, soient typiquement nôtres

Nous avons choisi une voie de développement socialiste qui nous est propre; nous en avons jeté les bases au cours de la lutte de libération et de la révolution ; elle répond à notre contexte historique, à nos traditions ; c'est la voie de l'édification de la société socialiste autogestionnaire, unique en son genre. En toute logique, pour défendre notre propre voie vers l'édification du socialisme, nos options sur le plan international ne pouvaient être qu'origi-

(Lire la suite page 28.)

Ancien ambassadeur à l'ONU, membre du comité central de la Ligue des communistes de You-goslavie.

longue domination ottomane, et le Nord déjà développé, qui avait subl l'influence germanique. Entre aussi les Serbes orthodoxes qui, à l'époque de l'éveil des nationalités, avaient réussi à créer leur Etat, et les Croates catholiques qui, jusqu'à le guerre de 1914-1918, restèrent sous le houiette de l'emporeur d'Autriche. Comment unifier cette mosaïque ? Le premier à le Serbie toutes les régions récu-pérées à l'ennemi. La Yougoslavie centralisée à l'extrême n'avait que les epperences de l'unité. Les peuples écrasés par le « chauvinisme grandeerbe - enragealent de n'avoir dans l'Etat ni dans l'économie la place à laquelle ils avaient droit. La Croatie était taraudée par lo séparatisme. La dans cee parages, d'une atroce guerre civile. Non sans pelne, le régime ce passé... Tache ardue e'il en fut. Il fallait reconnaître aux peuples l'identité nationalo qu'ils revendiqualent, leur permettre d'avoir leurs institutions étatiques et, en même tempe, les arrimer solidement à la

Il fellalt aussi réduire aussi vite que possible les inégalités écono-miques, amener les Républiques les mieux loties à verser une part de leurs ressources à celles qui, lors de la libération, n'avalent pes atteint le seuil du décolisge. La Yougoslavie poss sinsi pour sile-même un problème qui est maintenant d'Imporune répartition des biens entre ceux que l'histoire e cajolés et les laissés pour onmpte do le première société industrielle ? Les responsables des régions les plus développées evalent tendence à dire aux autorités tédérales: laissez-nous aller de l'avant, investir chez nous les fruits de notre travall, pulsque nous sommes misux armés pour en tirer le profit maxiarmés pour en tirer le profit maxi-num; en fin do compte notre ri-chesse profitera à toute le Yougosia-vie. Le gouvernement fédéral ne pouvait les suivre, à moins da perpé- le part trop belle aux technocrates. tuer les inégalités entre la Nord et le Sud, ce à quoi il se refusait. Une partie des revenus des Républiques développées devait donc servir à payer des investissements qui ne pou-vaient être immédiatement rentables. Les cholx furent souvent précédés redevenir un pays communiste sem-

L E contraste était grand entre le d'âpres débats et donnèrent lieu par-Sud mai exploité, marqué par la fois à des crises algués.

La solution du problème est rendue plus compilquée par l'organisation du système yougoslava. Les responsables d'un Etat socialiste for-tement centralisé peuvent avoir l'im-pression ou l'illusion de ne pas connaître de difficultés de ce genre. Le gouvernement, les services du plan, ordonnent, et chacun exécute ou fait semblent d'exécuter. Lorsqu'il e de nuances : Il annexa pratiquement pour mieux s'adapter aux réalités règles du marché, les méthodes elmples sont inapplicables. Les Républiques veulent exercer les prérogatives que le Constitution leur recon-naît. Elles négocient entre elles ou avec la fédération sans es leisser

L'autonomio a ses inconvénients. noncé, par exemple, la fondation d' « usines politiques » voulues par des Républiques pour des raisons do prestige, mais qui travaillent à perte ou font double emploi avec des entreprises d'autres Républiques ? Le pouvoir essaye de supprimer les abus, male ses possibilités d'inter-vention restent limitées. Soucieux de respecter l'eutonomie des nations et d'appliquer les principes de l'autogestion, li s'interdit de recourir à ce que le maréchai Tito appello la « politique de la main forte ». Ce qui ne en Ordre

Ces demières années, le ohef do l'Etat e donné de vigoureux coups de barre. On e'est même partois demandé o'il ne revenzit pas sur les évolutions qu'il avait décidées ou encouragées. Ainsi, après avoir condamné les «unitaristes», il se retourna, en 1971, contre les dirigeants croates, qui, en défendant avec passion les prérogatives de leur République, se laissaient débor-der, pensait-il, par les séparatistes. Après avoir éliminé les cadres formés Chaque fois que de telles crises scletèrent, les pessimistes affirmèrent : « Nous l'avions bien dit ; eprès avoir rué dans les brencards,



LA FEDERATION COMPREND SIX REPUBLIQUES ET DEUX REGIONS AUTO QUI SE TROUVENT A L'INTERIEUR DE LA SERBIE.

# LIRE PAGES 22 A 28

L'EXPERIENCE SOCIALISTE: Une autoges-tion constitutionnelle, A. Fira (P. 22). — Le rôle de la Lique des communistes, T. Kurtovitch (P. 23). — L'organisation sociale, L. Gerjkovitch (P. 22 et 23). Fin de l'article de Bernard Féron (P. 23).

ECONOMIE: A la retherche d'une crois-sance équilibrée; F. Lemoine (P. 24). — Participer à la division internationale du travall, P. Yankovitch (P. 25). — L'indus-

trie, base d'une meilleure coopération avec la France, B. Yovovitch (P. 24 et 25). CULTURE: Hommes et tandances de la peinture contemporaine, M. B. Protitch (P. 25). — La défi des lettres, P. Matve-jevitch (P. 27).

DIPLOMATIE. — Les relations avec Paris, T. Schreiber (P. 28). — Fin de l'article de Dimes Belovaki (P. 28).

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration du Centre culturel de la République socialiste de Yougoslavie à Paris, qui nous a communique les articles de MM. Dimce Belovski, Alexandar Fira, Leo Gerjkovitch, Todo Kurtovitch, Bosa Yovovitch et Miodrag B. Protitch.

internation



# L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE

# POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS L'HISTOIRE

# Une autogestion constitutionnelle

- Par ALEXANDAR FIRA \*-

A Constitution de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (R.S.F.Y.), qui est entrée en vigueur en février 1974, a inauguré une nouvelle phase du développement constitutionnel de la Yougoslavie socialiste (1). C'est le troisième texte constitutionnel com ple texte constitutionnel com ple edonté dans le neur suit à commi texte constitutionnel complet edopté dans le pays qui a connu au total sir révisions constitutionnelles radicales. Devant un développement aussi dynamique, on s'est demandé et on se demande encore pourquoi la Yougoslavie modifie si couvent ses documents constitutionnels. La distribute le public sirrolle et constitutionnels. réponse la plus simple et aussi, au fond, la plus eracte est que, poussant toujours plus avant sa révolution, la Yougoslavie autogestionnaire accomplit simultanegestionnaire accomplit simultanèment les tâches de plusieurs èpoques historiques. D'où l'intensité exceptionnelle du développement socio-écouomique et politique réel, qui est à la fois reflété et aidé par une évolution constitutionnelle accélèrée. Néanmoins, c'est dans la totalité de cette évolution qu'il faut chercher la vraie réponse à la questiou par ailleurs tout à fait légitime que l'on se pose à ce sujet.

Du point de vue dn droit constitutionnel, l'origine de cette prompte évolution remonte aux décisions adoptées le 29 novembre 1943, à la deuxième session du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie. Non

### La période de l''étatisme révolutionnaire"

révolution socialiste pendant la lutte armée que la Yougoslavie a Constitution complète au lendeconstitution complete au lende-main de la deuxième guerre mondiale (2). Si l'on voulait dégager rapidement les caracté-ristiques de ce document, on pourrait dire qu'il représentait une constitutionnalisation directe des principales acquisitions de la revolution socialiste et de la guerre de libération nationale, alors que par sa conception fon-damentale des rapports sociaux il s'en tenait aux principes de l'étatisme révolutionnaire.

En Yougoslavie, l'étatisme révo-lutionnaire ue fut nullement une cerreur historique». C'était à l'époque le seul moyen possible de défendre les acquisitions ma-jeures de la révolution socialiste, c'est-à-dire le pouvoir politique

qu'une u cu velle Constitution complète y ait été votée, mais en érigeant les nouveaux organes du pouvoir populaire déjà formés en État révolutionnaire et en instaurant une fédération yougoslave conçue comme une communanté fratemelle de peuples égaux en droit, le Conseil antifasciste avait régié toutes les questions constitutionnelles fondamentales. Ces décisions historiques, qui marquent le début du eccialisme enscitutionnel en Yougoslavie, consommèrent définitivement la rupture avec l'ordre constitutionnel de la Yougoslavie capitaliste et mangurerent la continuité révolutionnaire qui allait se confirmer à toutes les phases du développement ultérieur. Cette continuité, qui exigeait non seulement la consécration formelle des résultats acquis, mais aussi le renforcement constant des potentiels que comporte toute révolution socialiste, devait être l'un des facteurs essentiels de la force dynamique qui a soulevé tout le développement social et notammeut celni de la Constitution. Au reste, uous avons là tout simplement une confirmation de la vieille vérité historique selon laquelle, dans les périodes révolutionnaires, on voit se succèder, sous une forme sublimée et à une vitesse exceptionnelle, des événements dont le déroulement exigerait en d'autres circonsances des époques entières.

T NSISTER sur ce point de départ de la Constitution socialiste en Yougoslavie, c'est aussi souligner que la mutation révolutionnaire fondamentale des tenants du pouvoir politique a uon point achevé mais lancé une refonte révolutionnaire radicale des rapports sociaux, en fonction desqueis on peut au demeurant interpréter correctement toutes les phases de l'autogestion ouvrière dans le développement du révolution ultérieure. D'ailleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves amées plus tard appearent en droit des peuples yougoslaves amées plus tard appearent des l'égalité en droit des peuples yougoslaves au dans le devait commencer à dépasser l'étatisme révolution antire de la première Constitution en instaurant les formes initiales de l'autogestion ouvrière dans le développement du socialisme yougoslave aliait trouver un peu plus tard son expression juridique dans la loi constitution prévolution socialiste en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleurs, la fratemité et l'égalité en droit des peuples yougoslaves availleur stod juranque cans la la consti-tutionnelle sur les fondements de l'organisation sociale et politique et sur les organes fédéraux du pouvoir, voiée le 13 janvier 1953. Sans déroger entièrement à la Constitution de 1946, cet acte constitution de 1940, cer acte constitutionnel articulait cepen-dant les principaux rapports sociaux de manière à ouvrir la voie au développement de l'autogestion, d'abord dans la produc-tion matérielle, ensuite dans tous les autres domaines de la vie sociale. C'est du reste pourquoi cette loi pent être considérée comme le document constitution-uel des premiers pas de l'auto-

> Ce u'est uullement par hasard que l'autogestion se développa d'abord dans la production matérielle, qui exerce une influence déterminante sur le caractère de

\* Professeur, président de la Cour conztitutionnelle de Vojvodine.

tout le système social. D'autre part, c'est justement là que se réalise l'intérêt fondamental de cette classe ouvrière, historiquement la seule force capable de promouvoir des rapports sociaux foncièrement nouveaux. Qualifié dès lors et à juste titre d'autogestion ouvrière, ce phénomère présente une caractéristique qui le distingue de manière durable. Conçue au sens plein et exact du terme, c'est-à-dire comme un système de rapports sociaux dans le travail et la gestion des affaires sociales, l'autogestion doit tendre à embrasser la société dans sa totalité, sous peine d'être menacée, même là où elle existe. D'où l'impérieuse nécessité d'étendre l'application des principes de l'autogestion à tous les secteurs de la vie sociale (services publics et sociaux communauités locales. l'autogestion à tous les secteurs de la vie sociale (services publics et sociaux, communautés locales, etc.), afin de préparer les conditions de la phase suivante, marquée elle aussi par uns révision constitutionnelle correspondante. Le résultat de cette révision fut la Constitution du 7 avril 1963, la deuxième Constitution complète de la Yougoslavie socialiste, et le quatrième changement constitutionnel en profondeur. tionnel en profondeur.

Par sa conception fondamentale, la Constitution de 1963 fut un Par sa conception fondamentale, la Constitution de 1963 fut un acte original marquant l'apparition d'un phénomène nouveau dans l'histoire de la Constitution yougoslave. A l'époque, cette conception trouva une expression adéquate dans la formule politique selon laquelle la Constitution n'était désormais plus l'acte suprême du pays, obligatoire pour tous et chacun, mais aussi la charte du socialisme yougoslave. En d'autres termes, la Constitution tendait à devenir non plus seulement la norme suprême de l'Etat, mais également une sorte de code social définissant l'orientation durable de la société socialiste autogestionnaire yougoslave. Le fait est capandant qu'avant l'experience yougoslave. Le fait est capandant qu'avant l'experience yougoslave. In istoire constitutionnelle ne commissait aucun cus d'autogestion institutionnalisée et évoluée.

L'autogestion socialiste était

L'autogestion socialiste était sortie de sa forme embryomaire. et pour la Yougoslavie le seul choix socialiste était celui de l'autogestion. Mais cels ne signil'autogestion. Mais cela ne signi-fiait nullement que toutes les batailes historiques avaient été gagnées, que la classe ouvrière avait réalisé ses intérêts histo-riques et que les travailleurs de toutes les nations et minorités nationales avaient misurement nationales avaient pleinement atteint à la liberté et à l'égalité sociales, nationales, etc. Le développement du socialisme u'était donc pas achevé, et nous étions loin d'avoir trouvé des réponses définitives à toutes les questions présentes et futures. Néanmoins, ma peuseur pas hietorique avait un nouveau pas historique avait été fait, — ménageant des possi-hilités toujours plus amples à un développement socialiste dyna-mique. La Constitution de 1963. en accélérant le développement de la société et du système cons-titutionnel, a joué un rôle his-

Constitutions (4).

Ce perfectionnement du système constitutionnel, qui traduisalt sur le plan normatif, d'une part, la transformation réelle des rapports socialix en un système intégral d'autogestion socialiste, de l'autre, le renforcement de l'égalité en droits des nations et des minorités nationales de Yougoslavie, allait provoquer à lui seul des changements substantiels dans la situation constitution-uelle de notre pays. A cet égard, une importance particulière revenait à la transformation des rapports dans le fédéralisme yougoslave — conséquence directe du fait que l'égalité nationale cessait d'être une catégorie juridicopolitique pour devenir une catégorie sociale réelle. En réalité, la créatiou de la Féderation yougoslave était déjà un premier pas, un pas historique décisif vers la garantie complète de l'égalité en droits des nationales. Dans les circonstances d'alors elle devait nécescroits des nations et des mino-rités nationales. Dans les circons-tances d'alors, elle devait néces-sairement se présenter d'abord comme une catégorie politico-institutionnelle et reprendre les formules propres aux fédérations classiques.

classiques.

Mais, en introdulsant cette égalité dans le système d'autogestion socialiste, il fallait trouver des formules qui en feraient un rapport social intégral et les prémices de la nouvelle communauté. Aussi était-il in dispens a ble d'inaugurer aussitôt une nouvelle phase de l'évolution du fédéralisme socialiste, qui avait confirmé sa vitalité exceptionnelle et son aptitude à assurer dans les circonstances complexes de notre époque, des rapports falsant du époque, des rapports faisant du développement de chaque peuple en particulier la condition du développement de la communauté multinationale tout entière. L'aboutissement normal de ces changements fut la décision d'élaborer une nouvelle Constitu-tion, qui devait être la conséquence logique de la transforma-tion des rapports sociaux déjà amorcée, mais aussi une codifica-tiou sui generis des éléments du système constitutionnel confirmés dans la continuité de notre déve-loppement et contenus dans la Constitution de 1963 et les amendements votés par la suite. Ainsi conçues et élaborées, les nouvelles Constitutions marquent une phase nouvelle dans le développement de la société yougoslare. Elles sont, par leur conception fouda-mentale, les premiers documents constitutionnels évolués de l'auto-gestion socialiste considérée com-me un système intégral de

rapporte sociaux dans le travall et la gestion des affaires sociales. Et ce à tous les niveaux de l'aret la gestion des anales sociales. Et ce à tous les niveaux de l'or-ganisation de la société — depuis les associations de travail à la base jusqu'à la société globale, en passant par les communautés

locales.

Il est évident, dans cette approche théorique, que l'autogestion socialiste se situe inévitablement aussi bien dans la sphère des rapports socio-économiques que dans le système socio-politique tout entier. Aussi est-il impossible de dire que l'autogestion n'est qu'un rapport économique (une sorte de démocratie économique intépendante des superstructures politiques) ou qu'elle u'est qu'un principe politique. Il s'agit toujours d'un rapport social dans lequel les

hommes se confrontent directe-ment, associent leur force de tra-vail et gèrent les affaires sociales sans la médiation des proprié-taires ou de l'Etat, librement unis par des liens de solidarité et d'assistance mutuelle. Articulé de la sorte, le système doit pré-senter des caractéristiques fon-cièrement identiques à tous les niveaux de l'organisation sociale, tandis que les rapports dans la société giobale doivent être la synthèse et la résultante de ceur qui prévalent dans les cellules primaires de la société. Le corol-laire en est que le lieu où se décide le sort de la société est uon le « sommet » de l'Estat coupé de la majorité sociale, mais bien chaque cellule du travail associé et de la vie communautaire.

### L'idée du système de délégation

les autres communautés de base, ainsi que l'obligation constitu-tionnelle pour les délégations de prendre position sur toutes les questions traitées modifient dans questions traitées modifient dans son essence même le processus des décisions. Par sa nature même, l'autogestion exige impérieusement que les décisions soient prises sur la base d'un accord : la délégation u'est donc pas seulement un moyen pour un groupe de travailleurs d'exprimer ses intérêts propres, mais aussi le lieu où s'effectue au départ la confrontation avec les intérêts des autres et avec ceux de la collectivité tout entière.

Muni d'instructions élaborées

collectivité tout entière.

Muni d'instructions élaborées sur cette base, le délégué s'acquitte en toute autonomie et en toute responsabilité, au sein de l'assemblée compétente, de la dernière phase de la décision autogestionnaire, celle de la synthèse des intérêts individuels en intérêts généraux. L'autogestion socialiste, qui élimine l'alienation inhérente au mécanisme de la démocratie représentative, est dès lurs capable d'exercer le pouvoir lors capable d'exercer le pouvoir de décision non seulement à l'écheion le plus restreint où la participation directe est possible même techniquement parlant, mais aussi à l'échelle de toute la mais aussi à l'echene de voite la société, grâce à un système ramifié de délégations qui permet d'exprimer tous les intérêts et d'en réaliser la synthèse démo-

Si l'expérience du système de délégation est encore asses mo-deste, un peut affirmer déjà que l'idée fondamentele s'est implan-tée. Cependant, bien des obstacles tée. Cependant, bien des obstacles sociaux, organisationnels, techniques, restent à vaincre pour que cette disposition constitutionnelle passe pleinement dans la réalité, confirmant que l'eutogestion socialiste est bien susceptible de se transformer en un système social intégral. L'égalité en droits des nations et des minorités nationales et la fédéralisme socialiste

L'idée du système de délégation.

L'idée du système de délégation mérite d'être précisée.

L'idée du système de délégation onne moyeu de dépassion comme moyeu de dépassion et de démouratie représentative et de démouratie représentative et de démouratie représentative et de démouratie représentative et la participation indirecte et la participation indirecte et la participation directe est loin d'être inconnue. Mais, dans le cas de la Yougoslavie, on peut affirmer qu'elle u'a trouvé une forme institutionnelle évoluée qu'à la faveur de la nouvelle Constitution. L'essentiel u'est pas le changement apporté au mode d'élection — encore que le système de délégation entraine nécessairement la révision de la procédure électorale, — mais bien le changement radical qui intervient dans le prise des dédiscions concernant les affaires sociales. La formation de délégation dans chaque organisation de base du travail associé, daus chaque communauté locale et dans toutes les autres communautés de base, ainsi que l'obligation constitution. réte strictement communs, les décislons concernant ces intérêts étant prises suivant le principe des concertations et des ententes (et, dans le cas des questions les plus importantes, à l'unanimité des Républiques et des régions). Toutes les autres affaires relèvent de le semmetres des Décubliques de la compétence des Républiques et des régions autonomes.

ct des régions autonomes.

Ce mécanisme, dont les bases furent jetées en fait dès 1971, a résisté avec succès à l'èpreuve de la pratique, confirmant du même coup que la Yougoslavie socialiste est d'autant plus forte que l'égalité en droits des minorités nationales y est garantie et dévelopée. Le scul fondement réel, la seule otientation possible de ce processus, c'est l'autogestion socialiste intégrale qui constitue dons le contexte yougoslave, la base de l'égalité et de la liberté effectives dans tous les domaines, y compris le domaine national.

(1) La nouvelle Constitution de la R.S.F.Y. a été adoptée et est entrée en vigueur le 21 février 1974. Les nouvelles Constitutions des Républiques socialistes et ées provinces socialistes autonomies entraient en vigueur dès la fin du mois.

(2) Le Constitution de la République populaire fédérative de Youguslavie (appellation officiale de l'Etat Jusqu'en 1963) fut votée le 31 janvier 1946.

(3) Le loi sur le transfert sux collectivités de travail de la gestion des antreprises économiques de l'Etat et des associations économiques supérioures fut votée en 1950.

(4) Les quarante-deux amendements à la Constitution fédérale qui furent votés au cours de cette période entrainérent des changements correspondants dans la Constitution des Républiques et des provinces autonomes. Les plus importants évaient être les amendements XX-XIII en 1971, qui donnalent une forme constitutionnelle à la nouvelle phase d'évolution de l'autogestion socialiste (« amandaments ouvriers »), et fondalent sur des bases nouvalles les rapports fédéralistes.

# L'ORGANISATION SOCIALE

# Trois phases successives

Par LEO GERJKOVITCH \*

E mouvement ouvrier socialiste révode cette ecclété nouvelle pour laquelle luttaient les masses ouvrières. exploitée. Il ne e'est lamais contenté de tutions du monda existant, en ee limi-tant à le solution des questions sociales ment ébauchaient pour la masse des travellleurs, comme lie devalent le leire, l'Image de la société à venir. Tout pro-jet de société socialiste impliquait l'idée d'eutogestion, si l'on entend par autogestion la tendance é faire échapper tout homme à l'eutorité d'eutrul pour qu'il etatue lui-même sur ses intérêts.

Cet homme, devenu ou en passe de moderne, et qui londe eon existence objective eur le travail associé et les

\* De l'Académie yougosisve,

moderne, c'est l'individu saucieux de plus grand bien de son être privé et de eon être social. Il retrouve sa vision de l'evenir dens l'œuvre de tous les théoricians de la pensée eocialiste qui ont voulu faire de l'ouvrier, grâce à l'autogestion, un être libéré de tous les avatars du pouvoir, tant aur le plan La vision concrète de le société sutopuissance de pénétration des idées des penseure socialistes eu cœur même des tout autant du développement des forces de production de la société. C'est préforces de production qui fournit les matériaux de réflexion nécessaires è l'élaboration d'une vision de l'evenir

Les théoridens et les idéologues eoclailstes ont eu beau, de tout temps, dépasde choses existant, lis sont toujours res-tés tributaires de leur époque, notamment, des découvertes scientifiques de leur Angage. C'est la raison pour laquelle les socialistes dits ulopistes organisalent la société future en partant du degré de développement propre à leur époque la production manufacturière) et en uti-lisant les ressources de la echance (dans l'eutogestion phalanstérienne par exem-ple). Marx voyalt dans la commune (apparue dans une société où la produc-l'Industrie) le première forms concrète de libération du travall par une voie autogestionnaire Instaurant ce nouveau pouvoir politique — le pouvoir de l'Etat en dépérissement — eans lequel sont également inconcevables le victoire sur la bourgeoisie et la pérennité du nouvei ordre social. C'est parce qu'il considérait l'Etat, dans le monde industriel de son voir politique, maie comme un puissant facteur de développement économique. soviétique. Le soviet, conseil ouvrier de la fabri-

que et de la communa, gère la produodon et les affaires sociales, et ses délégués es constituent en pouvoir étatique naires se constitue en Etet -) (1). Aussi peut-on lire dans le programme du communiste : « introduire is gestion ouvitère et grouper toutes les tonctions

(1) Premier congrès de la IIIº Inter-

économiques entre les mains de l'Etat prolétarien, tella est aulourd'hui le tâche primordiale. - Cette vision léninienne de l'Etat socialiste reposeit sur l'autogestion collective et sur la coviétisation (autrement dit, eur la eocielisadon autogestionnaire) du pouvoir poli-tique et de le gesdon sociale.

Le vision yougosieve de le société eutogestionnaire e'est inspirée tout é le fole de le commune de Marx, unité territoriale de gestion économique rassembiant producteurs, consommeteurs et pouvoir politique, et du soviet de Lénine, unité de pastion sociale et de pouvoir politique fondée sur le principe de le délégation. Aux idées de Marx et de Lénine, le mouvement socialiste yougo-slave e foumi l'appoint d'éléments nouveaux procédant d'une étude cridque de l'histoire du socialisme jusqu'é nos jours, et d'une conception inédite du développement des forces de production. Cette vision tient compte essentiellement de phénomènes contemporains tels que l'autometion, la cybernétique, le découverts de nouvelles sources d'énergle, toutes choses par lesquelles la cociété sere amenée à éliminer l'opposidon entre travail manuel et travail intellectuel et à leter les bases de l'étape sulvante : l'élimination des organisations de travail associé au profil de producteurs libres du collectif et de l'Individuel.

En Yougoslavie, l'autogestion forme plobale d'organisadon sociale, esi pas-sée jusqu'à présent par trois phases suc-

La première est née de le critique du stalinisme. L'examen du système stali-nien e su pour effet de mettre en évidence qu'il avait tout à le fois abandonné l'idée des sovicte, éliminé les conseile ouvriers, politiques et autres, sur lasquela reposait le pouvoir soviétique, et opté pour un pouvoir politique fondé sur la représentation territoriale. Un tel eystème heurtail de front les sentiments révolutionneires et démocratiques de ces masses ouvrières de Yougoslavie qui avaient confié l'exercice du pouvoir, pendent le guerre, à un comité de libération netionale identique par sa conception aux soviets de Lénine. Cet examen critique, joint eux besoins de masses ouvrières dont les qualités d'initietive eulvalent la même courbe ascendante que les forces de production, e donné naissance au système autoges-tionneire. Ce fut tout d'abord la remisé tifs de travail (loi de 1950), pule l'introduction de l'eutogestion dans toutes les branches de l'activité sociale (loi constitutionnelle de 1953), enfin l'introd du système communal (loi de 1955) : les bases étalent désormals jetées d'une société orgenisée sur le modèle de le commune de Marx, en vue de la plani-fication collective du développement social, grace aux lout-puissants conselle de producteurs groupant les délégués élus des travailleurs en diverses assem-République et pour finir, la tédération.

En une deuxième phase, l'autogestion en Yougoslavie est marquée par la ICE SOCIAL



Supplément Yougoslavie =

# L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE

# Le rôle de la Ligue des communistes

– Par TODO KURTOVITCH \* –

E bon tonctionnement de la Ligue des communistes de Yougoslavia (LC.Y.) est aujourd'hui, dans ce pays. le condition essentialla du du parti, ni le socialisme ni le fédéretion da peuples révolutionnaires se maintenir. Sans la Ligua des communistes, l'autogestion n'aurait manifestement pu voir le jour, elle ne pourrait se développer ni pro-gresser. Toutefols, et le réalité impose ce rôle é la LC.Y., it n'est pas dit qu'il soit donné d'avance at una fola

Le systèma pluripartite avait déjà essuvé un échec total dans la Yougoslavia d'avant guerre. Il s'étalt récommunauté étatiqua qui était et qui dameure d'un intérêt vital pour toutes du territoire. Tous les partis bourgeoia se confinaient dans la cadra d'intérêts netioneux étroits. Aucun d'eux n'était en état - ni par son programme ni per son organisation — d'anglober ptusieurs peuples é le fois. Sur ce plan-là, la système pluripartite evelt fait la preuve de son Impuissance dès les années 30 : it devalt finir par capituler dès que les pressions sur le Yougoslavia.

La Ligua n'a jamais nié dans son principe le système pluripartite, comme elle l'indique dans son Programme. Mais ce système ne pourrait fonctionner en Yougoslavie sans renforcer les bases réactionnaires : il sereit la promoteur du chauvinisma ou, plus exactement, de deux formes du chauvinisme : l'unitarisme et le separatisme. Le parti communiste, aujourd'hul Ligue des communistes, e été et demeure le seule organisation capable d'unir les forces progres-sistes de toutes les nations et minorités netionales du pays. La L.C.Y. n'a jameis fait figure d'élite transcerdante, coupée du peuple ; elle e toujoure été partia intégrante de le classa ouvrière, tout en restant, par la conscience. l'exempla et l'acti concrète, é la pointa da - l'Intelligenca des conditions, de la progression et des résultats généraux du mouvement prolétarien - - pour reprendra les peroles de Merx.

SI, compte tenu de la structure de le société yougoslave, le parti communiste est parvenu é s'assurer le soutien des masses populaires les plus larges (ouvriers, poysens et intellectuels) entre les années 30 et 40, c'est porce qu'il s'est révélé capable de teira coincider les aspirations libéretrices et la lutte pour te règlemant des questions sociales. En tait, la front populaire, dont l'épins dorsale était le parti communiste, evait été formà à la base (avec les paysane et les ouvriers) dès les ennées 30, eu lendamain de l'effondrament du règime monarcho-fasciste. Les masses la L.C.Y.

populaires se regroupèrent alors eu-tour du P.C.Y., ta seul parti é enga-ger le lutte at à établir le tien entre le fait de classe et la fait netional. Indissociables l'un de t'autre dans le contexte yougoslave. En reison da le structure de la société et du progremme du parti communiste, qui aveit l'appul des masses, tes eutres forces accialistes na pouvaient s'unplanter en Yougoslavie. Du reste, alles na formalent qua des groupes restreints, esne soutien dens les

Avant - garde idéologique de la classe ouvrière, dont il interpré-tait et réalisait les objectifs his-toriques, le parti communiste commença, pendant le guarre de libération nationala, avec la mise en place des nouveaux organes du pouvoir populaire, é frayar ea vola à l'organisation démocratique de la société socialiste. Cette continuité démocratiqua n'a jamais été rompue. C'est é ce nouveau rôla que te Ligue des communistes aliait subordonner tout é la fois ses méthodes et eon styla de travail, s'attachant é mettre efficacement en œuvre ce qu'ella evelt

sement de le voie yougoslave vers le socialisme, à laquelle le promulgation de le Constitution et les décision du Xº congrès de la L.C.Y. devalent donner une teneur et une impulaion nouvalles. Le développement et toute te vie sociale de la périoda d'après guarre la confirment, C'est pourquol, au stada actuel da la lutte révolutionnaire dans notre société, la Lique des communistes, son mode d'orgenisation et ses méthodes d'action doivent être, comma naguère, l'ex-pression des impératife du développement é long terme du système social et da le via sociala concrète. dans les secteurs politique, économtque at culturel. Comme tout la système sociel yougoslave repose sor l'autogestion, la L.C.Y. ne saurait suivra una eutre vole, alte qui assuma la responsabilité historiqua da con édification. Ce rôla et cette activité da te LC.Y. sont una composante Irréductibla du systèma socialista eutogestionnaire yougoslave.

neire. Una nouvello phase venait

### Une lutte sur deux fronts

A lutta da le Ligua des commu-nistes yougoslaves ne peut être vraiment efficace qu'é condition d'agir A lutta da le Ligua des commuen même temps contre les conceptions dogmetiques et teur mise en application, at contre le pseudo-libérelisma et les tendances é le restauration bourgaoise. Dans l'anaemble, il s'agit essentiellement d'une lutte pour le programma positif et concret de le Ligue des communistes et, dens ce contexte, contre tout ce qui e'y oppose.

En ce qui concerne le rapport parti-autogestion, deux thèses ex-trèmes se sont effrontées en Yougoslavie. La première plaidait en favour du parti sans l'autogestion, c'est-à-dire en faveur d'une politique é poigne. La seconda était le tendance anarchiste des ultra-gauchistes, qui préconisait l'autogestion sans le paril. Ces deux thèses na sont pas restées sans écho. Elles sont présentes aujourd'hul encore, sous des formes plus ou moine lervées. On trouve le thèse du parii sens l'autogestion chez ceux qui considérent que l'autogestion est une « expérience manquee -. L'Idéologie da l'autogestion sans le parti est lo propre des - gauchistes radicaux qui se proposent en fait da faire prévaloir, grace é elle, l'anarchisme ou un marxisma à leur manière, un marxisme incompatible avec Marx et caractérisé par un zèle et un intérêt purement formols pour l'eutogestion - sans le parti, évidemment. En der-

conçua se diluareit dens une vision anarchista da l'organisation de la société. Dana notre pays, ces deux idéologies se aont confrontées é cella da la L.C.Y. pour eppareître, en fin da compte, non seulament comme hostiles à l'autogestion démocratique, mais encora comma contrerévolutionnaires. Nos conditions économiques et

sociales sont telles qua catte lutte sur deux fronts ee poursuivra longtemps encore. C'est pourquol noue ne devons Jemals négliger un seul Instant, é l'eutre extrémité, d'une pert la lutte contre les forces qui tendent à le restauretion bourgeoise dans notre eociété, eu retour é des repports que nous evone depuie longtempa éliminés, d'sotre per la lutte contre la technocrabisme et le communistes mêne evec auccès depula des dizaines d'années, Ces deux tendances portent attainte à l'indépendance et é la souveraineté de la Yougoslevia et, par vole de conséquence, é la liberté de ses peuples. Négligar l'una ou l'eutre reviendreit des lors é exposer notre développement socieliste eutogestionnaira é de greves dangers. Nous ne devons pes oublier quo nous vivons ancore dans uno société où le divielon du travail est une division do classe qui fait éclater la conscience ; qu'il existe tout un faisceau de différences nationales oblactives entre les hommes ; qua ceux-ci sont également différents, du fait de la variété des conditiona de leur développement

logique également contradictoire ; qo'il subsiste, dans l'assise matérialla da te soctété et dans le conscience des hommes, des tendances sociales donnant naissance à des consciences politiquement el idéologiquement difmeté de l'option pour l'autogestion verta selon les individus ; enfin que tes rapports eutogestionneiree na sont pas portout également développés, al bien que le conscience et le comportemant autogestionnaires cont inégalement répartie et répandus.

Il faut ejouter que ces phénomènes na se manifestent jamaje sous una torma simple. Il est notoire qu'aujourd'hul comma hier besucoup se dissi-mulent derrière divars mots d'ordre — aur la démocretia en particuliar. C'est einsi, par exempla, que les bureaucrates, les néo-kominformistes et les dogmatiques de tout bord brandissent des slogans aur l'égalité sociale, sur l'afficacité ou plutôt l'inefficecité du système, sur le rôla du travellleur et les conditions dans lesquelles II vit, sur le pureté nationale, etc., tandis que les pseudo-libéreux affirment que tout ce qu'ils préconisent est « moderna st » progressiste », la reste n'étant qua conservatisme, dogmatisme et réaction. Tous cherchant é taire croire qua leura comportements anti-autogestionnaires contribuent é développer l'esprit démocretiqua dans notre pays et qu'ils servent les intérâts de le classe ouvrière et de toutes les masses laborleuses, alore que leurs véritables intentions et leurs pratiques sont, par leur essenca sociele, protondément entidémocratiques et contraires aux intérêts de l'Immense

De l'examan du comportement da ces éléments de droite et de gauche dans notre pays, il ressort clairement que les uns et les autres evalent des eccolntances evec les bureaudens des milieux étrangers. On e pu le constater bien des tois ces derniera temps en Yougoslevie, Leura mots d'ordre en sont la melliaure preuve. Tout récemment encore, un de ces elogans prétendait que l'autogestion avait été octroyée d'en haut, qu'elle n'était ni une nécessité ni essentiallement une nécessité et une façade pour la bureaucrette. Citons pertite et plus particuliérement celle qui conclut à l'existance de fait du polycentrisme et du pluralisme dens notra système. Le principele cibia da leure attaques est le Ligua des communistes, qui sereit une partio des structures bureaucratisées et non une culturel; que les contradictions partie de le classe ouvrière. Ils se

néme Ligue des communistes eccomplit depuis la Vi" congrès pour éli- fatt mêma, à niar la rôla social miner les tendances visant é l'amener à faire corps avec le système du La Ligue des communistes est et pouvoir, pour affermir son rôle poli- doit être une partia de la classe tique et idéologique d'avant-gerde, pour a'inclure toujoure plus profon-dément dans les courants socieux, pour maner enfin une lutte consé-quante en vue d'assurer la transfor-

Le Ligue des .communistes a toujours été et demeure une organi-sation révolutionnaire. Sa mission ente est l'édification de nouveaux rapports socieux, les repports e'en acquitte evec succès, déterminant et confirment da la sorte son rola d'avant-garda dana la société. SI la Lique des communistes de Yougarda, c'est parce qu'alle a été cepable d'unir toutes les forces créatrices et progressistas de le société dens le lutte pour les repports socia- et que l'ecteur de cette démarche

Les thèses sur le réforme de le Lique des communistes dans le sens d'une décentralisation fédéraliete ont répondu à toutes les variantes des dévietions de - gaucha - et de « droite », an facilitant les actions forces dogmatiques professent eu-

nier son rôle d'evant-garde et, de ce d'avant-garda da la classe ouvrière. son sein pour le développement de l'autogestion et du socialisme dane notre pays. Ceci ne saureit se réaliser hors du centralleme démocratique de toutes ses composantes et du rôle des effectits. La centralisme démocratique est le facteur de cohé-sion qui assure l'unité de la L.C.Y. et da la société, du systéma d'auto-gestion et de le démocratia directa qui a'exarce à l'intérieur de ce

Le Ligue des communistes da Yougoslevie considére que la liberté at la démocratie sont le condition prelisme, étant bien enlendu qua cette liberté et catte damocretie doivent Est-ce é dire que la Ligue des communietes doive taire corps avec les organes du pouvoir sulvant le concept étatique ou bureaucratique. comme on la prétand parfols ? Evicontraires, encore qua certaines qua sa position idéologique at son jourd'hut le centralisme buresucra-tique à l'intérieur de le Ligua. S'en dans les intérêts vitaux, eussi blen revient objectivement à contester à ouvrière, at mêma n'être qu'un ins la Lique des communistes son cerec- trument dane la lutta pour la réalisatéra d'organisation révolutionnaire, à tion des objectits autogestionnaires

### La place du parti aujourd'hui

C'EST grâce, précisément, é ce llen unissant les oblectifs bislocques unissant les objectifs historiques et la prebiqua concrâte, grâce aussi é l'action des milliona d'individus qui participant é l'autogestion, que noue pouvons parter aujourd'hui de la etabliité da le Yougosisvie, Nous sommes sûra de son avenir, sûre aussi qu'é cet égard rien ne peut nous surprendre parce que la conscience autogestionnaira da le classa ouvriéra s'est raffermle, parca qua les travaillaure ont désormals une vision cleire de Jeura Intérêts, et da leurs intérêta communautaires.

En ce sens, l'action da la Ligue des communietes s'exerce principale-ment dans les organisations autogestionnaires da trevall associé, dans les organes d'autogestion sociele, dans les organisations socieles et les organes du pouvoir, é tous les échelons. Néanmoins, le Ligue des communisles de Yougoslevie ne charche pas, comme nous l'evons déjé souligné, é e'arroger un monopole. Au contraire, elle lutte pour mettre an œuvre les principes socielistes dans le politiqua et le pratique des organes sociaux et eutogestionnaires, pour travailleurs, pour eccroltre leur capacità d'action et ranforcer leur volonté de mener un combat concret et permanent, una action sociale orientéa dena le sens du socialisme.

La Ligue des communistes est sti-

mulée aans cesse par les initiatives venant da la basa, car l'sutogestion concorda evec l'intérêt matérial des travallleurs. Aussi est-il parfaitement normal qu'elle lutta contra toul ce qui e'oppose é cet intérêt. C'est également le reison pour laquella la ralácha pour que des solutions solant apportées aux multiples contradio tions qui na cessent, aujourd'hu comma hier, de surgir dens la société. Tout ce qui sa passe dans le société se répercute eur le Ligue des communistes, et inversement. La place at le rôle de la Ligue des communistea ne peuvent et na dolpaux courants da le vie sociele. Le développement de l'autogestion se heurte à la résistance de toutes les torces qui tentent de préssrver laur position matérielle privilégiée dans l'activité économique et dans le système de gastion des moyens et des processus de le reproduction sociele. C'est pourquel alles sont pénées es tout changement é l'avantage de leurs, comme par la politiqua et l'action da la L.C.Y. Dans les conditions de le Yougoslavia, l'essor eccèléré de l'activité économiqua et le progrès matériel de le société tout entiéra sont inséparebles du développament des rapports sociaux, commo le sont le rôle at la piece du pari

# Un pays communiste différent des autres

(Suite de la page 21)

Amené à se distinguer de plus en plus des communistes « orthodoxes » qui l'injurielant. Il invente ou réinventa l'autogestion. Obligé de trouver des eppula é l'extériaur, il eccepta le concours des Occidentaux avant de découvrir la non-alignement. Tenu de rassembler la population pour résister é Btaline. Il laissa mettro an cause lo rôle traditionnel du parti qui, de torce dirigaant tout, ae transforma en inspiratour des grandes le centralisme démocratique.

Le titiame a connu bien des avaters, et vreisemblablement il en connaîtra d'autres. Cependant, il a'est distingué dès l'origine, et il se distingue toujours, par le volonté d'indépendance. A le différence des eutres communietes européens, les Yougoalaves n'ont compté que sur aux-mémes pour prendra la pouvoir. S'Il avait suivi les conseile de Steline. Tito n'aurati pas constitué son gouvernament pandant le guerre. Et s'il se broullia avec le chef du premier Etat eccisliste du monde, c'est parce qu'il na supportait pas le tutaile de ionctionnaires ni l'activité d'egents soviétiques.

ovec les autres pays et partia communistes à condition que les étrangere na se mélent jamais de ses affaires. Qu'il pulsse édifiar, sans que per-sonne la lui reproche, une société eutogestionnaire qui irrite le camp socialista. Chaqua parti, selon lul, construit le accialisme comme II qu'il a'agisse d'una conférence comniste Internationale ou do Moscou, no peul donner de directives. L'élé

demiar, les dirigesnte yougoalsves ont montré une tols de plus qu'ils étalent intrensigeants eur ce chapitre, en jugeant des « komintormistes » qu avaient des oppuis é Moscou, é

Praguo et à Budepest. Cetta volonté d'Indépendance survivra-t-ella au maréchal Tito ? Baaucoup apéculent eur les bouleversemente qui pourraiant se produire lors de la diaperition inéluctable du chot da l'Etat. Le maréchal lui-méma a mis ses compatriotes en gerde contre des puissances qui ettendant l'occasion do dépecer le pays. Redoute-t-il qu'eprès lul la Yougcelavle, saisie par l'anarchia, affaibile par les tenelona netioneles, ne devienne le proie de ees adversaires ? Il est vrai quo excaphonnel qu'il a joue, ont tortement contribué à fédérer le pays. Cependent, le Yougoslavie ectue n'est pes seulament la produit de la volonté d'un homma. Tito n'eureit jamala reussi dens son entreprise a'il n'avait traduit l'aspiration d'un peuple à le fierté, à l'Indépendance. Les Yougosleves ecceptereient-ils de défaire ce qui a été fait en un quert tenir dane la monde un rang que na laur assurelent ni l'importance du Actuellament, il consent é coopèrer pays ni le développement de son économie ? Les repports entre nello-nalités sont pariols maleisés. Les negociatione entre les Républiques les moins riches et les plus riches peuvent êtro ardues. Qui cependa pourrait anvieager une rupture du Decte tédéral, réver dans l'Europe l'entend, et aucune autorité étrangère. doine, etc., indépendantes ? Pour les pauples qui la composent, la Yougoslevia est une nécessité.

Constitution de 1963. C'est l'époque où ella devient un systèma genéral de gestion dans tous les collectifs de travait, é quelque branche qu'ils appartiennent et dans tos communautés socio-potitiques locales. La communa eutogérée torme dès lors la base du pouvoir politique. li a'agh d'un puissant mouvement de généralisation de l'autogestion. L'intervention de l'Etat socuse un recul pro-gressil. Ce processus d'intégration auto-

C'est une époque d'urbanisation at da promotion pour la classe ouvrière. La société s'enrichit rapidement.

Les aspects négatifs

NEANMOINS, ce process Certains aspects négatifs dont les plus préjudiciables au développement de la société socialiste sont les sulvants : - Les techno-structures passent au premier plan et soumettent les consells ouvriers è teur domination, dans tes grandes entraprises où s'exerce leur

- Ces techno-structures profitent de leur autorité politique pour se glisser dans les corps représentatifs, elles exercent une intluence considérable aur le pouvoir politique, qu'ettes utilisent au profit des organisations de travail dent elles dépendent :

- L'enrichissement de la société fait apparaître de nouvelles couches sociales, amment uno couche moyenne; les différences sociales e'accentuent au profit da ces nouvelles couches;

- Le resserrement des liens avec le monde extérieur ouvre te porte à des idées étrangères et à des actions qui

trouvent un appui dans les classe moyennes de la société.

gestionnaire intervient à une époque où

l'économia yougosieve connaît une véri-table révolution technologique qui res-

serre chaquo jour devantage les llans

du pays avec le reste du monde. Les

transformations sociales sont aussi

considérables. La paysanneria deviant

minoritaire. La campagne se dépeuplo.

Le développement des repporte eociaux dans le sena que nous avons Indiqué exige donc le renforcement de l'autogestion ouvrière le plus euthen-tique, en même tempa que l'élimination des tendances au pseudo-libéralisme (qui révent d'un retour à l'économie do merché, typiquement capitelista) et au socialisme étatique (qui voudralent voir renforcar le pouv ir de la bureaucratta, des technocrates et des managers). Ces tendances réduisent l'une et l'eutre l'eutogestion ouvrière è te participation.

Tout cela montre assez le nécessité d'introduire dans le système autogestionnaira da nouveaux éléments susceptibles d'assurer le développement uitérieur des torces da production jusqu'à ce que chaque travallleur, réelleant dans sa personne la fusion du travail manual el du traveil intellectuel, exerce pleinement lous ses droits. Essenttellement, lo droit de décision en ce qui concerne tous ses intérêts (professionnels, socieux, politiques), le droit da disposer des noyena sociaux du travail, la droit d'utiliser les tonds sociaux alimentés par te résultat de son travell. Ces droite autogestionnaires de l'Individu, la travalilaur les exerce toujours é l'Intérieur d'una collectivité donnée, car, dans to société moderna, il se trouve objective ment associé, eussi bien dans lo travalt sociaux (sécurité sociale, retraite, édu-cation, etc.). Tel est l'élément nouveau introdult par l'autogestion yougosiave : le fusion de l'outogestion individuelle al de l'eutogestion collective. Elever eu rang d'institution le fusion

des droits autopestionneires individuels et collectite, é l'intérieur d'organisations de travell où règno la propriété sociale des movens de travail et des biens de consommation, c'est là, semble-t-il, le défense le plus afficace qu'on peut opposer aujourd'hui é toute couche eociale qui essale d'usurper les droits meires et la pouvoir politique C'est fort de cette certitude que la socialisme outogestionnaire yougosleve est entré dans la trolsièmo phase de son développement, en introduisant una eutre réforme constitutionnelle (voir l'article du professeur Fira) dont le but est d'assurer la domination de la nouvella classe ouvrière, unle aux l'initiative individuelle et collective dans le développement des forces de production et dans l'exercice du pouvoir LEO GERJEOVITCH



# ÉCONOMIE

# A la recherche d'une croissance équilibrée

Par FRANÇOISE LEMOINE \* -

de l'économie yougosleve poursuivent un double objectif : maintenir une croissance rapide qui dégage le peys de son sous-développement initial et mettre en place un système économique qui assure l'équilibre entre le pouvoir central et l'initiative décentralisée. conformement aux particularités économiques, politiques et culturelles du pays.

ES vingt millions de Yougoslaves disposent actuellement d'un revenu par tête d'environ 800 dollars, ce qui représente un triplement par rapport a l'après-guerre. L'essor économique a été particulière-ment vif jusqu'au milieu des années 1960, avec une progressiou du P.N.B. de plus de 7 % par an et un rythme de croissance industrielle avoisinant 12 %. La croissance s'est sensiblement ralentie depuis lors mais elle reste très honorable : 8 % par an dans l'industrie, 6 % par au dans l'ensemble de l'économie au cours de ces trois dernières années.

Les transformations structurelles de l'économie reflètent ce développement : le rôle de l'agriculture a nettement régresse : sa participation à la production totale est actuellement de 20 % (38 % en 1953). Au sein des industries manufacturières, la croissance privilégiée des secteurs chimiques, pétroliers, des cons-tructions mécaniques et électriques, a entraîné une modernisation de la structure industrielle.

L'amélioration du niveau de vie de la population a suivi aussi une cadence rapide : l'analphabetisme, qui touchait, en 1939, 45 % de la

Depuis 1950, les responsables population, a pratiquement disparu dans les classes d'âge jeune et ne concerne plus que 12 % de la population. Parallèlement à l'élévation des salaires, les biens de consommation durables se sont rapidement répandus : on compte actuellement, pour mille habi- d'une autonomie qui inclut le tants, trente-cinq automobiles (trois pour mille en 1951), cent

économique en mobilisant autour d'une idéologie commune une population profondêment divisée tion directe du pouvoir fédéral ponsable de l'apparition de disdes années 60, fut abrogé par les réformes de 1965. Le système financement des investissements. L'autonomie des entreprises en matière de salaires, de prix, d'inaccrue. Dans une économie où prédominent les mécanismes de marché, les plans quinquennaux continuent de fixer les objectifs

(année 1973)

PRINCIPAUX PRODUITS: Charbon Blectricité

Mineral de fer Acter Mineral de culvre

BALANCE DES PAIEMENTS : RECETTES INVISIBLES . (en millions de dollars) :

- Envois des ouvriers émigrés : 1 554

Recettes touristiques : \* Non comprises celles des transports.

Sans doute l'autogestion a-t-elle favorisé ce décollage et en stimulant les initiatives locales. Le mode de direction économique centralisé, de type soviétique, appliqué de 1947 à 1950 a en effet cédé rapidement la place à une organisation de l'économie qui n'a cessé d'évoluer vers l'extension de l'autonomie des unités de production. Dans le système d'autogestiou établi en 1950, la liberté d'action des conseils ouvriers d'entreprise était encore très limitée par l'intervensur les prix et l'allocation des ressources d'investissements. Ce contrôle central tenu pour restorsions dans l'économie au début bancaire, réorganisé, a été doté du rôle prépondérant dans le vestissement était largement

# QUELQUES CHIFFRES

32.5 millions de tonnes 3,3 millions de tonnes 35,0 milliards de kilowatis-heures 4,8 millions de tonnes

globaux de la croissance, mais

de manière indicative.

+ 330 millions de dollar

Afin de lutter contre l'influence « organisations de base » ont un croissante d'une technocratie dans les grandes entreprises, une réforme de l'autogestion au sein de l'entreprise, en 1971, a complété la décentralisation, Chaque cellule de production jouit désormais

droit de sécession avec l'entre-

L E retard agricole et le sousemploi témoignent de la persistance d'un certain sousdéveloppement. Malgré un potentiel agricole réduit (le tiers seulement du territoire est situé en plaine), l'agriculture occupe encore la moitié de la populatiou active. Il en résulte un morcellement des terres (85 % des superficies sout propriétés privées) et un faible degré de mécanisation qui maintiennent la productivité à un niveau très bas. La croissance de la production agricole ne suit pas la progression rapide de la consommation de biens alimentaires due à l'amélioratiou du niveau de vie et au tourisme ; et les importations sont de plus eu plus nécessaires (elles ont augmenté de 15 % par an de 1968 à 1972) alors que les exportations de produits agricoles ont tendance à stagner.

La pression démographique qui s'exerce dans les régions agricoles témoigne d'un sous-emploi par ailleurs manifeste. Les demandes d'emploi non satisfaites ont atteint le nombre de quatre cent mille en 1973 (9 % de la maind'œuvre intérieure) ; l'émigration (un million de Yougoslaves travaillent actuellement à l'étranger) constitue un palliatif, mais elle draine hors de Yougoslavie une main-d'œuvre qualifiée et des mesures récentes ont été prises

afin d'enrayer ce phénomène. Ces traits de sous-développement traduisent en réalité de très fortes disparités régionales. Le cloisonnement géographique du pays a freine son intégration économique: les massifs montagneux rendent très difficiles les communications Nord-Sud et ont maintenu une ligne de partage entre le nord du pays, traditionnellement dans la zone d'attraction occidentale, et le Sud, où le

\* Groupe d'études prospectives internationales. Contre français du commerce catérieur.

pouvoir décisif sur la répartition du profit entre salaires, investissements, services collectifs.

Malgré l'adaptation progressive du système économique et la croissance dynamique, la persistance du sous-développement coutinue de peser fortement sur prise. Les conseils ouvriers de ces l'économie yougoslave.

### Sous-développement et oppositions régionales

développement ne fut amorcé qu'en 1945. Le revenu par habitant de la Croatie, de la Slovénie, de la Serbie, se situe entre 7000 et 11 000 dinars, alors qu'il n'excède pas 4000 en Bosnie-Herzègovine, en Macédoine et au Monténégro. La croissance économique n'a guère atténué les écaris de développement : la participation au P.N.B. des zones sousdéveloppées, qui représentent 35 % de la population, stagne depuis dix ans à 21 %. Et, compte tenu du dynamisme démographique élevé, le revenu par tête des régions pauvres s'est relativement dégrade (il était égal en 1968 à 81 % du revenu moyen, en 1971

Cette situation a pris, ces der-nières années, une acuité parti-eulière : la réforme de 1965, en étendant le rôle des mécanismes de marché, a accentué les diver-gences d'intérêts entre les Républiques : si les plus développées ont tout à gagner à une libre circulation des capitaux et marchandises au sein de l'économie yougoslave, les plus pauvres re-vendiquent le maintien d'une redistribution des ressources par la Fédération. Le ralentissement de la croissance économique vers la fin des années 60 a favorisé l'exacerbation du conflit qui a devrait rendre l'économie moins abouti en 1971 a un constitutionnelle destinée à instaurer un nouvel équilibre. Celuici implique, dans le domaine économique, la réduction des pouvoirs de la Fédération au profit de ceux des Républiques, et le renforcement de la concertation interrépublicaine. Les décisions importantes concernant le systeme et la politique économiques ne peuvent être prises qu'à l'unanimité des Républiques. A l'échelon fédéral un fonds d'aide aux régions sous-développées est alimenté par des contributions républicaines fixées d'un commun

Cette réforme est évidemment de nature à entrainer un alourdissement des processus de décision. Elle pourrait rendre plus difficile la correction de certains déséquilibres de l'économie you-L'inflation et le déséquilibre

de la balance commerciale,

qui sont, depuis le début des années 60, des problèmes permanents de l'économie yougoslave, ont pris depuis quatre ans une ampleur plus préoccupante.

Le coût de la vie a augmenté en 1971 de 16 %, en 1972 de 17 %. en 1973 de 20 %, ce qui a provo-qué une réduction des salaires

priz et la politique fiscale, qui restent du domaine du ponvoir fédéral, paraissent se heurter à l'autonomie des consells ouvriers; l'objectif actuel est donc de mettre en place une politique des revenus par un système d'accords sociaux conclus entre syndicats, entreprises. Républiques. D'autre part, l'élévation du faux d'intérêt sur les crédits, et une certaine amélioration de la gestion des entreprises (qui avaient en 1971 et 1972 tendance à lancer des investissements sans financement adéquat) devraient assainir la

we colombe : par

### Le déficit de la balance commerciale

les pays socialistes, la balance commerciale avec les pays occidentaux a accusé en 1973 un déficit de 1.2 milliard de dollars (1). La eroissance industrielle a en effet exigé des importations massives d'équipements et de produits intermédiaires. Le développement de la coopération économique a. certes, facilité des transferts de technologie occidentale qui ont permis d'accroître les capacités d'exportation yougoslave et de substituer une production nationale à l'importation (dans le secteur automobile par exemple). Néanmoins, les investissements étrangers, autorisés depuis 1967. u ont pas donné tous les résultats escomptés : d'une part, l'apport de capital a été relativement limité (125 millions de dollars jusqu'en 1973), d'autre part les entreprises mixtes, qui se concentrent dans les industries mécaniques et chimiques, restent très dépendantes de livraisons occidentales de machines et de

L'endettement extérieur de la Yougoslavie reste d'ailleurs modéré (environ 2,5 milliards de dollars) grace aux rentrées de devises procurées par le tourisme et les transferts de fonds des travailleurs émigrés. Il n'en reste pas moins que le déficit commercial pèse sur l'équilibre écono-mique interne, les dévaluations sives du dinar accentuant

l'inflation importée. L'analyse des causes structurelles de ces déséquilibres a conduit à adopter dans le plan 1971-1975 de nouveaux axes de croissance prioritaires. Le développement accéléré des industries de base, jusqu'à présent négligées, tributaire de l'importation, dans des aecteurs où la Yougoslavie dispose d'un potentiel naturel uon négligeable; ses ressources en mineral de fer, chrome (2),

EGEREMENT déficitaire avec nickel, bauxite notamment, sout de nature à permettre un important développement de la métallurgie ferreuse et non ferreuse. L'exploitation du potentiel hydro-électrique et des réserves pétrolières fait partie de cette stratègie.

> De telles orientations apparaissent justifiées, a posteriori, par la crise énergétique. L'intérêt des pays tant de l'Est que de l'Ouest à une participation au développement yougoslave pourrait s'en trouver relancé. Cependant, les conséquences directes et indirectes de la crise énergétione ne peuvent que toucher sérieusement l'économie yougoslave : on estime que, du fait de la hausse des prix, la valeur des importations pétrolières s'élèvera de 200 millions de dollars en 1973 à 800 millions en 1974. Parallèlement, la détériora-tion de la situation économique des pays cecidentaux aura vraisemblablement des incidences sur les recettes en devises que la Yougoslavie tire du tourisme et de l'emploi à l'étranger d'une fraction importante de sa maind'œuvre. Ces influences sont déjà apparues en 1974 et les dirigeants évaluent à 720 millions de dollars le déficit de la balance des paiements en 1974.

L'économie yougeslave paraît donc particulièrement vulnérable dans le contexte économique difficile que connaissent tous les pays européens. Les années à venir constitueront sans doute un test pour la stabilité du système économique mis en place et pour sa capacité de soutenir une croissance qui, jusqu'à présent, a concouru à l'image de la Yougoslavie dans l'opinion publique internationale.

(1) Pour les échanges avec la C.E.E., voir le tableau qui accom-pagne l'article de Paul Yankovitch. (2) Quatre-vingts pour cent des

# LE COMMERCE EXTÉRIEUR EN 1973

PAYS CAPITALISTES DEVELOPPES dont Europe occidentale COMECON TTERS-MONDE

1 318 2 483 975 409 334

# L'industrie, base d'une meilleure coopération avec la France

– Par BOSA YOVOVITCH \* -

production industrielle, c'est un des objectifs prioritaires de la politique yougoslave de développement. Le taux moyen de croissance au cours de la demière décennie a été de 6,8 % (jusqu'à 16 % dans les années de conjonc-

A la fin de 1972, la Yougoslavie comptait deux mille sept cent trente-trols entreprises industrielles employant plus d'un million six cent cinquonte mille personnes. Pour la production brute et le nombre de personnes employées, la métallurgie se place en tête des quelque vingt et une branches de l'industrie. Viennent ensuite les textiles, l'alimentation, le bois, la chimie, la production d'energie et les métaux non ferreux.

Dans la compétition pour accroitre la production, c'est l'Industrie de transformation des métaux qui vient en tête. Adoptant les dernières innovations de la technique, l'industrie métallurgique, l'électro-Industrie et la construction navale se sont taillé une place parmi les producteurs mandiaux, tant par la qualité de leurs produits que par leurs prix. La production, dans ces branches, croit d'une année à l'autre, dépassant porfois le toux moyen de croissance de la production industrielle générole en Yaugoslavie. Ce fut le cas ou cours des dix premiers mals de 1974 : taux de production a ougmenté de 11 % dans l'industrie métallurgique et, dans l'électro-industrie, de 18 % par rapport à la même

construction navale intervienment pour 30 à 40 % dans l'ensemble des exportations yougoslaves. Des entreprises géantes ont été créées telles que « Jadran Brod », qui fobrique des bateaux et des mo-

un géant de l'industrie de trans-« TAM », « Rade Koncar » et bien d'autres encore. Dans le domaine de l'électro-industrie, il fout citer pormi les plus grandes entreprises teurs Diesel, « Cryna Zastava », « Iskra », de Krani, « El » de Nis une usine d'outomobiles, « UMI », « Rudi Cajavec », etc.

# Le coût des matières premières

la production dans les entreprises métallurgiques pose certains problèmes, tels que la vente des produits fabriqués et l'achat des matlères premières. Planifié en fonction des réserves de cuivre, de zinc, de plamb et d'aluminium, qui sont importantes, et en fonction d'autres réserves, modestes mais période de 1973. L'Industrie métal- suffisantes, de minerais de fer, lurgique, l'électro-Industrie et la l'essor de l'industrie de transfor-

# En effet, les fonds investis étaient

TOUTEFOIS, le développement de matian des métaux a été freiné. plus vite récupérés dons le secteur de la transformation des métaux que dans celui de l'extraction. Entrainée par le méconisme du morché, la politique d'investissement a négligé les matières premières, dont l'exploitation a cessé de se développer. Négligeant ses propres ri-

Journalista, éditorialiste indé-pendant, à Baigrade.

chesses, la Yougoslavie o choisi mières destinées à l'industrie textile d'importer des mattères premières. Ce folsant, elle devenoit tributaire des fluctuations du marché mondiol, toujours Instable et imprévi-

exportait les produits de l'industrie des métoux non ferreux (pour un montant de 274,7 millions de doilars au cours des sopt premiers mois de 1974), la Yougaslavie importait pour 200,5 millions de dallars de produits déficitaires (produits du nickel, du cuivre laminé et de l'aluminium). Quant à la sidérurgle, pour une consommation de 2,5 millions de tonnes de fer prévue pour cette onnée, 928 000 tonnes de vrant être importées. D'autre port, la consommation prê-vue de 513 000 tonnes d'acier pour béton armé ne pourra être entièrement couverte par les ressources nationales. Les quelque 40 000 tonnes monquantes seront également importées.

Afin d'atténuer cette disproportion structurelle pour la période à venir, d'importants investissements seront foits dans le secteur des

Pour l'importance de sa production, l'industrie textile vient qu second rang. En 1972, elle a employé 273 470 personnes, pour une production de 10 678 millions de dinars. Au cours des sept premiers mals de 1974, l'Industrie textile n'a enregistré qu'une légère augmentation de production (6 % environ), ce qui est dû, sons doute, aux conditions é can am l que s

o augmenté au cours des quatre damières années de 260 % er moyenne pour le coton, de 360 % pour les fibres de laine, de 172 % pour le jute et de 140 à 481 % pour les fibres synthétiques. La hausse des cours des matteres premières a foit monter aussitôt prix des produits fobriques. La production en a souffert, car toute hausse du coût de la vie a des répercussions défovorables sur cette bronche de l'Industrie aù la demande subit taujours des variations considérables.

En valeur, l'exportation des pi duits textiles a augmenté en 1974 de 35 %, mais le volume est restê le même, l'occroissement de la valeur étant dû à la hausse des prix. Il en résulte une exploitation insuffisante des capacités de l'industrie textile et, por conséquent, une baisse de la production L valume de production a baissé de 4 % pour la confection de la lingerie et de 2 % pour le prêtà-porter et pour les tricots.

L'industrie textile, qui exportalt surtout vers des marchés convertibles (70 % des échanges en 1969), s'est tournée en 1974 dovantage vers les pays de l'Europe de l'Est, où elle est intervenue pour 53 % des èchanges, contre 30 % les années précédentes.

L'industrie allmentaire slave emploie pres de 150 000 perplus de 8 milliards de dinors. Le taux de croissance de la production en 1974 est supérieur de 10 % complexes du marché mondial. Le à celui de l'année 1973. Une proprix de toutes les motières pre- duction record de 540 000 tonnes

ECONO



Supplément Yougoslavie

# ÉCONOMIE

# Une volonté : participer à la division internationale du travail

Par PAUL YANKOVITCH -

E principe de le non-appartenance aux blocs inspire aussi blen le commerce extérieur que cette raison, Belgrade e constamment refusé d'adhérer au COMECON (ou d'affaires, théoriclens et politiciens ne dissimulent d'ailleurs pas laure réserves è l'égard des deux organisations, qui, estiment-lia, entrevent objectivement le développement libre el naturel des courants commerciaux entre les peuples. Les biocs poli-tiques et militaires, dont l'existence constitue une menace pour le paix,

Maie pulsque le COMECON et la C.E.E. sont des réalités, que leurs membres eont, de surcroît, les parloin de son commerce extérieur. le Yougoslavie recherche des formes de collaboration bilatérale et multila rele dans tous les domaines. Cette attitude est dictée à la fois par le désir de régier les problèmes que créent è son èconomie les systèmes régionaux auxquels elle n'eppartient pas et par une volonté de s'insérer. en dépit da son régime socialiste, dens la division internationale du travali. Tout cela, blen entendu; è condition que son indépendance nationale soit respectée, que personne ne se mêle de ses affaires. Grâce à la politiqua économique taine d'ennées et qui, dans les échanges evec l'étranger, ignore le

EXPORTATIONS

Tebécoslovaquie Moogolie

Cuba

IMPORTATIONS

Bulgarie

Hongrie

Pologne

Cuba

Tchécoslovaquie

d'importants succès. Elle exporte ectuellement près d'un quart de son orodult social et entretlent des raisns commerciales avec presque tous les pays du monde. Ses échanges avec le COMECON et le C.E.E. occupent une place exceptionnelle.

C'est en 1964 que le Yougoslavie e conclu un accord avec l'organication internationale qui e son siège é Moscou. Celui-ci, encore en vigueur, a un caractère strictement économique. Il prévoit le participation des des eutres organismes du COMECON, libres à eux d'accepter ou non les décisions qui peuvent y être prises. Cette formule assure à la Yougo-

qu'elle soit membre de piein droit, e permis de fairs progresser la collaboration multilatérale avec les pays encialistes (les Yougcelaves participant aux travaux de treize des qua-COMECON). D'autre part, un certain nombra d'entreprises ont adhéré à plusieurs associations du COMECON (Interatomenergo, Intermetal, Inter him, etc.) et conclu des accorde de cocpération et da spécialisation à long terme (cinq accords) ou de coopération scientifique et technique (hult accords). Pour les devises avec la Banque internationale d'in-

### Le commerce avec l'Est

dont trola ont une frontière avec aussi, des problèmes d'énergie et de matières premières, les possibllités de coopération dans ce secteur cont nombreuses. C'est ainsi que les organismes compétents des deux parties étudient entre autres un projet de rattachement du système électro-énergétique yougoslave au futur eystème électro-énergétique du COMECON at envisagent eussi l'envol de gaz naturel à un gazéoduc d'être mie au point pour le participetion de la Hongrie et de Tchécoelovaquie è le construction d'un oléo-

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

AVEC LES PAYS DU COMECON

(en millions de dollars, pour la période des dix pro

D U fait que les pays du COMECON, duc qui pertire d'un port edifatique

COMECON se font encore, dans une énorme majorité, sur une base bilapar ces demières années et atteindront, probablement pour la période de 1971-1975, la valeur de 8 milliarde de dollars, soit le double du chiffre réalisé dans les oinq années précédentes. Cela correspond é un tiere environ des échanges globaux de le

La structure des échanges est considérée satisfaisante. Les exportations yougoslaves comprennent des machines, diverses matières pre-mières (beuxite, plomb, superphosphale, etc.), des produits industriels et pharmaceutiques, les vins, le tabac, les chauseures, les articles de confection at de tricotage, etc., elore que le pétrola, le coke, les produits eidérurgiques laminés, le ter brut, l'aluminium, le ciment, le coton, les machines et les équipe mente figurent dans les importation balance des paiements, è peu près équilibrée, ne pose pes de prob I'on constate proviennent essentiellement de la différence entre le sys-tème économique yougoslave et celui des pays du COMECON, de le question dea prix et du mode de palement Queiquefole, da l'impossibilité pour les entreprises yougoslaves déjà équipées en machines d'origine occidentsie d'utiliser la technique ou la technologie 'es peys de l'Europe de

Ces demières années, les pro-

ducteurs de l'industrie du bois you-

goslave se sont vus obligés d'im-porter des copeaux en roison de

l'insuffisance des copocités de

transformation dans la première

onnées, ovec la mise en service de

plusieurs combinats de transforma-

tion du bols actuellement en chon-

tier. L'Industrie du bois redeviendro

olors une branche Industrielle exclu-

sivement exportatrice.

phase d'usinage. Ce problème trou-

Yougoslavie par I'U.R.S.S. It y a deux ane n'o été utilisé que partielle Dans l'ensemble cependant, la politique de coopération aven le

### Accroître les exportations à l'Ouest

les Yougoslaves des partenaires que ceux du COMECON. Leur part dane le commerce extérieur yougoslave est de l'ordre de 40 %. Après de longues et laborieuses négociations, les daux parties ont eigné en précisé en 1973. Certains produits vougoslavee ont obtenu un meilleur ent, mais les avantages cont covent annulés, estime-t-on, par le vstème compliqué des prélève ou par les embargos. (On évalue è subles par les exportateurs yougoelaves au cours de 1974, du fait des embargos imposés par la Com-

ES paye de la C.E.E. sont pour munauté. Il doit teciliter une colleboration multilatérale qui est encore à l'état embryonnaire. Actuellement, ce aont les formes multiples et diverses d'échanges bilatéreux qui

arande mesure att développement industriei de la Yougoslevie, en predes lamineries, des centrales thermo

et hydro-électriques, des cimenteries, des sucreries et eutres industries alimentaires, des usines chimiques, etc.

La construction d'un des plus grands ouvrages de l'infrastructure, la sys-

tème énergétique et de navigation « portes de fer », en commun avec la Roumanie a été financée pour una

Pendant une période relativement longue, les échanges entre la Yougoelavie et les pays de l'Europe de l'Est ont eubi les répercusaions des

divergences idéologiques et poli-tiques. Cette époque semble mainte-

constitue un énorme débouché pour

nomtire de leure produits, les Yougo-

slaves ne cechent pas qu'ils souhai-

tent développer devantage encora la

coopération evec cette pertie du

Les àchanges commerciaux sont rapide et continu, male la balance yougoslave souffre d'un eolde négatif permanent qui, sauf pendant quelques années, n'e cessé de e'aggra-ver. Pour remédier au mai, les Yougoslaves suggarent non une réduode le Communauté, mais un accroisvers cette région. L'entreprise exicers, certes, des efforts exceptionnele de leur part, mais aussi des main-d'œuvre, île proposent d'Impor-

dans les pays tiers. Les statistiques estime cerendant qu'il ne e'agit là que d'un début, car le Yougoslavie évident pour les pays industriellement

Plus de trole millions de touristes venus de le C.E.E. ont séjoumà en miers mois de 1974, ce qui raprésente 90 % de l'ensemble du trafic chaque année plusieurs centaines de nillions de dollers ont à leur dispopondant aux normes du tourisme temational. :is participent é une collaboration économique dont les

Belgrede e dècide d'ouvrir les frontières et de permettre à ses citovens leur semblait bon, des millers de Yougosieves cont partis vers les pays de le Communeuté, à le recherche de meilleurs salaires. He ont déjà envoyé à leurs familles des millierds de doilars qui comblent le déficit de la tion d'émigrés économiques est réglée par une série da conventions droits que ceux reconnus aux ouvriers des pava qui les hébergent. A cette plus stable. Au îlau d'exporter de le



USINE DE CUTVRE EN SKRBIR

Les pays de le C.E.E. sont donc

sente 30 % des exportations vera valable pour une période de cinq ens, parmet, en dépit de ses feiblesses eu commerca yougoslave de mieux dernière raison qu'un crédit de o'adapter oux mécanismes de la Com-

développar sa collaboration evec le

les principaux partenaires commerclaux de 'o Yougoslevia. Ils occupent également la première plece pour ce qui est de le coopèration technique, eclentifique, technologique et financiàre (l'Allemagne fèdàrela, le France et l'Italie, notamment, ont octroyé d'importante crédits destinés pour le plupart è l'achet d'équips-ment industriel). Les entreprises yougosleves coopèrent avec des firmes de le Communeuté pour produire des mechines, sa eutomobiles, des eppa-rsils ménagers, du matériel et des Installations électriques, etc. Des comités mixtes intergouvememen-taux, des sectione spécialisées des chambres économiques et d'autres organiemes e'efforcent d'établir des llene plus nombreux et plus étroits. La Yougoslavie est le seul pays cocleliste qui eutorise l'investisse mant de cepitaux étrangers et l'ex-

portation du bénéfice. La légleletion

élaborée con demières années offre

de grandes cossibliftés de place-

Bruxelles, sì lo Communauté entend à agrandir les installations exisusines, dont le production seralt livrée aux investisseurs. Des suggestions dans ce sens oni dèjà été faites à certaines gouvernements de le Communauté.

> La Yougoslavie est un parteneire tredifionnel des pays membres de lo C.E.E. qui sont ses grande fournisseurs de biene d'équipement. Pour sa part, elle leur offre un larga assortiment de produits agricoles, industriels et de matières premières. Son carectare de pays non aligné enlièrement libre de ses mouvements facilite toutes les formes da collaboration mutuellement avantageuees evec ia C.E.E. Mele, pour que cette collaboration puisse s'épenouir, elle estime que l'organisation de Bruxelles devrait « a'ouvrir » deventage et rendre plus flexible eon système de pourra augmenter substantiellament ses exportations et assurer des livraisons durables et sures aux prix

### de sucre est prévue, soit 100 000 lo production de bols prétrovaillé, tonnes de plus que l'année précédente. En 1974, la production de chorcuterie o otteint 98 640 tonnes et celle des conserves de viande 61713 tonnes. La Yougoslavie est un exportateur de viande connu et totion de l'ameublement yougoslave. opprécié dans le monde entier. La Yougoslavie s'y est d'oilleurs Cette branche très concurrentielle taillé une place de choix, grâce doit faire face, elle aussi, au proour raire race, eile aussi, ou pro-blême de la vente, d'outont plus que les conditions des échanges avec les pays de la C.E.E. ont changé. Le marché Italien est fermé, les tendances générales de fermé, les tendances générales de la politique agricole de la C.E.E. vention des pays non membres. Reposant souvent sur une tradition centenoire, des entreprises géantes ont été créées, telles que les combinats d'industrie agricole Beograd à Belgrade et Servo Mihaij à Zren-

Svetozorevo, Belje, Gavrilovic, pour n'en citer que quelques-uns. L'industrie du bois, branche d'exportation traditionnelle, place ses produits sur les marchés étrangers. Hier encore, cette Industrie n'était qu'exportatrice. En 1973, la Yougoslavie o exporté quatre cent soixante mille articles d'ameublement, de luxe et standard, dons le monde entier. La production des articles fabriques est fonction de celle du bois prétrovailé, qui est égale-ment très demondé sur le marché étronger. Le volume de la production en 1974 a augmenté de 15 % par repport à 1973. La valeur nominale des exportations o augmenté de 53 %. La détérioration du marché vie entretient les ropports éconoitalien o provoque une baisse de miques les plus étroits. Il convient pays était de 49 millions de doi-

janin, les combinats d'Industrie oli-

mentaire Osijak à Osijak, Juhor o

de sorte que les possibilités offertes sont pas exploitées à fond. Les Etats-Unis et le Canado constituent les meilleurs morchés pour l'exporoux efforts qu'elle o déployés pendons la valeur totale des exportations de l'industrie du bois. La

62,3 93,9 146,2 94,4 132,7 622,4 239,3 0,1 20,8 1 412,3

# Avec tous les pays

important pays industriel. En appliquant une politique fondée sur l'êtude comparative des produc-tions, elle a'est intégrée à la division internationale du travail. Confarmément à sa vocation de poys non oligné, elle entretient des relations commerciales avec tous les pays, quels que soient leur niveau de développement écono-mique et leur système politique. Elle coopère ovec les pays occidentoux développés, en même temps qu'elle intensifie ses échanges ovec les pays socialistes et les pays en voie de développement.

Mais c'est avec les pays d'Europe occidentale que la Yougosla-

A U cours des trente demlères de dire, cependant, que dons le onnées, la Yougoslovie no-codre de la coopération ovec les guère agraire, est devenue un pays de la C.E.E. les échanges codre de la coopération ovec les pays de la C.E.E., les échanges franco-yougoslaves n'occupent pos une place correspondant à ses possi-blités réelles. 5i l'on fixait l'index des échanges de la Yougoslavie avec la C.E.E. à 100, les expor-tations vers l'Allemagne fédérale et l'Italie seraient de l'ordre de 77 %, alars que vers le marché français elles n'atteindraient que 8 %. H en est de même, ou presque, pour les importations qui, en provenance de la R.F.A. et de l'Italia, sont de l'ordre de 73 % et, en provenance de la France, de l'ordre de 10 % seulement. On observe cependant, ces demières onnées, une Intensification des échanges ovec la France. En 1969, la voleur des exportations yougoslaves vera ce

répercussione désastreuses sur le lors, en 1973 elle avalt atteint revenu de cette branche indusrevenu de cette branche indusvait cette ligne ascendante jusqu'à dépasser, ou cours des six premiers mois de l'année écoulée, 65,1 mlllions de dollors. Les impartations ont occusé les mèmes tendonces. De 72 millions de dollors en 1969, elles sont passées à 203 millions de dollars en 1973, et à 198,4 millions de dollors pour les six premiers mois de l'année écoulée.

L'accroissement du volume des

pagné d'un déficit de la balance commerciale. De 23 millions de dollars en 1969, il est passé à 133 millions de dollars pour le seul premier semestre de 1974. Bien que légèrement compensé po les envois de fonds des Yougo-slaves travaillant en France et les recettes touristiques, ce déségui libre des échanges commerciaux ou bénéfice de la France constitue une sérieuse entrave à la poursuite de ges commercioux puissent se déve-lopper favorablement, il est dans l'intérêt des deux pays d'Intensifier lo France, ce qui o d'oilleurs été constaté ou cours de la demière réunion du comité mixte francoyougoslave pour la coopération économique, industrielle et tech-

La coopération économique entre lo Yougoslavie et la France ne peut que se développer, car elle correspond non seulement aux possibilités réelles at à l'Intérêt économique, mais aussi à l'omitié traditionnelle qui lie les deux pays

BOSA YOVOVITCH.

### LES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LA C.E.E.

(en millions de dollers, pour la période des dix premier comparée è la même période de 1973)

EXPORTATIONS	1974	1973
Belgique-Luxembourg	21.4	14,6
Pays-Bas	44,6	27,6
France	71,5	64,1
Italie	377,6	379,5
R.P.A.	305,2	260,4
Grande-Bretagne	59,1	68,3
Danemark	12,7	14.8
Irlande	\$,0	0,9
TOTAL	893,3	830,2
IMPORTATIONS		
Belgique-Luxembourg	65,9	44,2
Pays-Bas	98,6	63,2
France	223,0	166,1
Italie	719,9	417.1
R.P.A.	1 086,5	697,3
Grande-Bretagne	210.8	135.5
Danemark	30.1	18.5
Irlande	3,7	0,4
TOTAL	2 438.4	1 542.3



# CULTURE

# Les hommes et les tendances de la peinture contemporaine

Par MIODRAG B. PROTITCH \*

peinture yougoslave d'au-jourd'hui est composée d'un mélange complexe d'actualité, de passé et de futur qui apparaît dans un processus à la fois continn et discontinu. C'est ainsi que les liens avec la tendance poétique d'entre les deux guerres sont représentés par les partisans du figuratif, allant de l'expressionnisme à l'intimisme, et la rupture avec cette tendance par de figuration, allant du néo-expressionnisme à cet art magique, surréel et abstrait qui fut une nouveauté après 1950 et qui se manifeste encore en plusieurs courants opposés.

D'abord la continuité. On discerne des modifications dans l'expressionnisme initial de Jovan Bijelitch (1886-1964), de Zora Petrovitch (1894-1962), de Milan Konjovitch (1898), d'Oscar Her-mann (1886-1974) — dont le côté iconologique est très appuyé. Ils libèrent des forces instinctives, composent une nouvelle équation temps-espace, remplaceut le temps-durée ininterrompu par le stupica (1913), qui, après de temps-somme de moments isolés, sombres natures mortes « de muKonjovitch et Bijelitch, par exemple, ont condensé leur paychologie mordante et d'une plassage caractéristique en sigle passionné du coloris et Hermann l'a peuplé d'une splendeur mythique lement, dans le néant blanc de

pressions d'avant guerre, opposées à l'expressionnisme, réalisme poé-

tuelles. Oton Postruznik (1900) nonvelle impulsion donnée à l'absque les autres représentants de cette génération progressent en général dans l'esprit de leur expression d'avant guerre. Il en est de même pour les œuvres de Marko Celebonovitch (1902) et

fait de certains peintres apparte-nant aux deux générations. Les plus grands sont Petar Lubards (1907-1974), qui abandonne son réalisme poétique d'avant guerre pour s'orienter vers les légendes de l'histoire nationale ou vers les paysages épiques du Monténégro, y cherchant une métaphore mo-derne qu'il introduit dans le sociatif et abstrait ; Milo Milunovitch (1897-1967), hanté par le néen, par les lignes sévères, les couleurs bleues et brunes ; Marij Pregelj (1913-1967), qui vit sous la pression expressionniste des camps de concentration, des sourfrances et de la mort : Gabriel tique suggestive, s'enfonce dans un climat de mélancolie et d'isoses jeunes mariées, par recours à des moyens d'un «infantilisme» extrêmement subtil et intellec-tuel; Krsto Hegedusitch, dont

est dans la même ligne, tandis traction géométrique et an consches purement visuelles qui s'étendent à des effets cinétiques et lumineux, une tentative de conciliation entre l'art et la civi-Marko Celebonovitch (1902) et lisation industrielle, un remplace-d'Anton Gojmir Kos (1896-1970). ment du subjectivisme par ce qui t objectivement beau, fonctionuel et utile. Se souvenant du Bauhaus, ces peintres détruisent la dichotomie sensibilité-intalligence dont l'irréalisme pesait sur l'art yougoslave. Ils contribuèrent à la radicalisation en offrant un système de signes et de symboles permettant la communication, dans ce monde moderne de la technique avec lequel ils entendent nous réconcilier. A ce con-Rihter (1907) ; Ivan Piceli (1924) ; Viedo Kristi (1923); Aleksandar Srnec (1924); Julije Knifer (1924); Miroslav Sutej (1936); Mladen Galitch (1934); Ljerka « Sibenik » (1935). Le peintre belgradois Radomir Damjanovitch (1936) leur est parfois proche, mais il garde une certaine tension métaphysique, une magie, un climat qui lui est propre et, jusqu'à

> Ce sont déjà des paintres qui transforment l'image en objet, en relief ; comme le font notamment Jordan Golubovski (1925), Toma tchevski (1933), d'autres encore...

um certain point, il en est de

même de Dusan Pertchinkov

première et accuse elle aussi, quelques variantes. La peinture d'action, qui identifie le geste exterieur purement physique an geste intérieur et moral, en notant sur le séismographe de l'acte physique les palpitations de l'extase intérieure, est représentée par Edo Murtitch (1921), Ziatko Prica (1916), Bata Mihajlovitch (1923), Petar Omcikus (1926), Perdinand Kulmer (1925), Josep Vanista (1924) et Djordje Ivackovitch

L'informel apparaît un peu plus tard, vers la fin des années 60. Il garde souvent la spontanéité du tachisme et de la peinture d'action, mais il absodonne comme moyen d'expression
 majeur — la couleur, la ligne. Parmi ses représentants les plus éminents, citons Ordan Petlevski (1930), qui se penche sur le pro-cessus de la formation et de la décomposition biologiques, sur les « formes morbides », planant dans des espaces à la fois récis et imaginaires, et dont l'œuvre est fugue irréelle : Mitche Popovitch (1923) qui, dans son espace noir et blanc, et à partir des résidus souvent méprisés de la réalité, construit de nouvelles unités expressives susceptibles à tout moment de se transformer en réalité; Branke Protich (1931) qui ordonne des espaces mornes, épais, gris-brun et gris-jaune, par un relief inattenda du matérian dans lequel il introduit des signes et des symcalles et d'autres matériaux sem-



ZORAN PAVLOVETCH: AQUARELLS, 1973

blables; Janez Bernik (1933) qui jitch (1943) et Andrej Jemec crée des paysages à partir de matériaux rappelant les scories et

la leve mais d'une très belle facture cristalline, Voici aussi Lazar Vozarevitch, Zoran Petrovitch (1921), File Filipovitch (1924), d'autres encore... Zoran Pavlovitch part du sein de l'informel pour pénétrer dans une nouvelle figuration teintée de baroque et dont les lignes définies sont pleines d'une tension tragique, tandis que Turinski s'attaque à la créetion d'une forme archetype symbolique. Dans ces parages se

(A la Galerie Nane Stern, Paris, 1975.)

A l'horizoo post-surréaliste apparaissent donc les représentants les plus significatifs de ce genre Velickovitch, Ljubo Popovitch ou Dado (qui vivent tous à Paris), tandis que Janez Bernik et Mitche Popovitch procedent de la sphère de l'informel, Reliltch et Zoran Pavlovitch appartienneot au cercle universel de l'expressionnisme. Ajoutons qu'il faut faire à Dusan Otasevitch une place à part. Dans la même ligne, on note ussi des formes moins incisives.

plus douces : par exemple. la peinture de Mladen Srbinovitch se distingue par la jonction d'élements divers, sans transition stylistique (« peinture hétérogène »), où la stylisation géométrique et l'abstraction lyrique se rejoignent dans un climat d'enchantement. Outre ces diverses teodances, il eo a d'autres, moins tapageuses, qui reposent sur la perception et sur la reproduction traditionnelle

du monde. Telle est, entre autres, la peinture de Liubo lvantchitch (1924), de Radenko Misevitch (1920). Citons encore Lazar Vujaklija (1914), Bogoljub Ivkovitch (1924), Milan Ketchitch (1910), Vojislav Stanitch (1924) ainsl que les tapisseries de Milica Zo-ritch (1909), de Bosko Petrovitch (1922) et de Jagoda Buitch (1931)

Dans la période qui va de l'après-guerre à nos jours, appa-raissent donc divers courants artistiques dont les caractéristiques essentielles sont souvent contradictoires. On voit se manifester simultanément des tendances dont l'objectif peut être la réalité. qu'elle soit extérieure ou intérieure, spirituelle ou cosmique. pourvu qu'elle réponde aux nouvelles connaissances; ou l'expression des sentiments et non pes leur description (peinture directe); ou la sublimation abstraite de la réalité; ou l'unité dn geste, du signe et de l'action ; ou l'antimoyen dens l'informel; ou la figuration nouvelle qui, sonvent, met entre parenthèses la conception traditionnelle du bean ; ou encore la réédification complète (objet) de l'œuvre ; ou, enfin, à l'opposé, sa totale annu-lation matérielle (art conceptuel).

# "Retour cyclique du passé"

ES voies sont diverses, qui nelle à l'assise thématique du d'un nouveau type : l'expression- narrative qui semble s'imprégner nisme informel et peut-être de l'atmosphère existentialiste de avant tent le sorréalisme. La présence du magique et du surréel has jeunes et à Belgrade. C'est à Belgrade qu'en 1930 plusieurs poètes (Ristitch, Matitch,: Vuco et d'autres) publiaient un almanach, l'Impossible, auquel de-vaient collaborer A. Breton, Aragon et Eluard; inversement, les manifestes de leurs amis français étaient signés par les poètes bel-gradois qui collaboraient aussi à leurs revues. An début des années 50, une nouvelle réaction cootre l'esthéticisme et la théorie de la forme pure se fait jour. Par l'intermédiaire des albums de dessins des vieux maîtres, les systèmes plastiques historiques redeviennent des modèles. La conscience historique se ranime, avec le a passéisme », l'idée du retour cyclique dn passé, l'idée de voir dans le présent une limite trompeuse entre le passe et l'evenir et, dans l'avenir, un passé déjà

Rejetant la stratification de l'homme d'aujourd'hui, reflétée dans l'art moderne, ces artistes tendent à la restauration de l'image intégrale, à la résurrec-tion de l'image intégrale, à la résurrection de la vision chère à la Renaissance, à un renouveau dn métier académique (groupe de Medial). De la vient qu'ils accordent une importance exception-

convergent vers une figuration tableau, à son expression souvent l'absurde et du néant. Les premiers d'entre eux sont Dado Djuritch (1933), Leonid Sefka (1932-1970), tout Aussi intéressant comme peintre que comme penseur, Vladimir Velickovitch (1935), Ljubo Popovitch (1934), Milic Stankovitch (1934). Miro Glavurtitch (1932), Olja Ivanjicki (1931). Svetozar Samurovitch (1928), Branko Miljus (1938) dont les toiles-symboles résonnent de le magie d'un rêve doux et tendre, Milovan Vidak (1926), Miljenko Stantchitch (1926), peintre de la grande cantilène, des amants morte et des enfants, Vasilije Jordan (1934) de Zagreb; Spase Kunuski (1929) de Skoplje; Marko Sustarsitch (1927) de Ljubljana, d'autres encore Tous peignent, le plus souvent avec « réalisme » et logique, des visions illogiques et ésotériques ; ce sont, d'une part, l'élégie et la mélancolie, de l'eutre, l'esthétique du laid, la torture, le sadisme, la provocation et la protestation. Les toiles de France Mihelitch de Ljubijana, sont différentes. Composées sur des détails de la nature et du folklore, elles nous sont communiquées dans un langage post-informel, plein de tension

> Au nouveau réalisme et à la nouvelle figuration appartienment aussi Radomír Reljitch, Dusan Otasevitch (1940), Dragos Kala-

peintre de la culture, visionnaire d'un passé par lequel il désire exprimer le présent, le lyrisme, poussé par la tension intérieure, s'élève en représentations fantasmagoriques où se marient la puissance du geste et la douceur de l'émotion : Nedeljko Gvozdenovitch (1902) et Ljubica Sokitch nie raffinée des tonalités et de la discrète structuration de ce qu'ils voient; Marino Tartalja (1894) est absorbé par la conscience

Chez Pedia Milosayljevitch (1908). la guerre, du crime, de l'absurde est d'une conception quasi existentialiste, tout à la fois protestation et cathersis. On pourrait y ajouter Franjo Simunovitch (1908) et Oton Gliha (1914), avec leurs différentes interprétations des champs karstiques et des rochers. Une place à part est occupée par Ivan Tabakovitch, qui a gardé de son intimisme d'avant guerre la spiritualisation raffinée des moyens plastiques, mais dont la fantalsie légèrement teintés d'irréel a su unir les connaiscondensée de l'être même de sances de l'homme d'aujourd'hui l'image, par une nouvelle entité de l'espace, de la forme et de (a les limites du monde sont les limites de la connaissance ») aux

UNE VUE DE LJUBLIANA

# L'apparition de l'art abstrait

d'après guerre, avec l'apparition de l'art abstrait en Yougoslavie aussitôt après 1950. La structure morphologique assez ramifiée de l'art abstrait s'étend à presque tous les tempéraments, à presque toutes les sensibilités. D'une part, il apparaît comme un géomètrisme contemplatif programmé, d'autre

\* Critique littéraire, directeur du musée de l'Art contemporain à Bei-grade.

la lumière : les objets de jadis énigmes existentielles.

A rupture est en partie le feit part comme une manifestation de des jeunes générations l'action, du geste, du trait mouvant par lequel se transmet un état d'âme momentané et délirant. Si le premier courant se montre plutôt mince et sans tradition sérieuse, le second, en reprologation de la peinture ins-tinctive et vitalisante des expres-

sionnistes d'entre les deux guerres. La première variante, le rationalisme esthétique, est surtout representée par les peintres de

Le paradoxe est que tout près de ces peintres on en trouve d'autres qui s'inspirent du passé et réduisent les vieux signes et les vieux symboles à une structure géométrique pure, empreinte d'une signification nouvelle. C'est, d'ordinaire, un ornement folklorique ou historique, un élément de la conscience esthétique collective, qui sont transposés dana un contexte, un langage et un symcontemporains. Ce ph mène s'incarne dans Lazar Voza-revitch (1925-1968), Aleksandar Tomasevitch (1921-1968) et Dmitar Kondovski (1927).

Un certain géométrisme persiste d'ailleurs pendant les années 60 un certain désir de garder, dans l'ordre souverainement libre des formes plastiques et dans une structure plastique antonome, le souvenir de la réalité, le rapport sensuel et intellectuel à la réalité. Dans quelle mesure les outils du langage peuvent-lls se libérer de la description immédiate, tout en gardant une certaine senbilité et une signification immédiates ? La réponse à cette question est un défi lancé par la peinture de l'énouve Exemple : les peintres de ce que l'on appelle le « paysage abstrait », comme Stojan Tchelitch (1925).

Une autre forme impulsive et antigeométrique de l'abstraction l'Etat, puis par les e tendances apparaît en mêma temps que la

# A qui appartiennent les journaux?

E5 Journaux yougosiaves appartienment à des entreprises de presse qui appliquent naturellement les principes de l'autogestion. A Belgrade par exemple, l'entreprise Borba a trois quotidiens, cinq hebdomadaires et deux mensuels. La firme Politica est plus importante encore. A Zagreb, l'entreprise Viestnik édite trois quotidiens. trois heboumadaires et quinze périodiques.

nans chacune de ces entreprises il y a un cunsell ouvrier central et un conseil ouvrier par unité de

Cependant, le « fondateur » continue d'exercer una influence considérable. Le fondateur est le mouvement - généralement la Ligue des communistes, l'Alliance socialiste ou le syndicat — qui, à la libération, a créé ou repris le titre à son compte. Aujourd'hui encore le fondateur nomme le directeur de l'entreprise, le rédacteur en chef de la principale

ouvrier. Le foudateur nomme aussi une partie des membres du conseil d'édition qui se prononce sur la politique générale de l'entreprise. Responsable Onancier, le fondateur a, le cas échéant, la charge

A côté des journaux politiques, sportits on culturels, il y a une presse confessionnelle. Le plus importante des publications catholiques, le bimensuel Glos Konclia, édité à Zagreb, tire à cent quatre-

Depuis les crises de 1971 et 1972, la Ligue des istes et l'Alliance socialiste contrôlent davantage les journaux. Les rédacteurs en chef des principatra quoticiens de Belgrade et Zagreb ont d'ailleurs été remplacés au moment où les dirigeants des Républiques de Croație et de Serbie étalent



# CULTURE

# ENTRE LE LIBÉRALISME ET LE DIRIGISME

# Le défi des lettres

Par PREDRAG MATVEJEVITCH \*

DILA plus d'un quart de clècle que survint, en 1948, la rupture du Komimorra etalinien avec la Yougoslavie. Quel chahala ont acculture at plus lors la culture at plus sont les Albanais — leur nombre sont leur sulvi depuis iors is culture at plus specialement, les i ettres yougo-Pour tracer les lignes générales do

développement culturel et littéraire de cette Fédération aux nombreuses nations et aux langues multiples. quelques remarques prélimineires semblent indispensables. L'unification politique de la Yougoslavie ne e étant produite qu'après la première cultures nationales des peuples slaves du Sud - (c'est le traduction literale du mot yougos/ave) se sont donc formées avant le naissance de l'Etat commun, et eouvent indépendamment les tres des autres. Ainsi, eu point de vue historique, voit-on se profiler les contours de plusieurs littératures nationales : serbe, croate, elovène, macédonienne, monténégrīne..., auxquelles il faut sjouter celle de Bosnie-Herzégovine, Répu-blique fédérée où cohabitent Serbes, Croates et musulmans (ceux-cl, composés en maleure partie par des Slaves Islamisés sous l'occupation ottomene, ont été récemment reconnus nation é part entière, qu'ila annartiennent ou non à le religion

les cultures et les littératures des nationelités minoritaires : on distingue

approche un million quatre cent mille,
— les Hongrels, les Slovaques, les
Ukraintens, les Italiens, les Roumains, etc. Chacun de ces peuples
o le droit de s'exprimer, d'étudier et de publier en sà propre langue. La Constitution yougésiave ne prévoit même pas une langua d'Etat, véhicule official pour l'usage commun: Toute fols, la langue serbo-croste, ou croato-serbe, reste de loin le plus répendus (porlée par plus de 70 % de le population : en Serbie, en Croatie, au Monténégro et en Boenie

L'effet des théories idanoviennes

viennes qui tendaient à s'implenter aous l'étiquette édulcorée d'un prélendu « réalisme socialiste ». Heureusement, comme les implications généreles de ce qu'on nomment plus tard le « culte de la personnalité » ne furent Importées en Yougoslavie que sous une forme modérée et plus Initiale (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le « pratique yougoslave - avait été vivement critiquée des la Résistance), cette « Importation > n'eut pas de conséquences irréparables...

La pláizde d'auteurs qui suivit le grand tournant de 1948 apporta un mais tenaces, d'une intelligentale peu favorable au conformisme Idanovien. La Congrès des écrivains, en 1949 é Zagreb, décoche quelques flèches contre le notion etalinierme de le partiynost (esprit de parti) dans le Belgrade, afficurer différents « frissons nouveaux >, notamment .coux mant implanté en Serbie, fort d'un dévouement incontestable à la couse de la Résistance et de la Révolut

Le politique, à ce moment, arrivait mieux é se dégager de certaines reutines précédentes qu'é se définir. De même, le littérature était désorientée. Les prises de position de nombreux écrivains parurent dés rees ou indécises : les tâtonnements timides alternaiont avec les exagéretions gratultes, les égarem ritables avec les opiniatretés injus-

Un fait décisif intervint : le congrès do l'Association des écrivains à Ljubijana, en 1952, où tous les prolèmes ouverts furent débattus dans un esprit sincère et désabusé. Le rapport présenté à co congrès pai Miroslav Krisza (Karléja), fondé sur l'expérience riche, personnelle et non conformiste à la foie d'un écrivain de gaucho, tut d'une importance capitale. Ayant pris, des le début de l'après-guerre, une distance très ignificative à l'égard des préceptes réalistes socialistes », cet outeur profits de l'occasion pour prendre violemment à partie les dogmes esthétiques jdanoviens les plus « sacro-saints », leur « iconographie canonisée » einsi que leur « quakerismo = sa présentant sous la « forme tanatique et uniletérale de la partlynost -. D'autre part, il plaids suasti et plein d'éclat, pour lo « liberté de création artistique et la simultanéité des styles ....

Ce fut un tournant majeur. On rancosur, de ce qu'on e appelé la technique en noir et bienc » ou la « factographia » elmpliste. La euspiquences les plus intimidantes ne

Herzégovine). Suivent le macédonien (8,8 %), le clovène (8,2 %), l'albanais (8,4 %).

"Peu de littératures d'Eurepe ont

ressenti les secousees historiques et polibiques de notre époque aussi viomment que les lettres yougosleves. La deutlème guerre mondiale ainsi que l'immédiate eprès-guerre ont vu naître et c'affirmer une « littérature de la Résistance », profondément marquée par un traumatieme netional eans précédent (un million sept cent de la population — trouvèrent la mort). Un chant épique, simple et sait fidèlement l'attitude de la poésie réalatante et révolutionnaire face à

verture = eera couronnée par le prix C'ETTE spontanéité première ne tar-dera pas à se délayer quelque peu sous l'effet des théories idano-ductions étrangères, de toutes lan-Nobel décemé à lvo Andritch en 1961. Plusiours autours appartenant à le génération d'avant la guerre gues et d'horizons divere, apporappuyaient les orientatione littéraires terent un souffle nouveau einsi que en cours. A côté de Miroslav Krieza,



MIROSLAV KRLEZA (KARLEJA)

l'étranger : Kafka, Joyce, Fauikner, surréalistes méritent une attention Sartre, Camus et mainte autres furent

ntés au public yougostave. La littérature et la peinture connurent un essor institendu. La possie

particulière, tels Marko Rietitch (brillant eessylste et théoricien du eurréalisme evant la guerre), lo poète Dusan Matitch ou Aleksandar Vout-

quelques talents éclatants : Vasko Popa, Vasno Perun, Miodrag Pavioles déformations dues à l'ascétisme allénant ou ou dogme idéologique. vitch... De nouvelles voix poétiques retentirent à Belgrade, Zagreb, Ljubi-- héros positif - fut également intenté jana (le célèbre « groupe de quatre »). Sarajevo, Titograd, ainai qu'é Skopje, Dobrica Costich. Une vague, nouvelle où une nouvelle littérature mecédoet renouveiée selon le cas, déferte sur les lettres yougoslaves : Mihalio Lalitch, Ciril Kosmetch, Ranko Marinnienne était en train de naître. Il en fut de même pour les prossisurs. L'ancien eurréaliste et militant comkovitch, Vladan Desnica, Beno Zupantchilch, Vjekoslav Kaleb, Petar Segedin (dont deux remans svalent, munista Oekar Davico (ilre Davitcho), qui fut déporté au début de le guerre en queique manière, précédé co renouveau), Mesa Selimovitch, Slavko Janevski et plusieurs autres dont il avant de rejoindre les partisans, public son roman intitulé Poème : K Incama en sas personnages l'enga-

### Une violente polémique

UNE violente et longue polémique e'engagea, dès les années 50, entre le camp dit « réaliete », désigné siovène très en vue, qui donne une contribution essentielle à ce renou-- parfole abusivement - com veau), Branko Tchopitch, Matej Bor, conservateur, et la tendance qualifiée Mile Kieptchitch, Jure Kastelan, Skender Kulenovitch (qui furent des de « moderne » ou « moderniste » chantres particulièrement représentace demier terme avait parfole une teinte d'eccusation, — groupée eur-tout eutour de la revue Delo à Beltifa de la Résistancej, Edvard Kochek (important poète personnaliste, l'un grade (Krugovi à Zegreb et, à des rares écrivains chrétiens ayant Ljubijana, Besede cuivie de Perspek-tive). Pour le plus grand blen de le littérature, les institutions de l'Etat rejoint le maquis dès le début de la guerre), l'Albanais Esad Mekuli, le Hongrole Ervin Sinko et, 6 côté d'eux, les Macédoniens Biazo Koneaki, Aco - fort préoccupées par des pro-Sopov, eans oublier ceux dont les œuvres assuralent le continuité des blēmes d'un autre ordre - laissèrent ces groupements divergente en confronter entre eux, en n'interve-nant qu'à l'occasion de certains mellieures traditions lyriques d'avantguerre, tele que Gustav Krklec, Desanka Maksimovitch, Dobrisa Coca-« écarte » ou « Incidente » jugés parritch, et bien d'autres dont le nom ticulièrement graves. Cette étape de « dégel » et d' « oumériteralt d'être cité.

La périodo qui eulvit les années de « déget » compte parmi les plus fécondes dene tous les domeines litthéâtre, critique (soulignons en merge une littératura radiophonique fort originale et de nombreux livres pour enfants d'un caractère très poétique). Les arts piastiques remportèrent à leur tour plusieure euccès interna-Sonator L'abstrait et l'informel, mal vus immédiatement sprès la guerre, furent pendant plusieure années parexclure quelques variantes assezi remarquebles du figuratif ; algnelons, entre plusieure autres orientation celle des peintres néo-surréalistes de Belgrade, dont plusieure représentents furent réunle autour du groupe « Mediala », ainsi que le groupe «Tendances nouvelles» de Zagreb, celui des artistes resemblés eutour de la Biennale de gravure é Liubijana. les peintres naîts de différentes provenances, notamment ceux de l'Ecole de Hiebine, etc. Le cinéma mit plus de temps à affirmer son originalité (avec, entre eutres, la très appré-clable Ecole de Zagreb de dessin

Quelques talents littéraires particu- goslevie que de mentionner unique- diverses sortes de mécon lièrement remarquables, Issus de l'après-guorre, s'effirmèrent décisivement fore de cette étape : panni les prosateurs, Miodrag Bulatovitch, le plus tradult des jeunes euteure youres, Radomir Kontatinovitch, brillant essayiste, et, é se façon, « nouveau romancier », Andrej Hieng (auteur dramatique et romancier), Blobodan Novak feuteur d'une prose polymorphe très originale), Antun Solen, Andjelko Vuletitch, Dragoslav Mihailovitch, Danilo Kis, Zivko Cingo. Rudi Seligo (an peu trop proche de Robbe-Grillet), Streten Asanovitch, Brana Scepanovitch, et beaucoup

le duo Pope-Paylovitch. Il faut citer litch et, peut-être, S. Reickovitch; lo fois curieuses et originales, et Slavko Mihalitch, dont l'œuvre compte

e'impose actuellement dans plus d'un problèmes : Il e'agit, d'une part, de refuser toute réduction à une culture unitaire, c'est-à-dire restrictive et, pa



Monténégrins Jevrem Brkovitch et conséquent, plus ou moins répres Sreten Petrovitch, ainel que les Macédoniens Mateje Matevski et Gane Todorovski ont donné à leurs littératures respectives des apports essen-tiels ; cela vaut également pour les vibrantes voix poétiques de Ketejan Kovitch ou Dane Zejo en Stovénie, d'izat Sarallitch en Bosnie-Herzégo-

tuelle décannia ont vu une affirma-tion progressive des littératures nationales, notamment des nationalités qui, dans les époques précédentes, n'avalent pu suffisamment exprimer leurs identités propres. Cela vaut en premier lieu pour la création littéraire en Macédoine, su Monténégro, en l'économie yougosieve en tant que Bosnie-Herzégovine, male aussi, en nécessité du monde moderne, se tra-partie, pour les autres Républiques duit par le fait que les biens culturels ainsi que, plus particulièrement, pour certaines nationalities mi tale, par exemple, les Albanais : ces même que la minorité hongreise et quelques autres, d'une presse et d'une édition en leurs langues respectives, de différents toyers de la cultura et de quelques établissements universitaires. Ces efforte en faveur l'opinion publique yougosleve reste très sensible é le altuetion de ses norités à l'étranger, notammen celles des Slovénes et des Croetes est morcelé par l'existence de pluen Autriche ou des Macédoniens en sieure langues nationales. La eltuation

Co serait fausser l'image des réali-

conceptions des régionalismes vielllots, aussi blen que le notion, restriotive elle eussi, de culture nationale, selon les définitions traditionaliste que lui donnait le bourgeolale du

contemporaine yougosleve dolvent être mentionnés dans ce contexte. La mise en place, depuis 1965, d'une réforme économique, reposant essen-tiellement sur le randament et tendant à rendre l'industrie yougoslave se répercute - souvent douloureus ment - dans le culture : l'effet des mécanismes du marché, admie dens travailleure culturels > yougoslaves eigreur. Ainsi volt-on, dans l'édition, une quantité préoccupante de souslittérature : privés des subsides de l'ancien mécénat étatique et, il est vrai, libérés des obligations qu'il Impose, les éditeurs sont souvent prix des livres et de réduire les droits d'euteur. N'oublions pas, en plus, que de le vente de leur production tés culturelles et littéraires en You- devient assez précaire et nourrit

# Les jeunes auteurs

MALGRE tous des obstacles, l'évo-lution de la littérature n'a pas plue jounes, tels Slobodan Novak, été entravée. Le hiérarchie des auteurs e, certes, changé en plus d'un point : certains, qui furent célèbres II y e vingt ans, sont actuellement passés eu eccond plan. D'eutres, même parmi esux qui ont dépassé le sobtantains, ont fini par occuper des postes plus significatifs. L'Importance d'un Mihailo Lallich, d'un Mese Selimovilch ou d'un Jure Francevitch-Plocar est bien plus grande qu'elle

plue jounes, tels Slobodan Novak, Andrej Hlang, Blavko Jenevski, Jevrem Brkovitch, Mak Dizdar, et cermiera ranga de la cénération - mûra -De nouveaux telents cont apperus : certains de ceux qui se elg eprès le € dégel > suscitent l'Intérêt Citons les prosateurs Danllo Kis, Mirko Kovac et Zivko Cingo ou parmi les poètes, Daniel Dragojevitch, Tomez Salamun, R. Petrov-Nogo...

Il na s'agit pas de faire ici des découvertes ou des prenostics, mais de montrer les tandences. D'une manière générale, maigré les diffiécrivaine les plus avancés préférent l'état de choses octuel au « diriculturel ou à la bureaucragisme » cultures ou a sa serie qu'ils tisation des lettres et des arts qu'ils

Entre un libéralisme sane soutien et une protection nontrôlés — ce qui mble être le chotx du mondo moderne dans son comportement é peut-on trouver une vole intarmé-diaire dans le cadre de l'autogestion? Cette grande question est posée dans et par la pratique cultu-rella et littéraire yougoslave. Sans minimiser les contradictions, aussi bien du pessé que du présent, il faudra poursulvre le recherche do d'un travail de longue haleine.

Critique littéraire, professeur de littérature française à l'université de Zagreb. Ouvrage publié en français : Potsis de circonstance - Brude des formes de l'engagement poètique (Editions Nizet - C.N.E.S., Paris,

# Principaux titres publiés en français

# ANTHOLOGIES

- Anthologie de la prose yougoslave contemporaine, P. Seghers, Paris.
- Anthologie de la poésie yougoslave, par Zoran Michitch,
   P. Seghers, Paris. - Anthologie de la poésie slovène, par Drago Sega, P. Seghers,
- Anthologie de la poésie macédonienne, Editeurs réunis, Paris. Anthologie de la poésie croate, par Slavko Mihalitch et Ivan Kusan, P. Seghers, Paris.
- La Poésie slovène contemporaine, P. Seghers, Paris.
- La Poésie croate d'aujourd'hui, par Marc Aiyn, Editions de la Grive, Paris. Littérature yougoslave, Europe, revue mensuelle, juillet-zoût 1985.

# ŒUVRES

- Ivo Andritch: Il est un pont sur la Drina (Plon); La Chronique de Tramak (Plon); La Cour maudite (Stock). Miroslav Karléja : Enterrement à Thérésienbourg (Editions de Minuit) ; Le Retour de Philippe Latinovice (Calmann-
- Lévy); Le Bauquet en Bitthuanie (Calmann-Lèvy); Je ne joue plus (Le Seuil); Mors, dieu croate (Calmann-Lèvy). Miodrag Bulatovitch: Le Coq rouge, le Loup et la Cloche, ls Héros à dos d'âns, Arrête-toi, Danube, Il est arrivé (Le
- Sretchko Kosovel: Poésies, présenté par M. Alyn (« Poètes d'aujourd'hui », Seghers).
- Vasko Popa: Rends-moi mes chiffons (Seghers); Le Ciel secondaire (Gallimard).
- Petar Segedin: Les Enjants de Dieu (Cahnann-Lévy). Miodrag Pavlovitch: La Voix sous la pierre (Gallimard). - Matey Bor : Poèmes (Seghers).
- Mladen Olyatcha: La Prière pour mes frères (Gallimard). - Mihaylo Lalitch: Diable noir, mon frère (Flammarion).
- Dusan Matich : Poésie (Fata Morgana). Ivan V. Lalitch: Temps, feu, jurdins (Ed. Saint-Germain-
- Stanko Lassitch : Les Intellectuels et la contrainte idéolo-
- gique (les Lettres Nouvelles).
- Predrag Matvajevitch : La Poésie de circonstance (Nizet). - Danilo Kis: Jardin, cendre (Gallimard).

# LES RELATIONS AVEC PARIS

# Une amitié qui cherche à mieux s'exprimer

Par THOMAS SCHREIBER

DEU de pays européens se trouvent liés par une eussi longue et sollde amibé que la Yougoelavie et le France. A aucun moment de leur histoire mouvementée les deux peuples ne se sont trouvés dans guerres mondiales, Yougoslaves et Français ont combattu le même ennemi. Paradoxelament, Belgrade et Paris copperent aujourd'hui plus étroitement avec les successeurs de leur ancien adversalre qu'ils na collaborent entre eux. En fait, leura rapports n'ent lamais étà ce qu'ils devraient être, compte tenu de le sympathie reciproque maintes fole réaffirmée et de l'absence d'antago-

Partola même, leurs reletions politíques se cont dégradées, comme ce fut le cas lors de le guerre d'Algérie. La reconnaissance da tacto et puis de jure du G.P.R.A. par la Yougoslavie, champion de le décolonisation et promoteur du mouvement de non-allemement au sein du tiersmonde, e provoqué en février 1962 ambassadeurs. Le gânéral de Gaville tint riqueur au meréchai Tito d' « avolu enterré le souveraineté française en Atrique du Nord evant que l'ecte de décès ne soit dressé par qui de

elgénen et eussi la politique étrangère du général de Geulle - notam-ment le départ de le France de l'organisation militaire de l'OTAN et l'ouverture à l'Est - ont âté très favorablement eccueillis en Yougeslavia De son côté, la président de le République evait publiquement rendu hommage - en janvier 1969 - eux « vues lucides et é l'actività énergique - du maréchal Tito.

Depuis le milieu des années 60, les conceptions françaises eur le coopération européenne, l'opposition de Peris à la division du continent en blocs, l'attitude de la France au aulet du Proche-Orient ou du Vietnam ont souvent été qualifiées à Belgrade de - similaires, voire identiques - eux positions et aux conceptions yougoeleves. Le rapprochement e'est tra-duit par la multiplication des rencontres á un niveau de plus en plus élevé. Le général de Gaulle d'abord, Georges Pompldou ensuite, evaient eccepté de se rendre en voyage officiel en Yougoslavie, mele ces dépla-cement, très ettendus par le maré-chai Tito, n'ont pu se réaliser.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, en ministre des finances et des affaires économiques la Semaine de le technique française à Belgrede, sera-t-il le premier président de le Répu-blique française é séjourner en

Yougoslevie depuis le guerre? Quant au président yougoslave, il est venu en mai 1956 à Peris et, é titre privé, en octobre 1970.

I 'ABSENCE de contentieux poli-Lique na signifie pas pour autant qu'il y alt identité complète de vues Internationaux.

Les divergences concernent surfout le rôle de le conférence sur le sécurité et la coopération en Europe. Français et Yougosleves s'efforcent d'assurer le succès de cette conférence, mais Paris refuse que les aspects militaires soient étudlés dans les discussions de Genève, Pour le France, Il s'agit d'abord de créer les Conformément à ce qui avait été décidé pendant la visite à Paris en janvier 1969 de M. Mika Spiljak, alors président du Conseil exécutif fédèral, les deux pays poursulvent la politique étrangère. Lors des rencontres périodiques, des deux côtés convergance. Il est dit et répété que Français et Yougosleves, attachés à l'indépendance des Etats, grands, moyens ou petits, poursulvent les

La volonté commune de ne pas leisser eux euper-pulssances le soin de régier les affaires mondiales riverains de la Méditerranés est réaffirmée à cheque occasion. Yougoslaves et Français ne craignent pas de dire ce qu'ils pensent à l'égard des pays et groupements | plue forts, usant de « leur droit à parole », pour reprendre une expression de M. Michel Jobert après des entretiens avec son collèque

### Les conditions de la détente

Instaurant une détents véritable. De leur côté, les Yougosieves estiment qu'il est impossible de créer un lopper le coopération, de multiplier les contacts entre les hommes, de faciliter le libre circulation des idées, si on ne considère pas aussi les espects militaires de la sécurité. Cette position est d'ailleurs partagée par les Roumains, bien que Bucarest ee trouve dans une situation différente en raison de son appartenance au pacte de Varsovie.

Les communiqués publiés à l'issue

des convaractions diplomatiques « confignce amicale oul marque et qui caractérise » les relations des deux pays. Toutefole el, eur le plan politique, les sympathies yougoslaves vont vers la France, partenaire traditionnel et amie de toujours, lorsqu'il e'agit des questions économiques, le réalité est plus compil-quée.

### La relance des échanges

E N dépit d'une conjoncture géné-rale défavorable, Paris et Beigrade cherchent les moyens d'assal-Yougoslavie compte accroître ses exportations en rendant plus efficace le système de commercialisation. Le comité mixte intergouvernemental créé il y e cinq ens se préoccupe do développer une coopération qui e'exerce déjà dans plusieurs pays du tiere-monde, Algérie, Libye et Zam-

La signature d'une convention fiecale et d'un accord de garantie des i: restissemente en mars 1974, quelques jours event la disparition du ésident Georges Pompidou, facilite le relance des échanges. - Cet accord - avait elors décleré M. Giscard d'Estaing, qui eignalt au nom du gouvernement français - est le premier de ce genre conclu avec un pays dont la structure économique est différente de le structure économique française. » Permettant aux entreprises françaises de développer leurs implantations en Yougoslavie,

garantit leurs investissements. D'eutre part, on prévoit la création prochaine d'une Banque franco-yougoslave, dont le rôle dans le

 dégager des possibilités en vue de donner une nouvelle impulsion aux échanges bilatéraux et aux différentes tormes de coopération ». La France n'arrive plue qu'au dixième rang des partenairee commarciaux de le Youet engins mécaniques, des voitures de tourisme et d'autres véhicules, de le fonte, du fer et de l'acier, des matériel ferroviaire, etc. La Yougo-elavie vend surtout du cuivre, des animaux vivants, des machines et apparella électriques, des boissons et liquides elcoolisés, des poissons et

De part et d'autre, on souhaite

Les Allemande de l'Ouest occupent, et de loin, le première place parmi grade, culvie des Italiens et des Britanniques. Les raisons da le - percée » allemande en Yougoslavie cont Identiques à celles qui expliquent la succès remporté par les Industriels de le République fédérale dans l'ensemble des pays socialistes : connaissance remarquable des possibilités du marché et du personnel qui e'oc-

Sans doute, les inc nomiques "ont-elles peser sur l'evenir des rapports entre Belgrade et Paris. D'autant plus que les mesures de restrictions dàcidées par le Marché commun pour réglementer, du ·moins provisoirement, l'importation de produits agricoles provenant des pays tiers affectent sérieusement l'économie yougoslave. Belgrede nptait, tout récemment encore, sur - compréhension - française lors de la renégociation entre la Communauté économique européenne et le Yougoslavie d'un accord maintenant les prélérences généralisées.

Parmi les points d'ombre figurent l' « affaire du SECAM », Paris e pris acte avec regret du refus des Yougoelaves d'adopter le procédà français pour leur télévision, auquel lia préfèrent le système allemand PAL funé - plus evantageux -, du moine sur le

Alors que les problèmes économi-ques risquent fort de se poser long-temps encore, la coopération culturelle semble évoluer favorablement. Blen entendu, nous ne sommes plus

1945 - lorsque le français était la langue obligatoire dans les écoles yougoslaves et le livre français prédominant. L'anglais et, dans plusieurs régions du pays, l'allemand ont pris la première place. Une telle régression e'explique notamment par une trop longue s'bsence de la France de la scène internationale après la Libération, par le développement spectaculaire de la technique et de le technologie américaines at ouestéc anges économiques et aussi le grand nombre de touristes allemands et autrichiens. La littérature française conserve néanmoins une place de choix et les courants artistiques you-

Lors de la visite faite en 1973 par M. Milos Minitch, vice-président du conseil exécutif tédéral et secré-Français et Yougoslaves se sont fellcités des progrès accomplis dans la domeine de la coopération culturalle. Un centre d'Information voucceleve e été ouvert à Paris et un centre françale à Skoplje, qui e'ajoutent aux centres déjà existants de Belgrade, de Ljubljana et à l'Ins tut français de Zegreb evec son ann te à Split. Le nombre de lecteurs enseignant dans a augmenté. La coopération culturelle progresse. La lengue française peut-elle regagner un peu du terrain ment de le bonne volonté des autorités yougoslaves, mals aussi du montant des crédits dégagés à Paris pour

Pour l'opinion publique yougosizée - remarqualt il y a quelques mois la France - toujoura été - un facteur particulièrement important, sens lequel il est difficile de concevoir le déroulement normal et complet du processus d'apaisement et de détente en Europe et dans le monde ».

Les Yougoslaves espèrent de la France un appul constant à un pays qui reste menecé. Le danger d'une ragée - par l'extérieur ne peut être écarté. Il y e cinquante-six ans, le France avait soutenu à Versailles la création de la Yougoslavie - alors le royaume des Serbes, des Croates et des Slovanes. Elle e elda le nouvel Etat à s'affirmer sur la scène Internationale. Aujourd'hui, en renforçant leurs reletions, ces deux pays peuvent administrer de nouvelles preuves d'une amitié qui e résisté à toutes

# Une lutte ininterrompue pour préserver l'indépendance

jeté les bases de l'indépe

socio-économique, à une transfor-

mation socialiste qui lui sont

propres. Depuis la fin de la

querre, la Yougoslavie n'a permis

aucune ingérence dans ses affaires

intérieures; elle n'a pas accepté

la division du monde en sphères

d'intérêts et en blocs; elle n'a

cèdé ni aux pressions impéria-

listes ni à celles du Kominform.

» Dans le même temps, elle n'a

cessé de pratiquer une politique consistant à développer la colla-

boration la plus active et à res-

serrer ses liens avec de nombreux

base de l'égalité des droits, de

l'amitié et du respect des intérêts

mutuels. Fidèle aux principes de

la charte des Nations unies, elle

a toujours pris parti pour leur

stricte application et pour l'ex-tension du rôle de l'ONU — cette

importante acquisition des forces

démocratiques et pacifiques du monde. La Yougoslavie s'est ainsi

affirmée comme un facteur de

paix, de stabilité et de coopéra-

tion internationale. Par là même,

elle a renjorcé également sa po-

sition et sa sécurité sur le plan

international. Cette méthode a

(Suite de la page 21)

L'option en faveur de la politique de non-alignement découle des buts de notre révolution. Notre attitude envers les blocs, ou plus exactement notre volonté de nous tenir à l'écart des blocs, n'est pas un effet du hasard ni une affinité fortuite. C'est une nécessité vitale. l'obligation de sauvegarder le droit de décider nous-mêmes, hors de toute ingérence étrangère, des voies de développement de notre société et des destinées de notre pays, l'obli-gation de protéger l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de la Yougoslavie. En fait, notre option en faveur du non-alignement remonte à l'époque où il était encore impossible de prédire la division du monde en blocs alignement était inconnu. Nous croyons profondément à la force et à l'avenir de cette politique et des actions qui en découlent pour asseoir les relations internationales sur les principes de la coexistence pacifique. Nous sommes persuadés qu'elle offre à la Yougoslavie la possibilité de contribuer amplement à l'évolution positive des rapports entre les nations, à la lutte pour la paix, pour l'indépendance et pour le

Pour la Yougoslavie socialiste et indépendante, toute antre option serait en contradiction flagrante avec les buts de sa lutte de libération et de sa révolution. Cette philosophie a été parfatte- fait ses preuves et telle restera à ment exposée dans de nombreux l'avenir l'orientation de la poli-

tique extérieure de la Yougosladocuments, notamment dans la Plate-forme pour le dixième con-Le droit de décider nous-mêmes grès de la Lique des communistes de Yougoslavie, qui souligne entre autres : « La lutte de libération

de notre développement intérieur, la construction du système sociaet la révolution socialiste, qui ont liste d'antogestion et la contidance et de non-alignement de la de la Yougoslavie et de son droit à un développement autonome, communauté vougoslave s'inscriont créé aussi les conditions esvent dans un rapport de condisentielles à son existence en tionnement mutuel.

Cette interdépendance des options de la Yougoslavie reflète es intérêts de sa classe onvrière. Seule la politique d'indépendance et de non-alignement peut assurer le développement dn système d'autogestion. Elle est également conforme à l'intérêt des nations et des minorités nationales de Yougoslavie, parce que seuls l'in-dépendance, le non-alignement et le système d'autogestion socialiste permettent l'organisation fédérative de notre communauté, grace à laquelle chaque nation obtient mieux que dans tout autre sys-

# Solidarité dans la lutte pour la paix

'OPTION en faveur du non-L alignement, accompagnée suivi dans les activités communes des pays qui pratiquent cette politique, contribue largement à la cohésion de la société yougoslave et de sa communauté multinationale. On peut dire que, en renforçant le rôle de la politique de non-alignement dans le monde, les Yougoslaves manifestent leur solidarité avec tous ceux qui inttent pour la paix, l'indépendance et le progrès. Mais

tème sa pleine consécration dans l'égalité des droits.

Compte tenu de cette unité et de cette communauté d'intérêts, s'opposer an système d'autorestion socialiste, dont un des éléments majeurs est le droit que nous avons de décider souverainement de notre développement intérieur, c'est en réalité contester la politique d'indépendance et de non-alignement. De même, toute opposition à cette politique vise, en dernière analyse, à miner le système d'autogestion socialiste et, en fait, à remettre en cause notre droit de décider librement de nous-mêmes. Enfin — ce qui est tout aussi important, - la politique d'indépendance et de nonalignement est chez nous à la base du concept de défense populaire et de cette volonté de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la communauté yougoslave dont font preuve tous

cette ligne de conduite est également conforme à l'intérêt vital qu'a la Yougoslavie de renforcer ses positions indépendantes et son rôle de facteur de paix, de stabilité et de coopération non seulement dans le secteur névralgique où elle est située mais aussi à l'échelle mondiale.

L'unité des intérêts de notre communauté sociale garantit durablement l'apport que la Yousocial dans le monde

La révolution yougoslave est passée par de rudes épreuves et a connu des affrontements d'une importance historique capitale pour sa continuité : il ne faut pas oublier qu'elle s'est déroulée dans une situation internationale très complexe qui n'a ménagé à la Yougoslavie ni les difficultés ni les pressions.

Dans ces engagements où se jouait son sort, la révolution yourosiave a fait la preuve de sa force et de sa permanence. A toutes les phases de l'évolution des relations internationales, à toutes les étapes du développement intérieur, elle est restée fidèle à ses principaux objectifs stratégiques : édifier un système socialiste autogestionnaire consacrant le rôle déterminant de la classe ouvrière, renforcer la com-munauté fédérative sur la base de l'égalité en droit des nations et des minorités nationales et la politique d'indépendance et de non-slignement dans les relations internationales.

Il nous a souvent été donné, ces dernières années, de constater qu'en divers points du monde on sous-estimait la politique de nonalignement de la Yougoslavie : on distinguait une « politique curopéanne » et une « politique envers le tiers-monde », on faisait peu de cas de notre coopération avec le tiers-monde, on avait tendance à donner une interprétation non objective de la génèse de notre option pour le non-alignement. D'autre part, on a mis en doute plus d'une fois la permanence de cette option, cherchant de ma-nière tendancieuse, à chaque nonvelle étape de l'évolution des relations internationales de la Yougoslavie, la preuve qu'elle avait modifié l'orientation de sa politique extérieure.

Trente ans se sont écoulés depuis la création de la Yougoslavie nouvelle. Maigré toutes les difficultés que connaît le monde, la Yougoslavie socialiste, indépendante et non alignée existe et poursuit son œuvre, fidèle à ses options historiques. Nous offrons an monde l'image d'une communauté sociale ouverte dont l'engagement international n'a d'autre but ni d'autre gustavie ne casse de fournir au mobile que de contribuer à la développement des relations paix, à la coopération entre les

Yougoslavie sur le plan mondial dépasse sa force matérielle et ses dimensions géographiques.

Tout ceci confirme la profondeur des racines, l'ampieur et la permanence des options de la Yougoslavie.

Le développement du monde d'aujourd'hui confirme la légitimité historique et la permanence de la politique de non-alignement, qui apparaît comme une composante essentielle des relations internationales et de leur évolution. Le non-alignement n'est pas uniquement synonyme d'indépendance. Ce n'est pas non plus une tentative éphémère tenant à dis-tance égale les groupements politiques et militaires en présence. C'est en réalité une politique qui prône une transformation profonde, qui veut la refonte des relations internatio nales en vue de garantir partout la paix et d'assurer le respect de l'indépendance et de la souveraineté de tous les pays, avec la liberté des peuples et le droit pour eux de choisir eux-mêmes les voies de leur développement et leurs options internationales. Cette politique insiste sur la nécessité de bannir la violence et la force des armes d'éliminer la division en blocs, de susciter les conditions qui favoriseront la coopération des peuples dans l'égalité des droits, en modifiant d'abord à la base les relations politiques et économiques dans

Le président Tito disait récem-ment : « Dans la situation interqu'incertaine, il est de première importance que les pays non alignés coordonnent aussi leur action sur le plan économique. Dans l'esprit des résolutions de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement non alignés qui s'est tenue à Alger, ils doivent engager des actions pour établir à l'échelle internationale un ordre économique nouveau, et pour assurer l'égalité des droits entre les pays et les nations. >

C'est à cette politique que la Yougoslavie demoure attachée, c'est à cette politique qu'elle ne

DIMCR BELOVSKI

es oceans tique

Politic

# Politique et littérature

# La poésie et les océans d'Afrique

Par GERALD MOORE \*

OMBJEN de fois, en entendant prononcer le mot « Afrique », nous rappelons-nous qu'il s'étend sur des milliers de kilomètres se répartit une part notable de ses populations - un continent où vivent, entre autres, des pêcheurs qui bravent quotidiennement les flots à bord de leurs frêles pirogues? Nombre d'entre nous, bien sûr, ont de ce fait une connaissance objective, mais il ne s'est pas intégré à notre conscience, qui en est restée aux images conventionnellement exotiques de la jungle et de la brousse. Pourtant, c'est en Afrique que s'écrit frappantes et les plus puissantes de

Les poètes matins d'Afrique se divisent grossièrement en deux catégo-ries : les poètes du rivage et les poètes de l'élément. Les premiers, souvent leur poésie sur le rivage, la limite de la terre et de l'orden renné. tière de la conscience où la vision devient possible (on trouve un emplo) de la transfiguration et de la renaiscontemporaine, et loin de moi l'idée de vouloir amoindrir leurs mérites : toutefols, c'est au deuxième groupe,

### De la forêt congolaise aux mouvements de la mer ...

A U sein de ce groupe, les deux poètes les plus importants sont tous deux d'expression francophone et, ce qui peut paraître encore plus etonnant, à première vue, ils sont tous deux originaires du Congo-Brazzaville (encore une fois, leur pays comporte un littoral atlantique etendu, outre les vastes forêts que l'on associe normalement au mot « Congo ». Poetes de l'élèment, car ils semblent toujours participer intimement et se fondre aux mouvements de la mer, plutôt que de les contem-pler depuis le rivage. Le flot de

par U Tane'si en 1962, on trouve les vers suivants : L'été promis commence! A moi pos fols amers, mer en gésine! O plainte, il est temps de renaître! Cachez-vous aussi, Mer, l'arbre obsent de ma vie? Mon visage est de proue l'offronts à jeun l'orage sur la mer chaque éclair me sustente et m'entore si le corps est l'esquif, l'âme est ce cœlacanthe que seul je vais pêcher dans l'ancien ténèbre le prendre frétillant de me voir plus vivant ramifié ou joret pour l'ombre de mes frères ou certaine essence de limba ou de teck pour la manne de mes manes; goémon sel phosphore sur ce lit de sable ils eussent pris leur manne.

Le vers-clé est peut-être ici e le prendre frétillant de me voir plus vivant », où se concentre une part de ce processus de transformation minterrompue qui traverse d'un bout traverse d'ailleurs toute l'œuvre n'U Tam'si. Il est impossible de localiser le poète en un point précis de la texture du poème : il est partout. Sans vouloir lui donner des allures de contersionniste, on pourrait dire qu'il garde un pled fermement planté dans sa forêt familière tout en se plongeant dans les flots de l'océan. Et là, il se laisse glisser sans effort du bateau dont son visage est la proue jusqu'à l'extrémité de la ligne de fond qui explore a l'ancien tenèbre », jusqu'au poisson frétillant qui lui donne le sentiment d'être e plus vivant »; et ce sentiment se traduit instantanément par un retour aux métaphores sylvestres : le poète, « ramifié », devient une « forêt pour

Le combat sans merci du pêcheur E N passant d'U Tam'si à Tati-lieu une participation de tout autre nature à la vie des éléments. Non content de mêler les courants de son être à l'élément transformateur de l'océan, le plus jeune des deux poètes s'identifie souvent avec le pêcheur qui maîtrise cet élément, défie sa fureur, s'adapte à ses rythmes

souvent en train de contempler la terre du haut du plus fugace et du plus vertigineux des promontoires : la crête d'une hante lame atlantique : Le jour fut bref, déjà l'espace s'en ressent : Les points cardinaux remontent vers le zénith Puis la luns à nouveau les disperse. Sur la mer où l'on n'entend plus que l'eau régner sur le silence

La falaise se penche comme une cruche. La vague aboie et s'élève contre le ciel ; Et. de ce blasphème, le pêcheur se sent inquiet. Sur toute piste, il croise la vague et le vent : An loin le sable du rivage luit plus qu'un soless. Tati-Lontard ne le cède en rien à son grand ainé ; on notera l'économie avec laquelle il remplit l'horizon

est specifiquement celle de l'homme · Professeur à l'université de Sussex

entier du sentiment d'un moment

particulier du temps qui passe et du temps qu'il fait : « Déjà l'espace s'en

ressent. » La grandeur qu'il évoque

qui livre aux éléments un combat sans merci pour survivre, plutôt que de l'homme qui s'intègre à leur flux. Ses pêcheurs n'abandonnent pas leurs minces pirogues pour se laisser entraîner dans les explorations cosmiques d'U Tam'si. Quand ils les abandonnent, c'est bien malgré eux - pour se noyer. Ceux qui sont en mer ne quittent jamais le rivage des veux, comme

parmi lesquels figurent les anglo-phones Kofi Awooner, Christopher Ogikbo et J. P. Clark, situent le plus sentant pour eux une sorte de fronsimilaire du rivage océanique chez le Leur posture d'élection est celle du contemplateur, le regard tourné vers la mer, ouvert aux impulsions qui lui viendront de la demeure de la mort, sance. Leur production appartient au meilleur de la poésie africaine les poètes que j'appelle poètes de l'élément, que je m'attacheral plus particulièrement ici.

tion même de la mortalité. Le plus

âgé et le plus connu d'entre eux est

Tchicaya U Tam'si, qui a publie six

recneils au coms des vingt dernières

années. Je ne donnerai qu'un seul

exemple de ce mouvement participa-toire dans la poésie d'U Tam'si, car je

des deux écrivains, Jean-Baptiste Tati-Loutard. Dans Epitomé, publié

l'ombre de (ses) frères ». A la fin, l'image de la « manne » lui permet

de refaire le même mouvement à l'en-

vers, qui le ramène de la manne

forestière (a certaine essence de

limba ou de teck ») dont se nour-

rissent les esprits (a mânes », outre le

jeu de mots sur « manne », est une

extension de « l'ombre » dont il est

question deux vers plus haut) à la

grève balavée par le vent, au goé-

mon, an sel et au phosphore où le

que je m'efforce d'identifier ici.

n'observe jamais son univers : il s'y

fond et coule avec lui. Sa poésie est

comme un nuage toujours mouvant.

qui pénètre dans toutes les formes de

vie et passe à travers elles. Et ce jeu

des formes se poursuit dans ses poèmes, même quand le poète paraît

s'être refusie (mais ce n'est qu'illu-

soire) dens une contemplation me-

changeants et tire sa subsistance de

ses profondeurs. Dans la poésia de

Tati-Loutard, au lieu de contempler

la mer du rivage, nous nous trouvens

U Tam'si, pour résumer la qualité

poème avait commence.

citer, qui s'intitule « Le pêcheur rentre ». Ceux qui sont restés à terre guettent, de leur côté, les voiles de Où serait le pêcheur? Et où le cavalier marin Parti hier par les sentes vertes des eaux Entre les défiles des récijs et les accidents du large : l'ocean passe dans leurs veines, fait Bonds de squales et cabrioles de dauphins? crouler l'édifice de leurs identités,

> Aucune autre tumeur sur le corps bleu-salé de la mer!... Mais rien que la mer jondant toutes gencives dehors sur les littorines Et la vapeur de so robe ou loin, repassée au fer-blanc du soleil! Quelle torture impose à nos yeux cette recherche vaine, Qui précipite l'ombre sur nos paupières! If Tam'si et Tati-Loutard sont tous deux des poètes du fleuve aussi bien vie et de la mort. Jadis, le Congo a charrié jusqu'à la mer des cada-vres d'esclaves africeins et de que des poètes de la ner, mais là encore on peut opérer une intéres-sante distinction. Dans la poésie d'U Tam'si, le mouvement dominant

La piroque revient seule au trot des vagues vers son écurie de sable

dans le poème que nous venons de

fleuve lui-même coule dans cette formés de la même manière en se direction, expriment dans son flot mélant aux eaux du grand fleuve : Done suivant les chemins de ce fleuve à la mer fusionner dans un courant marin ma candeur de la mer ò la source assigner l'étiage ou peste d'un vouloir congolais...

Corvéables aussi ma crosse, l'eau lente, la tristesse, s'il faut que vienne l'herbe aux fesses des savanes

# Dialogue avec le passé

TATI-LOUTARD a ses moments de refus devant le tumulte de l'ocean, qui l'assourdit ; il lui tourne le dos et affirme que le grand fleuve a « d'autres espaces » et « d'autres eaux a à nous offrir. Dans l'Enpers du soleil (1970), on trouve même un poème qui renverse d'une manière spécifique le mouvement oui s'exprime chez U Tam'si. Ce poème a de la mer au fleuve » commence par un geste de refus de la confusion qui

règne sur les grèves, empêchant tout Sternes, moueties ou goëlands, comment discerner entre corps minces et corps gras entre cris aigus et voix graves Dans cet embrun qui se lève sur les eaux? (...) Mais nous avons d'autres eaux plus douces et plus courantes Où le sel n'axyde point le rêve des poissons. Elles voyagent : elles savent où elles vont ! Elles tiennent l'Est et le Sud, flairant la mer parmi les pistes de la brousse : Et fendant villes et villages à coup de flots Avec leurs citadins, leurs tribus et leurs clans. C'est un monstre de fleuve muni de soies vertes Debout sur son corps tout au long de son cours (...) Jadis les crues du fleuve furent si fortes Qu'elles envalurent tout le pays de son nom

Les deux derniers vers me paraissent être un remarquable tour de force : non content de ramasser en un seul geste tout le mouvement du poème, ils en font une hyperbole

Les deux poètes sont profondément engagés dans un dialogue avec se congolais, et en particulier avec l'interminable martyre du com-merce atlantique des esclaves, qui fut particulièrement virulent destructeur dans cette partie de l'Afrique. Le fleuve a lui-même été le témoin de ce phênomène, et les côtes du Congo languissent toujours après ses enfants que l'océan a avales si nombreux. Dans son premier recueil, Poèmes de la mer, publié en 1968. Tati-Loutard revient constamment à ce thème, qui semble être pour lui une véritable obsession. Son désir de voir cicatrisées les blessures

Le sang de l'esclave est devenu bleu

va de pair avec la conviction également affirmée que l'actuelle géné-

ration africaine devra deployer de

vastes efforts pour rendre possible

la reconciliation et le renouveau :

La liberté nous accable encore Aloues et coraux amis Oui n'avez cessé de veiller nos morts. Un jour nous relèverons au chevet Votre constance. Et pour les junérailles, nous assécherons la met.

Parallèlement à ce désir d'effavage, on trouve chez les deux poetes un sentiment de l'irremédiable. Certains paysages marins semblent doués du pouvoir de faire réver non pas à la magie et aux transformations bênéfiques dont l'ocean est porteur, mais à l'atroce séparation que ses eaux maintlennent entre les hommes réduits en esclavage et les hommes libres, entre les exilés perpétuels et leurs frères restes au pays. U Tam'si s'ecrie :

Quant à mot quel crime commettrai-je? Si je violais la lune les ressusciterais-je?



celui qui est encore perdu dans le dé-

(dans le recueil « l'Envers du soleil »,

conquistadores portugais, de révolu-

tionnaires marxistes et de parachn-

tistes belges. Et tous se sont trans-

discernement. Ce n'est qu'en remon-

tant le fleuve que nous trouverons l'éclairement et le repos. Un senti-

ment de paix nous envahit tandis que.

semblables au saumon, nous remon-

tons vers l'amont en bondissant,

avancant de plus en plus a parmi les

la rumeur excessive des vagues. Je

citerai le poème presoue dans son

entier, afin que l'on voie bien ce

mouvement dans toute son ampli-

publié en 1970) :

LE PASSAGE DE LA « BARRE » Maîtriser l'élément, défier sa foreur, s'adapter à ses rythmes pour en tirer sa subsistance.

Mais c'est un poète d'une grande agilité émotionnelle, qui peut passer sert des vagues, comme dans cet autre passage de « la Vie des eaux » en l'espace d'un seul poème à travers toute une série d'émotions, les essavant et les rejetant l'une après l'autre comme un masque qui objectifieralt une partie de son message, mais en taisant toujours quelque

> Je suis extensible comme tout cœur honnête.

Au contraire, Tati-Loutard a tendance à construire chacun de ses poèmes en fonction d'une unique expérience, d'une unique émotion. Tandis que les vers d'U Tam'si que nous venons de citer semblent dire adieu à une souffrance désormais hors d'atteinte, Tati-Loutard fait tout ce qu'il peut pour percevoir l'écho de ces cris lointains, et l'on dirait qu'au bout du compte il y parvient :

Ils dorment leur nour sommeil marin Dons le lourd cercueil du silence des tonds. Mais fat l'œil qui perce les projondeurs Plus que les doigts fin du soleil, Et l'oretile qui écoute une plainte Que n'ont pu distraire Et l'oreille qui écoute un plongeon Que n'ont pu couvrir les bonaces.

Cet désir passionné d'établir le contact avec l'expérience des antres. cette conviction que l'on peut y arriver par l'imagination, sont caractèristiques de toute la poésie publice jusqu'à présent par cet écrivain peu ordinaire. Si Tchicaya U Tam'si est le grand poête mystique du Congo, déroulant un flot ininterrompu d'images qui hu viennent du fond du cœur, Tati-Loutard en est l'aventurier. L'océan sur lequel il voyage n'a pas la vébémente fécondité de celui qui fait rege à travers Enttomé. Mais il contient tout, et peut-être qu'en définitive il réconciliera tout.

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur On la publication : JACQUES FAUVET Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement anunel

PAR AVION
(Abonnement et tures)

Europe (y compris Turquis o'Asis,
Acores, Chypre, Madère), Algérie,
Maroc et Tunisie

Afrique francophone, Guadeloupe,
Guyane française, Martinique,
Réunion

Composes Madagnesar, Lage, Vist-Guyane française, martanque, Réunion
Comores, Madagascar, Lace, Vict-nam du Sud, Nouvelle-Calédonia. Nouvelles - Hébrides, Polynésie française, République khmère Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis

et Putuna Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israši, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, InConésie, Macso, Malaiste, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Timor, Thaliande, Vietnam Ou Nord, Australie, Nonvelle-Zélande, sutres pays d'Océanie

Rédaction et administration : 5, rue Osa Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

(Chèque postal : Paris nº 4207-23) Tél. Rédaction : 770-91-29 Tél, Publicité: LAP. 05-02 Télex: Le Monde 65.572 Paris Adr. télégraphique : Jourmonde Paris

# LA "REVOLUTION" PLR

Après le double échec du réformisme bourgeois et de la guérilla révolutionnaire les militaires ont renversé les bases traditionnelles

Reportage de MAURICE NAJMAN

de la propriété



OCTOBRE 1968. Il est deux heures dix du matin. Plusieurs unités de blindés font face au polais du aouvernement sur la Plazo de Armas, au cosur du vieux Lima colonial. un tank exhorte la garde à se rendre. Quelques secondes passent avant qu'un soldot vienne ouvril chargés de la sécurité du président sont pacifi-quement neutralisés en quelques instants.

Peu de temps oprès, un petit détachement d'of-ficiers se présente devant le président Belaunde Terry, dans sa chambre à coucher. Le colonel Gallegos se dégage du groupe et s'adresse à celui qui n'est déjà plus que l'ex-président de la République péruvienne,

je vous déclare en état d'arrestation. Je

Yous êtes destitué, s'écrie Belaunde, et vous aussi, désignant le groupe d'officiers venus l'ar-

-- Levez-vous et partons! » tranche le colonel

Dans l'oprès-mid1 se constitue le gouvernement présidé par le général Velosco. A 18 heures, le nauveau président et ses ministres prennent possession du palois du gouvernement. A 19 heures, le nouveau gouvernement entre officiellement en fonction. Une page de l'histoire du Pérou est

La landemain, après avoir pris connaissance du « Monifeste des forces omnées », la presse s'interroge : qui sont ces militaires qui renversent le régime la plus favorable à leur égard? S'agit-il d'un simple pronunciomiento?

Apparemment pas. Le Comercio y voit quelque chose de « sérieux ». Pour La Prensa, le « Manifeste » est écrit dans « an langage de communiste ». La Cronica n'y volt que des « porales ».

Le « Manifeste », en effet, ne parle ni da « défense de la Constitution », ni do « danger communiste », mois qu controire de lutte contre « l'injuste ardre social et écoadmique préexistant », des « privilégiés », des « majarités qui souffrent des conséquences de leur marginalisation », et de a la nécessité de transformer les structures de l'Etat et les structures sociales, économiques et culturelles ». On lit aussi une référence rossurante à la « tradition occidentale et chrétienne ». Mais l'essentiel n'est pos là.

# Dépendance et misère

A UJOURD'HUI, six ans et demi plus tard, dans le quartier résidentiel du Miraflores, on sait à quoi s'en tenir. Les « clubs » et la « Société nationale agraire », organisations et lieux de rencontre de la haute société de Lima, ayant êté fermés ou interdits, c'est dans les salons de thé du quartier au dans les appartements privés que l'on se réunit. Outre la nostalgie de temps maintenant révolus, c'est surtout l'étonnement qui se lit sur le visage de ces hommes et de ces femmes appartenant aux quelques grandes familles qui naguère foisaient la loi, avec derriùre elles l'ombre protectrice des États-Unis.

Peu d'entre eux parient. Ceux qui veulent bien dire quelque chose ont, apparemment du moins, bien peu l'esprit de rébellion. C'est l'abattement qui l'emporte. La bourgeoisie péruvienne, essen-tiellement agraire, dépendante, n'est pas « conquérante ». L'homme qui consent à me livrer se « sentiments » reste très évasif sur la place qu'il occupait dans ce qu'on appelle maintenant l'épaque pré-révolutionnaire. Il était richu - Il le reste. l avait des propriétés — il ne les a plus. « Velasco est un homme déterminé, me confiet-il, il feru tout ce qu'il a annoncé. Mais nous ne pensions pas qu'il irait aussi lain. Des réformes étaient nécessaires, mais nous allons au collectivisme, et maintenant nous avons même perdu le liberté de a presse. » C'étalt un mois après la promulgation de la lal sur la presse : lu régime venait de briser le dernier pouvoir qui restait à l'aligarchie.

Des réformes, il en folloit en effet ! Dépendance et misère sont les deux mots qui peuvent caractériser le Pérou « d'avant ». Les compagnies étrongères contrôlaient la quasi-totalité du secteur minier (la Cerro de Pasco, la Southern Peru et lo Marcona en contrôloient 80 %), l'essentiel de la production de sucre et des pêcheries, la com-mercialisation du coton et du cofé, 90 % des transports, plus de 95 % de la production, du

raffinage et de la commercialisation du pétrole (à travers l'International Petroleum Cy, la Stan-dard Oil et la Burnah Oil), quatre des six grandes leur étaient liées (sur les deux autres, l'une était mixte et la dernière appartenait au groupe Prodo), industriels ayant une certaine importance, l'essen-tiel des Importations (Rathschild at Grace surtout), l'exportation étant en général assurée por les entreprises productrices. Un seul chiffre, peut-être, dannera l'ampleur de ce pillage : entre 1960 et 1965, les monapoles étrangers ont investi 58 millions de dollars et en ont retiré 347!

Quant à la misère, une enquête effectuée en 1963 en fournit les éléments d'appréciation : cette année-là, qui ne fut pas particulièrement mauvaise ou plan économique, un enfant de mains d'un an mourait toutes les dix minutes, en général de maladie curable ; à Limo, ville privilégiée par noient du lait. Une autre enquête de 1967 fait apparoître, sur une population d'un peu plus de quatarze millians d'habitants, l'existence de plus de deux cent cinquante mille alcooliques, d'un million d'habitués de la coca (dont la consommetion annuelle atteignait 8 137 000 kilos).

Alautons un taux impressionnant d'analphabétisme, de chômage et de sous-emplai, une culture millénaire écrosée : telle était, avant l'intervention des forces armées, la situation de ce pays que l'impérialisme contrôlait en étroite association

avec quarante-cinq familles « nationales ».
Indépendant sur un plan fammel depuis l'ápoque

des « grands libérateurs », le Pérou a vu depuis des décennies se succéder les mouvements et les gaient l'heure proche de la libération économique. Le plus ancien et le plus radical d'entre eux naquit dans les années 20, autour d'un jeune étudiant en médecine, Hector Haya de la Torre. L'APRA (Alliance populaire révolutionnaire amé-ricaine) eut vite réuni en son sein l'élite intellectuelle du pays et, peu à peu, à travers un combat souvent courageux contre l'aligarchie et de larges secteurs populaires, Mais l'APRA n'a pos échoppé au destin de nom-breux mouvements antí-impérialistes : cherchant à renégocier les conditions de la dépendance plues, ils ne peuvent que discuter leur propre place dans la structure de pouvoir mise en place. C'est ce qui est arrivé ou parti de Haya de la Torre, bien avant le parti justicialiste de Peron. En-1962, pour les élections présidentielles, l'APRA s'allie avec l'Union nationale adriste, dirigée par l'ancien dictateur Odrla. C'est l'occasion pour l'armée d'intervenir, créant les conditions d'une nouvelle expérience « démocratique bour-geoise » qui commencera en 1963, sous la direction de Belounde Terry, chef du parti Action populaire, avec le bénédiction des États-Unis,

clars engagés dans l'Alliance paur le progrès. Le 28 juillet 1963, assument la présidence de la République, Belaunde Terry se fait l'écha d'une grande revendication nationale : Il onnonce que, dans un délai de quatre-vingt-dix jours, le Pérou récupérera la concession et les installations pétro-

lières de la Brea y Parinas, exploitées por l'I.P.C. vont suivre, avec malgré tout moins d'enthousiasme et surtout moins de précision quant aux délais... La dépendance ne foisait pourtant que s'oc-

croître, le régime fondant le développement du pays sur l' « aide » extérieure, particulièrement dans le domaine minier, industriel et Infrastructurel. C'est la crise économique de 1967 qui commencera à faire basculer le fragile édifice sur lequel Belaunde Terry organisait l'équilibre de sa « révolution » : l'aligarchie terrienne, les compagnies étrangères et l'armée. La phraséologie démogagique et populiste avait déjà fait long feu et ne lui assurait plus le relatif soutien de masse

dont il disposait ou début. Le 1<sup>st</sup> septembre 1967, il dévolue la monnaie de 44 %, une semaine après avoir déclaré qu'une dévaluation seroit une indignité notionale. En avril 1968 éciate un scandale de contrebando dans lequel sont compromis familiers du président et membres du gouvernement. Quant aux promesses 1968 est en effet conclu avec l'I.P.C. un accord secret en vertu duquel lo compagnie renonce ou guise. En échange, l'Etat s'engage à onnuler tous les arrières d'impôts de la compagnie, à lui vendre préférentiellement et à bos prix le pétrole, à lui donner des concessions territoriales paur le raffinage, etc. Une véritable capitulation (1). C'est une bombe! Le cobinet démissionne, un nouveau gouvernement est formé, mais la « révolution démocratique » est morte.



« La loi, la police, nous-mêmes tions au service de l'ordre social établi, c'est-à-dire a u x ardres de l'oligarchie et des « ga-

C'est ovec un large sourire que le major Fernandez

Salvatecci énonce cetta vérité qui, à l'époque, ne paraissait évidente que pour les guérilleros. « L'armée péraviennu n'a jamais été apolitique. En actobre 1968, elle a délibérément brisé ce mytha. > Le major, qui est aujourd'hui conseil-ler du général Fernandez Maldonada au ministère de l'énergia et des mines, me retrace l'histoire des forces armées dans son pays : la tradition de Tupac Amaru, chaf de la luttu contre les envahisseurs espagnols; la guerre pour l'indépendance auprès de Balivar; la « profession milisation » de l'armée ou début du siècle per une mission militoire française; son utilisation par l'impérialisme américain ; son soutien à l'expérience Belaunde Terry, « à cause de son programme nationaliste » ; enfin sa déception. Il me parle aussi de sa composition sociale qui, progressivement, s'est « démocretisée » (2), surtout oprès la défaite dans la guerre contre le Chili en 1879, de l'origine provinciale de ses afficiers (3), de leur niveau de vie

Ces raisons d'ordre historique at sociologique ont, certes, leur importance, mois elles n'expliquent

L'évolution des cadres de l'armée s'est opérée parallèlement à celle de la société péruvienne. A partir des onnées 50, les formes traditionnelles de production commencent à se transformer, de nouvelles couches sociales liées aux nouvelles modalités d'accumulation se développent qui aspirent à des modifications substantielles de la farmatian sociale. C'est aussi en 1950 que se crée le Centre de hautes études militaires (C.A.E.M.), où les officiers élaborent une nouvelle théorie de la défense nationale, en la considérant désormais à partir de ses aspects économiques et sociaux, et non plus simplement militalres. « La sécurité nationale, disent les gradés formés par le C.A.E.M., c'est le développement cança comme une transformation me une transformation des rapports sociaux, politiques et économiques ». A l'occosion des mouvements de guárilla en 1963 et 1965, l'armée découvre avec étonnement que, comme l'écrivait à l'époque le général Gallegos, « rien ne peut te foire sons l'appul des masses ou, de moins, contra leur compréhension. ». C'est « catalysaur ». Dans une interview accordée à une revue argentine, le général Velasco dit lui-même sur cette période : « Je commençais à

# L'armée à l'avant-garde

chercher pourquoi de nombreux jeunes, bons et istelligents, risquaiest leur vie et moaraient réel-lement... Ja découvris alors qu'ils evaient de justes raisons de lutter et je mu proposai de faire cette

# Un régime bonapartiste

A INSI le double échec de la faible bourgeoisie « nationale » à travers l'expérience « démocratique » de Belaunde Terry et du prolétoriat à travers les guérilleros créalt un vide historique qu'est venue combler une armée transformée, où le soldot « héroïqua » avait fait place au soldat « intellectuel » (5). Coup préventif? Il est vroi que le nouveau concept de « sécurité intégrale » implique « l'élimination des courses de la misère et des inégalités sociales », car celles-ci suscitent une action violente des mosses morginales en voie du paupérisation croissonte ». Cor c'est bien au nom d'une nouvelle définition de ses fonctions que l'appareil militaire intervient en 1968. Mais le « doncer » d'un mouvement révolutionnaire « d'en bas » n'existait plus à ce moment.

Alnsi, plus que « préventif », le coup du 3 octobre 1968 aura été « substitutif : l'armée, institutian a bonapartiste > s'il en est (6), se substitue à la bourgeoisle « notionale » paralysée par le lien qui l'unit à l'impérialisme, en même temps qu'ella se substitue aux travailleurs paralysés par la défaite de leur avont-garde et le réformisme de leur direction traditionnelle. Cette double substitution lui impose d'aller trop loin, du point de vue de la bourgeoisia, et pas assez, du point da

C'est dons ce contexte qu'il faut comprendre lu nombru impressionnant des « réformes de structures », le rythme chaque fois plus ropide de leur élaboration et de leur application, et leurs limites. Qu'on en juge : 1968, occupation, six jours après le coup, du territoire de la Brea y Parinas et expropriation du complexe industriel de Talara appartenant à l'I.P.C.; 1969 : contrôle étatique du crédit, signature du Pacte andin, gratuité de contrôle d'Etat sur les banques privées, loi générale des mines, átatisation du système d'irrigation, role des mines, aransation du systeme d'imparion, réorganisation du système judiciaire, expropriation des entreprises sucrières; 1970 : expropriation du groupe de presse Expresso, jai générale de l'industrie, nationalisation du téléphone, loi sur le système de cogestion de l'Industrie privée, contrôle des changes, étatisation de plusieurs concessians minières, amnistie générale : 1971 : création du Système national d'appui à la mabilisation sociale (SINAMOS), nauvelles expropriations de gisements miniers, expropriation de la télévision et loi générale des télécommunications;

1972 : saisia da la Standard Oil, loi générale de l'éducation, élection des conseils da gestion des treize premiéres coopératives de production agraires, farmeture de la Société nationale agraire, établissement da relations diplomatiques avec Cuba, nationalisation de l'énergie électrique; : expropriation des entreprises productrices de farine et d'huila de poisson, monopola d'Etat sur la commercialisation des engrais, átatisation de la production de ciment ; 1974 : expropriation de la Cerra de Pasco et des entraprises appartenant au groupe Grace, lai sur la propriété sociale, expropriation de la presse quatidienne, formation de la Confédération nationale agraire...

# Le plan (Inca)

A méthode employée, toute militaire (promulgation « surprise » de décrets-lois, adoption de lois-cadres pour chaque grand secteur, écono-mique et social), indique l'existence d'un plan prévioble. Ce plan, le plan « Inca », son existence a été révêlée par le général Velasco dans son < message à la nation » du 28 juillet 1974.

Qu'il s'agisse de l'agriculture, des mines, de l'industrie, de la presse, de la santé, des communications, de la situation des femmes ou de l'éducotion et de la culture, Il traçait, six mais ayant octobre 1968, l'action du futur « gouvernement révolutionnaire des forces armées ». Rendu public six ons plus tard, le mains qu'an puisse dire est que ses rédocteurs, aviourd'hui ministres, y sont restes scrupuleusement fidèles.

(1) L'accord étant secret, ce n'est qu'en septembre que le scandale éclatera. Le 11. Loret de Molaprésident de l'E.P.P. (Empresa Petrolera Piscal), sourreprise chargée de gérer les ex-verticoires de l'LP.C., annonce qu'une page du contrat a disparu. Sur cette page, la page 11, fi avait lui-même écrit à la main le prix de vente du pétrole au bard. Précaution qu'il avait jugée nécessaire, car l'LP.C. proposait 0,72 collus par bard, l'E.P.P. 1,0835.

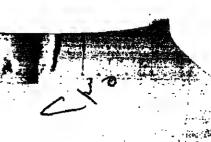
(2) 6. SERENTOUR. me ditail que sucent, les series.

(2) a Savez-vous, me dit-il, que parmi les prin-cipeux initiateurs de la révolution. Velasco est entré piede nus dans l'armée, Maidonado est fli d'un télégraphiste, Leonidas Rodriguez ille d'un instituteur de village, Gallegos et Hogos fils de payanns?

(3) 18 % seulement sont originaires de Lima, paire 78 % pour les directeurs de banques et des randes affaires. (4) La solde d'un lieutenant est de 9 000 soles, celle d'un général de division de 32 000 (1 dollar = 42 soles environ).

(5) Près du tiers de la période active d'un ufficier est consacré à l'étude.

(6) Particulièrement dans les sociétés « non verté-brées » du tiers-monde où la bourgeoiste dépen-dante n'e pu réaliser « sa » révolution et n'existe demo pas véritablement comme classe sociale et « politique». Cette faiblesse historique l'empêche à tout jamais d'y aboutir, laissant as place au projétarist allié à la paysannerie, qui peut, en y « injectant » ses propres buts ut méthodes, réaliser cette tâche historique.





# Ni capitalisme ni communisme

Tout est centra-lise a Lima : 70 % de l'industrie du les fonctionnismes finonciers... C'est ici que demeutaires terriens et que prolifère la petite ristique des capi-tales des pays semi-

de plus normal, à une révolution qui se fait d'abord au profit de la paysonnerie. Le climat est encore à l'expectative, à la méfiance, voire à l'hostilité dans les beaux quartiers. Il faut dire que le gigantesque chantier de réformes de struc-tures qu'est devenu le Pérou ne se perçoit pas vraiment dans la capitale. « Et puis, la sceptiaisme vraiment dans la capitale. « Et puis, la scepticisme d'una partie de la papalation a pour origine le rôle réactionnaire traditionnel de l'armée, me dit Carlos Delgado. Mais plus le temps passe et plus les réformes s'approfondissent, plus le scepticisme se transforme en soutien, et ce soutied en mobili-sation. n Carlos Delgado est un des rares civils pouvont parier d'une voix autorisée. L'homme est decidé, tranchant, pulssont. On dit de lul qu'il est l'idéologue du régime. Ancien militant de la « belle époque » de l'APRA, il est aujourd'hui directeur du SINAMOS, institution palitique créée en avril 1972, afin, selon le décret-loi de fonda-tion, « d'obtenir in participation consciente et active de la population nationale aux toches que demande le développement économique et so-cial n (7). Foce à l'ambassade des États-Unis s'elève l'immeuble neuf d'où Carlos Delgado dirige les quelque sept mille fonctionnaires du SINAMOS, répartis dans tout le territoire divisé en régions zones et districts. Partout les équipes de « promoteurs » du SINAMOS ont pour tôches « la formation, l'orientation et l'organisation de la populutinn (...), la promotion et le développement des arganisations d'interêt social de base, le commu-cication et le dialogue entre le gouvernement et la population nationale ». Les fonctionnaires du SINAMOS sont souvent d'anciens militants politiques. Dans le creuset «idéopolitique» de la révolution se mêlent ex-mirîstes, communistes, opristes, démocrates-chrétiens. Il est wai que le régime revendique l'héritage du « meilleur des traditions humaniste, nationaliste, chrétienne, so-cioliste et libertaire », pour reprendre l'expression

caenate et inpartaire », pour le président lui-même.

Le 5INAMOS est une création porticulièrement critiquée. On l'accuse d'être la base d'un futur parti gouvernemental, l'instrument de la milita-risotion et de la corporativisation de la population la droite nt l'extrême gauche se retrouvont

d'ailleurs dans cette critique. En réalité, le SINAMOS symbolise l'avancée, les limites et les ambiguïtés du règime. Organisme de médiation politique entre les réformes venues « d'en haut » et les masses, il exprime à la fois le choix « participationniste » du régime, son refus des partis, sa conception de l'organisation popu-

Autonomie, participation, sont les maîtres mots ou Pérou. « Il n'y n pas de déctrine officielle, m'avertit Corlos Delgado, juste un système de références qui marque les frontières, qui sous définir nt qui, comme tel, est clair et simple. » Ce système se veut « non copitaliste et non com-maciste n mais, précise immédiatement Carlos Delgado, « il ne s'agit pas là de recherche d'ane troisième voie mixte ou intermédiaire. A trovers ce deable refus, nous définissons quelque chose d'autre, de nouveau ».

# Un rejet global

Q UE fout-il donc y comprendre ou juste?
« Le refus du capitalisme, poursuit le directeur du SINAMOS, ne se réfère pas eux

aspects secondaires de ce système dans lequel nous vivons. Il s'agit d'an rejet global, structurel. Il ne s'agit pas de moderniser ou de réformer la capitalisme, mais de lui substituer au autre système. Anticapitaliste, notre révolution est nussi, logiquement, anti-impérialiste. Ceci est la première sogquement, anti-impérialiste. Ceci est la première aption. Quont à la seconde, nile n'est pas anti-communiste. Nous nous référons concrètement à la munière dont sont organisées les relations de passoir économique, politique et social dans les pays contrôlés par des part is qui s'appellent communistes, spécialement dans caux est entre entre unitéraliste. communistes, spécialement dans ceux qui suivent le modèle soviétique. C'est la nation de participation, entendue comme démocratisation et sociaotion du pouvoir et de la richesse, qui résume

C'est une « société autogestiquagire da travailurs » que le régime dit vouloir établir en « transférant progressivement le pouvoir nux organismes autonomes du peuple ». Comment? Les militaires, qui récusent la « lutte des classes » et ne cachen pas leur hostilité ou système des partis politiques, parlent de « mabilisation sociale ». Il s'agit de promouvoir des formes d'organisation populaires correspondant à des fonctions économico-sociales et non pas à des Intèrêts Immédiats ou historiques, c'est-à-dire politiques. C'est cette conception qui a donné naissance à l'accusation de « corporane » portée contre la régime par les secteurs de l'extrême gauche. Il est vrai qu'elle a pour consequence de fragmenter la classe ouvrière, l'empêchant de se concevoir comme classe « pour sai ». La formation de « gouvernements locaux » où s'incorporeront toutes ces organisations, onnoncée dans le projet de plan de développement quinquennal 1975-1980, suffira-t-elle à assurer que la « démocratie sociale » ainsi conque soit aussi une démocratie palitique des travailleurs ?

Certainement pas, puisque certains secteurs du régime pensent à la constitution d'un « mouvement » politique similaire, m'a-t-on dit, à l'Al-lionce socialiste de Yougoslavie.

conditions capitalistes : différenclations salariales, différences d'envergure économique qui permettent aux plus importantes de s'affrir les meilleurs techniciens ou les meilleures machines, utilisation d'une force de travail extérieure (employés, tra-vailleurs soisonniers...) qu'elle exploite.

Cette tendance à la formation d'un « coopécapitalisme », selon le mot du quotidien Expresso, est favorisée por la politique de l'APRA, influente dans les coopératives du Nord. « Le capital sans copitalistes », tel est la mot d'ordre de la version coopérativisée de l'Alliance pour le progrès que

coopérative tend à reproduire en son sein les

tente d'imposer le vieux parti. Un document du SINAMOS destiné à la tormation des fonctionnaires de cet organisme dénombre au moins cinq outres problèmes : « La révolution n bérité d'hacîmdas gérées de façon irrationnelle qu'il faut transformer en entreprises moderne de hout aivean; le manque de technicions révo-lutionnaires; le manque de préparation écono-mique des travailleurs; l'absence de perception globale de fonctionnement de laur entreprise par les travailleurs, ce qui les conduit à reproduire les mêmes attitudes de désintérêt qu'avant ; l'antaganisme on la méfinnee entre ouvriers et techni-ciens. Ceux-ci continuent à voir les traveilleurs mangels comme les salaries d'hier, empêchant ainsi ane vraie participation; les travailleurs ant des techniciens l'image patronola da passé et rompent souvent la discipline da travail... » Mais l'objection de fond concerne l'indemnisa-

tion par le système des bons de la dette agraire : le propriétaire recoit une somme qui n'excède en aucun cas 100 000 soles pour la terre et un million pour les instaliations, mais le reste se paie en bons instransférables et inconvertibles en argent. Ces bons sont amortissables onnuellement, mais la limite en numéraire de cet amortissement ne peut dépasser cent cinquante fois le montant du salaire minimum en cours dans la province de Lima, soit 270 000 soles. Lo différence entre le montant total de l'indemnisation et cet amortissement se couvre à travers la transformation des bons en actions industrielles d'entreorises d'État existantes ou à créer. Certes, dans les faits, le système est moins « souple ». L'Etat, dans ces entreprises, restera toujours majoritaire, ce type d'octions ne produit que très peu de dividendes et ne donne de toute façon aucem drait de regard sur la gestion ou l'orientation de l'entrepris ailleurs, un système est mis ou point pour éviter que les demandes d'actions ne se concentrent sur les entreprises de plus houte rentabilité.

L'ex-propriétaire a aussi la faculté de recourir à la Banque industrielle, qui peut accepter les bons afin de les affecter à la création d'une nouvelle entreprise. Mais il sera tenu d'investir simultanêment une somme égale au montant de ses titres, qu'il oura dû faire revenir des banques suisses ou américaines dans lesquelles elle dormait. De plus, il devro respecter les principes de cogestion, de distribution d'une part des bénéfices, et de propriété des travailleurs, qui régissent les entreprises privées. « Ainsi, ce système ne merche pos très bien, car bien peu de propriétoires s'y plient, C'était d'aillears ane illusion de croire que l'oligarchie absolète et gaspilleuse allait se transformer en ea des motours du développement écocertains milieux proches du gouvernement. Illusion ou pas, la majorité des paysans n'est pas prête à permettre oux anciens exploitants de s'enrichir une nouvelle fois sur leur dos. C'est cette année que dait commencer le palement de la terre après le déloi de cinq ons prévu par la loi. Certains veulent bien payer, mais refusent que cet argent aille par la suite à leurs anciens patrons, et ils proposent que soit créé un Fonds national d'aide au développement agraire.

# La terre à celui qui la travaille



Chaupimayo est un petit village, au cœur de la vallée de la Convencion. Pour y parvenir, il fout partir de Cuzco, voyager plus de dix heures en train pour

franchir les quelque 300 km qui séparent la capitale inca de l'ultime station de cette voie ferrée, à quelques heures en bus de Quillabamba. Il fout ensuite rouler plusieurs heures sur des routes de fortune à travers la végétation tropicale et les champs de coca, enfin poursuivre à pied. C'est loi qu'en 1957 a été fondé la premier

syndicat de ce qui allait devenir la puissante Fédération départementale paysanne de Cuzco. Ce village allait être aussi, à partir de 1959, le quartier général d'Huga Blanco et de ses cama-rades. Fortunato Vargas est le fondateur de ce syndicat plannier du plus grand soulèvement payson depuis de nombreuses décennies, il fut aussi secrétaire d'organisation de la Fédération dépar-tementale de 1959 à 1961. Je l'ai rencontré dans son village, qu'il n'a quitté qu'en 1961 pour se cacher dans la montagne, traqué par la police et l'amée oprès la réussite d'une « expropriation » de la Banque du crédit de Lima, arganisée par un commando du FIR (8), qui ropporta 700 000 un commando du FIR (8) soles. Dans la clandestinité jusqu'en 1964, il fut emprisonné à cette date jusqu'en 1966.

« Il zous fallait de l'argent n, dit-il simple ment dans une langue où les mots quetchua sont plus nombreux que les mots espagnols.

Lorsqu'il sortit de prison, Fortunato Vargas réorganisa le syndicat et assura le secrétariat adjaint de la Fédération de la Convention jusqu'en 1973. Aujourd'hul, il est président d'une « coopérative l'intégration parcellaire », à qui les paysans ont décide de donner le nom d'Huga Blanco. « En 1963, le gouvernement décida d'entreprendre une réforme agraire. En fait, il voulait, en distribuant des parcelles individuelles, former une classe de paysans aises. Dans une certaine mesure, il a reussi dans notre region. Les dirigeants paysons ont reçu les plus grosses parts. On m'a dauné trente-six hectares, alors que certains paysans n'nn ont eu que quatre ou cinq. Nous avons décide, à quelques dizaines, de mettre nos parcelles en commun pour former une coopérative. La réforme agraire nous y a encoaragés. n

Comment ce révolutionnaire a-t-il réagi en octobre 1968? « Je pensais : encore un gauvernement antipopulaire. Mais avec la loi de réforme agraire et surtout la coopérativisation de la terre, graine d'avis. Je p'étais paurt ant pas convaigne. Le problème était l'application de la loi. Lorsque le gouvernement a exproprié les ha-ciendes agro-industrielles, j'ai vu que le temps ciendas agro-industrielles, j'ni vu que le temps de la démogagie était passé. Si la réforme agraire est si profonde, c'est aussi grâce à nos anuées de combat. Vollà pourquoi, si nous appuyons ce gouvernement, nous restous vigilents, afin qu'il applique et approfoudisse les lois. »

Une réforme agraire radicale

MEME langage chez Avelino Mar, autre diri-IVI geant syndical payson de la région, ancien militant du MIR (9) et compagnon de Luis de la Puente, le chef de ce mouvement, tombé du combat. « Jamais le paysan se réglera aucua dn ses problèmes dans la cadre de la propriété privée. La coopérative est un premier pas vers une agriculture socialisée et planifiée. Mais c'est dejn exorme, surtout dans cette réginn où la réforme agraire d'avril a changé la me da paysan. Les haciendes disparues, il s'est

contenté de su parcelle.

Pour cette raison, en 1965, le mauvement guérillero a vite été isolé ici. Avelino Mor évoque l'immense tache qui attend les paysans révolutionnaires dans le département. Dans cette région, grande comme l'Italie, vivent un million trois cent mille habitants, dont 90 % en dehors des villes. Le taux d'analphobétisme atteint 70 %. Quant au revenu annuel moyen par habitant, il est de 1 200 soles. La réforme agraire nouvelle a eu un certain mai à s'étendre, san avonce effective n'est que de 25 %. « Les fonctionnaires sont sans initiative par rapport à Lima ; il y en n même qui ant des haciendas qu'ils se gardent blea de réformer, comme à Andahuaylas, où les paysans envolvissent cas terres. Il

L'héritage de siècles de domination oligarchique est en effet lourd à supporter. Aux conditions géographiques défavorables (la superficie du Pérou est utilisable à 23,6 % pour l'agri-culture et l'élevage, mais seulement 28 740 kila-mètres carrès sur 1 285 215 pour les cultures), Il fout ajouter l'insuffisance des Infrastructures, la prolifération des intermédiaires, le bas niveau technologique, l'absence totale de pelitique de

La crise de l'agriculture était tellement apparente (10) que les importations agricoles sont passées de 28 millions de dollars en 1951 à 150 en 1969 (11), Quant aux « réformes » de 1962 et 1963, outre leur caractère individualiste, elles ne touchaient que les zones en rébellion de la Convencion et de Lores, et n'impliquaient pas les terres les plus productives. Au total, ces deux « réformes » n'ont touché qu'à peine 2 % des

« Avec notre réforme agraire, commence le veritable revolution sociale et sconomique de Pérou n, déclarait le président Volusco lors de la promulgation, le 24 juin 1969, du décret-loi 17 716. S'attoquer à la structure du pouvoir oligarchique pour « lai briser l'échine » constitue bien, en effet, une véritoble révolution sociole. L'anatomie de la propriété de la terre avant 1969 quante-sept propriétaires (83 %) ne possédaient que 5,5 % de la terre, alors qu'à l'autre bout de l'échelle sociale, trois mille sept cent quatrevingt-douze (0,4 %) en possédaient 75,9 %. Fin juillet 1974, oprès cinq années d'application, la réforme agraire a bénéficié directement à deux cent mille fomilles, dont cent soixonte-dix mille sont argonisées dans huit cents entreprises de caractère associatif. Un million deux cent mille Péruviens sont aujourd'hui propriétaires de la

Le caractère radical de la réforme agraire s'exprime dans quatre traits fondamentaux

- Les limites des propriétés non soumises à la réforme : elles sont fixées à un maximum de cent cinquante et deux cents hectares irrigués sur la côte et de quinze à cent soixante-cing hectares irriqués dans la Sierra. Sur cet aspect essentiel, la lai supporte largement la comparaison avec le projet de lai dépasé en 1961 par le député mirista Carlos Molpica (aul proposait les limites de deux cent cinquonte à cinq cents hectares sur côte) ou ovec les propositions présentées en 1969 par Ricardo Letts, -dirigeant du groupe moniste Vanguardia revolucionnaria (un plafond maximum de cent hectares pour tout le pays, alors qu'aujourd'hui, par exemple, ce plafond est fixé à quinze hectores dans la région d'Arequipa, ou à trente hectares dons la zone de Lima). Mais c'est par comparaison avec les réformes effectuées dans d'autres pays d'Amérique latine que cet aspect de la loi péruvienne prens toute son importance. A Cuba, la limite était fixée à quatre cent deux hectares; ou Guatemala à trois cents hectares, dont étaient exclues les explaitations de l'United Fruit; ou Mexique, elle était de deux cents hectares, mais on avait auto-tise l'adjonction de cent hectares supplémentaires pour chaque membre de la famille.

- L'interdiction formelle de toute nouvelle reconcentration de la terre, liquidant définitive-

 Le mécanisme drastique d'évaluation, qui s'effectue sur la base de l'auto-évaluation faite par le propriétaire dans le forfait établi pour le paiement des impôts ou, à défaut, en accord avec la valeur fixée lors du demier transfert du domaine, ou en prenant paur moyenne la copita-lisation à 6 % de la rente annuelle pendant trois

Enfin, le caractère associatif des relations de production mises en place. En effet, la décret-lai transforme en coopératives les grandes entreprises agro-industrielles, les communautés payles haciendas traditionnelles de la montagne, et favorise l'association volontaire des petits et moyens propriétaires ; il donne la priorité aux coopératives pour l'obtention des crédits et de l'aide technique.

 Notre réforme, me dit un fonctionnaire du ministère de l'agriculture, rejette la solution copi-taliste de la parcellisation et la solution pseudo-

Les coopératives agraires de production (CAP) sont la base du nouveau coopérativisme. Lo loi les déficit comme « des quites indivisibles d'exploitation en commua où la terre, la bétail, les installations, les cultures et les équipements sont de propriété collective n. Tous les membres se ent de « participer à la prise des décisi et à la direction de l'entreprise... conformément au principe : un membre, un vote n. L'ossemblée générale est l'organisme souverain qui élit le conseil d'administration, le comité de surveillance et d'autres argonismes administratifs. Les béné fices sont réportis sous une forme directement proportionnelle au temps de travail fournil.

Mais la coopérative de production n'est pas la seule forme d'organisation prévue par la lal. Dons les sociétés agricoles d'intérêt social (SAIS), la propriété est sociale. Elles forment des unités d'exploitation en commun, dont les membres peuvent être des personnes « naturelles » au « juridiques ». La SAIS Tupac Amaru, près de La Oroya, au centre du pays, est la première et la plus grande des vingt-huit SAI5 qui existent actuellement dans le pays. Elle est formée par la centralisation des terres et des moyens de production de seize communautés paysonnes et d'un domaine exproprié de la Cerro de Pasco. Elle organise dix-sept mille paysans sur un terriaire de quatre cent mille hectares.

Les commucautés paysannes sont une forme traditionnelle d'organisation et de vie des paysons péruviens. « Mais, me raconte un membre de la SAIS Tupoc Amaru, l'introduction du capitalisme a transformé des communautes. Certains des membres vivaient à la ville, cherchant à faire du profit avent tout. C'est pourquai le gauvernement a édicté una loi définissant strictement la commanauté paysonne afia de la moderniser tou respectant sun caractère traditionnel. » Pour 60 % la population paysanne du Pérau vit dans des communautés de ce type. Avec la nouvelle lol, elles romoent leur marginalisation et peuvent s défendre contre toutes les manipulations. (Au moment des élections, les députés venaient acheter des voix en affront des ponts, des routes...)

Le premier acte de la réforme agraire fut l'expropriation des complexes sucriers de la côte, symboles de la dépendance et épine dorsale du système aligarchique. « Il fallait démantrer au pays non dispositions, alors agus naus sommes attaqués des le début aux plus forts latérêts », me dit un fonctionnaire de la réforme. Ces entreprises étaient à 70 % propriétés étrangères (Etats-Unis, Suisse, Portugal); aujourd'hul elles sont totale ment coopérativisées. Leur puissance économique (production: 1 million de tonnes en 1973) a

# Au-delà des limites de la loi

T A réforme garaire, c'est aussi la « mobil - sociale - Sur la nouvelle structure économicosociale se greffe tout un édifice d'arganisations paysonnes. Le 9 mai 1972, le décret-loi 19 400 en définissait les formes : à la base, les communautés, coopératives, SAI5 et associations agraires des paysons sans terre ; les délégués de ces « orgonisations » forment les ligues agraires au niveau de la vallée ou de la province ; puis se créent les fédérations départementales et enfin, au niveau national, la Confédération nationale agraire (C.N.A.). La fonction de ces organisations n'est ni palitique ni syndicale, mais « d'entraide, de service, de promotion et farmation, de participa-tion, de coopération au développement en relation ovec les organismes de l'Etat... ».

(Lire la suite page 32.)

(7) Voir les articles de Michel Esptis (le Monde diplomatique, février 1973). Cl.-C. Klejman (mars 1973). Ph. Labreveux (août 1973). (8) Pront de la gauche révolutionnaire, dirigé par Fluro Bianco.

(8) Front de la gauche révolutionnaire, dirigé par Hugo Blanco.

(9) Mouvement de la gauche révolutionnaire.

(10) Entre 1950 et 1967, la contribution de l'agriculture au Produit cational brut est passée de 25 % à 14,1 %. Et al la croissance de l'économie était de 5,2 % entre 1960 et 1970, celle de l'agriculture atteignait à peine 1,5 % pour une population mi s crû de 3,1 % dans la même période.

(11) Pour bien comprendre l'ampleur de ce chiffre, il ce fact pas oublier l'existence d'une exportation (prise sur les secteurs sous-ailmentés).

G	UIDE PÉROU PÉROU:
D	Pérou:
	l'invitation au voyage.
	Voici le premier et le seul guide complet sur le Pérou, son histoire politique et son économie. Vous y trouverez toutes les informations précises que vous cherchez, des renseignements pratiques, les transports,
	les hôtels, les itinéraires  Et si vous avez envie d'apprendre le Quechua ou l'Aymara, vous y puiserez vos premiers rudiments.
nformation 2000	Expositions d'artisanet - Voyages toute l'année - Circuits Séjours - Stages, Réunions d'information, Films et diapositives Tous les jeudi à 20 h.
format	Bon à retourner à UNICLAM 8 rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS - 633.59.14 et 325.78.31
Ē	ADRESSE

nt-garde

(Suite de la page 31)

En juillet 1974, cent quatorze ligues représentent deux millions sept cent mille paysens (sur les six millions de ruraux que compte le Pêrou, et qui constituent 48 % de sa population) et treize fédérations (sur les dix-sept prévues) étaient juridiquement reconnues par le SINAMOS.

Syndicat qui ligue, la controverse fait rage. Paur les uns, la mise à l'écart des syndicats démontre bien la volonté « carporatiste » du régime ; pour les autres, ils n'ont plus de raison d'être la au le patron a disparu.

Mais les paysans ont la parole et ce simple fait fausse les règles du jeu. A travers les milliers de reunians constitutives de la Canfédération nationaie, les paysans ont délibère, débattu, vaté des

résolutions. Le résultat va bien au-dela, et c'est logique, des limites et des ambiguïtés de la loi. Le 27 septembre, cinq cent quinze délégués de tout le pays ant quvert la première session du congrès constitutif de la Confédération nationale agraire, Les résolutions et motions se sont multipliées : on demande l' « accélération de l'effectation des terres et la destitution des fonctionnoires et autorités bureaucratiques » (et an fournit une liste de noms); on dénonce les houts solaires et souvent l'inutilité de certains fonctionnaires, « la politique erronée du ministère qui a donné des terres à des gens qui ne réunissaient pas les conditions de paysons », le pouvoir judiciaire « qui adepte des positions répressives contre les pay-sons ». On met en question « la finalité sociale des coopératives, car souvent certaines se trans-forment en groupes privilégiés » (un délégué s'est

écrié à ce propos : « Une nouvelle elesse sociale se forme por-dessus noval ») et on se prononce pour leur restructuration (en particulier pour donner les mêmes droits aux travailleurs saisonnlers); an exige « l'expulsion des arganisations impárinlistes » et la fermeture des clubs oligarchiques « dont les membres sont des nutorités politiques, judicinires, et même militaires »; on appelle à « une plus grande liaison avec les arganisations de travailleurs, d'étadiants... » ; on demande la création de brigades paysannes de contrôle de l'application de la réforme et plus de participation a dans la définition des priorités et leur applicatier au niveau actional ». De nombreuses mations condomnent le système des bons de la dette agraire. Au cours d'une reunion provinciale, un déléque a demandé que le ministre de l'agriculture soit désigné par la Confédération.

# Pluralisme économique

La promulgation de la foi créant le secteur de propriété sociale a été l'objet d'un vaste débat national qui, dans une certaine mesure, continue. Des milliers de réunions ant été arganisées dans tout le pays pour discuter l'avant-projet. « C'est la grande innovation du régime, son appart à la pensee internationale, dit Angel de Las Cases, le jeune président de la Commission nationale de la propriété sociale. Il s'agit d'ao nouveau coacept de propriété qui changere les relations entre bommes et choses de manière à parvenir à une autheatique propriété socialiste sons tember dons les déviations de la prepriété étatique.

L'APRA a immédiatement dénoncé la lai comme une mesure « étragère, yougaslave, qui ne correspond pas aux conditions du pays ». Pour ce cheval de Troie de l'impérialisme, la défense de la propriété privée et du système coopératif troditionnel, aú la propriété est la somme des propriétés individuelles, reste la seule orientation « viable ». Le parti communiste, s'il soutient la lai, n'en dénonce pos mains « la phabie actiétatiste » qui, selon lui, caractérise son idéologie, Il estime que « les entreprises étatiques constituent l'avant-garde du processas révalutionnaire », la propriété « publique » étant, médiation de l'État oblige, la forme la plus avancée de propriété « sociale ». Quant à l'Eglise, dont l'Influence sur le régime est énorme (12), non seulement son épiscopat a appuvé la lal, mais certains de ses « couronts », comme le mouvement socerdotal ONIS, ont réclamé une part prépondérante paur la propriété sociale.

Le secteur de propriété sociale sera structure de bas en haut, a partir des unités locales, jusqu'au plan national, à travers les régions. L'entreprise sera dirigée por des délégués élus en assemblée générale pour une pérlode de trois ans. avec possibilité de révocation par les mandants.

Pour 10 %, les excédents du secteur constitueront le Fonds national de propriété sociale qui, avec Corporation nationale du développement (COFIDE), pourra débloquer les ressources nécessaires à la constitution de nouvelles entreprises.

La Commission nationale reçoit tous les jours des projets de formation d'entreprises de propriété sociale, dont certains émonent de groupes de travoilleurs. Des entreprises privées au des coopé ratives peuvent aussi être transformées en propriété sociale, mais la lai impose un certain nombre de critéres : que l'entreprise solt solvable et en bonne condition economique, que la majorité des actionnaires soient d'accord, qu'enfin le projet soit approuvé par la Commission nationale.

Celle-ci a déjá annoncé la formation de trois complexes industriels et de quatre entre-prises, mais des dizaines de projets sont à l'étude. Paur son financement futur, l'entreprise peut émettre des valeurs en « actions-bons » qui sont actions » en ce qu'elles dannent drait à un dividende variable et « bons » en ce qu'elles apportent le paiement d'un « service ». Les actions-bons > ne sont pas vendues au public directement, mais à travers une entité financière de l'Etat sous forme d'un « portefeuille » combinant des valeurs de plusieurs entreprises afin d'éviter à la fois le contact direct avec l'entreprise et la concentration des ochats vers les entreorises

Cette méthode destinée à « capter l'épargne interno pour ne pos dépendre de crédit extérieur » suscite de nombreuses critiques dans l'extrême gauche, « C'est du parisme 1 rétorque Angel de Las Casas. Dans tout régime, le capital a un coût. Qui! c'est un mayen capitaliste, mais e'est pour coastruire le secteur socialiste, lci, c'est le travoil car avant les partis de gauche possient simplement le goestion d'one révolutien nationale mois sans toucher à la bourgeoisie actionale. »

### Le rôle du syndicalisme

CESAR JIMENEZ UBELLUS est ouvrier métol-lurgiste. Il q été élu président de la CONACI (Confédération nationale des communautés industrielles), qui regroupe les délégués des deux cent mille ouvriers industriels organisés en communautés. « Nous voulons l'entreprise sans copitalistes. Do la même façan que la terre passe aux paysans, nons voulans que l'usine soit propriété sociale. Les « cammaneros » se sont prononcés pour une amplification de le participation réelle. En somme, pour uce définition socialiste sans égoivoque », e-t-il déclaré à l'issue du premier congrès de la CONACI. La « déclaration de principes » votée par les déléqués est très claire ; « La participation à 50 % de la propriété donnée à la commonuté but lain d'être atteiet — ne supprime pas l'exploitation de l'homme par l'homme, elle fait persister les classes sociales et leur combat, elle représente non pas le rupture do système copitaliste mais une réforme de l'entreprise copitaliste... »

Quant aux résolutions et motions votées par le congrès, elles ne le sont pas mains : eiles demandent la fixation d'un critère unique pour la distribution des 10 %, sans référence au salaire, ainsi qu'un plafond pour le traitement des directeurs; la formation d'un tribunal spécial pour juger les violations de la lai et celle d'un fonds de compensation e pour eviter la constitution d'ane eristocratie govrière » ; le contrôle préalable de la communauté sur le règlement intérieur et sur l'orientation de l'entreprise ; la cogestion immédiate au niveau du conseil d'administration. la participation aux arganismes nationaux de plonificotion... De son côté, le congrés des communautés minières réclamait le transfert immédiat de 50 % du copital social à la communeuté, l'argonisotion de la participation au niveau de base, la présence de ses délégués dans les conseils municipaux avec droit de vote... (13).

Comme la création des coopératives, le dèveloppement des communautés a posé un problème au mouvement syndical. Quel rôle doit-il jouer désormais? La communauté n'est-elle pas une machine de guerre contre le syndicalisme? Le congrès des communautés industrielles s'est déclaré prêt à « aider au développement des syndicats, unique garantie pour conquérir de meilleures ns de vie et de trovoil », à « défendre leur indépendance de classe », à les gider en cas de conflit et à en créer lorsqu'il n'y en a pos. Il s'est prononcé aussi pour la création d'une centrale unique des travoilleurs pour en finir avec l'extrême diversité du mouvement syndical (14),

Les documents vatés ou premier congrès des communautés industrielles ont-ils dépassé ce que certains secteurs du régime avaient prèvu? On peut le penser puisque, à peine quatorze mois plus tard, une réunion à laquelle participaient les ministères de l'industrie, du travail, de l'intérieur ainsi que le ministre d'État chargé du SINAMOS, a créé une « Commission de réorganisation de la CONACI » afin de « construire une communeuté industrielle sans esprit partison ni

facteurs politiques ».

Dans une lettre auverte, Cesar Jimenez, condamne ce qui est selon lui, « quel qu'en soit le prétexte, une intervention étatique dans une arganisation de fravailleurs », dénonciation reprise le 7 juillet dans le e manifeste adressé au gouvernement révolutionnaire, à la classe travailleuse et au peaple en général » adopté par la « prémière rencontre de la jeunesse révolutionnaire de Lima ».

Ces jeunes partisans du général Velasco offirment vouloir combattre, « à l'intérieur de la révolution, les agressiens qui viencent de la part des éléments droitiers et réactionnaires qui, cer flés en révolutionnaires, conspirent à partir des organismes du gouvernement centre les ergoniso-

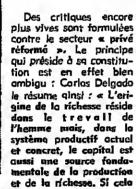


La seconde gauvemement fut la construction d'un fort secteur indus-1968, l'Etat contròlait une petite usine de sel, une petite

une entreprise de clment, etc. Aujourd'hui, il contrôle 30 % du P.N.B., mais 80 % des industries « de base » : 70 % de la production de pétrole, et 100 % du roffinage et de la cammercialisation; dans deux ans, 70 % de la production minière, et 100 % du roffinage et de la controlle de l commercialisation ; manopole de la production, transformation et commercialisation de l'électricité et du gaz ; cantrôle obsolu des pêcheries et des cimenteries... En outre, l'Etat contrôle 80 % du secteur financier, l'essentiel des services (rèseau ferrè, ports, aviation, téléphone, chaîne de supermarches), 80 % du commerce exterieur avec tendance au monopole. Il intervient dans taus les domaines.

« Pluraliste » sur le plan Idéologique, le régime militaire se veut aussi « pluroliste » sur le plan économique. Le nouveau secteur de « propriété sociale » se développera dons le domaine des Industries de « première priorité » (sidérurgie, métallurgie, etc.). Quant au secteur Industriel plus traditionnel (textile, confection, alimentation, imprimerie, etc.), il se developpe dans le cadre d'une « propriété privée rétormée », tandis que le secteur « privé pur », qui ne peut dépasser 20 % de l'ensemble, est forme de petites entreprises artisanales. A ces quatre secteurs viendra vraisemblablement s'ajouter le nouveau secteur coopérativisé a reformulé et restructuré »,

# Transformation du monde ouvrier



est vrai, les deux facteurs deivent être rétriboés équitablement. En conséquence, le travail en tant que facteur productif dait avoir comme rétribution une partie des bénéfices et pos seulement ce qu'il reçoit comme saloire. >

La réforme de la propriété privée consiste à former, sur la base de l'assemblée générale des auvriers et employés de l'usine, une « commanouté du trovail », persoonalité joridique indivisible. Cette communauté reçoit chaque onnée une part de la propriété et des bénéfices de l'entreprise, jusqu'à concurrence de 50 %. La communauté participe à la direction de l'entreprise, « sur le mode de la société onenymo, où j'ai dreit à la parole en fonction de mon capital », dit un dirigeant syndical.

La communauté peut être créée dans toutes les entreprises qui emplaient au mains six auvriers au qui ont un revenu annuel brut de plus de 11 millions de soles. L'Implantation de « communautés du travail » dans les usines privées et dans les entreprises étatiques (mais ici la « communauté » n'a pas droit à la propriété) n'est pas une mesure isolée. Elle ne peut se comprendre que dans le codre global de la politique du gauvernement : « transfèrer progressivement la pouvoir aux tecteurs arganisés du paople ».

Chaque année, avant que l'entreprise paie les impôts, elle destine 15 % de son revenu net à la capitalisation; meis le montant financier corres-pondant à ces 15 % est transformé en actions et danné à la communauté. En plus de ce pourcentage, 10 % du revenu net sont distribués directement aux ouvriers (50 % en part égales, 50 % proportionnellement aux solaires), 2 % sont ensuite destinés à la recherche. Quont aux 73 % restants, ils ne vont pos complètement au propriétaire, car les ouvriers doivent recevair ce qui correspond au nombre d'actions que passède la

Nombreux sont ceux qui considérent que le système de la « communauté du travail » vise la conciliation des classes. Du point de vue de la lal, c'est certain. Mols il ne s'agit que d'une fiction juridique que la réalité a vite fait voler en éclats; si, en 1970, il y a eu 345 gréves affectant 110 900 travoilleurs, en 1971, en plein fonctionnement des communautés, le nambre des conflits a atteint 372, affectant 167 200 travailleurs. Comment expliquer un tel phénomène?

« Indiscutablement, m'explique Miguel Touro, un jeune fonctionnaire du ministère de l'énergie et des mines, il y a ane tentative de dissolution de la conscience de classe. Mais dans la pratique il en yn nutrement, Les 3 200 communantés qui existeat fonctionnent à 70 % petites entreprises de moins de vingt salariés. Le patronat est très treditiaanel, sans conscience collective, il résiste à tout, même à la simple présence d'un délégué ouvrier ao conseil d'administration, Ainsi, à partir des résistances patronales, la commanauté devient source de luttes nouvelles, nen plus simplement revendicatives mais portant sur la coractère même de l'entreprise. »

Les patrons utilisent tous les moyens pour saboter le fonctignnement des commungutés ou pour stimuler un esprit néo-copitaliste chez les travailleurs. Ils cachent les livres de comptes, parlent anglais pendant les séances du conseil d'administration, proposent des primes speciales pour « ocheter » les ouvriers, contoument la loi en

créant des entreprises fantômes, détournent une portie des fonds en voyages « d'affoires », en paiement de patentes factices, ou en augmentant les salaires des directeurs et fonctionnaires.

De nombreux directeurs abandonment leur entreprise (plus de cent actuellement), qui est alors remise en marche sous la direction de la communouté. Des mesures ont été prises ainsi pour empé-cher les fausses faillites; en ce cos, l'entreprise doit passer dans les huit jours sous administration

« Ces luttes, me dit Miguel Taura, font progresser la conscience de classe des travailleurs,



# Indépendance et développement

Les relations avec l'ex-tuteur américoin n'ont pas été, clies. En 1969, les programmes d'aide ainsi que les crédits des divers organismes internationaux furent suspendus totalement. Simulta-

nément s'auvrait une dure période de négociation avec le gauvernement américain à propos de l'indemnisation de l'I.P.C. La présence, pendant plusieurs semaines, d'un ambassadeur personnel du président des États-Unis ne fit pas céder le gauvernement, qui était prêt à indemniser la compagnie américaine à condition que celle-ci paje à l'État ses arriérés d'impôts et ses dettes. Le montant de celles-ci avoit été fixé par l'État à 690 millions de dallars ; quant aux blens de l'entreprise, ils avalent été évalués à 71 millions

« La politique nationaliste du Pérou ne rencontre pas la sympathie des entreprises cord-américaines et, dans la mesure où la politique nord-américaine t dessinée par ces entreprises, la palítique nationaliste da Pérou n'est pas non plus l'abiet des sympathies afficielles des Etats-Unis... C'est naturel », déclaroit le général Velasco. Pourtant, cette tension extrême s'est apaisée en 1973. En avril, cette année-lá, le Perou arriva à renouveler l'obtention de crédits d'arigine américaine. Vint ensuite la signature de grands contrats, dant les pius importants concernent le développement des gisements de pétrole et la construction de l'aléoduc qui traversera le pays sur 800 km.

Devont le danger d'une telle palitique, que l'économiste Carlas Malplaa appelle, en forçant un peu les mats, « de réaccommodation avec la baurgeoisie impérialiste », le gauvernement ne ferme pos les yeux. Le général Velasco lui-même a averti les investisseurs étrangers : « Naus savois, a-t-il dit, que notre croissance économique requiert un financement exterieur. Mais naus sommes surs que ce besoin est entiérement compatible avec le nécessité fondamentale de transformer structurellement la base des relations de pouvoir économiq politique et sociel, S'il advenait qu'une telle compatibilité était impossible, le Péroe meiatiendrait sa politique révolutionnaire, même au prix

Les contrats signés avec les compagnies étrangères prévoient de nombreuses clauses limitant l'action du copital étranger. Outre le fait (dans

le cas du pétrole, par exemple) que l'Etat reste propriétaire du sol et du sous-sol et qu'il maintient son monopole sur le raffinage, la commercialisation et le transport, il est interdit aux compagnies de « garder ea réserve » des gisements pour ne les utiliser au'en fonction des cours mondiaux Dans les contrats de développement du pétrole de la « Selva », le contrat-type prévoit que l'ensemble des investissements est à la charge de l'entreprise étrangère, qu'elle ne sera payée qu'en pétrole (entre 44 et 50 % de la production) mais qu'au bout de trente-cinq ans la concession et ses installations revlendront de drait à l'Etat péruvien sans compensation financière. Le gouvernement tente d'autre part de diversifier l'origine des investissements. De même, l'ouverture vers les pays de l'Est s'est occentuée (les exportations en ction de ces pays ont quadruplé de 1968 à

Le Pérou cherche aussi à harmoniser son developpement économique au niveau latino-américoin, au travers, en particuller, du Pacte andin.

# < Péruaniser le Pérou >

R ENDRE à un pays so culture traditionnelle, engager un effort sons précédent pour l'éducation et la « démarginalisation » d'un peuple dépossédé de son histoire, est aussi une táche de premier plan pour rompre la dépendance et

jeter les bases d'un développement équilibré. En 1971, plus de 1 500 000 personnes vivaient dans 610 « puebla javen », ces grondes « villes » de fortune dans lesquelles viennent s'installer les sans-logis (15). L'effort d'organisation de ces masses déshéritées est immense. Légalisation des terrains occupés, adjudication des lats, urbanisation, sont du domaine du SINAMOS, qui tait de ce secteur social un des axes essentiels de son

La « communauté urbaine autogestionnaire de Villa El Salvador » est montrée en exemple. Et à juste titre. A une demi-heure de Lima s'àtale sur 11 000 hectores le plus grend « bidonville » du Pérou. Ici, les 125 000 hobitants, entièrement auto-organisés (16), décident de tout ; programmes d'urbanisation, de scalarisation, de santé, d'implantation industrielle; problème de ravitaillement ou de laisirs ; la communauté vient même d'inaugurer sa « Caisse communale », veritable banque dont le directeur est élu et

contrôle par la population. Cette expérience d'avant-garde est fovorisée par le gouvernement, qui organise par alleurs un gigantesque effort d'éducation fondé sur le double principe de la « déscolarisation » et de la « nucléa-

L'école s'Intégre à la structure communale et s'adapte aux besains locaux. Julia Cabrera Moreno, rédacteur du journal « Respuesta », me résume ainsi l'esprit de la réforme ; « Natre éducation doit être une éducation par le travail pour le travail, car rampre la différence entre savoir technique et savoir intellectuel c'est intégrer la formation à la vie productive en général. D'ailleurs, on ne s'éduque pas sealement à l'école. La structure sociale, les medio, éduquent oussi. La société doit reconnaître et légaliser un niveau de formation, même si l'écale n'n rien à y voir. L'ecole ne pout être une chose fermée. »

« Fomenter le revendication culturelle des grandes masses » est le troisième axe de la palitique de « peruenisation du Pérau ». « Nous voulons éviter que le processus révolutionnaire de se réduise oux aspects immédiats ou simplement pnomique », dit le fonctionnaire du SINAMOS charge d'arganiser les rencontres « INKARRI » (17).

(12) La crise de l'Egilse péruvienne est contemporaine de la crise de l'armée. D'alliquis, de nombreuses relations existent entre ces deux institutions, se serait-ce qu'à travers les relations familiales qui unissact plusieurs géodraux avec des évêques.

(13) La revue OCLA, éditée par le ministère de l'écergie et des mines, commentant la congrès, relève, dans les résolutions, une codtradiction evec l'idéologie socialiste, libertaire, humaniste de la révolution pérurienne » Il e'agit d'une motion demandant que 20 % de la participation liquide reçue par la communauté puissent être investis dans la créstion de nouvelles entreprises, cet investissement donnant droit à des actions de ces nouvelles entreprises. Pour la revue, « ceci implique qu'un groupe de travailleurs — la communauté — va en exploiter un autre... Il s'agit là d'un critère capi-

(14) Il existe actuellement quatre centrales :
le C.G.T.P. contrôlée par le quit communiste, la
C.T.P. contrôlée par l'APRA, la C.N.T. contrôlée
par la démocratie chrétienne, et enfin la C.T.R.P.
créée par le régime, sans compter combre de syndicats indépendants,
(15) Chaque année, soixante-quinze mille paysans
vicnment paquier les deux cent soixante-triuse
vicnment paquier les deux cent soixante-triuse

(15) Chaque annee, solvante-quinse mille payeus vicinents beapler les deux cent solvante-trèise e pueble javes > de Lima.
(16) Villa El Salvader compte seviron cinq mille « dirigeants » sus à tous les aiveaux depuis la « Manzana » (groupe de maisons) jusqu'à un comité exècutif qui coordonne toutes les activités de la communauté.

erécutif qui coordonne tontes les activités de la communauté.

(17) Selon les inythes qui circulent encore dans les communautés indiennes, Initarri est le dernier des Incas, décapité par les Espagnois et dont les membres out été dispersés dans tout le paya Mais, lentement, le corps d'Initari se reforme : le cœur, enterré à Cuzco, et la tête, enfoude sous le paisis du gouvernement à Lima, retreuvent leur place. Et Inkari peut ainsi reprendre la tête de soo peuple pour l'emmiener vers une douvelle ère de grandeur. Certains paysans affirment qu'Inkarri est reveau à travers le gédéral Velasco.

WAGES ARABES 1

.

CII .

40.00

Ces rencontres locales, régionales puis nationales, auxquelles participent des millions de Péruviens, permettent l'intégration et l'échange de toutes les formes de la culture populaire (folklare, théâtre, artisanat, peinture, etc.).

« Pèruaniser le Pèrou », c'est aussi récupérer pour le pays les moyens d'Information. Dèjà, avant le coup d'Etat de 1968, le « plan Inca » avait réservé un chapitre à cette question. « Daas le pays, il n'existe pas du liberté de la presse, mais la liberté d'entreprise. Les organes de presse sont dans les mains de faesilles an de groupes de pouvoir... »

Le 27 juillet 1974, le gouvernement décrétait la « loi d'expropriation en faveur de la population organisée » des journoux quatidiens. « Ces journaux, me dit Ismael Frias, un des principaux rédocteurs de la loi et actuel directeur de « Ultima Hora », appartenaient à une oligopole de bourgeois intermédiaires de l'impériulisme. En les socialisant, nous portous le dernier coup à cotte couche déjà démembrée par la réforme agraire et la réforme de l'industrie, »

### La socialisation de la presse

A la établit que la propriété et la direction effective des quotidiens devra être transférée, dans un dèlai d'un an, aux organisations nouveiles mises en place por le régime : e La Prensa » aux communautés industrielles et minières, « El Commercia » aux organisations paysonnes, « Ultima Hora » aux organisations de travailleurs des services, « Correra » aux arganisations des « professionnels », « Ojo » aux organisations des « professionnels », « Ojo » aux organisations des producteurs ortistiques et culturels en généroi, « Expresso » aux organisations des communautés èducatives. L'ancien directeur de « El Rebelde », l'organe clandestin du MIR, insiste beaucoup sur la socialisation, « qui repousse à la fois la propriété privée et la monapole d'État ». Dans un an, les organisations concernées dèsigneront le « directoire » du journal et celui-ci trocara l'orientation du journal « sans intervention de l'État ».

L'expropriation a pasé des problèmes différents selon les journaux. A e Ultima Hora », m'assure son directeur, aucun journaliste n'a étè licenciè : « Au contraire, ils peuvent maintenant s'exprimer en taute liberté. L'an d'eux u même publiè an urticle contre l'expropriution. Ils anrant deux représentants èlus un conseil de direction. Les victimes de cette expropriation sont les acciens propriétaires, pas les travailleurs de la presse. »

A « La Prensa », la situation est différente. « Nous avons dû reavoyer, me dit le secrétaire de rédaction, le chef de la poge économique, qui s'était déclaré partisan de l'économie libérale espitaliste. Par uilleurs, deux janrnalistes ont démissionne car, disaient-ils, il jeur était impossible de travailler avec ce qu'ils uppelaient des communistes. »

Quant aux anciens actionnaires, m'explique ismael Frias, « ils serant indemnisès. Après une évaluation objective de la valear de l'entreprise, ils seront payés 10 % un comptant et le reste en dix unnées avec an intèrêt de 6 %. Mais, uvant tout, il faudra d'ubord savoir ce qu'ils doivent à l'Etat et comment ils ont manié leurs finances dans les semaines qui pat précédé l'expropriation. Nous allous trouver des surprises car il paraît que ces messieurs ant retiré leur argent. Dans ce cas, ce sont eux qu'i devront payer ».

Cette réforme rodicale, si elle « dècepite » bien ce qui reste du pouvoir politique de l'oligarchie, permettra-t-elle de résoudre le problème si épineux de l'Information, de sa d'iffusion et de son contrôle? L'expérience est encore trop neuve pour qu'il soit possible de répondre. Outre-le fait que les organisations à qui les journaux vont être « transfèrés » sont d'obédience gouvernementale,

le système attribuant son quotidien à chaque secteur social affrira-t-il des conditions telles que les travallieurs, dans leur ensemble, puissent avoir un point de vue global sur la société et son évolution? Autant de questions que se posent de nombreux journalistes, qui, pourtant, dans leur grande majarité, soutiennent le nouvéau système.

### A l'épreuve du temps

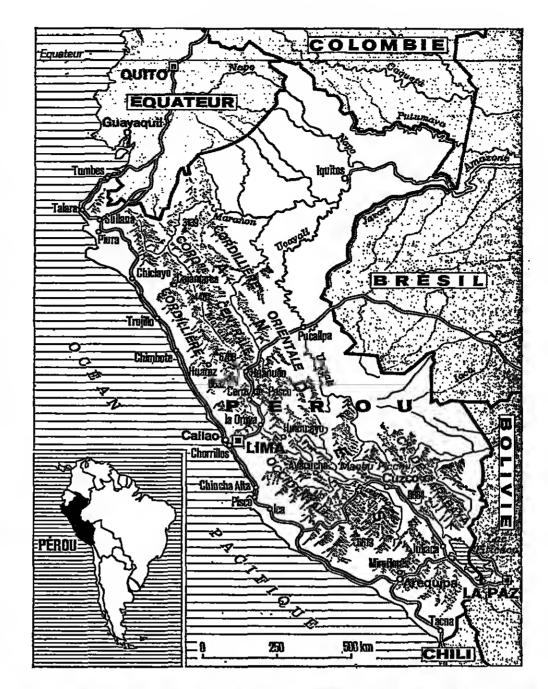
L'AVENIR de la « révalution péruvienne » n'est pas assuré. Comment pourroit-il l'être d'ailleurs, alors qu'autour de ce petit pays le Chille et la Bolivie sont sous la botte de dictatures contre-révolutionnaires et qu'en Argentine la seconde expérience péroniste a ouvert la voie à la réaction?

Rencontré ou milieu de ses militants, le vieux e caudillo », Haya de la Torre, m'assure que la politique de l'APRA est celle du e wait and see ». Pourtant, l'ancien parti nationaliste n'a pas ménagé ses forces pour saboter en de nombreux cas les réformes les plus audacieuses du régime. Qu'y a-t-il derrière les appels de l'APRA à l'organisation « d'élections esunicipales et portementaires », sinan la valanté de retourner à l'ancien règime?

La stabilité du règime repose sur un fragile équilibre au sein des forces armées. L'unité de i'institution militaire, explique-t-on, a jusqu'à présent permis l'avance de la révolution. Or il est clair que, depuis le début, le régime est traversé par deux courants : le secteur nationaliste révolutionnaire, socialisant, derrière Velosco, et un secteur plus conservateur présent surtout dans la marine et l'aviation; l'hégémonle du premier reposant surtout sur la personnalité du général Velosco et son influence sur l'armée de terre (18). L'affrontement entre ces deux courants a été, en un sens, permanent, mais, à deux reprises, il s'est transformé en véritable crise. D'abord à la fin du mois de février 1973, lorsque le général Velasco tomba gravement molade. Ce fut l'occasion pour le secteur conservateur de préparer un véritable « coap institutionnel ». Il faudra l'intervention des travailleurs dans la rue, à l'oppel de la C.T.R.P., de la C.G.T.P., et l'aide de SINAMOS pour réta-

La promulgation du décret-loi d'expropriation de la presse fut l'occasion de la deucième àpreuve de force. Le 25 mai 1974, l'amiral Vargas Cobollero, ministre de la marine, qui s'était déjà distingué en février-mars 1973, fit une déclaration en défense de la e liberté de la presse » qui ne trompa personne au moment où la droite commençait à s'agiter sur le même thème. Dans la nuit du 29 mal, au cours d'une rèunion tendue du conseil des ministres, à laquelle avalent été invités quelques militaires de confiance (comme le général Leonidas Radriguez, commondant militaire de la région de Lima), le gènéral Velasco imposa la démission de l'amirol Vorgas Cobollero. Dans les jours qui sulvirent, plusieurs amiroux et vice-amiraux furent mis à la retraite anticloée, le parti de l'ex-président Belaunde fut interdit et quelques-uns de ses dignitaires mis provisoirement sous les verrous.

Mais la victoire du courant nationaliste révolutionnaire, encare précaire, ne règle pas tous les problèmes. L'application du vaste projet de la « révolution péruvienne » demonde des moyens économiques, technologiques et humains que le poys aura du mai à trouver. Les grands travaux mis en œuvre pour exploiter les immenses richesses de la « Selva » ne seront pas terminés avant longtemps. La « propriété sociale » ne sero effective que dons quatre ou cinq années. Pendant ce temps, les contradictions du régime ne mon-



queront pas de s'aiguiser. Déjà on redoute la bureaucratisation du secteur étatisè dont le développement pléthorique jette les bases de ce que l'économiste Carlos Malpica appelle une « néobourgeoisie d'État », Comment les ouvriers et les paysans, que les généraux n'ant pas reussi à gagner totalement à leur projet, réagiront-ils?

Avelino Mar, le dirigeont payson de la Convencion, résume blen la situation : « Une nouvelle olfernutive se prèsente pour la classe ouvrière et la paysunnerie. Avant, il y ed avoit deux : la révolution violente dirigée à travars la guérilla por des gronpes héroïques, mois ne connaissant riea à la réalité populaire et dans laquelle l'ouvrier et le payson n'étoient ni préporés ni conscients, ou la prise da pouvoir par la voie pacifique, mois le Chili nous a montré l'absardité d'une tella stratègie. Ici, les militaires ont pris une nouvelle attitude : ils se rapprochent du peuple et disent vauloir le socialisme. Il y a nac ouverture, il faut

en profiter pour organiser le peuple, pour aller plus loia. Nous ne pouvoos rester spectatents, il faut se saisir de toutes les opportunités. Nous sommes convaincus que, s'il y a un contro-comp, on viendra nous reprendre aos terres. Nous ne la permettrons pas, Si les forces armées avancent, nous seront derrière elles, sinon nous devons être prêts à défendre nous-mêmes use coaquêtes. Velasco tient le volant de la voiture ; si elle change de route, nous le reprendrons, »

(Copyright Maurice Najman et le Monde diplomatique.)

(18) En 1971, une enquête révélait que, sur l'eqsemble des officiers exerçant une charge politicoadministrative, 65 % faisaient partie de l'armée de terre, 19 % de la marine et 16 % de l'aviation. C'est à peu près la même proportion qui se retrouve dans la composition des cabinets où l'armée de terre etient » neuf ministères, la marine et l'aviation, trois ministères.

# "LANGAGES ARABES DU PRÉSENT", DE JACQUES BERQUE -

# Remainment Le sens d'une renaissance culturelle manusummunimenturisment

DUEQUDI parie-t-on aujourd'hui d'un renouveau arabe? A quoi est dû cot intérêt soudain, que certains d'hésitent pas à qualifier de suspect? Au pétrole? Ce serait la première fois — du moins dans le monde arabe — qu'une matière première contribue à une renaissance culturelle l A cause des émirs arabes qui défrayent la chronique par les excepticités d'un comportement féodalo-technophilique? Les émirs arabes ne sont pas les peuples arabes et, s'il y a renouvau, ce n'est pas de leur politique qu'il viendra, car, comma le dit J. Berque : « Tout renouveilement culturel repose sur une critique et une créstion également radicales l » (1).

C'est asseurs qu'il faut chercher les causes de cette nahd'à : le fait paiestinien ne cesse de bouleverser les données cultureiles et linguistiques des sociétés arabes qui semblent retrouver la dimension historique Cette n'ahd'à commence à peine anjourd'hni à se manifester; elle a l'âge de la révolution palestinienne qu'elle accompagne dans la recherche de l'identité — le droit à la différence — et la constitution de sou anthentielté (al-açals) qui n'est pas retour à la tradition, à l'immobilisme, mais retour vers la mémoire du peuple, dépositaire de la culture. C'est une mémoire du futur, fécondant de nouveaux horizons, de nouveaux paysages humains. Berque cête ca mot du poète Musici Zakaria, anteur de l'hymne du FL.N. algétien : e Nous avons remporté le combat de délivrance. Notre révolution porte aujourd'hui sur l'authenticité. > Pas de renozveau anns authenticité. Mais quel est le contenu de ca projet et de cet espoir ? Car il s'agit bleu d'une révolution, une révolution culturelle radicule qui mettrait en crise le savoir dominant. La conquête d'al açâla ne peut se faire que dans le bouleversement de structures multiples et dans de combreux domaines; elle ue peut se faire sans violence. Elle aura à combattre le cura ut traditionaliste (salafiste) qui se cramponne à des absolus mythiques emprantés à la théologie et qui se place, de ce fait, en dehors de la dimension historique. « Le salafiste, écrit Ahdellah Laroui, croit à la providence et se dissout à chaque instant dans la psychologie des héros du pessé. » Cette aliénation dans le temps annule la critique et s'instanre en tant que censure de toute créativité à l'écoute du temps présent et futur.

Berque sa demande, dans les premières pages de son livre : e Dans quelle mesure l'expression que les Arabes se donnent répond-alla à leurs problèmes et dégage-t-elle des valeurs pour tous ? > Les sociétés arabes sont divèrses : elles sont multiples sociologiquement. Une expression commune apparaît cependant dans leur unité sentimentale, comme elle se manifesto dans le déchirement entre la tradition et le renouveau. Le quotidien arabe, du Maghreb au Machrek, est oux prises avec deux phénomènes : l'urbain qui l'envahit ; la langue qu'il doit émanciper.

A ville arabe, que ce soit Fès on Le Caire, s'est laissé peu à peu envahir par la technologie. Les signes extérieurs de la société industrielle sont venus se plaquer sur un import au réel où la durée excitt la rentabilité et l'échange strictement marchand. L'usine, le progrès matériel sont entrés dans les paysages arabes. Ils les ont perturbés. Cette irruption s'est voulue modernité et civilisation. D'où un véeu déchiré :

En plus ûn problème do bilinguisme — important au Maghreb — il y a le fait que la langue arabe classique, « seule guranto de l'aothenticité », est uon seulement isolée dans le monde, en ce seus où elle n'est pas impliquée dans les évolutions linguitisques, mais aussi isolée sur sa propra terre, puisque le peuple parie le dialectal, reste séparé et de la lecture et de l'écriture de cette langue pure. Parallèlement à la modernité techoologique, ou assiste à la promotion d'une iangue arabe médiane, utilisée surtout par la pressa. Elle produit one sens-culture de consommation et donce l'illusion d'une évolution du langue. Or il s'agit d'un réformisme de facilité qui teud à appan-

# Par TAHAR BEN JELLOUN

la ville zinzi affectés pose à l'homms arabe, qu'il sait captif du passé ou tourné vers l'avenir, un problème, qui u'a d'ailleurs jamais en 
de solution radicale : comment s'approprier les 
dynamismes du monde extérieur — l'Occident 
industriel — sans s'allénet ? Comment avancer 
sans perdre son Identité, sa spécificité ? Comment participer à l'aniversel sans être téduit, 
d'antre part, à l'éclectisme ? Faut-Il rappeler, 
avec modestie certes, que l'Europe de la révolution industrielle u'a été possible que parce que 
la XV siècle arabe a été décisif dans son apport 
à l'universel ?

Il est vrai que l'Occident capitaliste, qui

I Puniversel?

Il est vrai que l'Occident capitaliste, qui semble se tourner aujourd'bui vers d'autres différences, vit un moment, ne disons pes d'agouie, mais de crise con seulement économique et politique, mais anssi humaine et existentielle. Alors jailit la différence arabe, beureusement pas toujours en puite de pétrole, mais dans une créativité folle, lvre d'universel, cherchaut davantage l'affinité que l'altercation avec l'Autre. En même temps, elle se fait dans le seus d'une double ratientié, une double rapture qui touche aussi bien les structures des société arabes que celles de l'Occident bourgeois. Le randuvenc est peut-être là, dans cette double exigence. La répouse de Berque est autre, sans être contradictoire : e l'our que les Arabes restent eurmêmes en accédant au monde industriel qui les assiège do dehors et les investit du dedans, il leur faudrait imprimer à tous leurs autres modes le même rythme qu'à leur promotion matérielle. >

A cette issue est lié aussi le sort de la langue

vrir la langue arabe, car il a peur d'opèrer e la brisure de l'ordre ancien », comme le dit le poète syrien àdonis. Berque constate aiors avec justesse que e la langue arabe u'z pas encore, et de loin, les sociétés qu'elle mérite ».

et de loin, les sociétés qu'elle mérite a.

L décalage, aussi bien an uiveau du développement économique qu'au uiveau de la laugue, peut se trouver parsois démessit par les « émissaires » d'une certaine modernité arabe à traven le moude europées : des technocrates, des intellectuels agissent avec aisance et élégance sur la scene internationale. Voire : fis rivaliseot ! Mais derrière eux, dans la transparence de leur regard on de leur inquiétude, ou devine le sossé. L'éducation, l'accès à la culture, le droit à la parole et, par conséquent, à la critique, d'une part et, de l'autre, la peur des forces politiques et de l'exercice de la démocratie, l'absence d'une certaine imagination ont fait que le sossé entre le peuple et les « culturés « (l'élité dirigeante) u'a cessé de se creuser. La culture, définie comme e mouvement de la totalité sociale en tant qu'elle se cherche une expression et une signification », se trouve, en fait, l'affaire de quelques-uns, Quant aux potentialités créatrices du plus grand pombre, elles sout ignorées on étousses. Restent ceux qui sont à l'écoute de ces possibles : des bommes de science, des sociologues, des historiens, des écrivains, des poètes, tous en marge, en exil intérieur on extérieur. A ces bommes dispersés dans les langues et l'espace, ou pourrait appliquer cette définition qu'Omar b. Abi Rabi'a domnaît du poète autè-inlamique : « Homme d'errance, sendeur d'espaces,

les déserts se le renvoient hirsute, poussiéreux. > Cette option pour le renouveau, la révolution, est uette chez un poète comme Badr Châkr al-Sayyàb, irakien tôt disparu dans la misère (3).

La même option se manifeste aujourd'hui chez le groupe de la revue d'avant-garde e Mawaqii » que dirige Adonis (3). Avec Al Bayati, Buland al-Haydari Bayati (Irakiens), Samih Al Qassim, Mahmood Darwisch (Palestinlens), Amal Donqol, Abdel Cabûr (Egyptiens), Fitûri (Soudanals), Mejjati (Marocain), l'ideodité arabe révolutionaire prend corps et fait l'apprentissage de la liberté.

Il est à noter, enfin, la situation pertineute de certains intellectuels arabes qui participent à ce renouveau dans les langues enropéennes. Abdellébir Khatibi vient de douner en français l'une des meilleures analyses de la culture populaire arabe dans e la Blessuré du nom propre » (4): les matériaux d'analyse qu'il a empruntés à Marx, Freud, Derrida et Barthes sout transformés en des rétérences chantées mais point alléuantes. De même Laroni ous Abdel Malek, tous les deux parfaitement bilingues, utilisent le français par, peut-être, pragmatisme et distancisme la même remarque peut s'appliquer à Samir Amin, à H. Djaït, à Bouchdi Rached, J. B. Beoebeikh et aussi an psychanaiyste lacanlen Moustapha Safouan. Cela u'a évidemment rien à voir avec l'entreprise néo-coloniale qu'est la françophonie. Partant d'une réalité spécifique, ces lotellectuels visent l'universel et ouvrect par là quelque coveunes dans le monde arabe pour l'Occident qui s'est, jusqu'à présect, contenté da témognage des orientalistes, lesquels ont souvent figé la entiture arabe dans l'archaisme traditionnel. Disous, enfin, que le livre de Berque, d'une grande richesse, est important parce qu'il se situe à l'opposé de cet orientalisme et participe, d'une certaine manière, an renouvezu arabe.

(1) Langages arabes du présent, de Jacques Berque, Ed. Gallimard, Bib. des Sciences hormaines, Paris, 1974, 392 pages, 75 F. Vient de paraître, du même autsur, aux éditions S.N.E.D./Dueulot un ouvrage de 225 pages, Maghreb, histoire et sociétés, qui rassemble une dixaine d'études publiées au cours des vingt dernières années.

(2) Un recuell de poèmes de Badr al-Sayyāb doit paraltre prochainement dans une traduction d'André Miquel aux éditions Sindbad.

(3) Manaqií, revue culturelle; B.P.: 11-2796, Beyrouth, Liban.

(4) La Blessure du nom propre, Denoël, cel « Lettres oouvelles », Paris, 1974, 248 p., 55 i

veloppemen

\*\*\*\*

17

# Correspondance.

### L'impérialisme culturel

A la suite de notre étude sur l'impérialisme culturel (le Moude diplomatique, décembre 1974). M. Texier, agrègé d'anglais, professeur à l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers après evoir enseigné nux États-Unis, nous adresse la lette suprage.

Les Français sont manifestement pris de panique devant l'invasion culturelle anglaise ou piutôt américaine. Sans aucun doute, des milliers de Bretons, de Basques, de Corses et autres minoritaires, écourés par le sort infligé par l'Etnt français à leurs propres langues, se disent: uleu fait l

disent: uleu fait!

C'est, je l'avoue, en taut que Breton, mon premier moovement. Il fant dire qu'à ma connaissance aucun pays, mie à part peut-être l'Espagne franquiste, ue truite de façon plus mesquine ets minorités linguistiques. Car enfin, est-il aucun pays où le génocide culturel sit été pratiqué (et continue de l'être, bien que de façon plus sournoise) plus cyniquement, plus méthodiquement aussi? Certains semblent espérer qu'en mainteunant le bhillon encore queiques amées, les e ancieus », pour qui le breton (ou le basque, on l'occitan) reste sinon lo locgue unique du moins la plus habitueils, seront morts et la langue uretonne sera enfin détruite selon le vœu cher à (en M. de Monxies, ministre de l'instruction publique. Manvais calcul: la longue bretonne n enterré M. de Monsles et elle eu cuterrera bleu d'antres!

Ces sentiments, quoi qu'ou en pense, je les éprouve et je ne peux m'empècher de les éprouver. Mais lis me font mal. Si mou allégennee va d'abord à la Bre-tagne, la France reste maigre tont, jus-qu'à nonvel ordre, mon pays, le pays où

je vis, où j'al le plus grand nombre d'amis, sans compter un certain nombre de personnes pour qui j'ai de l'affection.

de personnes pour qui l'ai de l'affection.
Comment, sur le pian individuel, récondre ce coassit? Une sente issue est
nissée par l'organisation actuelle de la
France: rejeter totalement l'aliégeance
française. Catte solution, de piue en pins
uombrenx, surtont parmi les jeunes, sout
ceux qui la choisisseut. Ne peuvent les
en blamer que ceux qui, il y a trentequatre aus, ont accepté aussi une autre
défaite et une autre allégeance. Ceux-là
on moins sont logiques urec eux-mêmes.
Car on u'est pas logique avec sol-même
quand on reveadique pour les francophones le droit de conserver leur identité
et qu'on refuse ce même droit aux Bretons (et aux Alsaciens et aux Catalans,
etc.).
Comment c'imaginer, eu effet, que les

Comment c'imaginer, eu effet, que les Allemands, les Nécriandais iraient favoriser le français chez eux alors que l'allemand est impitoyablement chassé d'Aisace et te néeriandais de la Finnére trançaise ? Comment penser que la langue française me solt pas, tôt on tard, submergée par l'écrasante supériorité américaine si elle se repile sur des positions aussi vulnéraules ?

ions aussi valuéraules?

Il faut se rendre à l'évidence: la langue française est désormais sur lo défensive et se trouve, que ecla plaise ou non, dans le même camp que let langues bretonne, occitante on cerse. Machiavel ue lui sera d'ancua secoura. On ue la défeudra effeacement qu'à partir d'une position éthique cohérente, inexpugnable: l'affirmation du droit à l'épaconissement de toute les langues et le respect de ce droit eur le territoire national, s'Utopie a, va-t-on dire, Voire. Kel, eu tout cas, comme en d'antres domaines, l'alternative est claire: e'est l'utopie ou la mort.

son an républicain Ford, la politique d'ingèrence directe en indirecte des Étata-Unis dans les affaires intérieures des pays jugés stratégiquement ou économi-quement intéressants est constante. L'exemple tragique du Chill est encore dans toutes les mémoires. L'opération exorciste du Watergate ne change rien à l'affaire.

Les groupements catboliques puis-sants (...) out été piecés dans une citua-tion tellemant amugué et out subl de tellet pressions de leurs bases qu'ils ont spectaentairement manifesté leur oppo-cition an régime ces dernières semaloes et, alliés à divers groupes se réclamant de la c troisième composante s, ils reven-diquent le renversement du présent gou-vernement et l'application des accords de Paris.

de Paris.

Ce revirement constitue un événement cepital dans l'évolution qui ac poursuit à Saigon et dans les zones contrôlées par les troupes de Thieu. L'appui de la majorité des catholiques était depuis vingt ans un des piliers sur lesqueis s'appnysient les occupants successifs du palais présidentiel. Il constituait aussi l'ailbi l'déal des régimes saigonnais envers les a démocraties occidentales 2. (...)

Le peuple vietnamien n'est pas près d'accepter la partition quasi définitive de son pays. Il ne s'est pas baten depuis trents aus et plus pour se déharrasser d'abord du eulonialisme français, puis de l'impérialisme américain et enfin d'un régime l'asciste au Sud, pour renouer aujourd'hui.

Ludépandance et liberté d'abord, ensuits

Indépendance et liberté d'abord, ensuit Indépendance et liberté d'abord, ensuita unité par étapes, tele sont les bate poussiris au Vietnam par le G.E.P. Ils cont partagés par l'énorme masse des citoyens vietnamiens. Ils sont absolument conformes aux testes signés en janvier 1973. C'est pourquoi îl n'est de colutiou valable et durable que dans la stricte application des accords de Paris.

# Le fait national palestinien

Un lecteur e qui ne tient pas à se faire plastiquer par la bande à Rallak » nous fait part des réjlezions que lui inspire l'article d'Eric Rouleau sur le peuple palestinien: Histoire d'une conscience nationale (le Monde diplomatique, fanvier 1975):

Ces élucubrations journalistiques, du type du « moteur à ean », m'amèment à vous préciser qu'il n'y a pas de « fait e palestinieu comme lo président Sadate voudrait uous en faire avaler la pilluie et nous faire conire qu'usuall et son histoire commencent on 1947 avec l'ONU, et avec le langieure. toire commencent on 1947 avec Porto, et avec le sionisme. Il n'y a pas de «Lait palestinien a car les ejuits « ont toujours occupé la Palestiue, et ce sont eux les Palestiniens du a royaume hébreu a. Témoin cette carte ijointe à la lettre) que tous les écollers de France possèdent sous les yeux puis-qu'etlo est tirée de l'Atlas classique Hachette.

Il y a un fatt a philistin a dout les chefs de tribus sont Yasser Arafat, Hamchari (représentant de l'O.L.P. à Paris, assassiné eu janvier 1973, N.D.L.R.), Hawatmeh, etc. ou janvier 1973, N.D.L.R.), Hawatmeh, etc.

Dire qu'israël u'a pas d'histoire, c'est
pire, car c'est dire que tout ce qu'a appris
notre jeunesse est traqué depuis le Christ,
les Apètres, le mont Sinai, tout ce qui
est aussi le fondement de notre religion.
C'est au nom de cette jeunesse que je
m'élève, mol, catholique, contre ce traquage de journalistes, et au nom de ma
religion...

# La crise de 1929 au cinéma

M. Christian Genin et Mme Eve Drobot nous écrivent d'Oltava pour apporter un complément d'in-jornation à l'analyse de la pro-duction cinématographique au moment de la grande crise de 1929 (le Monde diplomatique, novembre 1974):

Nons come apprécié en particulier votre analyse de la production bollywoodleune et son imperméabilité aus problèmes sociaux et économiques de l'époque. Vous notre aussi justement, dans votre article d'introduction, que oc caractère est général dans le cinéma commercial de retemps, les seuls témoignages ayant été tournés par des cinésates militants mar-

ginoux. Mais ce phénomène u'a pas été, comme votre article tend par omission à le faire croire — on du moins à en renforcer la croyance implicite, — limité à l'Europa.

En décembre 1973, nous avons pa-actiers à pre-projection de films tournés

En décembre 1972, nous avons pa assister à une projection de films tournés oux Etats-Unis durant la dépression par plusienrs groupes de cinéastes militants, souvent eu Haison avec te syndicalisme combatif développé à l'époque par le C.I.O. (Congress of Industrial Organiza-tious). L'intérêt de ces films, oubliés depuis vingt ans, même aux Etats-Unis, était énorme. Il fut enrichi par le témol-gange du présentateur, Tour Brandon, engagé activement dans leur production et leur distribution et qui, depuis, n'a casse de lutter pour la préservation de ces précientes archives du monvement ouvrier américain.

ouvrier américain.

Nous pensons que ces productions mériteralent de trouver en Éurope une attention cemblable à celle qu'elles ont éveillés au Canada... Nous joignons ici le cepie du programme en sepérant que ces quelques faits vous intéresseront. M. Brandon est actuellement en train d'écrire un livre sur ses activités et ce mouvement cinématographique, et poursuit par silieurs ses efforts pour diffuser ces documents. Il pent être joint à l'adresse suivante? P.O. Box 27, Searborough, New-York, N.Y. 10519.

● RECTIFICATIF. — Dans le reportage de Marcel Barang sur « la Grande-Bretagne à l'heure des échéances » paru dans le Monde diplomatique d'octobre 1974, une erreur s'est glissée au sujet des attributions ministérielles respectives de MM. Benn et Foot. Le premier est ministre de l'emploi (a minister of Employment ») tandis que le second est responsable des affaires industrielles (« minister of Industry ») à l'exclusion de l'emploi.

### La paix au Vietnam

M. Georges Jourdan, professeur au lycée Beausite, à Nice, nous adresse une lettre dont voici les principauz passages:

Les accords de Paris mettant fin aus hostilités an Victuam ont été signés te 77 janvier 1973. Deux ans out pasé, et réapparaissent à une fréquence accrue des communiqués faisant état de combats de plus en plus nombreux où les morte se compteut par ceutaines.

Dès les semaines qui suivirent les accords, on s'aperçut que l'administration de Saigon mettait tous les bâtons possibles dans les roues pour empêcher que les clauses internes soient appliquées. Les Etats-Unis, s'ils avaient bien cessé leurs bombardements et rembarqué leurs tron-

pes, continualent d'envoyer à bente dass du matériel et de l'équipement de guerre. On suit maintenant que la rapture unilatérale par les Estats-Unis des négociations en octobre 1972 et les hombardements terroristes de Noël avaient pour but de gagner du temps afin de renforcer an maximum l'acmée mercensire de Thieu et de « punir « le Nord avant le cessez-le-leu. M. Michel Johert, aneleu ministre des affaires étrangères, rapporte dans son récent ouvrage Mémoires d'aveuir qu'un cours des négociations M. Le Duc The, délégué de la E.D.V., s'est écrié un jour : « Roulez, M. Kissinger, je vais vous dire un fait évident, un fait incontestable : vous êtes un meuteur. e (...)
La nature de l'impérialisme n'a pas

La nature de l'impérialisme n'a pas changé. On républicain Risenhower au démocrate Kennedy, du démocrate John-

A propos de l'article de Vincent de Buretel sur la nationalisation de la MIFERMA en Mauritanie (le Monde diplomatique, janvier 1975) un étudiant mauritanien résidant en France nous rappelle que cette nationalisation figurait au centre des revendications du Parti des Kadihines (prolétaires) de Mauritanie (P.K.M., clandestin), et il ajouta les précisions suivantes:

lisation de in MUFERMA, une cinquentaine la plupart depuis plus d'un an et mainteuns dans des conditions extrémement dures (régime cellulaire permanent)

La nationalisation de la MIFERMA attendent tenjeurs d'être jugés. On lour reproche, entre autres, d'avoir esé récia-mer (sur les murs) la nationalisation de

In MIFERMA. Des disaines de fonctionnaires sont privés de leur emploi, des étudiants de Jeurs bourses, des centaines d'élères renvoyés. Ils sont accesés d'avoir vouln s'organiser pour lutter contre... la domi-nation et l'exploitation impérialiste de

Pourquoi un régime qui dit g'orienter résolument dans la voie de l'indépendance totale et de la lutte contre le néecolonialismo ne peut-il tolèrer la libre expression, la libre organization des masses? Sans octrol des libertés démocratiques, auenne lutte fondée sur l'adhésion consciente des masses na peut être

# L'ÉCONOMIE BRITANNIQUE VUE PAR LE HUDSON INSTITUTE

# Un capitalisme arriéré, fasciné par les « mythes du salut » пинишини

D'.-RUIT mois agrès l'Envol de la France dans les années 80 (1), la division Europe du Hudson Institute vient de publier une étude similaire eur le Royaume-Uni (2), dont les analyses aboutissent à des prévisions presque diamétralement opposéed. Il n'est guère exagéré de dure que les chercheurs de l'institut désenperent totalement de l'avenir de la Grande-Royaume.

Comme il fallait e'y attendre, c'est par nue réaction d'hostlité sans précédent que la presse britannique a accaelli cet onvrage, e Je n'ai pas souvenance d'une enquête sur ce sujet rebattu qu'est l'état de la nation attaquée aussi sauvaqu'est l'état de la uation attaquée aussi asuva-gement que l'ost celle-cl e, note le New States-man avant d'y aller de son coup de griffo (3). L'Economist, le Times, le Sunday Times, le New Statesman, ont fuit chorus. La verdict de ce dernier bebdomadaire pout être considéré comme typique: « Suns originalité et bâclé par endroits. (...) Aux idées préconçues des auteurs se superpose un ensemble disparate, hâtif et la disparate de dounées de deutième main arbiindigeste de données de deuxième main arbitrairement choistes e (4).

L'ouvrage mérite-t-il e et cet excès d'honneurs et cette indignité >? Un tel émol étoune si,

statistiques et les pronostics du rapport sont dépouvrus d'originalité, si ses thèses trainent partont, s'il u'y a ancune donnée nouvelle... Après tont, voilà plusieurs années que les Est-tanniques se sont babitués aux prophétics sinistres et aux mises en garde alarmistes de leurs propres caciques. En 1574, les cris des Cassandre u'ont pas cessé, bien au contraire (5).

La conclusion qui s'impose est qu'ou est moins prèt à tolèrer le pessimisme quand il est d'ori-gine aussi manifestement étrangère. En l'occurrence, ce qui a particulièrement vezé les critiques, e'est que le rapport présente sans ambages la France comme un modèle. Il fait valoir en subque les exignaces de progras actentiques recompromettalent le véritable objectif de l'édu-cation « (p. 84). On peut les risquer une existique mineure du rapport : bien qu'ils alent conscience de la nature historique des élites angialese, ses autours n'expliquent pas tout à fait à quel point elles sont devennes réactionnaires — face, essen-tiellement, à la nonveile vague des tééologice de la « croissance séro » et de l'environnementa-

Celles-et, après tont, sont apparues dans les économies occidentales qui avalent fait l'expé-rience concrète de la e croissance dynamique », ad sens où l'entand le Hndson Institute. Elles y ont an moins une eignification réclie, en tant

Par TOM NAIRN

stance que la seule façon d'éviter « la chute de la Grande-Bretagne e est de s'efforcer de copier ces traits qui font l'admiration des auteure de

D ANS la première partie (chapitre II, pp. 8 à 54), les auteurs exposent les progrès relativement négatifs de l'économie britannique sans effectivement apporter quoi que ce soit de nouveau (6). Ils affirment ensuite que le déclin nouveau (6). Ils affirment ensuite que le déclin économique du pays est indissolublement tié à certains aspects spécifiques de sa structure enclaie et culturelle, qu'il procède des carantéristiques historiques léguées par l'ère victorienne et par l'Empire, et qu'il est lé — notamment — à l'appareil d'êtat, au système d'éducation et à l'intelligentsia qui en sont parties prenaîtes. De ce fait, des mesures purement conjoncturelles restent sans effet: il y faudrait des réformes beaucoup plus radicales, e Les difficultés économiques de la Grande-Bretagne sont très graves parce qu'elles portent en elles les germes d'une crise motivie et politique » que seules des mesures d'une crise motivie et politique » que seules des mesures d'une le rapport (p. 6).

. La Grande-Bretagne dans son ensemble se e La Grande-Bretagne dans son ensemble es refuse à regarder la céculté en face » et les intellectuels sont particulièrement à blâmer. S'ils admettent qu'il y a un problème économique, ils ont mis an point e toute une sèrie de réactions défensives qui vont du refuge dans les réveries attainées de l'euglish country lite à l'affirmation sans détour de la suprématle de la qualité de la vie à l'anglaise eur toute autre, en possant par la rénophoble à l'état pur — une rénophoble qui affirme une rien de ce une font en passant par la renonación à fette par en las xánophobis qui affirme que rien de ce que font les volains de la Grande-Bretagne ne saurait convenir à celle-ci » (p. 61). Les auteurs voient là l'illusion característique d'una élite encore foncièrement littéraire et bumaniste, et incapable d'assurer correctement le lien ontre l'échec économique et la supersirueture socio-culturelle. Elle refuse de comprendre le problème parce que c'est précisément le problème.

Paus les chercheurs du Hadron Institute, les intellectuels sont le produit una système d'éducation dont le but principal depuis le siecle dernier a été de contmir les progrès écono-miques et technologiques e dans les limites strictes d'un ordre traditionnel... On estimait

que façons de combattre les pires effets da developpement. Mais, dans uns Grande-Bretagns qui n'a pas comm te dynamisme, leur impact a été différent : elles ont été avidement incorcité différent: elles ont ets avidement incor-portes à une culture qui est depuis toujours bostile à la technologie, au développement à grande écbelle et à l'égalitarisme. En Grande-Bretagne, Ivan Illich doit serrer la main du professeur F.R. Leavis... Les idées nouvelles tendent de la sorte à servir d'alibis tout à fait plausibles à l'mertie et au conservatisme purs

.T. Es. c. mythes du salut » cont lei analysés de laços pénétrante (ch. IV). Etant donnée l'incapacité des gouvernements successifs à l'incapacité des gonvernements successifs à obtenir des rétormes de structures, il est naturellement tantant de se tourner vers l'extérieur pour y charcher la rédemption: vers te Marché commun, par extempie, ou le pétrola de la mer du Nord. Les analysées du Hudson Institute affirment que, s'ils out une importance certaine, ni l'un ul l'autre de ces l'acteurs n'est susceptible, de près on de foin, de résondre les proulèmes structurale de la Grande-Bretague, « Le choc du Marché commun n'a pas été assex fort pour faire une différence vraiment aignificative », soulignent-lis, pas plus que « le pétrole et les reveons accrus ne guériront la Grande-Bretagne de ses maux économiques... Les vœux pieux viennent obscurcir (la question des) coûts et des profits véritaules de cette entreprise. L'abondance pétrolère, quel qu'en eut le prix, ne saurait transformer comme par magie des structures économiques et sociales dépassées » (p. 81).

Autre critique, plus substantielle : le tapport omet de prendre en considération les syndicats et les effets de la lutte des classes — par exemple an niveau du « contrat social », qui est à l'heure actuelle au centre du débat politique national. En ce sens, as perspective générale est trop techniceratique - trop centrée sur l'Etat et les intellectueis plutôt que sur la cociété dans son ensemble. Pourtant, même là, ou peut se sentir en sympathie arec les auteurs. Com l'ovenent tout naivement, ils out préféré ne pas aborder la question, car elle constitue un e tabou national s, dont la transgression surait pu e susciter un arout a passionne et a pes-sionnel, une telle sèrie de diversions délibérées (que) tout ce que nous avons d'autre à dire aurait été étouffé e (p. 125). Cela u aurait abouti tont bonnement qu'à muitiplier les attaques zénophobes à leur oncontre\_

S UR un plan plus général, un conflit révéla-teur transparant tout an long du rapport. Le findson institute est évidemment attaché au concept de gestion sociale capitaliste : il croit aux étites dirigeantes, à la plandication compé-tente, aux transformations par le haut — à la tonte-pulasance, pour ainst dire, d'une certaine tournure d'esprit sur l'inertie et i' « arriération ». Mais, en examinant la Grande-Bretagne, voilà Mais, en examinant la Grande-Bretagne, voltà qu'il découvre une société organiquement attachée à des valeurs enactement contraires, un pays a capitaliste » qui a sacralisé l'inertie et sécrété des couches dirigeantes éperdument éprises de leur propre « arriération ». Que faire sinon désespères d'une société bourgooise qui s'accroche à son « style pré-moderne « an point d'abben autométrie ». d'être aujound'hui e un site archéologique du passe occidental, repaire de survivances et d'anachronismes fascinants et mystérieux e? (P. 12L)

Dans cas conditions, les propositions du capport ne pauvent manquer d'apparaître vaines. Elles se bonnent (ch. IV, e Que faire ? e à enfer pratiquement la transplantation de l'appareil d'Etat français en Grande-Bretagno : un nouveau « directoire « de technocrates endureis qui mettraient en application un nouveau « plan national « avec l'aide d'un établissement du type Ecole normale d'administration, etc. Ontre type Ecole normale d'administration, etc. Ontre que de telles suggestions sont tout simplement utopiques, elles révélent (encors une fois) une grave méconnaissance de l'histoire récente, car cette « thérapentique n a bien été tentée, scion des modalités propres un contexte britannique, par le premièr gouvernement Wilson, de 1964 à 1966, qui cuitva précisément la rhétorique de la uroissance à forts investissements, de l'innovation dynamique, de la direction technocratique, etc.: ce fut un échec complet.

En même temps qu'à l'Enval de la France les

En même temps qu'à l'Envol de la France, les amateurs de l'uturologie cempareront le rapport eur te Royaume-Uui à la récente étude de eur te Royaume-Uul à la récente étude de l'Institut de planification économique et poli-tique (PEP) (7). Cetté enquête, beaucoup plus prudente et traditionnelle dans sa démarche, est centrée plus spécifiquement sur les questions économiques et vant surtout par te chaptire rédisé par John Pinder, directeur du PEP, qui l'ait le point sur l'état actuel de l'économic britannique.

(1) Hachette, Paris, 1973. (2) The United Kingdom in 1888: The Hudson Report, Associated Euginess Programmes, Lon-dres, 1974, 20 pages, 1 livre. (3) New Statesman, 29 novembre 1974.

(4) New Society, 28 novembre 1974. (5) Cf. Marcel Barang, « La Grande-B ou l'inquiétude devant les échéances », le diplomatique, octobre 1974.

(6) Les lecteurs français pourront se reporter par exemple au no 10 des Dossiers et Documents du Konde (avril 1974) : « La trise économique en Grande-Bretagne », pour une version condensée de la mêma analyse.

(7) Resheping Britain : « Programme of Economic and Social Reform, Political and Economic Planning, Londres, 2 livres.

# Le Monde

réalise chaque semaine

# UNE SÉLECTION **HEBDOMADAIRE**

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ETRANGER



Numéro spécimen sur demande

> 5, rue des Italiens 75427 PARIS Cédex 09

# "LETTRES A UNE ÉTUDIANTE"

Par YVES FLORENNE

I le titre ni le livre uu sont fiction. L' « étudiante »
n'est pas une espèce mais une personne, les lettres
hit furent bel et blen écrites. Elles ne l'auraient
pas été, et nous n'aurions donc pas ce livre, le plus
proprement personnel de l'auteur, sans ectte « rencontre » (1). Lui-même ne le dirait-il pas, que le
lecteur le sentirait. Jusqu'ici il était souvent mis à
l'épreuve dans sa lecture par un effort de clarification
dont il était un pen agacé après coup quand il s'apercevait que l'auteur aurait pu aussi bien — ou mieux —
le faire à sa place. Rien de tel cette fois. La parole,
à pen près purgée du langage à la mode, est présente,
pressante, elle s'entend, avoc la vuix même, portant
dans sa chaleur une conviction, une certifude declarées
mais toujours ouvertes : le désir, parfois presque pathétique, de convaincre et d'abord d'être écouté : « Je
voudrais te parler »; de se découveir, avec le fond
de sa pensée : « Tu me connais assez...», — mais qui
s'adresse aussi au lecteur qui, lui, ne le connait pas,
dont il importe d'être reconnu. Le dialogue est monologue, réflexion sur sol. Peu importe qu'on écrivant
ces lettres, l'épistolier eût pensé en non à les publier :
elles senles permettaient, exigeaient ce ton, cet accent,
cette confidence, telle allusion au « droit d'être heureux »,
un cette fierté mélancolique : « Je vais tonjours seul. »

A ce point précis, en touche à la confidence poli-

A ce point précis, an touche à la confidence poli-tique : allergie à tout dogme et à tout appareil ; position « à la fois libertaire et démocratique ». Il v'est pas fait mystère d'un engagement précis au trouvent chacun son compte et son espoir, l'homme et le sociologue, d'ailleurs inséparables.

d'ailleurs inséparables.

Les lettres n'ont d'autre ordre que leux chronologie propre. Leur tissu, c'est la description, une prévision— la société industrielle « s'effondrant sous nos yeux »— de la société post-industrielle, avec ses farmes encore à inventer d'organisation sociale et de pouvoir. Mais la navette court d'une lettre à l'autre, tissant ses fils. Ils sont si nombreux, le champ couvert si vaste, qu'en peut tout juste, iei, essayer de marquer quelques grands axes de pensée, d'option et d'action. D'abord, ce qu'Alain Touraine appelle son « combat contre l'Un »; contre l'entreprise générale de réduction à l'unité: « Je déteste l'Un, l'union de la pensée et de l'action, de la recherche et de la découverte, de la vie publique… » Mais ce partage même livre encare quelque chose de soi, au moment présis au, s'étant laissé aller à la confidence, il écrit : « Je cherche à m'éloigner de moi-même pour confondre le moins possible ce que je suis et ce que je fais. » possible ce que je suis et ce que je fais. »

Or cette tentative de l'anteur pour s'éloigner du «Je » et les heureux échecs qu'elle connaît donnent précisément au livre sa vie et une bonne part de son pouvoir. Souvent aussi, bien entendu, on s'en abstrait. Ainsi, pour l'antre idée-maîtresse qui circule à travers les lettres: celle de « mouvements sociaux », qui bouleverse bien des analyses; ces mouvements sociaux, nauveaux ogrands personnages de l'histoire sociale ». Des formules, jaillies tel et là, définissent une position, une conviction, un espoir: « Retrouver l'esprit saint-simonien et la foi dans la création collective »; et (dans un catalogue d'énergiques refus, politiques) : « l'efuser le social pur ou le technologique pur ». Mais plus immédiatement encore que tout expose, trois mots dont le retour est significatif du progressisme (qu'il

INTELLIGENTS. — David Halberstam

\* Laffont/Hachette Hittérature, Paris, 1974, 592 pages, 68 F. (The Best and the Brightest. Random House, New-York, 1973.)

a Ils entsuraient John Kennedy 1 la Maison Blanche. Ils savaieot tout. Ils araient teus les pouveirs. Qu'en est-ils fait? s Ils: Robert McNamara, McGeorge et William Bundy. Dean Rusk, Walt Rostow, Ellsworth Bunker, les généraux Maxwell Taylor, William Westmoreland, to. Le gratiu de l'Establishment libéral, sorti des meilleures écoles, tiré des chaires les plus réputées des universités, des jeunes loups ambitieux et idéalistes, soutient l'outeur. David Halberstam, sucien grand reporter do New Yerk Times, line poignée d'hommes ai intelligents, si bien éduqués, si pêtris de bonnes intentions, qui deviennent les victimes de l'enfer victnamion (alors que les vraies victimes furent et sont encore les centaines de milliers d'Indochinois massacrés ou mutilés sur le terrain), les victimes de milliers d'Indochinois massacrés ou mutilés sur le terrain), les victimes

ou mutilés sur le terrain). les victimes une tragique erreur d'appréciation pus-estimation de l'eunemi, surestima

isous-estimation de l'ennemi, surestimation de leur propre pouvoir) qu'il fallait
bien assumer — aiors que l'erreur da
l'Amérique et de ces jeunes gens a été
de penser avoir le droit d'intervenir an
nom de la défense des intérêts de l'empire.
Car l'impérialisme est d'abord le fruit
d'un certain ilbéraisme. Ce livre a eu nn
grand sucrès outre-Atlantique parce qu'il
dénonçait pour la première fois uno âlite
intsuehée. Mais îl la réhabilite au nom
des bonnes intentions: ces hommes
avaient eru bien faire...

Outre qu'il est desservi par une tradue tien à ras do sol, souvent négligée, cet auvrage gros, bavard, sacrifie trop à

l'anecdote et prèsents la politique améri-caine par le petit bout de la lorgnette : c'est la foire d'empoigne dans le sérall

de Washington, les divergences caracté-rielles, les conflits de personnes, les luttes d'influence — bref, une vision élitaire et

subjective de l'histoire, typique de la presse américaine. Halberstam démythifie l'équipe Keunedy sans la démystifier

Comment va-t-ll écrire la triste, triste histoire de ce que le Vistnam a fait aux Nixon, Haldeman, Ehrlinchman et compa-

ON LES DISATT LES MEILLEURS ET LES PLUS LES INDIENS DES ANDES; PEROU, BOLIVIE,

prend bien soin do distinguer d'autres progressismes) et de l'élan de l'auteur, les trois mots : « bond en avant ».

On pourra alles tout drait à trois des lettres : celle et Alain Touraine dit pourquei il les écrit teutes ; celle ch il explique à sa correspondante le passé récent mais plus vieux qu'elle ; celle enfin au il s'efforce de la préparer au futur qui se fait, sans trop d'illusions, uon sans mélancolte, avec force poursant : « Tu n'accepteras jamais ces exhortations ; entends-les quand même. »

préparer au futur qui se fait, sans troy d'illusions, uou sans mélancolie, avec force pourtant : « Tu n'accepteras jamais ces exhortations ; entends-les quand même. »

Parmi tant de thèmes, à travers tant de « mouvements sociaux », puisqu'il faut choisir, arrêtons-nous à deux. Les « mouvements régionaux », les « nationalités »— et nationalismes — minoritaires. Il distingue ceux qui out une réalité populaire, notamment dans le Midi, et souligne l'intérêt des livres de Robert Latont. Mais, si ce n'est par une allusion à l'Amérique dite latine, on ne sort guère du cadre français. De portée universelle, au contraire, le mouvement féministe. Dans son analyse, le pertinent, le neuf et le généreux sont mélés au contestable ou à l'imprécis. La dénonciation du sexisme ne va pas, semble-t-il, sans quelque sexisme inconscient. N'y 2-t-il pas encore réduction de la femme à l'homme dans le propos général, et dans la complaisance à la mode unisere? Voilà qui paraît en contradiction avec le combat contre « l'Un ». Que « parler de la femme et des problèmes féminins » soit « proprement réactionnaire » ne sante pas aux yeux. D'abord : qui parle, et comment? D'autre part, Alain Touraine fonde tout son discours sur ce qu'il « ne croit pas qu'on nous propose une société féminine remplaçant une société masculine ». Il se trompe. Une telle société — remplaçant et excluant — est non senlement proposée mais « préparée » par un certain féminisme radical. Quoi qu'il en soit, il faut, selon Alain Touraine, qu'on se débarrasse, et les femmes d'abord, « de la nature et de l'essence féminines ». Mouvement de libération des plus faciles si, comme il le dit curieusement (mais sérieusement), le vrai o signe distinctif de la femme est le soutien-gorge ». Mais si, d'aventure, il y en avait d'antres, et plus consubstantiels à cette « nature », son « essence », sa « féminité et autres calembredaines ». On se le demande d'autant plus que cette « suppression » doit « entraîner avec elle une féminisation de toute la société ». Idée fécunde mais peu co

malexprimés.

Et parfois aussi les signes d'un déchirement, d'une révalte à l'intérieur de la révolte : il faut lire la belle et simple méditation sur la mort, les « droits du sentiment », les passions ; sur « une société qui compterait les larmes au prix du diamant » ; sur l'esprit religieux. Et la dernière page, qui est une vue de la terre promise. Alain Tauraine rapporte que quelqu'un lui criait, sans blenveillance : « Vous êtes imprévisible | » Il l'est, en raison de son refus de « l'Un », de son partage, de sa mobilité ; de ce qui, en lui, est — apparente contradiction encore — une certitude inquiète.

(1) Le Seuil, Paris, 1974, 256 pages, 30 P.

RÉGIONALISME LA REVENDICATION OCCITANE. - Robert

Flammarion, Paris, 1974, 323 pages,

L'auteur de la Révolution régionaliste et de Sur la France donne lei une synthèse de ses thèses qui out provoqué attention et sympathic — celle sur la «colonisation» du Sud intéresse parti-eulièrement Alain Touraine. — mais qui constitue aussi un programme à la feis idéologique et pratique. La partin historique est largement dévaloppée avant que soit défini, dans les perspectives actuelles, le combat: culturei, linguistique, politique, social. Une ambiguité u'est, ne sera jamais dissipée, qui s'exprime dans l'empio de deux adjectifs: «français» et ecctian». Ce qu'on appelle aujour-d'hul «Cecitanie» (et qui u'avait ni uom ni sens du temps de la réalité vivante) correspond à un feyer editurei (peut-bire «national») intense, rayonmant, il y a sept stécles, d'un coutre languedocien. Etendue à un cadre exorbitant, rassemblant d'autres disparates, voire d'autres contraires, et qui emplit lo moitié de ce qu'eu n'ese appeler encore is França, l'« Cecitanie», termplin de revendications légitimes et bien réelles, est une nation imaginaire. Mais il y ourait lien do revenir moins sommairement sur ce cadre à briser, sur ces thèses et ces thèmes, dans une perspective autant qua possible européenna. L'auteur de la Révolution régionaliste

### 

# lémoignages sur la répression dans le Sud

OMBREUSES ont été depuis deux uns les protestations contre le sort réservé par le gouvernement du général Nguyen Vun Thieu aux détenus politiques qu'il s'était engagé à libérer en vertu de l'article 8 des accords de Paris. Un ouvrage collectif récemment publié par la Communauté vietnamienne de Paris (1) permet désormais de mesurer l'impressionnante ampleur des activités répressives de l'administration saigonnaise.

tes répressives de l'administration saigonnaise.

Ampleur que trahit l'opiniâtreté des dénégations afficielles. Combien de prisonniers? Trois..., répondait en 1971 un porte-parole du ministère des affaires étrangères au représentant du Conseil œcuménique des Eglises; cinq mille quatre-vingt-un, avoue en avril 1973 le chef de l'Etat; chiffre qui passe ensuite dans les déclarations afficielles à trente-six mille deux cent quatre-vingt-dix-sept en septembre pour retomber à vingt-six mille sept cent trente-quatre dans les listes remises au G.R.P. Il est d'ailleurs vraisemblable, estiment les auteurs du livre, que les autorités de Saigon ignorent elles-mêmes le nombre des emprisonnés: un régime qui interne sur simple décision administrative n'a guère de soucis statistiques sérieux. Officiellement d'ailleurs, il n'existe pas de prisons au Vietnam du Sud, simplement des « centres de rééducation n, et le gouvernement cultipe ostensiblement l'image de la prison modèle: « Le eamp d'internement militaire de Nha-Trang, écrit un détenu, se présente au premier abord comme un parc, une résidence de haut standing, avec des pelouses, des bosquets de bambous, des massifs de fleurs. un pare, une résidence de haut standing, avec des pelouses, des bosquets de bambous, des massifs de fleurs. A droite, l'élégant pavillon où réside le lieutenant-colonel directeur du camp; un second pavillou non mains élégant est réservé à l'accueil des hôtes de marque... » La prison appartient au domaine du non-dit, de même, d'ailleurs, que les prisonniers. Qui rééduque - t - on? Uniquement des « droits commun » ou des « criminels communistes » : pas d'autres catégories dans la classification pénale. A l'intérieur des prisons, pas plus qu'à l'extérieur, l'opposant non communiste n'est réconnu; il n'y a pas place pour la troisième force.

L'équipe de la Communauté vieina-

la troisième force.

L'équipe de la Communauté vietnamenne a réuni des matériaux exceptionnels, dont plusieurs index, une substantielle bibliographie (en langue vietnamienne notamment) et une chronologie facültent la consultation. Particulièrement appréciables sont les données extraites de la presse saigonnaise et d'innombrables bulletins ronéotypés par des prisonniers ou des groupes vietnamiens, que les auteurs ont su dépouiller avec rigueur et esprit critique. L'enquête comporte un recensement général de la population pénitentiaire — au moins deux cent un tentiaire - au moins deux cent un du 1st fuin 1973, dont cinq mille dix seulement auront été remis au G.R.P. un au plus tard, — établit la carte pénitentiairs et décrit chacune des grandes concentrations de détenus. De multiples témoignages publics dans l'ouvrage précisent la terrible réalité de la détention : surpeuplement, misère physiologique, absence des insiallations les plus élémentaires, dénutrition soigneusement organisée par les chejs des centres, toute-puissance de la chiourme et des kapos recrutés la chiourme et des kapos recrutes parmi les voyous, maîtres du soussystème de corruption en vigueur à l'intérieur des prisons. L'emploi de la 
torture est généralisé, depuis ses formes primitives jusqu'aux supplices 
électriques ou mécaniques de l'âge 
industriel. Certaines prisons, telle celle 
de Phu-Quoc, ont, à l'instar des camps 
nazis, leurs médecins tortionnaires. 
Chaque grand centre d'internement a 
son sanctuaire de la souffrance, les 
célèbres « cages à tigre », dont l'existence fut révêlés en juillet 1970 par 
deux membres du Congrès des EtatsUnis au retour d'une visite à PouloCondor. Pas de prison importante 
sans cages: « cages à chiens » et 
« cages de jer » de la prison militaire

de Nha-Trang, « jours à pain » ou « cages à tigres » construites en bar-belés de la prison de Cay-Dua (Phu-Quoc), « cages à tigres » et « cages à bosujs » de Poulo-Condor, etc.

L'OUVRAGE présente une intéres-sante réflexion sur le rôle de la violence répressive dans le fonction-nement du régime sud-vietnamien. Il en montre la continuité depuis l'épo-que ds Nga Dinh Diem où les méca-nismes de la répression de masse laissés par les Français jurent totale-ment réorganisés par les experts américains et où jurent créés les redoutables tribunaux militaires de campagne et les commissions de sécucampagne et les commissions de sécu-

c'est à la veille de la signature des accords de Paris qu'a probablement culminé l'activité punitive avec les grandes rafles de 1971 et de 1972 (ou moins cent cinquante mille incarcérations pour cette seule année). Qui sont les victimes? Les militants du F.N.L., mais aussi quiconque ne s'avoue pas pro-gouvernemental: fournaistes ou députés indépendants, diemistes, chejs des anciens partis nationalistes, équipes sociales bouddhistes, dirigeants étudiants, catholiques de gauche, syndicalistes ou universitaires non contrôlés. Il s'agit de paralyser l'action des ciudiants, catholiques de gauche, syndicalistes ou universitaires non contrólés. Il s'agit de paralyser l'action des in betweeners, cette troisième force qui constitue l'indispensable élément d'une issue démocratique du conflit. Cela dans la droite ligne de la politique américaine d'élimination du neutralisme en Asie. La répression constitue aussi le seul mécanisme d'autorégulation du régime. On lira à ce propos dans l'ouvrage l'esfarant historique des liquidations de personnalités politiques: de celle des stères Ngo en 1983 à celle, moins connue, du colonel Pham Ngoc Thao, organisateur du renversement de Nguyen. Khanh en 1965, assassiné par la sécurité militaire quelques mois plus tard. Plus généralement, la violence répressive est l'une des techniques de la stratégie d'urbanisation sorcée, déracinement collectif, par laquells la Maison Blanche entend combler le vide social légué par cent ans de colonisation spacets par des équipes des Provisional Reconnaissance Units, dans le cadre du plan Phénix, a complété la réinstallation de la population dans les zones gouvernementales. A ce stade du Military nation building (construction militairs de la nation), concept fondamental qui oriente l'action américaine au Vietde la nation), concept fondamental qui oriente l'action américaine au Viet-nam, le régime sud-vietnamien ne peut fonctionner que par la violence; la fonction répressive constitue son ressort politique quasi unique.

(1) Communauté vietnamienne : Saigon : un régime en question. Les prisonniers politiques, Editions Sudestasie, Paris, 1974, 409 pages, 18 photos ou no-similés, La Communanté vicinamicone, en majorité cathollque, est notamment animée par M. Nguyen Dinh Ty et public en français une revue de la presec salgonnaise, Victuam Info.

### VIETNAMESE WOMEN IN SOCIETY AND REVOLUTION. 1. THE FRENCH COLONIAL PERIOD. - Ngo Vinh Long

★ Vietnam Resource Center, Cambridge, Mass, 1974, 205 pages, 2,25 dollars. \* Victnam Resource Center, Cambridge, bass, 1974, 205 pages, 2,25 dollars.
Cot ouvrage est le premier d'une série de trois livres consectés aux femmes victnamiennes, le seçond et le troisième devant traiter respectivement des femmes de Sud dans le tadre de la résistance, et de celles du Nord. Selon une méthode qu'il ovait employée avec bonheur dans son remarquable ouvrage consacré à la paysannerie vietnamienne à l'époque colonisle (Before the Revolution: the Victnamese Pezsant under the French, M.I.T. Prets, 1973), Ngo Vinh Long, qui anime depuis de nembreuses années le Victnam Resource Ceoter, o divisé son livre en deux parties qui motuellement se complètant et s'éclairent : la première est catégories sociales de femmes vietnamieunes et leure conditions de vie, la seconde contient des textes tirés de remans vietnamiens de la période coloniale qui illustrent, de façon sociologique, les réalités des diverses conditions féminites. Si certains de ces terits, comme les pages tirées de Ngo Tat To (Quand la lange s'éteint) soci accessibles au lecteur français (In traduction en est due à Georges Boudarel), la piupart sont traduits pour la première fois dans une langue occidentale et se révèlent un matériau très tiche et souvent de qualité. Un aspect considérable de la période coloniale, jusqu'iel uégligé, retrouve, grâce à ce livre, sa place véritable.

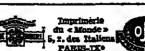
G. C.

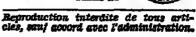
# **ÉDITIONS FRANÇAISES** *ET ÉTRANGÈRES*

HISTOIRE DE L'EPURATION, vol. I, par Robert Aron (Fayard, Paris, 1974, 396 pages, 32 F): Un sujet peu traité, l'étude de la société trançaise sommise à

e POUR CONNAITRE LA PENSER DE ACHIAVEL, par Jean-Frunçois Duvernoy lordas, Paris, 1974, 272 pages, 38 F).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.





D'où viennent les Indiens, qui sont-ils?
Tello est la question à laquelle Jean-Christian Spahni, archéologue, ethnologue et socielogue, qui a passé quinze ans dans les différentes républiques andines, tente de répondre tout au long de cet ouvrage. Soucleux de redonuer oux indiens de la Cordillère des Andes la place qui est la jeur dans l'histoire de l'Amérique du Sud, de feire review les diverses civilisations

colombians.

« L'Indien n'est pas sculement histoire et archéologie, mais présent parfaitement vivant » ; telle est l'idée maîtresse de l'auteur qui, an même temps qu'il retrace les rites religioux, les croyances, les superstitions qui ont leur origine dans la nuit des temps, dêcrit l'Indien dans sa vie quetidience, ses coutumes familiales, ses chaots, son art. son travall, mois aussi dans les prohièmes qu'il affronte. C'est ainsi que l'Indien continue d'étre traité le plus souvent comme une créature de seconde zone. Or, conclut l'auteur, a tant que les Indiens serout considérés comme des esciaves, le développement économique, social et culturel des républiques andines sera utopique ».

D'une très grande richesse documen-

EQUATEUR. — Jean-Christian Spahni

★ Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1974, 315 pages, 13,80 F.

de faire revivre les diverses civilisations qui se sont succédé jusqu'aux Incas, et que l'homme blane s'est efforcé de faire disparaître au uom de la Croix et de l'or, l'anteur se livre à un véritable inventairé de tout ce qui fait l'authenticité, l'originalité de l'Indien depuis les tempe précolombians.

D'une très grande richesse documen-taire, les Indiens des Andes est un ouvrage essentiellement didactique, rédigé dans un style assez plat, comme un recuell da références. On regrettera que la lecture en soit si munetone.

# (IRRIGHTH HISTOIRE AND REALING)

\* Arthaud. Paris, 1974, 419 pages, 65 F. Nombreuses filustrations.

Le sous-titre — « cinquante siècles d'histoire » — dit assez l'ampl' » du déssein et l'importance du livre, le premier qui embrase l'étomant destin de ces qualques arpents de sable, pour parler comme voltaire et par antiphrase, at qui ue commence pas, comme en a tendance à le croire un peu légèrement, over Lesseps.

Ou doit faire remonter l'idée du canal an moins jusqu'à Sésostris ; après d'autres, Darius fait creuser cette vois de communication où B. Simiot aperçoit la vraie cause des guerres dites médiques. Sues ne casse de fixer les imaginations, les projets, les entréprises : Rome, l'Occident et l'Orient chrétiens, Hanri III, Bonaparte qui avait reçu l'ordra de «couper (bean-coup plus que militairement) l'istàme de Sues e, La suite est miaux connus, mais peut-être pas la prophétie de Renan g'adressant à Lesseps, et qui peut servir d'épigraphe au livre : « L'isthme coupé gevient un détroit, c'est-à-dire un champ de hataille... a

vient de paraître

**JEAN-FRANÇOIS DUBOS** 

Les ventes d'armes: une politique

> l'air du temps **GALLIMARD**

# EDITOR REQUIRED

for French edition of forthcoming science and technology magazine for developing e on n tries. Applicants should have Third World experience, good English and considerable organising ability. The work, which can be done from home, will be part-time until shortly before the first issue appears in mid-1975, Write for further details to:

Westport, Co. Mayo, Ireland.

Richard Douthwaite.

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

# ONU

M. Waldheim s'élève contre certaines critiques formulées aux Etats-Unis contre le personnel du secrétariat

D'ANS sa première conférence de presse de l'année 1975, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a évoqué le 14 janvier l'ensemble des grands problémes mondiaux. A propos du Proche-Orient, il a déclaré notamment

l'ensemble des grands problèmes mondiaux. A propos du Proche-Orient, il a déclaré notamment que la situation serait très grava si l'on ne se rapprochait pas d'une solution au cours des prochains mois, estimant que les efforts pour trouver une solution politique au conflit e ne progressent pas de jaçon substantielle » et que la prolongation du mandat des forces des Nations unies dans la région, lorsqu'il viendra à expiration au printemps, est incertaine. En revanche, le secrétaire général a moutré un optimisme relatif quant à l'évolution de la situation en Afrique australe.

Commentant le 13 janvier un rapport sur la politique de recrutement du personnel du secrétariat des Nations unies, publié par l'Institut Ralph-Bunche, et les divers articles auxquels il avait donné lieu dans la presse. M. Waldheim s'est félicité des critiques constructives sur la façon de règler le problème, mais il s'est élevé « jortement contre certains propos, notamment les accusations concernant les réactions du sacrétaire général et de ses collèques aux pressions des gouvernements ». Il a souligné à ce propos que certains aspects du rapport ont été montés en épingle par la presse, ce qui risque de créer un malentendu parmi les lecteurs qui n'ont pas une connaissance de première main du document.

une connaissance de premiere main du occument.

OUVERTURE D'UN BUREAU DE LIAISON DU
G.R.P. SUD-VISTNAMIEN A GENEVE. — Le mois
dernier, le scortigne général des Nations unles a
donné son accord à l'ouverture à Genève d'un buréeu
de liaison du gouvernement résolutionnaire pronisaire du Vietnam du Sud pour jaciliter se coopération et ses contacts avec les diverses organisations
humanitaires des Nations unles a rappele
que, lors de la coniérence internationale de l'oris
sur le Vietnam en jévrier 1973, le secrétaire général
(qui était l'un des treize participants) o déclaré que,
si les gouvernements de le région le désirient, les
Nations unies et les organisations qui en dépendent
pourraient jouer un rôle important dans le réception, la coordination et l'acheminement de l'oide
internationale aux gouvernements et populations de
la région e sains aucuse discrimination ».

CONSEIL ECONOMIQUE ET BOCIAL — Le conseil

CONSEIL ECONOMIQUE ET BOCIAL. — Le conseil économique et social (ECOSOC) s'est réuni le mais dernier pour organiser ses traveux. M. 19bal A. Akkund (Pakisian) e été élu président pour 1975. Le programme de travail pour 1975 a été adopté.

Le programme de travail pour 1975 a été adopté.

DEVELOPPEMENT SOCIAL. — Le commission du développement social a ouvert sa vinat-quatrième session à New-York le 6 janvier. A l'aide d'un rapport sur l'évolution sociale en 1974, elle e jait le point des diverses tendances qui se sont manifestées en ce domaine l'an dernier, à un moment où les problèmes économiques ont ralent la mise en ceure de le justice sociale. Le commission o aussi étudié les problèmes des handicapés, de le jeunesse, la prévention du crime et le projection des enjants. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — Le consell d'administration du Programme des Notions unies pour le développement (PNUD) a tenu session à New-York du 15 ou 31 janvier. M. Endre Ivan (Hongrie) a été élu président pour 1975.

PREPARATION DE LA CONFERENCE SUR LES ETABLISSEMENTS RUMAINS. — La première seselan du comité préparatoire de la conférence des 
Métions unies sur les établissements humains s'estréunie à Neu-Voré du 18 au 24 jenvier. Il o examiné 
notamment le programme d'action qui sera proposé 
à la conférence, prévue à Vancouver du 31 mai au 
11 min 1876.

DROFTS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE.

— Le groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, institué par la Commission des droits de l'homme, e siégé à Genève du 6 au 17 janvier. Il a entenné, divers témoignages et recueilli des preuves sur les derniers développements dans le domaine coupert au nouvelle.

per son mandal.

DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL. — Le groupe de traveil des effets de commerce internationaux s'est réuni le mois dernier à Genève. Créé par le Commission pour le droit commercial international, il e pour mandait d'établir le texte définitif d'un projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux. Il doit étudier aussi l'opportunité d'établir des règles uniformes pour les chèques internationaux.

CONSEIL ALIMENTAIRE MONDIAL. — M. John Hannah a ĉié nommê par le secrétaire général, oprès consultation du directour général de la P.A.O., chej du secrétariat du Conseil altmentaire mondial par interim.

MISSION SPECIALE AU CAF-VEBT. — Une mission spéciale l'est rendue au Cap-Vert le 18 janvier pour évaluer la situation alimentaire critique qui prévaut à le suite d'une période de sécheresse prolongée et des conditions économiques et /tnaucières déficiles. L'enquête répond à une demande du gouvernement transitoire du territoire.

• COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. —
Saiste d'une demande d'avis consultatif sur le Sahara
occidental émanant de l'Assemblée générale des
Nations uniez, la Cour internationale de justice a
just le 3 janvier, par l'entremise de son président,
l'expiration du délai dans lequel des exposés écrits
pouvaient être présentés par les Estats susceptibles
de journir des renseignements sur les questions
suivantes : « Le Bahara occidental (Rio de Oro
et Sakiet-El-Ramra) étati-il, au mounent de la
colonisation pur l'Espagne, un territoire sans matre
(terra nullius) ? » « Quele étalent les llens juridiques
de ce territoire sync le royaume du Maroc et l'ensomble mauritanien ? »

e REFUGIES. — Un accord prévogant un don de 1,1 millon de dollars de vivres pour l'assistance humanitaire à Chypre a été conclu le 20 décembre dernier entre le haut commissariat des Nations unies pour les réjugiès et la Communauté économique européenne. A cette date, la valeur totale des contributions fournies pour l'aide humanitaire à Chapte dépassait l'objectif de 22 millions de dollars finé

OCMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — Organisée par les consediers des gouvernements de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU), une réunion ad doc sur les principes, les notions at les pratiques des techniques et systèmes de production sans déchats s'est tenue à Genève du 8 au 10 janvier.

# **F. A. O.**

Les stocks de ris ne pourront être reconstitués en 1975

R EUNI du 13 au 17 janvier au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) à Rome, le groupe intergouvernemental F.A.O. sur le ris a constaté un fléchissement de 3 millions de tonnes de la production de paddy en 1974. En raison du mauvais temps, surtout en Extrême-Orient qui est la principale région productrice, les récoltes n'ont donné au total que 319 millions de tonnes. Selon les experts de la F.A.O., la totalité du déficit se trouve concentrée dans les pays importateurs alors que les pays exportateurs ont au contraire produit davantage. Toutefois les perspectives pour les disponibilités de riz à l'exportation et la situa-

tion de la demande à l'importation semblent plus équilibrées eu 1975 qu'au cours des deux armées précédentes, mais il n'est guère pro-bable que les stocks mondiaux seront reconsti-tués dans una mesure appréciable au cours de

En raisou des mauvaises récoltes, d'une cer-taine pénurle des autres céréales et des pres-sions inflationnistes, les prix ont atteint en 1974 des niveaux sans précédent, faisant du riz une céréale plus chère qua les autres. En conséquence, le commerce mondial de ce pro-duit a fléchi en volume mais a augmenté en valeur en 1974 puisque les prix étaient excep-tionnellement élevés.

En 1975, la demande pour le riz pourrait se rabattre sur les autres céréales moins chères en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat dans certains pays ayant des déficits da riz.

APPEL EN FAVEUR DU RANGLADESE. — Soulignont que les disponibilités alimentaires promises
ou Bangladesh pour lui permetire d'assurer le razitalliement de quelque quinze millions de personnes
seront pratiquement épuisées en février. Le directeur général de la F.A.O. a lancé la 17 décembre
un appel à l'Australia, au Ganada, oux Étais-Unis
et ouz Communeutés européennes pour leur demonder d'acheminer de la nourriture vers le Bangladesh,
si poesible sans interruptian jusqu'à la prochaine
récoite prévue en fuin. Toute interruption pourrait
en eijet provoquer une jamine généralisée et faire
de nombreuses victimes, estimait la F.A.O. : la
quantité de nourriture supplémentoire indispensable
pour satisfaire une consommation minimale est
d'environ un million de tonnes.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le

PROGRAMMS ALIMENTAIDE MONDIAL. — Le Programme alimentaire mondial (PAM) o onnoncé la mois dernier l'ensoi d'une side alimentaire d'une valeur de 569 200 dollars aux survivants du tremble-ment de terre qui a dévasté deux provinces du Pakistan le 28 décembre.

D'autre part, les agriculteurs de Chypre qui ouraient abandonné leurs jermes à la suite des kastilités doivent roccour une side du PAM d'une valeur de 1 million de dollars environ.

relevir de 1 million de dellars environ.

CAMPAGNE CONTRE LA MOUCHE TSE-TSE EN APRIQUE. — La P.A.O. et l'indusirie prisée ont décidé de lancer ensemble un programme pour la lutte contre lo mouche tsé-tsé en Afrique et pour l'éradication des tiques du bétail dans de nombreuses régions du monde. Cette campagne foit suite à une résolution de la conférence mondiale de l'alimentation proposant le lancement d'un programme à long terme de lutte contre le trypanosomiase en Afrique sur une base d'urgence. En Afrique, de agit de rendre propre à l'élevage une some tropieule de 7 millions de kilomètres carrès, Le succès d'uns récente campagna contre la mouche tsé-tsé au Nigérie o prouvé que l'inseôte peut être vaincu. La F.A.O. estime qu'il jaudra dépenser plus de 2 millions de kilomètres de quarante années pour veuir à bout de la zons entière de 7 millions de kilomètres carrés,

# Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Préparation de la deuxième confé-

T E comité permanent du conseil du déve-loppement industriel à consacré sa cinquième session, réunie à Vienne du 2 au 13 décembre, puis du 20 au 27 janvier, à la préparation de la deuxième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement indus-triel (CNIUD), qui doit et troit à l'impartiel. triel (ONUDI) qui doit se tenir à Lima du

La conférence sera saisie d'un projet de déclaration et d'un plan d'action sur l'industrialisation des pays en vole de développement tenant compte des résolutions votées à l'Assemblée générale de l'ONU, en particulier de sa déclaration et de son programme d'action sur l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. Les travaux du comité préparatoire ont fait ressortir les divergences de vues qui opposent à ce sujet les pays du « Groupe des 77 » (rassemblant tous les pays en voie de développement) et ceux du « groupe B » (pays développés à économie de marché).

Depuis le 1° janvier, l'ONUDI a pour direc-

Depuis le 1" janvier, l'ONUDI a pour direc-teur général M. Abderahmne Khene (Algérie), ancien accrétaire général de l'OPEP, qui a succédé à la tête de l'ONUDI à M. Ibrahm Helmi Abdel-Rahman.

ACHATS ET CONTEATS EN NOVEMBRE 1974.—
En novembre dernier, l'ONTDI a. pour le compte des pays en vois de développement, commondé du matériel et conclu des contrats pour 1,2 million de dollars, soit plus du friple du montant dépensé pendant la mois correspondant du 1971.
Cent commandes de matériel et de machines pour l'industrie ont été passées pour un montont de 340 000 dollars. Cinq nonveaux contrats et un apenant, représentant au total 850 000 dollars, ont été conclus en ous de la réalisation de projets dans les pass suivants: Janaique, Malainte, Roumanie, Tunties et République populaire mongole.

# Navigation maritime

Nouvelle convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer L'A conférence internationale convoquée à Londres du 21 octobre au 1° novembre par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCL) a adopté à l'issu de ses travaux la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Ce texte rempiace la convention élaborée en 1960 et tient compte des progrès intervenus dans les transports maritimes deutis dix ans. times depuis dix ans.

Le 19 novembre, le République de Colombie est devenue le quaire-vingt-huitième membre de l'O.M.C.I.

### **Aviation** civile

Faible taux d'augmentation du trafic

SELON des chiffres publiés au mois de décembre par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.L.), le trafic mondial des compagnies sériennes a comu en 1974 son plus faible tanx d'augmentation depuis 1958. Le trafic total transporté en services réguliers l'aunée dernière (passagers et bagages, frêt et poste) n'a en effet augmenté que de 5 % par rapport à 1873, avec un niveau de 79,3 milliards de tonnes-kilomètres. L'O.A.C.L. attribue ce recui à la récession de l'économie mondiale et aux tarifs élevés consécutifs aux hausses de prix du carburant.

e TRAVAIL. — Le Bureeu international du irutau (BIT) a publié ou début du mois de januier un rapport sur « l'égalité de chances et de traitement pour les travailleuses » qui dresse le bilan des discriminations dont les jemmes sont victimes dans le monde du travail. Ce document sera extaniné en juin per le conférence internationale du travail, dens le caire de la contribution de l'O.I.T. à l'Année internationale de la jemme.

— La deuxième réunion technique tripurité pour les industries du bois et de l'ameublement, qui a eu lieu à Genéve, du 14 au 24 janvier, sous les auspices de l'O.I.T. a envisagé les différents moyens de créer davantage d'emplois dans ces industries, de développer la jormation projestionnelle des ouvriers et des cadres, et d'essurer une meilleure protection des travailleurs contre les accidents.

— L'édition 1874 de l'Annuaire des statistiques du travail du BIT o été publiée su début de januier, il rend compte des tendances récentes du niveau de l'emploi, des prix, des conflits socioux et d'eutres questions relatives au travail dans cent quatre-pringte pays.

vingte pays.

e SANTE. — Un groupe d'études, composé de spécialistes représentant sept pays et d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) et de l'Organisation intérnationale du travael, s'est réuni à Genère au mois de décembre pour examiner le problème de la protection des travailleurs exposés par leur profession à des produits chimiques toxiques, à la chaleur, au bruit et à d'autres dangers.

— La cinquante-cinquième session du conseil exécuti de l'O.M.S. s'est ouveste à Genève le 20 jauvier. Cette session, qui deveit àurer deux semaines, éteit principalement consacrée à la préparation de la vingt-huitième assemblée mondiale de la santé prévue pour le mois de mai.

# THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

# Fonds monétaire international

Aux réunions de Washington : abolition du prix officiel de l'or et création de nouvelles facilités financières pour les pays en difficulté

CREE à la vingt-neuvième session du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international et du groupe de la Banque mondiale, à Washington, au début du mois d'octobre dernier, le comité intérimaire du conseil des gouverneurs sur le système monétaire international (appelé plus couramment « comité intérimaire », et qui a succédé au comité des Vingt chargé de la réforme du système monétaire) a tenu sa première session à Washingtou les 15 et 16 janvier. D'une manière générale, ce comité est, on le sait, chargé de la révision des quotes-parts au F.M.J. de l'ajustement de la contribution relative des différents pays et groupes de pays aux ressources du Fonds et à la prise de décision, de l'accès à ces ressources, des amendements des statuts du F.M.J. y compris ceux portant sur l'or et le « lien » entre l'aite

des amendements des statuts du F.M.I. y compris ceux portant sur l'or et le « lien » entre l'aide au développement et l'allocation de droits de tirage spéciaux (D.T.S.). Le comité a pris ses premières décisions en janvier, complétées par les conclusions d'un autre comité créé l'autonne demier : le comité ministériei confoint des conseils des gouverministeriei conjoint des conseils des gouver-neurs de le Banque mondisle et du F.M.I. sur le transfert des ressources réelles aux pays en voie de développement (dit e comité du déve-loppement »), réuni également à Washington, le 17 janvier. Le groupe des Dix (les dix prin-cipaux pays industrialisés) et le groupe des Vingt-Quatre (représentant les pays en voie de développement) ont eux aussi tenu session développement) ont eux aussi tenu session respectivement le 14 janvier et les 13 et 14 jan-

Voici les principales décisions arrêtées à l'issue de ces rencontres : LE ROLE DE L'OR : Le prix officiel de l'or EROLE DE L'OR: Le prix afficiel de l'or est aboll, de même que l'obligation faite aux pays membres du Fonds monétaire de verser 25 % de leurs contributions sous la forme de dépôts d'or. Toute référence au métal précieux sers supprimée dans les statuts du Fonds. La liberté des transactions sur l'or des banques centrales est utablie, moyennant toutefois certains arrangements qui restent à conclure. QUOTAS: Accroissement des quotas de 32,5 %, la contribution des pays exportateurs doublant,

la contribution des pays exportateurs doublant, tandis que celle des nations industrialisées est réduite. Les quotas seront désormals révisés tous les trois ans (au lieu de cinq).

LE «L'EN»: Le principe de l'établissement d'un lien entre l'aide au développement et l'allocation de D.T.S. a de nouveau été rejeté.

CREATION DE DEUX NOUVELLES FACILITES POUR AIDER LES PAYS EN DIFFICULTE DE PAREMENTS: 1) un fonde de LITES POUR AIDER LES PAYS EN DIFFI-CULTE DE PAIEMENTS: 1) un fonds de solidarité, dit partois « fonds Kissinger. », d'un montant de 25 milliards de dollars, est institué au profit des pays industrialisés de l'O.C.D.E. Les fonds financés par ces mêmes pays pour-rout être prêtés à ceux d'entre eux dont la balance des palements connaîtra des difficultés. Les détails de l'accord final devront être réglés lors de la prochaine conférence muistérielle de l'O.C.D.E. à la fin du mois ; 2) le F.M.I. emprunters l'équivalent de 5 milliards de D.T.S. (soit 5.2 milliards de dollars environ) D.15. (801 0.2 milliards de dóllais environ) aux pays exportateurs de pétrole en particulier, pour les préter à des pays ayant des déficits extérieurs dus au renchérissement des hydrocarbures. Jusqu'à coucurrence de 1.3 milliard de dollais, ces nouvelles ressources devront être affectées aux Etats les plus pauvres avec un taux d'intérêt réduit.

taux d'intérêt réduit.

AU COMPTE DE DEVELOPPEMENT: Les problèmes financiers ont été envisagés sous l'angle plus spécifique des transferts de ressources réals aux pays pauvres. Il a été discuté plus particulièrement de la création d'un a fonds fiduciaire spécial a qui reprendrait certains points du projet iranien de « fonds spécial » (où seraient associés sur un pled d'égalité es l'états pourvoyeurs de ressources — pays de rOPEP et pays industrialisés — et les l'états

bénéficiaires de l'aide) et de la proposition américaine de « fonds fiduciaire». Il a été également question de créer un troisième organisme au sein de la Banque mondiale, à michemin entre la Banque et sa filiale, l'Association internationale de développement, qui octroierait des prêts à 3 % ou 3.5 % à des pays en vole de développement qui n'ont pas encore a décollè » mais qui ne figurent pas non plus parmi les plus pauvres. Les négociations dolvent reprendre sur tous ces points lors de la prochaine session du comité de développement, en juin prochain à Paris.

Dix opérations au titre du mécanisme pétrolier

Les 23 et 31 décembre et le 16 janvier, dix pays membres du Fonds monétaire international (F.M.L) ont effectué, dans le cadre du mécanisme petroller du Fonds, des achats équivalant à 325 329 millions de droits de thrage spéciaux: République centrafricaine: 2 025 000 D.T.S.; Tchad: 1 095 000; Chypre: 6 380 000; Corée: 36 000 000; Yougoslavie: 99 000 000; Nigeria: 100 000 000; Grèce: 56 930 000; Madagascar: 7 780 000; Senégal: 15 525 000; Sierra-Leone: 594 000,

# Groupe de la Banque mondiale

Onze prêts de la BIRD

LA Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé le 12 décembre l'octroi d'un prêt de 20 millions de dollars à la Côte-d'Ivoire pour la plantation de cacaotiers à haut rendement ainsi que la remise en état ou la construction de routes d'accès et de puits. Autres mêts consentis en faveur des pays et organismes suivants :

- Paraguay, le 12 décembre : 14 500 000 dollars pour le financement partiel d'un projet routier ; - Honduras, le 9 janvier : 35 millions de dollars pour financer la troisième tranche du projet de centrale hydro-électrique du lac Vojoa-Rio Lindo: Rio Lindo:

Inde, le 9 janvier : 109 millions de dollars pour aider ce pays à augmenter sa production d'engrais ; — Corée, le 9 janvier : 15 millions de dollars

consacrés à des programmes de développement de quatre villes de la région de Gwangju, l'une des quatre villes de la région de Gwangju, l'une des zunes les moins développées du pays; ... Turkiye Sinai Kalkinma Bankasi, le 9 janvier: 65 millions de dollars pour favoriser diverses opérations de prés à l'industrie; ... Brésil, le 15 janvier : deux prêts d'un montant de 285 millions de dollars. Le premier s'élève à 110 millions de dollars et financera la construction de la prediction de divers de la construction de la construction de la construction de des la construction de des la construction de de la construction de des la construction de des la construction de des la construction de de la construction de l construction et la modernisation de divers tron-construction et la modernisation de divers tron-cons routiers reliant les grandes villes aux prin-cipales régions agricoles et industrielles des Etats de Minas-Gerais, Parana, Bahia, Rio-de-Janeiro et Goias. Le second prêt, de 175 mil-lions de dollars, financera des investissements prioritaires du réseau ferrovisire. lons de dollars, financers des investissements prioritaires du réseau ferroviaire;

— Colombie, le 15 janvier : 47 500 000 dollars qui financeront un projet de développement de l'industrie, l'amélioration des télécommunications et la construction de réseaux d'adduction d'eau et d'égouts ;

— Côte-d'Ivoire, le 15 janvier : 31 millions de dollars pour un projet de développement de la culture du coton;

— Zeire, le 20 janvier : 100 millions de dollars.

culture du coton;
— Zeire, le 20 janvier : 100 millions de dollars (pour une durée de quinze ans et à 8 %) pour développer la production de cuivre et de cobalt. Ce prêt est assorti de contributions de la République arabe libyenne et de la Banque européenne d'investissement (B.E.L.)

Quatre opérations de la S.F.I. La Société financière internationale (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 19 décembre, l'octroi d'un prêt de 15 millions de dollars à la société Sasa Sun'i Va Sentetik Elyaf Sanayii, important producteur turc de fibres et de filaments de polyester.

Trois autres opérations ont été réalisées par la S.F.I.

— Un prêt de 7 millions de dollars le 31 dé-cembre à la Philippine Polyamide Industrial Corporation, pour l'aider à construire une nou-velle installation productrice de filaments de

— Une participation de 15 millions de dollars le 6 janvier pour l'exploitation d'une nouvelle mine de cuivre au Pérou. Ce projet est patronné par la Southern Peru Copper Corporation, qui participe à l'extraction du cuivre dans ce pays depuis 1960;

dépuis 1960;

— Un investissement de 17 300 000 doilars le 18 janvier dans la société Gold Star (en République de Corée), l'un des principaux producteurs coréens d'articles électroniques et électroniques et électroniques

EMPRUNTS DE LA BANQUE EN ARABIE SAOU-DITE ET AU NIGERIA. — Un emprunt de 750 mil-

**VIENT DE PARAITRE :** 

# FINANCES PUBLIQUES DU SÉNÉGAL

Les éléments fondamentaux des finances publiques. Les techniques finan-

cières, par Charles FOURRIER.

Un volume de 402 pages, format 16×24 ----- 64,20 F T.T.C.

EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Paris-5'. — Tél.: 033-05-97



S REPORT

The Parties

ES FINANCIERS

NEVEL OPPEMENT

Bungetin an : State:

tions de dollars (pour dix aus et d 8,5 %) accordé à la Banque par l'Arable Saoudite a été annoncé le 18 décembre dernier ; il s'agit du plus important prêt qu'un Etat oit consenti à la BIRD. D'entre part, le 24 décembre, la Banque mondiale a requ de la République jédérale du Nigéria un prêt de 240 000 000 de dollars. Cet emprunt, le prenter réaliez par le BIRD auprès du Nigéria, porte intérêt à 8 % l'an, papable semestriellement et sera remboursé en dix tranches de 24 000 000 de dollars le 18 décembre de chaque ainée, de 1980 à 1989.

EMISSION D'OBLICATIONS DE LA PANOUE.

cembre de chaque aimée, de 1980 à 1989.

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE MARCHE AMERICAIN. Des editations de la Banque mondiale, d'un montant total de 500 millions de dollars, ont été émises sur le marché américain le 12 décembre dernier : 300 millions de dollars sont constitués de bons à cinq ans qui viendront à échéance le 1º janvier 1985. Les bons à cinq ans qui viendront à échéance le 1º janvier 1985. Les bons à cinq ans portent intérêt à 3 % l'an; leur prix est de 100.284 % plus les intérêts à partir du 1º janvier 1975, ce oul leur donne un rondement de 7.93 % jusqu'à l'échéance. Les bons à dix ens portent intérêt à 3,15 % et se vendent au prix de 100 % plus les intérêts à partir du 1º janvier 1975.

RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE L'IDA.

— L'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, a annoncé le 20 janvier la reconstitution de ses ressources pour la quatrième jois depuis sa création. Elle dispose désormais de 4 SM millions de dollars de jonds supplémenteires pour aider au progrès économique des pays en voie de développement.

page en vois de développement.

CREATION D'UN GROUPE CONSULTATIF SUR LA PRODUCTION ALIMENTABER. — La Banque mondiale, le F.A.O. et le PNUD ont ennoné le 20 janvier le création d'un groupe consultatif sur la production alimentairs qui cura pour mission « d'accroître, coordonner et améliorer l'efficacité de l'aide financière et technique en faveur de la production agricole dans les pays en voie de développement ». Ce groupe cura pour président M. Edwin M. Martin.

AUGMENTATION DU TAUX DE PRET. — Le 24 janvier, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a porté de 8 % à 8,5 % l'an le taux d'intérêt des prêts accordés à ses emprunieurs.

CENTRE INTERNATIONAL FOUR LE REGLE-MENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVES-TISSEMENTS. — Le huttième session ennuelle du Centre international pour le règlement des diffé-rends relatife aux investissements (CIEDI), réunie la 3 octabre à Washington, a approuvé le huitième rapport annuel consacré aux activités et opérations du Centre pour la période s'étendant du 1<sup>ee</sup> janvier 1973 au 30 juin 1974.

# Banque asiatique de développement

Série de prêts en faveur de l'agriculture et de l'industrie

L annonce l'octroi d'une série de prêts effec-tues en novembre et décembre derniers à l'adda des ressources du fonds spécial (pour quarante ans et à 1 %) en faveur des pays suivants :

Indonésie, le ? novembre : 11.5 millions de dollars pour la réalisation d'un réseau d'adduction d'eau à Bandoung et, le 13 novembre, un prêt de 2,7 millions de dollars pour financer un programme agricole à Java; Thallande, le 10 décembre : 5 millions de

dollars qui financeront un programme de déve-loppement de l'agriculture an nord-est du pays ; République du Vietnam, le 10 décembre :
 7.4 millions de dollars pour la réalisation d'un projet de développement agricole dans le delta du Mékong;

— Philippines, le 17 décembre : 5,8 millions de dollars pour l'implantation d'un réseau d'irrigation dans l'île de Mindanao ;

 République du Victnam, le 17 décembre:
 6 millions de dollars pour le développement des pêcheries et, le 23 décembre, 7 millions de dollars rétrocèdés à la Banque industrielle du développement pour ses opérations de prêts à l'industrie ;

- Bangladesh, le 19 décembre : 9,56 millions de dollars visant à favoriser et à sméliorer la production de jute dans ce pays.

Enfin, le 12 décembre, la République de Corée s'est vu accorder, à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, un prêt de 19 millions da dollars (pour vingt-sept ans et à 8,25 %) destiné au développement économique de la région agricole de Imjin.

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — La Banque asiatique a anumcé sa participation à deux projets sous forme de dons d'assistance technique. L'un imancera l'étude d'un programme de restructuration et de construction d'une partie du réseau routier à Jana (17 octobre). L'autre (1 million de dollars) permettre à la National Power Corporation des Philippines de mettre au point le projet de centrale hydro-dicetrique Agus III (7 novembre) : cette comme financera le coût en devises étrangères des services des experts consultés.

des services des experts consultés.

PRETS ASSORTIS DE DONS D'ABSISTANCE.

TECHNIQUE AU BANGLADESEL — Deux prêts assortis de dons d'assistance techniques ont été attribués les 5 et 23 décembre en Bangladesh: 15 millions de dollars (d'l'aide des ressources du fonds spécial, peur quarante ans et d 1 %) destinés à favoriser le déceloppement de la Benque Bangladesh Shüpa Rin Sangstha, organisme spécialisé dans les opérations de prêt d'l'industrie; 23 millions de dollars (d'l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans at d 1 %) pour la modernisation et l'amblioration du réseau ferroriaire.

l'amitionation du reseau jerrousire.

CONTRIBUTION DU JAPON. — Le jonds spécial d'assistance technique de la Banque astatique e reçu le 12 décembre une contribution du Japon d'un montant de 585 millions de yeus (l'équivalent de plus de 2 millions de dollars).

### Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts au Honduras, au Nicaragua et au Costa-Rica

L A Banque centramericaine d'intégration éco-nomique (B.C.I.E.) a accordé quatre prêts au Honduras dans le courant du mois de

décembre :

— 500 000 dollars, le 3 décembre, à la banque la Capitalizadora Hondurena pour financer diverses exportations vers des pays tiers ainsi que les services s'y rattachant (transport, stockage, assurances)

stockage, assurances);

— 1.8 million de dollars, le 10 décembre, à l'Empresa Nacional de Energia Electrica destinés à la phase préparatoire du projet hydro-électrique Yojoa-Rio Lindo;

— 250 000 dollars, le 10 décembre, pour l'amélloration de certains tronçons routiers, dont la route CA-5 utilisée pour le trafic international et d'une grande importance pour la vie écono-

mique dn pays;
— 1,2 million de dollars, le 15 décembre,
affectés au projet d'amélioration et da développement des lignes téléphoniques internationales
et des centres téléphoniques de Tegucigalpa et
de San-Pedro-Sula.

Deux autres prêts ont d'autre part été consentis en faveur des pays at organismes suivants:

— Au Nicaragua, la 15 décembre : 3,7 millions de dollars pour l'amélioration des télécommu-

nications dans ce pays;

— A la firme Camarones du Costa-Rica:

1 million de dollars pour l'amélioration de
l'industrie de la pêche: le projet prévoit notamment l'achat de sept bateaux de pêche ainsi
que l'installation d'une usine de transformation

2 Durispasses

### Banque européenne d'investissement

Sept prets

S EFT prêts de la Banque européenne d'inves-tissement (B.E.L.) ont été annoncés au cours des dernières semaines :

cours des dernières samaines:

— Un prêt de 5803 000 u.c. (soit la contrevaleur d'environ 3,5 millions de zaires) a été accordé à la République du Zaire le 20 décembre pour le financement de travaux d'extension du réseau primaire de distribution d'eau de la ville de Kinshass. Ce prêt à conditions spéciales est accordé sur les ressources du troisième Fonds européen de développement pour quarante ans et à 1 % l'an;

— Trois prêts globaux d'une contre-valeur de 90 millions de francs français (15,9 millions d'u.c., pour dix ans et à 10,5 %) ent été consentis le 27 décembre pour aider à la modernisation de la flotte de pêche hauturière française et contribuer au financement de projets industriels de petites et moyennes dimensions en Bretagne et dans le pays de la Loire;

— Un prêt de 15,6 millions de livres (30 millions d'u.c., pour douze ans et à 10,5 %), le 8 janvier à l'Electricity Cooncil, pour contribuer au financement de la construction d'une centrale nucléaire à Hartlepool;

— Un prêt à conditions spéciales de 58 mil-

— Un prêt à conditions spéciales de 58 millions d'unités de compte (70 millions de dollars, pour trente ans et à 2,5 %), le 8 janvier à la Turquie, pour aider au financement de la mise en exploitation d'un gisement de lignite à Elbistan et de la construction d'une centrale thermique:

— Un prêt de 24,1 milliards de lires italiennes (30 millions d'u.c., pour sept ans à 10,5 %) à l'AGIP, pour le développement du gisement d'hydrocarbures de Malossa dans la plaine du Pô.

EMPRUNT EN DEUTSCHEMARKS. — Un contrat relatif à l'émission publique sur le marché allemand d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 150 millions de deutschemarks (41 millions d'u.e.) e été signé la 7 janvier à Pransjort par le R.I. Cette émission, d'une durée de huit ans, est remboursable en trois tranches annuelles, au pair ; alle porte intérât du taux nominal de 9 1/2 %, payable annuellement le 1º janvier de chaque année.

Ces obligations ont été effertes au public la 14 jan-vier 1975 au priz d'émission de 99 % : elles procure-ront un rendement de 9,70 %. Cet empruns introduit aux Bourses de Pronefect. Berlin, Düsseldorf, Bambourg et Munich a été pris ferme per un syndicat de banques allemandes place sous le direction de le Deutscha Bank AG et la codirection de la Dresdaer Bank AG, de la Commerz-bank AG et de la Westdeutsche Landesbank Giro-

RELATIONS AVRO LES PAYS A.C.P. — La conférence ministérielle, réunie à Bruxelles le 15 fanvier pour mettre au point des accords de coopération entre la Comminanté européenne at querenté-six pays d'Afrique, des Caralbes et du Panifique, a été ajousnée après une séence de nuit particulièrement difficile.

### Banque interaméricaine de développement

Prêts au Brésil

L'A Banque interaméricaine de développement (BIID) a annoncé le 18 décembre l'octroi de deux prêts au Brésil pour y favoriser la production d'acier. Ces deux prêts, consentis pour quinze ans an taux de 8 % l'an, proviennent des ressources ordinaires de la Banque. Ils ont été accordés à la Companhia Siderurgica Nacional (40 millions de dollars) et à la Companhia Siderurgica Paulista (63 millions de dollars).

Emission d'obligations sur le marché américain

La Banque interaméricaine a effectué le 8 janvier sur le marché américain une émission d'obligations d'un montant de 100 millions de d'ollars des Etats-Unis à 8.25 %. Cette émission à dix ans, remboursable à partir du 15 jan-vier 1983, a été achetée par un groupe de banques à 99 % du pair.

DONE D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — Quatre dons d'assistance technique ont été décidés au cours des dernières semaines : 474 000 dollars, dont

183 000 remboursables, le 19 décembre eu Guatemala, pour l'étude de l'aménagement des moyens de transports dans la capitale et ses environs; 350 600 dollers, le 19 décembre au Paraguay, pour l'examen des capacités de distribution en énergie électrique de l'Administration Nacional de Electricidad; 760 000 dollars, le 16 janvier à l'Equateur, pour procéder à une diude déterminent les possibilités du fleuve Jubones en maitère de production d'energie; 153 000 dollars, le 16 janvier eu Paraguay, pour linencer un programme d'étuda en vue de l'implantation d'un réseau d'adduction d'eau et d'égouts dans les villes de Villarrica et de Coronel Oriedo.

# Fonds européen de développement

Treize nouvelles décisions de financement

A suite de l'avis favorable émis par le A comité du Fonds européem de développe-ment (FED) à l'issue de sa quatre-vingt-treizième session le 29 octobre 1974, la Com-mission des Communautés européennes a pris, le 12 novembre, trois nouvelles décisions de financement au titre des aides non rembour-sables du troisième FED:

1 et 2. Côte-d'Ivoire. — Contribution à la réorganisation des centres techniques régionaux de Ferkessedougon et Katiola : 100 millions de F C.F.A. équivalant à environ 360 000 u.c., et financement d'un ranch d'élevage de bovins situé sur la rivière Maroué : 925 millions de F C.F.A., soit environ 3.331 millions d'u.c.; 3. Octrol d'un montant global pour le « Courrier de l'Association » pour 1975, montant : 200 000 u.c. 200 000 T.C.

A l'issue de la quatre-vingt-quatorzième réunion du comité, cinq nouvelles décisions de financement prises sur les ressources du deuxième et du troisième FED ont été approuvées le 8 décembre :

1. République islamique de Mauritante. — Création d'une brigade de travaux du génie rural pour la construction de barrages dans les Hodhs: 112,8 millions ouguiyas, soit environ 2.031 millions d'u.c.;

Anguer de la route Yaoundé-Bafoussam:
2.031 millions d'u.c.;
2. République unie du Cameroun. — Etude de l'aménagement de la route Yaoundé-Bafoussam:
220 millions de F C.P.A. équivalant à environ

220 millions de F C.P.A. equivalant à environ 792 000 u.c.;

3. République du Zoire. — Etude de la route Goma, campement de Rwindi: 214 000 zaires equivalant à environ 355 000 u.c.;

4. République Centrafricaine. — Abattoir de Bangui: 435 millions de F C.F.A., soit environ 1,587 million d'u.c. (deuxième FED); 152 millions de F C.F.A., soit environ 547 000 u.c. (troisième FED);

5. Fixation d'un montant global pour le programme de colloques du 1° fevrier au 31 décembre 1975 de 59 000 u.c. Il s'agit du financement en 1975 de quatorze colloques en Europe et de

en 1975 de quatorse colloques en Europe et de quelques rencontres d'information dans les universités et instituts de formation africains. Comme dans le passe, ces colloques s'adressent aux ressortissants des Etats associés et assoclables d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique. Enfin, à l'issue de la quatre-vingt-quinzième session du comité, cinq autres nouvelles décisions de financement sur les aides non remboursables du troisième FED ont été approuvées

1. République du Mali. — Infrastructure du lotissement de jeunes cadres à Bamako-Badala-gougou : 1 milliard de F.M., soit environ 1,800

gongou: 1 milliard de F.M., soit environ 1,800 million d'u.c.;

2. République de Haute-Volta. — Aide à l'amèlioration de l'élevage traditionnel dans l'ORD de Banfora: 212 millions de F C.F.A., soit environ 763 000 u.c.;

3. République de Haute-Volta. — Construction de l'Ecole inter-Etats de techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural (E.T.S.H.E.R.): 305 millions de F C.F.A., soit environ 1,098 million d'u.c.;

4. République malgache. — Construction de trois ponts sur la côte est: 1,711 milliard de F. M.A. soit environ 6,181 millions d'u.c.;

5. République malgache. — Reconstruction du pont sur la Fanambana: 200 millions de F.

nt sur la Fanambana MA, soit environ 720 000 u.c.

BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. — Le Banque des réviements internationaux (BRL) a autonoit le 30 décembre que, désormais, elle publicrait es statistiques du murché des euromonnaies chaque trimestre.

# Marché commun centraméricain

Un plan d'action pour pallier les difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires et en céréales En vertu des dispositions de l'accord de Sandouxième réunion, les 25 et 26 octobre dernier, les ministres de l'agriculture des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.), auxquels s'était joint le représentant du Panama, se sont à nouveau rencontrès le 20 et le 21 janvier, à Guatemaia cette fois, afin d'examiner un plan d'action élaboré par une commission spéciale de travail.

spéciale de travail.

Le plan d'action définit les moyens pour atteindre au plus tôt les objectifs inscrits en tête de l'accord de San-José, à savoir : a) mettre en place une politique d'encouragement de la production de denrées alimentaires et, notamment, de céréales, par des actions sur les prix, l'organisation des marchés et l'amélioration des réseaux de distribution; b) assurer, dans les medieures conditions. L'actrovisionnement, sur réseaux de distribution; b) assurer, dans les meilleures conditions, l'approvisionnement, sur les marchés extérieurs, de céréales, pour combler le déficit de la production intérieure pour la campagne 1974-1975; c) parvenir, vers 1980, au niveau de l'auto-approvisionnement en céréales; d) améliorer les revenus des agriculteurs; e) intégrer les petites exploitations dans l'économie régionale; f) assurer, enfin, une répartition plus équitable des fruits de l'expansion.

Les ministres de l'agriculture, qui ont adopté

Les ministres de l'agriculture, qui ont adopté ce pian d'action, ont rappelé, pour souligner l'urgence que présente son application, que les difficultés d'approvisionnement de la région ont été singulièrement aggravées par les désastres naturels qui ont désorganisé la production agricole an Nicaragua et au Guatemala, notamment.

cole an Nicaragua et au Guatemala. notamment.

CINQUIEME REUNION DES VICE-MINISTESS DE
L'ECONOMIE. — Au titre des modifications introduites, à l'eccasion de leur quairième reacontre
(Sam-José-de-Costa-Rica, 6-3 novembre), au (onctionnement de leurs réunions, les vice-ministres de
l'économie des cinq pops du M.C.C.A. se sont réunis
une nouvelle jois à Guatemala, du 22 au 24 janvier.
Précèdée, trois jours auperavant, d'une rencontre
préparatoire des directours de l'intégration, cette
nouvelle réunion a permie eux oice-ministres de
rouveir d'importants dossiers : le projet de réglementation de l'article XI du traité général de l'intégration économique centraméricaine, le texte portant
modification du second protocole à l'Accard centraméricain sur les encouragements fisuaux au développement industriel, les quotas d'importation de
lait en poudre paur la campagne 1975, les sifets
du mécanisme de jiuxtion du prix du colon, en
riqueur au Guatemala et à El Salvador, sur le commerce régional de ses dérinés.

Les vice-ministres de l'économie ont aussi pris
connaissance des conclusions du groupe d'expertiehargé d'examiner les conséquences des récentes
mésures prises eu Honduras sur le commerce des
textiles et des biens des industries de l'habillement
et de la chaussure.

PREMINER REUNION OPPICIELLE AVEC L'INS-

textiles et des biens des industries de l'habillement et de la chaussure.

PREMIERE REUNION OFFICIELLE AVEC L'INS-TITUT ITALO-LATINO-AMERICAIN DE ROME.—
Convoquéa par l'Institut ido-latino-américain de Rome (I.I.L.A.), sous les cuspices du secrétariat d'intégration (SIECA), la première réusion internationale a Europe - Amérique centrale » s'est tenue à San-Salvador, du 5 eu 8 décembre. Du côté centro-méricain, y participaient une délégation du gouver-nement de Panama et des abservateurs de différents pays de l'Amérique latine membres de l'I.I.L.A. le comité interpouvernamental des magistrais curopéens et la Communauté économiqua européenne, ainsi que des représentants du gouvernement italien. Les travaux ont porté sur : a) La situation internationale et ses conséquences immédiates pour les économies centraméricaines, natemment sur l'équilibre des balances des paiements des eing pays ; b) La coopération commerciale italo-centraméricaine dans la oudre des relations entre la M.C.C.A. et la C.E.S.; (c) Le promotion des exportations centraméricaines sur le morehé talien ; d) Les perspectives ouvertes aux économies centraméricaines pur le système des préférences tarifaires généralisées ; e) Le financement du développement des économies centraméricaines.

Les représentants des pays centraméricaines ont accuellit avec saivifaction l'eppui que le gouvernement étalien entend donner aux desidorats latinoméricaines euprès de le Commission de Bruselles, d'a promotion des cuportations de la répon sur le marché talien et à l'étude de nouvelles formules pour accroître la coopération technique entre les deux parties.

# O.C.D.E.

Evolution des problèmes énergétiques jusqu'en 1985

SELON un rapport publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) au mois de janvier sous le titre « Perspectives énergétiques jusqu'en 1985 ; Evaluation des problèmes et des politiques énergétiques à long terme », les pays membres de l'O.C.D.E. pourraient parvenir à produire 80 % de leurs besoins énergétiques en 1985 s'ils

# 

# Groupe andin

Première réunion du conseil de la santé

L E Conseil de la santé du Groupe andin — qui remplit auprès des différents organismes de l'intégration sous-régionals un rôle de consultation pour les problèmes touchant à

NICE capitale de la Côte d'Azur centre mondial des congrès met & votre disposition .

- Un faism des congrée pouvant recevoir 20 000 personnes; Vingt sailes de capacités diverses; Traduction simultante, Trois cents bôtets totalisant plus de dit unille chambres. D'innombrables possibilités d'excertions et de distractions
- distractions
  An centre de la Côte d'Asur, desservis par un
  aéroport international des liaisons ferroriaires,
  routières et maritimes la reliant à toutes les

EN TOUTES SAISONE
NICE EST LA VILLE
IDEALE DES CONGRES OFFICE DE FOURISME

AYNDICAT D'INITIATIVE:

Bôtel-des-Postes — Tél. 85-25-25/28

Télez: Accoeil Nico: 460-42

l'harmonisation des politiques nationales de la santé — a tenu sa première réunion, du 30 an 28 décembre, à Lima, pour examiner la situation de l'industrie pharmaceutique dans les six pays, son degre de développement et ses perspectives d'avenir, en vue de sa programmation au niveau de la sons-région. Le Conseil a formule une série de recommandations portant sur: n) l'adoption d'une pharmacopée adaptée aux besoins de la sous-région : b) l'établissement d'un modèle sous-régional de registre sanitaire; o) l'adoption d'un régime andin de contrôle de la qualité; d) la connaissance des capacités en qualité et en quantité des labo-ratoires des six pays, ainsi que de l'importance du personnel qualifié travaillant dans ce secteur.

Ces recommandations ont été soumises à la troisième session des ministres de la santé qui a en lieu à Caracas du 27 au 30 du même mois. A ce propos, les ministres sont tombés d'accord pour convoquer dans un délai de soixante jours un groupe de spécialistes qui seront chargés de définir les procédures à suivre en vue de l'application des mesures qui y sont préconisées.

Dans un autre domaine, les ministres ont décidé de faciliter les travaux de recherche pour la fabrication de protéines afin de faire face an problème de la sous-slimentation qui affecte de larges secteurs de la population des EL PAYS.

Enfin, ils ont arrêté les mesures destinées à transformer l'accord Hipolito Unanne, instrument privilégié de la coopération des six pays dans le domaine de la santé, en un traité inter-national dont les dispositions définiront les conditions sanitaires de la sous-region.

INDUSTRIE AUTOMOBILE. — Le comité inter-gouvernemental ad hoc, créé par la Commission de l'Accord de Carlagona lors de sa troisième session extraordinaire pour étudier les propositions du comité (la Juria) sur la programme de dévolopre-ment des industries automobile et pétrodismique, s'est réuni dans le capitale péruvienne du 20 au 14 janvier.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Alife au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriente d'une joune cité qui, dans ELLE VOUS OFFRE



(Ph ATZINGER LE CALAIS DES PAPES: LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson ses nombreux

- BENEZEI, POPULITIES E ENTRE EN DOMINIONE PAI IN INCREMENT PAI INCREMENT PAI INCREMENTARIA PROVENCE,

  SON FOLKLORE (danses et fietiles tradi-
- tions).

   UN PESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet 15 noût) Thêâtre chorégraphia cinéma, mu-
- de EUGO-GOUCHEUS EILS et retour au départ de PARIS ETAPLES (Le Touquet), SOU-LOGNE LIEGS REURELLES AMSTEROAM. DUSSELDORF HAMBOURG KARLSRUEE; SON IMPURTANT MARCHE QUOTTIDEN DE PRUITS ET PRIMITURS. DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des etcs de rands chie (Chatesupeut) dus
- des vius de grands crus (Chiteauneuf du-Pape Obtes-du Ebôns, Gigondas, Tavel, etc.): LE Pala IS DES EXPOSITIONS avec con équipement pour tontes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conferences, de restaurant, con i m m e a »
- parking Visites AVIGNON La Sonneuse de Joie l... s

Renseignements Matson du Tourisme.

réduisaient leur consommation de 15 à 20 % par rapport au niveau prevu pour 1985 avant les hausses de prix du petrole, s'ils concen-traient leurs efforts sur le développement de traient leurs efforts sur le développement de leur production intérieure d'énergie (pétrole, gaz, charbon et énergie uucléaire) et d'énergie de remplacement (énergie solaire et géother-mique). Ce programme permettrait, d'après les experts, de stabiliser l'augmentation de la consommation énergétique totale des pays de la zone O.C.D.E. d'ici à 1985 à 3,6 ou 4 % au lieu des 5 % initialement prévus et réduirait la part de la consommation de produits pétro-liers de 55 à 45 % de la consommation totale.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. — Le comité de direction de l'Agence internationale de l'énergle a tenu sa deuxième réunion à Paris les 18 et 19 décembre. A son ordre du jour : les moda-lités d'un accord sur le coopération en période d'urgence et la définition des aspects prioritaires son programme à long terms.

CESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNE-MENT SUPERIEUR. — Deux cents présidents, rec-teurs, planificateurs, administrateurs d'universités et représentants des autorités nationales des pays membres de l'O.C.D.E., ont participé d la deuxième conférence générale du programme de l'O.C.D.E.-CERI (Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement) qui s'est déroulée à Paris du 30 au 23 fanoter.

RECENTES PUBLICATIONS

• La pointique monétaire en France: Analyse du rôle joué par la politique monétaire dans la résilisation des principaux abjectifs éconamiques depuis 1960, 110 pages, 1974.

• L'écolution démographique de 1970 d 1985 dans les pags membres de l'O.C.D.E., 454 pages, 1974. Le finencement du logement - Problèmes actuels, 109 pages, 1974.
 Islands et Turquie, dans la série « Etudes decommisques ». économiques » Allemagne et Suède, dans la série « Rapports sur les politiques agricales ».

# Organisation des pays exportateurs de pétrole

Acceptation de principe de la proposition française de conférence sur l'energie

A L'INITIATIVE de l'Algèrie, la conférence A des ministres des affaires étraugères, do pétrole et des finances des Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

(OPEP) s'est réunie du 24 au 26 janvier à Alger sous la présidence de M. Abdelaziz Bou-teffika, ministre algérien des affaires étran-

Les participants ont dénoncé les mensoe Les participants ont denonce les menaces grandissantes qui pèsent sur la paix et la campagne de propagande visant à imputer aux pays de l'OPEP la responsabilité de la crise économique actuelle. Dans un esprit de solidarité internationale et de coopération, ils se sont dits prêts à prendre part e à une conférence internationale tells celle proposée par la France, et qui traitera des problèmes des matières premières et du dépelongment à Pour prénage. et qui traitera des problèmes des matières pre-mières et du développement ». Pour préparer cette rencontre, les chefs d'Etat de l'OPEP se réuniront à Alger « à une date convenable se situant entre le 21 jévrier et le 8 mars 1975 ». Une commission a été chargée de la préparation de l'ordre du jour et des documents de travail, « y compris les propositions pour une coopéra-tion juture avec les autres pays en voie de développement, notamment les plus sévèrement affectés par la crise actuelle ». affectés par la crise actuelle ».

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Le groupe spécial d'experts gouvernementaux des problèmes de la detta des pays en voie de dévelopement a tenu sa deuxième session à Genève du 11 au 17 dé-

- Les experts en promation commerciale des pays membres de la CNUCED et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et la commerce (GATT) se sont réunis à Genère du 14 au 17 janvier à l'occasion de la huitieme session du groupe consultatif commun du Centre du commerce international.

. COMMUNAUTE DES CARAIBES. - Le conseil moritime régional, réuni récemment au searétaria de la Communauté des Caraïdes à Georgetown (Guyana), a examiné les mesures qui permettront d'adopter les services maritimes régionaux aux impé-ratifs de l'intégration des économies des pays mem-bres. Dans ce but, il a décidé d'accroitre la capacité de charge de la Corporation maritime des Indes occidentales (WISCO), ainsi que d'augmenter le coccaentales (WISCO), anns que à augmenter le nombre de ses services. Un programme d'investisse-ment sur cinq ans, destiné à l'achat de quatre bateaux supplémentaires, linancé avea l'aide de la Banque de développement des Carolbes, à été approuvé. Le Conseil a procédé aussi à l'examen des éléments du budget de la Corporation pour 1975 et fixé le montant de la contribution des pays

Après l'accord intervenu qu sein de la conférence des chejs de gouvernement de la Communauté des Caraldes, le conseil maritime régional s'appellers collectés directement auprès des pays arabes producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite ou les Emirats du Golfe, si l'on inclut à ce total 3 milliards de dollars d'emprunts communautaires déjà prévus. M. Denis Healey, chanceller de l'Echiquier, a plaidé pour un fonds encore plus étoffé (30 milliards de dollars) mais d'autres pays, comme la France et l'Italie, veulent diversifier les mécanismes de recyclage et avoir recours en particulier aux emprunts communautaires.

### CECA

Recul de l'extraction charbonnière...

Le consell des ministres des Neuf abordera le 13 février l'examen des moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs de politique énergétique qui ont été fixés dans l'accord du 17 décembre (voir notre précédent numéro). Pour ce qui concerne le politique charbonnière, il s'agit pour l'essentiel des moyens de maintenir l'extraction à son niveau actuel — oo le plus près possible de ce niveau.

On pense qu'en raison de la multiplicité des problèmes pratiques posés, les Neuf aborderont en priorité les questions ayant trait au développement de la production d'électricité d'origine nucléaire et à la moindre utilisation des hydrocarbures dans les centrales thermiques. Pourrait également être étudiée la politique de stockage des centrales. Ce qui relève directement du charbon serait donc traité lors d'un conseil ultérieur.

En attendant ces débats, les Neuf continuent En attendant ces débats, les Neur continuent à appliquer leurs programmes nationaux de rationalisation de l'extraction. De ce fait, la production charbonnière de la Communauté a diminué de 12,5 % au cours des onze premiers mois de 1974, par rapport à la période correspondante de 1973, revenant à 220,6 millions de tonnes, contre 252,1 en janvier-novembre 1973. Ce recul résulte pour sa plus grande partie (24,5 millions de tonnes sur 31,5) des effets de la grèce des mineurs britanniques au début (24,5 millions de tonnes sur 31,5) des effets de la grève des mineurs britanniques au début de 1974. Mais les charbonnages de tous les autres pays ont également enregistré des diminutions plus ou moins importantes de leur extraction houillère: — 4% en France, — 2,6% en Allemagne, — 9,1% en Belgique. La crise pétrolière u'à donc pas raienti sensiblement les plans antérieurs de raientissement de la production.

### et stagnation de la production d'acier

La sidérurgie, elle, a été frappée par la crise, au point que sa production stagne en Europe. En décembre, les Neuf u'out coulé que 12 313 000 tounes d'acier, contre 13 483 000 un au plus tôt, soit 1.3 % de moins, Certes, pour l'ensemble de l'année, un progrès de 3.8 % peut-il être constaté (132,6 millions de tounes, contre 122,8, maigré une perte de 4 millions de tonnes due à la grève britannique); mais cet essor datait des trois premiers trimestres.

Les rentrées de commandes de produits lamiués dans les usines sidérurgiques de la Commu-nauté ont d'ailleurs subl une nouvelle baisse nauté ont d'ailleurs subl une nouvelle baisse de près de 10 % en novembre (dernier mois connu) par rapport à octobre 1974. En comparaison avec le mois correspondant de 1973, la diminution atteint même 31 %, fléchissement qui est à peu près le même pour les achais venaut de la Communauté que pour les commandes extérieures à la CECA. La baisse du rythme des demandes nouvelles à été en général limitée aux ronds de béton et aux produits destinés à l'industrie automobile et aux fabricants d'appareils ménagers. En revanaux fabricants d'appareils ménagers. En revan-che, la demande reste ferme pour les tôles fortes destinées à la construction navale et aux réservoirs de pétrole, pour le fer-blanc, les pièces de forge pour l'énergie nucléaire et les produits destinés au matériel de chemins de fer. En janvier, la British Steel a relevé ses tarifs de 13 à 28 % selon les produits, ce qui les rapproche des barèmes allemands (eux-mêmes majorés de 3 à 12 %).

POUR VENIR EN AIDE AUX PAMILLES DES MINEURS victimes de la cetastrophe des houillères de Liévin, une aide a été décidée par la CECA d'environ 50 000 francs belges pour chaque veuve, de 30 000 francs belges pour la famille des célibataires. Les orphelins de mineurs peuvent bénéficier d'une bourse de la Fondation Paul-Finet, en vue de poursuire leurs études.

REDUCTION DU NOMBRE DES ZONES DE VENTE DU CHARBON RHENAN. — La Commission européenne a autorisé une modification que les charbonnages de la Euler systemt décidé, en octobre dernuter, d'apporter à leurs règles de vente. Ces règles prévoyaient que les grossistes de charbon étaient admis d'effectuer des sones de vente suprès de la Eulerkhote pour des sones de vents entre lesquelles le territoire du Marché continuu était divisé. Pour la Bépublique fédérale, èl existait cinq zones désonais, pour des reisons d'économie en frais généraux, il n'y en aura désornais plus que trois.

LA RUHRECHLE A RELEVE DE 10 % le 1et fanvier 1975 ses barêmes, en vue de compenser, a-t-elle expliqué, la hausse de ses coûts de production. PIN D'UN TARIF DE SOUTIEN. - Bruzelles

rejusé de proroger l'autorisation octrogée en 1972 du tarif spécial nº 214 de la Deutsche Bundesbahn pour des transports de combustibles solides entre Ahlen (Westphalle) et Aledorf (région d'Atx-la-Cha-pelle). DES AIDES DE READAPTATION ont été acco

dées pour mille neuf cont vingt-sept salariés de la Bulurkohle, deux mille quatre conts transfileurs de la British Steel, ainst que pour les mineurs beloes de plus de cinquante ans quittant les houillères après au moins cinq années de service.

# Parlement européen

Elections au suffrage universel direct en 1978 ASSEMBLEE des Neuf, réunie à Luxembourg le 14 janvier, a adopté la Convention instituant l'élection au suffrage universel direct des membres du Parlement européen.

L'assemblée a également adopté, après un long débat, one convention amendée qui fixe à 355 le nombre des parlementaires. Ceux-el sons répartis de la façon suivante: 71 Allemands, 67 Britanniques, 66 Italiens, 65 Français, 27 Néerlandais, 23 Belges, 17 Danois, 13 Irlandais et 6 Luxembourgeois.

Les parlementaires européens sont élus pour cinq ans. Leur mandat européen est compatible avec le mandat national. L'assemblée des Neuf a décidé que les élections auront lieu le même jour dans tous les États membres, avec cependant la possibilité de les étaler sur deux jours Les résultats des votes seront publiés aux mêmes dates. La première élection aura lieu le premier dimanche du mois de mai 1978 — conformément à la décision du « sommet » de Paris en décembre 1974. Divergences sur la nouvelle grille des prix

Divergences sur la nouvelle grille des prix agricoles

Le débat au Parlement européen sur la nouvelle grille des prix agricoles communantaires pour la campagne 1975-1976 fait apparaître les mêmes divergences que celles qui se sont manifestées entre les neuf ministres de l'agriculture lors de leurs conseils.

M. Pierre Lardinois, commissaire chargé des questions agricoles, a relevé que l'effet exact des augmentations de prix proposées par la Commission s'élevait à 9,7 % et que l'incidence sur le coût de la vie sera de 0,66 %.

Après un débat de près de douze heures, l'assemblée des Neuf a adopté le projet de résolution présenté par sa commission de l'agriculture. Le Parlement a'est prononcé contre les propositions de prix de la Commission de l'agriculture. Le Parlement a'est prononcé contre les propositions de prix de la Commission européenne, estimant insuffisante la hausse de 9 % en moyenne, préconisée par la Commission de Bruxelles, parce que cette hausse u'assure pas aux agriculteurs un revenu équivalant à cent des autres secteurs, et parce qu'elle ne permet pas de compenser les pertes subles en 1974.

Toutefois, le Parlement a adopté un amendement important, introduit par le sénateur beige Martens, qui demande qu'une première étape doit maintenant consister « à réduire d'un quart à partir du 1° jévrier les montants monétaires compensatoires qui subsisteront à cette date, et que la compensation d'allemagne, par le binis de la T.V.A., uprès lu réévaluation de 1969, doit être prolongée d'une année ».

A propos des compensations péticolières

A propos des compagnies petrolières En séance de nuit, un débat sur les compagnies petrolières a tourne court. Il avait été introduit par une question orale de M. Terrenoire, au nom du groupe des Démocrates europeens de progres (gaullistes). M. Terrenoire a demandé à la Commission où en est l'enquête

demandé à la Commission où en est l'enquête menée par la Commission européenne auprès des compagnies pétrolières et les conclusions qu'elle en aurait éventuellement tirées.

Le commissaire responsable, M. Albert Borschette, a déclaré que l'enquête engagée par la Commission en décembre 1973 est toujours en cours et que la Commission est en train d'exploiter les premiers résultats. Il s'est refusé à communiquer les résultats partiels sur le comportement des sociétés pétrolières, réservant cette communication pour un débat plus larre. cette communication pour un débat plus large, à une date ultérieure. Il a precisé toutefois que « certains faits détectés relèvent plutôt de la fiscalité que de la concurrence ».

Relations avec les pays A.C.P. Le Parlement européen a adopté au cours de sa dernière séance une résolution concernant les mesures transitoires à mettre en œuvre par la Communanté européenne après le 31 janvier dans le cadre de ses relations avec les quarantesix pays A.C.P. (pays d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique) et les pays et territoires d'outre-

### Association européenne de libre-échange

Le commerce des pays membres en octobre 1974

E secrétariat de l'Association européenne de L libre-échange (AELE) a publié le 37 janvier les données corrigées des variations saison-nières du commerce des pays membres en octobre 1974. Elles font apparaître une augmen-tation de valeur de 2,6 % des exportations totales de l'AKLE et une diminution de 1,9 %

de la valeur des importations.

La moyenne des données corrigées des variations saisonnières pour les trois mois ayant pris fin en octobre indique que les exportations à l'intérieur de l'AELE, out progressé de 2,1 %, soit moins rapidement que le commerce total, et que les ventes destinées aux communautés enuméennes es tont serverses de 1,4 %.

et que les ventes destinées aux communautés européennes se sont accrues de 1.4 %. Des augmentations supérieures à la moyenne ont été le fait des exportations à destination des Etats-Unis (+ 11.2 %) et vers le reste du monde. La plupart des pays de l'AELE, ont enregistre une augmentation de leurs exportations totales : la Suisse, le second exportateur de l'Association par ordre d'importance, n'a enregistré, pour sa part, qu'une progression de 0,6 %.

1110

S-...

14.00

1.0

Tous les pays membres, à l'exception de l'Islande at du Portugal, ont observé une régression de leurs importations totales pendant les trois mois ayant pris fin en octobre. On a constaté una baisse des achats effectués dans les Communautés européennes par la Suède, la Suisse, la Norvège et l'Autriche, qui sont les quatre principaux importateurs de l'AELE; les Communautés européennes fournissent un peu plus de la moitié des importations de l'AELE.

l'AELE.

La valeur des importations totales de l'AELE.
(c.2f.), non corrigées des variations saisonnières, s'établissait en octobre 1974 à 5 milillards 791 millions de dollars et celle des exportations totales (f.o.) à 4 milliards 937 millions.
Les exportations à l'intérieur de l'AELE ont
totalisé 983 millions de dollars. Pour ce qui est
des échanges avec les Neuf, les importations et
les exportations ont atteint en valeur respectivement 3 milliards 9 millions et 2 milliards
158 millions de dollars. Les achats aux EtatsUnis se sont élevés à 377 millions et les ventes
à 311 millions de dollars.

# TOWALLAS OF STATES

### Marché commun

La décision sur les prix agricoles est reportée

L ES ministres de l'agriculture des Neuf ont terminé le 21 janvier à Bruxelles sans conclusion une troisième session du conseil de la C.E.E. consacrée à la fixation des nouveaux prix des produits agricoles pour la campagne 1975-1976. Devant la difficulté des problèmes à resoudre, les ministres ont estime qu'ils devalent se revoir une nouvelle fois les 10, 11 et 12 février. en dépit du fait que les nouveaux prix du lait devaient en principe entrer en vigueur le 3 février. Dans ce secteur les ucuveaux prix doivent étre appliqués rétroactivement avec effet au 3 février pour la poudre de lait et le beurre. M. Christian Bonnet, le ministre français, a souligné l'ampleur des divergences qui rendaient

impossible un accord avant la fin janvier. On semblait compter, d'autre part, sur le « som-met » franco-allemand des 3 et 4 février à Paris pour faciliter des rapprochements. Les trois principeux problèmes qui ont occupé

les ministres au cours de la session de fin janvier étaient les suivants : 1) Le niveau général des prix : Bonn estime 1) Le niveau général des prix: Bonn estimé trop importante l'augmentation de 10 % proposée par la Commission de Bruxelles et jugée satisfaisante par Paris. Mise à part cette divergence le taux d'augmentation proposé par la Commission paraît rencontrer un préjugé favorable de la part des autres délégations:

2) Productions animales: le Royaume-Uni a proposé par la Commission paraît des autres délégations.

2) Productions animales: le Royaume-Uni a proposé un système de subventions directes permanentes, tandis que la France envisage d'indemniser les éleveurs pour les difficultés à son avis passagères qu'ils ont rencontrées depuis 1974. Les deux propositions ont été mai accueillies par l'ensemble du conseil. Le ministre français a uéanmoins déclaré qu'il coutinuerait à défendre la sienne très fermement.

3) Les effets de l'inflation : la proposition de 3) Les effets de l'inflation: la proposition de la Commission tendant à compenser par une modification des montants compensatoires mouétaires les différences de taux d'inflation en Allemagne et au Beneiux d'une part, en France d'autre part, n'a pas été retenue jusqu'à présent par la conseil. La France préfère à une opération monétaire des aides nationales sous forme de crédit et d'avantages flacaux dans le strict represet des régles communautires. Le strict respect des regles communautaires. Le conseil ne s'est pas prononce non plus sur cette

En dehors du débat sur les prix, les ministres out pris deux décisions de gestion du marché agricole qui donnent satisfaction à trois Etats

membres:

1) L'Italie et le Royaume-Uni ont obtenu une nouvelle subvention de leurs importations de sucre à acheter au prix fort sur le marché mondial pour combler leur déficit;

2) L'Italie et la France pourront mettre à la distillation à partir du 15 février respectivement 2 millions et 3 millions d'hectolitres d'excédents de vin qui encombrent le marché (jamais les disponibilités u'ont été aussi importantes: 246 millions d'hectolitres).

Echec des travaux sur l'énergie Les ministres des affaires étrangères des Neuf u'ont fait aucun progrès la 20 janvier à Bruxelles sur la préparation du dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole, dont une réunion préliminaire doit se tenir à la fin du mois de mars prochain à Paris. tenir à la fin du mois de mars prochain à Paris.
En fait, les Neuf n'ont pas réussi à trouver
une position communa sur des sujets aussi
importants que la liste des thèmes qui devront
ètre discutés à la conférence préparatoire, les
catégories de pays qui devront être présents
et la représeutation de la Communauté européenne à cette conférence.

La Commission européenne de Bruxelles avait
provocé aux Neuf un estalogue de crisés allant

proposé aux Nenf un catalogue de sujets allant des prix et de la sécurité d'approvisionnement aux possibilités d'investissements dans les pays aux possibilités d'investissements cans les pays producteurs et aux problèmes économiques et financiers des pays en voie de développement. Plusieurs délégations ont objecté que l'on ne pouvait pas fixer une liste limitative da sujets et que, notamment, la question des matières premières devait y être incluse.

Le nombre des participants à la réunion préparatoire a également soulevé des controverses entre les Neuf. La France a défendu la formule proposée par le ministre saoudien du pétrole, le cheik Yamani, qui prévoit trois catégories de pays : quatre producteurs de pétrole (Arabie Saoudies, Iran, Algérie, Venezuela), trois consommateurs industrialisés (Etats-Unis, Japon et C.E.E.) et trois consommateurs non industrialisés (Inde, Brésil et Zalre). La Commission de la C.E.E. a proposé la formule de trois fois cinq pays de chaque catégorie et la Grande-Bretagne est plutôt favorable à une très vaste consultation non limitative.

Enfin, on n'a pas réussi à se méttre d'accord et que, notamment, la question des matières

Enfin, on n'a pas réussi à se mettre d'accord sur la représentation de la Communauté en tant que telle à cette réunion préparatoire. Les Britanniques ont souligné que Londres se réservait la possibilité de participer en tant

qu'entité indépendante à la conférence.
En ce qui concerne le problème posé par la participation de huit Etats membres de la C.E.E. à l'Agence internationale de l'énergie d'inspiration américaine, les ministres sont convenus que pour les domaines déjà couverts par des délibérations communautaires (c'est-à-dire avec la participation de la France), ces Etats devront se conformer au sein de l'Agence à ces délibé-rations du Marché commun. Pour toutes les autres questions « revêtant un interêt particulier pour le Marché commun », les huit pays devront

pour le Marché commun », les huit pays devront « rechercher » une action commune, comme les y oblige le traité de Rome (article 116). Le Royaume-Uni a insisté pour que figure dans la décision communautaire le terme « rechercher » qui ne préjuge pas le résultat.

L'échec des travaux du conseil sur la préparation de la conférence avec les pays producteurs u'ayant pas amélioré le climat, les ministres ont d'autre part renvoyé à leurs collègues de l'énergie les propositions de la Commission européenne tendant à réduire de 7 % en 1976 la consommation européenne d'énergie et à développer les sources d'énergie autres que le pétrole. Les ministres responsables de l'énergie se saisiront de ces textes le 13 février.

Nouvelle subvention aux importations de sucre

Les ministres de l'agriculture des Neuf ont donné leur accord le 20 janvier pour que la Communauté européenne subventionne une nouvelle tranche d'importation de sucre en provenance du marché mondial afin de couvrir les déficits des marchés britannique et italien.

Depuis le 13 décembre dernier, la C.E.E. a déjà subventionné l'achat au prix mondial de 200 000 tonnes, ce qui avait coûté 86 millions d'unités de compte (473 millions de franca français) au Fonds agricole européen. La majeure partie de ces importations a été dirigée vers le marché britannique. Aussi l'Italie a-t-elle demandé que la Commission européenne prenne des messures pour garantir que la nouvelle des mesures pour garantir que la nouvelle tranche permette d'approvisionner son marché. Ce deuxième lot sera provisoirement limité à 200 000 tonnes, mais li est entendu qu'il pourra être porté à 300 000 tonnes. La France a deman-dé que ces importations soient ainsi fraction-tées pour permettre au conseil de réexaminer la situation do marché.

Accord sur les pétrodollars

Accord sur les pétrodollars

Les ministres des finances des Neuf sont favorables à un recyclage des pétrodollars dans le cadre du Fonds monétaire international portant au total sur 10 à 12 milliards pour l'année 1975. Tel est l'accord réalisé le 7 janvier par les grands argentiers de le C.E.E. lors d'une conférence informelle à Londres.

En revanche, les Neuf ne se sont pas prononcés sur le fonds Kissinger de 25 milliards de dollars dont ils ont renvoyé l'étude à la conférence de Washingtou qui s'est tenue huit jours après leur rencontre. Les Neuf se sont donc prononcés nettement pour la formule de recherche directe des capitaux auprès des pays recherche directe des capitaux auprès des pays producteurs de petrole, et ce aussi bien au niveau communautaire qu'international. Au cours de 1975, 15 milliards de dollars au total pourront être

# 

# Organisation des Etats américains

Dénonciation de la nouvelle loi américaine sur le commerce

Convoques à l'initiative de la Colombia, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela (tous quatre importants producteurs de matières pre-mières : café, cuivre ou pétrole), une session d'urgence de l'Organisation des États américains a eu lieo à Lima du 20 au 23 janvier pour discuter des conséquences sur les économies latino-américaines de la nouvelle loi américaine sur le commerce. L'une des craintes suscitées par la nouvelle législation découle des restrictions envisagées, qui pourraient priver certains pays en voie de développement des bénérices du système généralisé de préférences. Ceux des pays latino-américains qui s'efforcent de reprendre en main le contrôle de leurs richesses naturelles s'estiment en outre visés par un texte qui risque de pénaliser les nationalisations.

A l'unanimité des vingt participants, moins les Etats-Unis qui ont voté contre, l'O.E.A. a pris la décision de dénoncer devant son Assemblée générale cette loi sur le commerce (la Bolivie et Elaiti u'assistaient pas à la réunion). Aux termes du texte adopté, elle exprime sa a projonde préoccupation à la suite de la délérioration de la solidarité interaméricaine provoquée par les dispositions de la loi ».

La commission spéciale de consultation et de négociation (CECON) s'est réunie les 18 et 19 janvier pour eraminer la situation du marché de la viande aux Etats-Unia. Le débat a porté sur les récentes déclarations du président américain laissant prévoir que son gouvernement pourrait prendre des mesures au cas où les importations de viande aux Etats-Unis viendraient à dépasser les limites imposées par le département de l'agriculture.

Les délégations latino-américaines se sont émues à la perspective de voir les Etats-Unis établir des quotas à l'importation, ou de négocier des accords d'importation séparèment avec chacun de leurs fournisseurs. Elles ont demandé qua Washington liteme compte de l'esprit des engagements qu'ils ont souscrits dans le cadre dn système interaméricain et de la situation des pays latino-américains en voie de développement exportateurs de viande. De son côté, is délégation des Etat-Units es parseits que le pement exportateurs de viande. De son côté, la délégation des États-Unis a rappelé que la création récente, au sein du gouvernement de Washington, du groupe interagences pour les questions commerciales latino-américaines répondait précisément an souci de tenir compte des problèmes de l'Amérique latine dans l'élaboration de la politique commerciale américaine.

DROIT INTERNATIONAL. — Les représentants des pays membres de l'O.E.A. ont participé à l'essama du 14 au 25 janvier à une conjérence sur le droit international privé, organisée un niveau interanterionin. Les discussions ont porté sur la plupart des problèmes juridiques nés des bouleursements qui, depuis des années, ont affecté les régimes politiques, les structures des sociétés et les relations commerciales. Les résolutions adoptées seront soumises aux gouvernements des pays membres et au comité juridique interaméricain.

### Comité intergouvernemental pour les migrations européennes

Trente-huitième session du conseil L E conseil du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), qui a tenn sa trente-huitième session à Genève du 18 an 28 novembre, s'est particulièrement préoccupé de l'augmentation prévisible, dans les

mois à venir, de la demande d'émigration au départ de l'Europe en raison du développement du chômage et a recommandé aux pays d'outremer de faciliter la rématallation des émigrants européens et des réfugiés. Le conseil a égale-ment examiné le bilan des activités du CIME pour 1974 en faveur notamment de l'évacusition de personnes résidant au Chili et à Chypre. Il a approuvé le budget et les programmes pour 1975, qui prévoient l'émigration de soixante-sept mille nationaux et rérugiés. Au cours de cette session, la République arabe d'Egypte s'est vu accorder le statut d'observateur.

# Conseil de l'Europe

Les travaux de la commission européenne des droits de l'homme

A U cours d'une session tenue à Strasbourg A du 12 au 20 décembre, la commission européenne des droits de l'homme a déclaré irrecevables une centaine d'affaires traitées selon la procédure sommaire. En revanche, elle a déclaré recevables deux autres affaires: Klass et autres contre République fédérale d'Allemagne (requête de cinq juristes allemands contre la loi du 3 août 1963 autorisant, sous certaines conditions, le contrôle da la correspondance et de télécommunications) et Miller contre Autriche (concernant la perte partielle du droit à une pension complète en application d'une convention de sécurité sociale entre le Liechtenstein et l'Autriche). La commission a également procédé à l'adoption de son nouveau règlement intérieur.

CONCENTRATIONS DE PERSSE. — Le comité des ministres du Conseil de l'Éurope a adopté le 16 décembre une résolution recommandant aux pays membres de prouve des mesures viaant à raientir la phénomène de concentration des entreprises de presse. Le rupport final du comité d'experts gouvernementaux, qui a servi de base à la résolution des ministres, a été publié le même four.

SEESION DE L'ASSEMBLES PARLEMENTAIRE.

— L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
s'est réunie: à Strasbourg du 21 au 29 janvier. On
trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

INFORMATIQUE ET ADMINISTRATION LOCALE, – Maires, responsables de centres d'informatique, sprésentants d'associations de pouvoirs locaux,

experts des ministères de l'intérieur et parlemen-taires des pays membres du Conseil de l'Europe ont participé du 4 au 6 décembre à Lausanne à un col-loque sur l'utilisation des ordinateurs dans la pestion des afjaires locales et la protention des libertés indi-viduelles jane à l'informatique.

# Transport aérien

Accord sur les tarifs transatlantiques à partir du 1<sup>er</sup> avril

UN accord est enfin intervenu le 27 janvier à Genève entre trente compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) sur les tarifs à appliquer au-dessus de l'Atlantique nord à dater du

Le prix du passage sur les vols réguliers en première classe et en classe économique augmentera de 10 %. Les participants ont finalement accepté le tarif « Apex », conçu pour concurrencer les vols affrétés par les compagnées de charters et qui équivant à peu près à la moitié du prix normal pour un séjour de vingt-trois à quarante-cinq jours, à condition que les places soient réservées et le paiement effectué soirante jours à l'avance.

Salon les mégisjons de l'avance.

Selon les précisions de l'IATA, le prix du voyage au tarif «Apex» de Paris à New-York sera porté à 320 dollars (1619 francs) en hiver, à 338 dollars (1710 francs) au printemps et en automne et à 434 dollars (2199 francs) en été. L'accord du 27 janvier est intervenu après de longs mois de négoriations infractueuses, pen-dant lesquels le précédent tarif avait dû être provisoirement reconduit avec quelques modifi-

• UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Le comité des présidents de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) s'est réuni à Paris le 8 janvier pour préparer la célébration du vingtième anniversaire de l'Assemblée, qui aura lieu au mois de mai à Bonn.

a ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RE-CHERCHE NUCLEARRE. — Le conseil de l'Organisa-tion suropésune pour la recherche nucléaire (CERN), réuni à Genèse pour sa cinquante-troisème session les 18 et 19 décembre. « porté à la présidence H. Paul Levaux (Belgique) en remplacement de M. Wolfgang Gentner (Allemagne Jédérale) et adopté

les budgets des deux laboratoires du CERN pour 1975 (respectivement 410 et 237,9 millions de france suisses). Le conseil a examiné l'ensemble des esti-tités de l'Organisation au cours de l'année écoulée et les développements récents de la recherche en matière de physique des particules.

e RECHERCHES SPATIALES. — L'Organisation suropéenns de recherches spatiales (CERS-ESRO) a annoncé la 20 janvier quatre nouvelles nominations approuvées par le conseil de l'Organisation : celles de MM. Massimo Trella (Italis) en qualité d'inspecteur technique: Bernard Delojre (France), su poste de directeur du Programme Spacelab; Walter Luksch (R.F.A.), au poste de directeur du Programme de satellites de communications, et de M. John Hawkes (Roysume-Uni), devenu chaf du département « Développement et Technologie » de l'ESTEC (Centre de recherches et de technologie spatiales de l'ESRO à Noordwijk, Pays-Bas).

• CBOIX-ROUGE, — Le comtié international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a ouvert à New-Delhi, en début du mois de jauvier, une délégation régionale pour le sous-continent agintique, dont l'activité cou-vrira huit pays de la zone : Alghanistan, Bangladesh, Bhutan, Inde, Népal, Pakistan, lles Muldives et Sri Lanka.

— Les déléqués régionaux du C.I.C.R. ont visité cu mois de décembre de nombreux lieux de déten-tion et rencontré plus de 7 000 détenus au Chili (dont 2 600 internés pour des motifs au des délits d'ordre politique), 31 détenus politiques dans les prisons de Beira et de Machava au Mozembique, plusieurs milliers de détenus colombiens (dont près de 150 détenus politiques), et 2 000 prisonniers aux Philippines (dont 500 prisonniers politiques).

Les délégués et les équipes médicales du C.I.C.R. ont d'autre part intensifé leur action en République khmère (et notamment à Phnom-Penh et à Kompong-Chnang) du jait de la recrudescence des combats dans ce pays. Enfin, les activités se sont poursuivies à Chypre : assistance médicale, recherche des personnes disparues et échanges de messages jamiliques.

e PIAN DE COLOMBO. — Les perspectives de l'aids aux pays en voie de développement après les difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires et les hausses de priz du pétrole de 1974 ont été au centre des travaux du comité consultatif du Plan de Colombo, réunt à Singapour du 3 au 5 décembre. Cette vingt-quatrième session du comité s'est aussi précoupée des nouveaux aspects de la coopération technique internationale.

e COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La Com-mission du Pacifique sud (C.P.S.) a tenu, du 6 au 9 janvier, à Nouméa, une réunion coneacrée à la création d'un conseil du Jestival des arts du Paci-

# DIX ANS DE COOPÉRATION MAGHRÉBINE

# Espoirs et contradictions d'une aspiration à l'unité

🖪 I l'idée dn • grand Maghreb » > résiste à toutes les vicissitudes politiques, c'est probablement qu'elle tira su force d'un mythe inscrit dans la conscience des peuples de la région, par des siècles de vie, de luites et d'espoirs communs. C'est ce que devait rappeler le roi du Maroc Hassan II dans une conférence de presse le 17 sep-tembre, à un journaliste qui lui demandait si l'idée du « grand Maghreb - restait toujours vivace malgré les dissemblances da régimes entra la royaume du Maroc. la Républiqua populaire d'Algérie et la République de Tunisie : « Je ne pense pas que l'on puisse, à partir des disparités des régimes, qui est au-delà des régimes. » En même temps, le souverain marocain devait repousser la notion de fusion ou d'union politique, pour préconiser un approfondissement de la coopération maghrébine.

Il semble dont que l'objectif tracé par les partis da libération nationale maghrébins en 1958 soit actuellement définitivement abandonné. Mais il n'est pas inutile de rappeler les termes du communiqué final de la • conférence de l'unité » qui rassembla cette année-là, du 27 au 30 avril à Tanger, le Néo-Destour tunisien. l'Istiglai marocain et le Front de libération nationale algérien : « La conférence de Tanger... consciente d'exprimer la volonté unanime des peuples du Maghreb d'unir leur destin dans la solidarité étroite de leurs intérêts, convaincue que le moment est venu da concrétiser cette volonté dans le cadre d'institutions communes, afin de leur permettre d'assurer le rôle qui leur incombe dans le concert des nations, afin d'œuvrer à le réalisation de cette union, considère que la forme fédérale répond le mieux aux réalités des Etats participants. - Encore falattendre la libération de l'Algérie du joug colonial pour metire en ceuvre cette profes de foi Pourtant cet événement. intervenu en 1982, allait être le prélude d'une crise très grave dans s relations maghrébines, qui a atteint son paroxysme avec la conflit armé algéro-marocain d'octobre 1963. L'idée maghrébine a suhi un test majeur, elle est sortie en fin de compte renforcée de l'épreuve. Mais, désormais, les perspectives se feront plus modesi

DIX amnées se sont écoulées depuis que les gouvernements maghrébins out posé, de façon très prudente certes, les fondaments d'institutions de coopération. Sur l'invitation d'experis marocains. algériens, tunisiens et libyens (réunis à l'initiative de la Com omique des Nations unies pour l'Afrique), les ministres maghrébins de l'économie devaient tenir deux conferences à Tunis, du 28 septembre au ler octobre 1984, et à Tanger les 26 et 27 novembre de le même année. Les deux protocoles d'accords signés à cette occasion tracent la madre et déterminent la philosophie génerale de la future

coopération, qui se doit d'être souple et pragmatique. « L'unité économiqua » demeure cependant · la perspective finale ». Mais, à ce stade, il ne s'agit que d'une simple déclaration d'intention.

La Libye, partie prenante des le début du processus de coopération. va quitter toutes les institutions maghrébines à partir de juillet 1970. Ce pays va. dès lors, participer à una série de projets d'unions mortnés : l'Union des républiques arabes, avec la Syrie et l'Egypte (Constitution soumise au référendum le la septembre 1971); l'accord de Benghari, signe le 12 avril 1972 avec l'Egypte, pour l'union totala des deux pays (l'Egypte a procédure de référendum prévu pour le le septembre 1973) ; enfin l'accord de fusion signé avec la Tunisie le 12 janvier 1974 à Djerba (le partenaire tunisien e refusé. lui anssi, l'organisation de référendum fixé dans un premier temps au 18 jenvier 1974).

Le président Kadhati. à la tête d'une dot (pactole pétrolier) fort alléchante pourtant, a échoué dans tous ses desseins matrimoniaux. Les exigences politiques du leader libyen se sont-elles evérées insupportables à ses interlocuteurs? Ou bien ne doit-on voir là que des exemples des multiples aleas de l'unité arabe?

La Mauritanie a pris le relève de le Libye au sein des institutions maghrebines, mais simplement en qualité d'observateur. Ce « payscharnière - coopère plus activement, à l'heure actuelle, avec ses voisins au sud du Sahara. Il pernicipe en particulier à l'Organisation des Etats riversins du fleuve Sénégal - O.E.R.S. - et à la Communanté des Etais de l'Afrique de l'Ouest - C.E.A.O.) Si la Mauzitania resta sur la réserve, c'est qu'elle estime, à juste titre, peu concluantes les réalisations de le coopération économique maghré-

Les protocoles d'accord de 1964 ne contiennent que des obligations de principe. Il fant citer en premier lien celle de l' « approvisionnement prioritaire dans les pays du Maghreb . Seuls des acc ont tente de stimuler le commerce intra-maghrébin, en prescrivant l'échange de listes de produits en franchise douanière ou dans la limite de certains contine cords signés en 1963-1964 et renouvelés en 1973). Mais, malgré tout, la part des échanges intramaghrébins, dans le commerce extérieur des pays concernés, reste assez faible, comme le montre le tableau

ci-contre. Le second principe concerne la coordination des politiques d'exportation vers les marchés extérieurs. Mais force est de constater que l'Algérie, la Maroc et le Turisie négocient séparément depris sentembre 1973, la conclusion d'accords d'association avec la Communauté économique européenne. (Pour les deux derniers, Il s'auit du renouvellement des conventions concluss en mars 1989 avec la

C.E.E.) La seule réalisation, en ce domnine, est la creation d'un comité maghrébin des agrumes et primeurs (COMAP), par un accord signé à Rabat la 30 mai 1972 entre les organismes maghrébins de pro-duction et de commercialisation des agrumes et primetre.

### Par MOHAMED BENNOUNA \*

Le troisième principe porte sur la coordination et l'harmonisation des politiques d'industrialisation et d'infrastructure économique. En debors de le conduite d'études d'une institution créée avec l'aide du Programmo des Nations unies pour la développement — la Centre d'études industrielles, qui siège actuellement à Tanger, — chaque pays élabore sa propre politique dustrielle sans se soucier des projets ou des réalisations du voisin

Les protocoles de 1964 préconi-sent également l'organisation de négociations dans les principaux cteurs de l'activité économique. Cette méthode e favorisé le naissance de nombreuses institutions spécialisées mais, dans la plupari des cas, alle n'a pas permis d'aboutir à des résultats importants.

Deux organismes ont été chargés de gérer des services d'intérêt commun : le Comptoir de l'alfa (COMALFA), créé en mai 1965, e reçu le monopole de le commer-cialisation de l'alfa brut maghrébin. Mais le conseil d'administration du COMALFA ne s'est plus réuni depuis 1967 et per voie da conséquence, le programme d'exporta-tion de l'alfa n'a plus été négocié en commun. Le Bureau central de compensation maghrébin (B.C.C.M.), créé en 1969 et inauguré à Alger au début de cette année, a pour fonction de compensar les règle-

fer maghrébins. On dénombre également huit commissions spécialisées dans les domaines des transports, du tourisme, des assurances et réassurançes, de l'emploi et du travail, de la normalisation, des produits pharmaceutiques et la dernière en date, en matière de statistique et de comptabilité nationale. La commis tion des transports est le seule doni les iravaux ont relativement bien progressé : signature de tions dans les domaines des transports ferrovisires at routiers : projets très élaborés de création fun - trans-Maghreb-Exp d'une société a Air Maghrab a

pour les vols long courrier; créa-tion et exploitation en commun d'une ligne maritime - Maghrab Coast line - reliant les principaux

poris des pays concernés. Il n'en demeura pas moins que l'édifice institutionnel est très peu structuré. Il sera, de ce fait, sensible à la conjoncture des relations politiques maghrébines. La conférence des ministres de

l'economie, clé de voûte de tout le système, u'a été dotée jusqu'à présent ni d'uns charts constitu-tive, ni même d'un règlement intérieur. Le principe de l'annuelité des réunions s'est imposé sous l'effet d'une certaine pratique: mais depuis 1967, la conférence n'a juillet 1970. Elle a pour fonctions d'élaborer des recommandations à l'intention des Etats membres et de leur servir de cadre pour la négociation d'accords internationaux; d'autre part elle exerce une tache essentiella d'impulsion at de contrôle à l'égard des autres institutions, par l'intermédiaire du Comité permanent consultatif maghrébin (C.P.C.M.). Cette dermère organisation, disposant d'un siège permanent à Tunis, se compose des délégués des Etais mem-bres et d'un secrétaries.

A U sein de cet édifice institu-tionnel, le C.P.C.M. repré-sente à coup aûr l'élément la plus dynamique. Il a ŝtabli, des 1986, un diagnostic de le coopération maghrébine mettant en cause « la méthodo de négociation secteur par secteur » et proposant « una stratégie globale da développement intégré ». Le C.P.C.M. e élaboré. avec l'aide de le snr « les différentes méthodes d'approche en vua de réaliser l'union économique au Maghreb », qu'il a soumis en 1967 à le confé-rence des ministres. On trouve exposée dans ce document, de facon claire et précise, la problématique de l'intégration économique maghrébine. Les ministre de l'économie se sont rangés à l'avis du comité et ont porté « leur choix sur una solution globale transitoire qui préparera dans les meilleures conditions le passage à l'intégration maghrébine comité a reçu pour mission de préparer un projet d'accord de coopération économique pour cette période transitoire évaluée à cinq ans. La dernière conférence des ministres, qui e'est tenue à Rabat, en juillet 1970, a été saisie d'un projet d'accord en quarante-

LA PART DES E		UR DES TROIS		E COMMERCE		
1964			1970			
Importations		Exportations	Importations	Exportations		
ALGERIE	2,42 %	1,16 %	1,7 %	1,5 %		
MAROC	2,07 % 2,06 %	2,48 % 7,89 %	0,9 %	4 % 142 %		
Source : Revue Maghred, mars-avril 1972.						

neuf articles. La question de la réduction des barrières aux échan-ges était au centre des débats, Plus précisément, il convensit de s'entendre sur la définition des produits originaires de Maghreb et susceptibles de bénéficier de la ráduction an question. Pour l'Al-garie, en particulier, les critères du C.P.C.M. étaient trop vagues et n'offraient aucuna garantie contre les détournements de trafic par le biais des pays voisins. Il fut re-proché égalemant en projet d'ac-cord de na pas traiter de l'harmonisation des législations fiscales, sociales, et de celles relatives aux investissements. Or on sait que les grandes disparités entre le système marocain et tunisien d'eutre part, peuvent êtra à l'origine de profondes inégalités entre les secteurs d'activité économique de chacun des pays,

Sans se prononcer sur le fond dn débat, le conférence e confiè an C.P.C.M. la soin « d'amender, d'enrichir les dispositions qui ont été soumises au cours de la présente session, afin de parvenir à l'adoption de l'accord à couclure ». Le comité e donc été renvoyé a ses études. Il les poursuit depuis cette date pour améliorer le pro-jet initial d'accord de coopération

Doit-on conclure que le Maghreb se trouve dans l'impasse? Les divergences des régimes politiques et des systèmes économiques et sociaux représentant-ils un obstuele insurmontabla an développement d'une coopération régionale? Les pays concernés sont-ils condamnés é diriger leurs regards. comme dans le période précoloniale, vers l'ancienne métropole et vers l'Europe communautaire? La réponse serait certes affirmative si l'on se fondait sur les modèles théoriques élaborés à partir de l'expérience de la Co économique suropéenne, pour les pays è économie de marché, ou de celle du Conseil d'assistance économique mutuelle (C.A.R.M., ou COMECON), pour les pays à économie planifiée. Mais de tels chémes sont totalement inadaptés à le réalité maghrébine. Le sousdéveloppement et les séquelles du colonialisme constituent ici de prissants facteurs de rapprochement, dont il n'est pes tenn compte. Des groupement naux évolués, comme la Communauté de l'Afrique de l'Est ou le Groupe andin, out pu se former antre des pays cons-développés à systèmes économiques et socianx différents.

Comme en 1989, la Maghreb engaga de nouveau son destin à faveur d'une question territoriale : le Sahare sous domination espagnole. Ou peut espèrer que, déjouant encore une fois les pièges du colonisateur, les partenaires saisiront l'occasion pour approfondir leur coopération.

• Professeur à la faculté de droit de Rabat.

👼 à signi sa l'aire de receivem M introctions

TONS POLITIES T SOCIALES

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

# AFRIQUE AUSTRALE

# Le grand dessein de Pretoria

Par RUTH FIRST\*

OMMISSAIRE des Nations unles pour la Namibie (ex-Sud-Ouest africain), M. Sean McBrida e préparé le création à Lusaka d'un institut de formation où les Namibiens seront initiés à l'edministration de leur pays après eon eccession à l'indépendance. Aujour-d'hui, il em/sage d'établir cet institut à Windhoek (capitale de la Namibie): le nouvelle offensiva de paix en Afrique australe euscite donc de sérieux espoirs dans certains milieux eux Nations unies. Toute négociation eur l'avenir du territoire ne peut qu'être longue et laborieuse, mais il n'est pes exclu qua M. B.J. Vorster, premier ministre sud-efficain, finisse par rencontrer les dirigeants du SWAPO (South West African People's Organisation), ce

du pouvoir à la population noire.

Cet optimisme plus ou moins fondé laiese antrevoir, avec le libéradon de la Namble, la colution d'un conflit international qui e'étemieait depuis le fin de la seconde guerre mondiale. Mels ce n'est qu'un indica parmi tant d'eutres des changements epectaculaires qui ont déferié sur l'Afrique australe depuis le coup du 25 avril à Liebonne et le disparition de l'empire portugale d'Afrique.

qui eutorise les spéculations sur un transferi

l'empire portugale d'Afrique.

Non seulement le transfert du pouvoir à le majorité noire est à l'ordre du jour en Namible et an Rhodésie, mais le programme en a été établi par les chets d'Etat de deux pays — l'Afrique du Sud et la Zamble — qui, jusque-là, étalent des adversaires irréductibles sur la soène

La détenta dans cette région dépand maintenant de le capacité de checun d'eux d'amener à composition teurs clients respectife : la gouvernement de M. Smith, pour ce qui concerne Pretoria, et les mouvements africains de libération pour Lusais. Dans cette partie complexe, qui, de M. Vorater ou du Dr Kaunda, e entraîné

Cette agitation diplomatique e été déclenchée, d'un côté comme de l'autre, par le victoire du FRELIMO au Mozambique et per le perspective sane doute prochaine, au terme d'un processue bien plus compliqué, de l'indépendance de l'Angola. Mais comment l'Afrique du Sud et la Zemble, qui nourrissalent des objectifs apperemment inconciliables, ont-elles pu en vanir à une stratégie commune?

ES motivations de Pretorie sont les plue faciles à comprendre. Elles découlent de le nécessité de seuvegarder les fondements du pouvoir blanc. Jusqu'ici, les guérilleros sudefricains ne pouvaient que très difficilement pénétrer en Afrique du Sud. Que le FRELIMO soit désarmals en mesure de leur offrir de facilités d'accès n'est pes fait pour apaiser l'inquiétude des Sud-Africains, hamés par le cauchemar de l'arrivée des ilbérateurs noirs. Après tout, Pretoria et le Transvaal ne sont guère à plus de SOO kilomètres des pleines boisées du Mozambique, lerrain idéal pour la quérité.

La régime aud-africain serait probablement blen embarrassé e'il lui fallait dire laquelle des deux perspectives est le plus siarmante: un Mozambique Indépendent voué à le cause de la libération totale des peuples de l'Afrique austrele, ou un Mozambique Indépendent devenu, par l'example de es propre transformation sociale révolutionnaire, une pierre de touche pour la libération des populations volsines.

Comme le Mozambique, le Rhodésie cuvre un accès direct au territoire de l'Afrique du Sud : c'était bien pour barrer le route à le guérille déclarchée à le suite de le déclaration uniletérale d'indépendence que Pretoria, rompant avec son leolationnisme, evait envoyé ses forces armées en Rhodésie. Maie cette poilique de controntadon directe deviant une tout autre affaire sujourd'hui que, privée de l'ermée portugales, l'Afrique du Sud doit assumer seule le

Auteur de South West Africa (Penguin, Londres, 1963), The Barrel of a Gun, Political Power in Africa and the coup d'Etat (Allen Lanc, The Penguin Press, Londres, 1970) et Libys, The elusive Revolution (Penguin, Londres, 1974). terdezu de la contre-insurrection dens toute le région.

Pretoria a donc du repenser sa politique, et a est décidé à une retraite stratégique du Zambèze jusqu'au Limpopo, qui marque la frontière de son territoire.

UANT à la Zamble, en contrepartie du retrait des forces sud-africaines de Rhodésie et des pressione exercées aux 
M. Smith pour l'amener à la table de contirence, elle a entrepris de persuader les mouvements africaine de libération de négocier un 
règlement constitutionnel. Qui plus est, et il 
s'egit là d'une pièce maîtresse de l'échafaudage d'un intérêt essentiel pour les Sud-Africains, la Zamble devrait faciliter le surveillance 
d'un cessez-le-fau avec la guéritla dans toute 
l'Afrique eustrale. Ce qui eignifie que non 
eculement les mouvements nationalistes de Rhodésie, male également ceux de Namible et 
d'Afrique du Sud, as verraient privés des facilités qui leur étaient eccordées jusque-là. 
Pourquoi continuer le lutte armée si le conflit 
peut être résolu pasifiquement? A partir de ce 
raisonnament legique, le Zamble s'est talesée 
persuader da remettre sur le tapla l'option 
pacifique proclamée dans le Manifeste de 
Lusake de 1869 — rendu caduc depuis lors 
au sein de l'O.U.A. par la Déclaration de 
Mogadiscio, qui prit acte de l'intranelgeance 
manifeste des régimes blancs. C'est une tentative courageuse, mais risquée.

E qui conditionne l'attitude des Zambiens dans cette détents, c'est le poids milifaire et économique de l'Afrique du Sud.

M. Vorster a touché une corde sensible lorequ'il
e fait savoir que l'altemative à une solution
négociée était trop effrayante pour qu'on puisse
l'envisager. L'intensification de la guérilla est
présentée comme une « vietnamisation » de
l'Afrique australe: une guerre qui ne serait
point aussi iniense, certes, mais qui impliquerait
l'extension inéluctable des ettaques aud-africelnes aux régions servant de « sanctueires » à
le guérille, et principalement le Zambie.

Cette erainte n'est pas le seule préoccupation de la Zamble qui traverse des temps difficiles, confrontée à des problèmes économiques multiples. Privée d'accès à le mer, elle dépend des pays volsins pour exporter son culvre, et la fermeture de sa frondère avec la Rhodéale jui e fait perdre des revenus précieux. Le chemin de fer Tanzam construit par les Chinola est sur la point d'entrer an aervice, mais le port de Dar-Es-Salsam serait déjà surencombré. En eutre, la production egricola est en crise. Et, par-dessus tout, le prix du culvre continue à baïsser.

'EST alors qu'entre en jeu l'élément prin-cipal du grand dessein de l'Afrique du Sud. Rien ne conviendrait mieux au paya de l'epartheid qu'une solution politique conçue en termes d'association avec les Etats africains. Il y gegnerali le fin de son isolement et la possibilité de normaliser ses relatione économiques avec ses voisins. Depuis longtemps, au Nord, à partir de ses installations industrielles jusqu'aux frontières du Zaīre et de le Tanzania. Maigré l'embargo de l'O.U.A., les possibilités d'investissement et de commerce avec l'Afrique australe ont pu être discrètement explorées. Une - solution africaine - eu conflit fera sauter les obstacles qui s'opposent eint plans de coepération économique conçus par l'Afrique du Sud qui, en position d'hégémo pourra dieter ses conditions pour la circulation dans le région des capitaux, des marchandises et de la main-d'œuvre.

L'arme économique occupait une grande plece dans l'avertissement lancé par M. Vorster à propos de l'avenir des relations avec le Mozambique. Il posa quatre conditions au bon voisinage, dont le première invitait le Mozambique à refuser de servir de tremplin aux opérations des mouvements de libération. Les trois autres

insistaient sur la nécessité de maintenir intactas les anclarmes reladons économiques entre les deux pays, principalement en ce qui concerne le flux de la main-d'œuvre en direction des mines eud-africaines (dans la période actuelle de pénurie, la condingent annuel vanu du Mozamblique représents le tiera des effectifs d'appoint), l'accès aux ports mozamblicains et la tourniture de l'électricité produits à Cabora-Basse. Le FRELIMO n'a sans doute pas besoin de leçons eur la manière d'élaborer une etratégie de développement qui l'affranchisse de la dépendance économique héritée de la période coloniale. Mais, de con côté, Pretoria est en train de passer maître dans l'art des pressions économiques et des manipulations politiques qui évitent de recourir à l'action directe pour restaurer un régime détunt.

E grand dessein marchers-t-il ? Il est aussi prévu d'enrôler les pays atricains indépendents dans la campagne pour tempérer rardeur des mouvements de libération — an leur montrant qu'il y va de leur propre intérêt immédiat. Encore faudra-t-il, pour les convaincre, que la décolonisation progresse sans à-coupe en Rhodésie et en Namible, la réusaite du projet suppose aussi que la Zamble et d'autres pays membres de l'O.U.A. acceptent de faire confiance au gouvernement Vorster quant é es volonté d'introduire des changements dans eon propre peys. Or on doute de plus an Afrique du Sud, même dans les cercles politiques blancs, qu'il ait la possibilité, einon la volonté, de réaliser ces changements dans le cadre d'un système qui ne laisse absolument aucune marge de manceuvre en dehore de la politique de séparation des races.

des talents de M. Vorster. Un plan de décolonisation du territoire pourrait elder l'Afrique du Sud à cortir de sa position inconfortable
eux Nationa unies. Mais alors II lui faudre faire
mieux que de réviser eimplement ea version
proposant d'une part, la comédération de la
zona blanche avec plusieurs bentoustans qui ne
eont que des créations sans ressources et
fondées aur le tribalisme, et, d'autre part, l'indépendance de l'Ovamboland au Nord, car le
SWAPO et les Nations unies insistent eur l'indépendance unitaire et sans distinction raclale.
Si M. Vorster veut améliorer son offre, et si,
comme l'espèra le commissaira McBride, Il va
jusqu'à proposer de céder le pouvoir à la
mejorité unie, les Namiblens euront peut-être
conquie uns indépendance formelle, mais ils se
hauteront toujours au fait que leur économie
a été greffée sur celle de l'Afrique du Sud.
Mais nous n'en sommes pas là, et parail les
écueile qui subsistent la détermination de Pretoria de garder la bande de Caprivi, où se
trouvent les installations militaires sud-africaines, n'est pas le moindre.

"EST en Rhodésie que la détente est le plus avancée, et pourtent le plus fragile. Le parti du Front modésien y e déjà fait avorter plusieurs tentatives de règlement constitutionnel, et Il reste en mesure de récidiver. Sud surs fort à faire pour mener son plan à bien. Trop d'éléments contradictoires se combinent encore. Sans parter de M. Smith, on attend toujoure du premier ministre aud-africain lui-même qu'il manifeste son adhésion à le règle de la majorité noire. De pius, le formule constiutionnelle ne devra pas seulement recevoir l'assentiment des mouvements nationalistes regroupés à le hâte dans une équipe de négociateurs improvisée, il lui faudra aussi être acceptée par les masses africaines, qui ont montré leur détermination lors de l'enquête de le commission Pearce et ne renonceront pas si facilement à laurs revendications maintenant qu'elles ont senti le vent de la victoire. Quant à l'Afrique indépendante, ella e encore le temps de voir les conséquences d'un plan qui peut certes apporter une paix provisoire, mais une peix payée au prix imposé par l'Afrique du Sud.

2 2 447

. . . .

12.4

# Dans ce numéro:

P. 2 et 3: REMOUS AUTOUR DE LA CLA. par

P. 4 à 6: POUH UNE NOUVELLE INTERPRETATION DES RELATIONS MOSCOUWASHINGTON: Des mythes qui ont
servi à cristalliser les deux blocs, C.J.;
Les Américains sont persuadés que « les
Russes reviendront », par Alain-Maria
Carron: Fin de l'article de Marc Ferro:
Vers un Yalta nouvelle manière; Changements d'équipe et lois de continuité en
U.R.S.S., par Bernard Féron: Comment
le crise économique affecte la diplomatie
américaine, par Jean-Pierre Vigiar.
« La crise de l'impérialisme », par Christian Palloix. — Carnet des ambassades.

P. 7: 1975, Année internationale de la femme, par Nguyen Thi Dinh et Nanténin Konaté.

P. 8 : Combats pour la vérité en Espagne, par Ignacio Ramonet et Enlimio Martin,

P. 9 à 16: LES MILITAIRES ET LE POUVOIR DANS L'ASIE DES CONFRONTATIONS: Stratégie anticommuniste et piliage économique, par Marcal Barang: Fidèles serviteurs des firmes multinationales, par Malcolm Caldwell: Clients et mercanaires pour une nouvelle «légitimité», par Mark Selden: Intellectuels et universitaires dans la contre-insurrection, par Michael T. Klare: Une étroite coopération, par Patrice de Beez. — Indonésie: l'ordre nouveau des généraux, par Nayan R. Chanda: Japon: Autodéfense et industrie des armements, par Philippe Pons: Corée du Sud: La dictature pour «restaurer » la démocratie (Ph. P.); Inde: puissance matérielle et démocratie, par Gérard Viraselle: Chine: Un rôle politique délicat (John Gittings).

P. 17: LA NOUVELLE CONSTITUTION CHI-NOISE, par Thien Tche-hao, La France vue de l'extérieur, par Gérard Challand.

P. 18: Les Etats-Unis face eu risque de guerre, fin de l'article de Nosm Chomsky.

P. 19: CINEMA POLITIQUE: POURQUOI DES CATASTROPHES? par Ignacio Ramonel.
Alain Bergela et Daniel Percheron.

P. 20: Les travailleurs immigrés et la «crise» en Europe, par Bernard Kayser.

La famine au Sahel : limites de la soliderité internationale, par Jacques Che-

P. 21 à 28 : La Yougoslavie socialiste et autogestionnaire (Supplément).

P. 29: POLITIQUE ET LITTERATURE : LA POESIE ET LES OCEANS EN AFRIQUE, par Garald Moore.

P. 30 à 33 : LA « REVOLUTION » PERUVIENNE , reportage de Maurice Najman. « Langages arabes du présent » de Jacques Berque, par Tahar Ben Jelloun.

P. 34: Correspondance. — L'économie britannique vue par le Hudson Institute, par Tom Naira.

P. 35: Les livres du mois.

P. 36 ò 39: L'activité des organisations internationales. — Dix ans de coopération maghrébine, par Mohamed Bazzouna.

A Paris, près de la place Clichy

# MONTMARTRE

22,24,26 av. de Saint-Ouen,18

du studio au 5 pièces PRIX FERMES

ZANNETTACCI - OCCIDENT-VENTE

15 avenue Matignon Paris 8 Tél. 359.98.32

Février 1975

ه کذار شرای مل